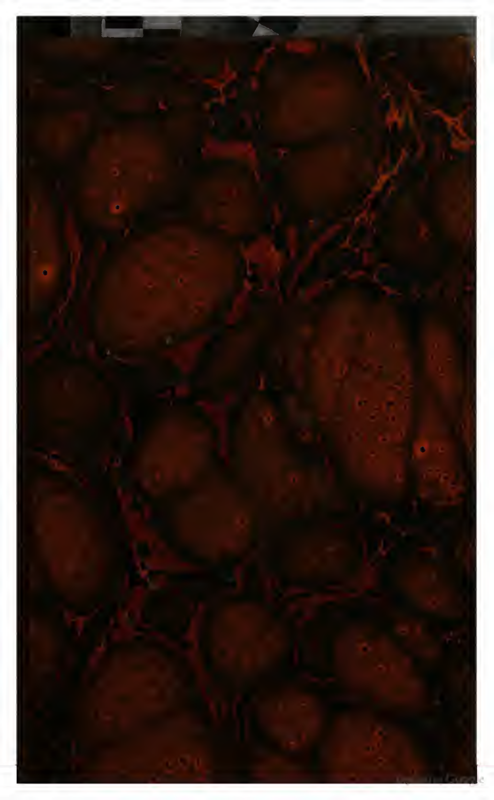






ŒUVRES

COMPLÈTES

DE SIR WALTER SCOTT.

TOME QUARANTE-SEPTIÈME.

.... Sed non in Cæsare tantùm
Nomen erat, nec fama ducis; sed nescia virtus
Stare loco; solusque pudor non vincere bello.
Acer et indomitus; quò spes, quòque ira vocasset,
Ferre manum, et nunquam temerando parcere ferro;
Successus urgere suos; instare favori
Numinis; impellens quidquid sibi summa petenti,
Obstaret; gaudensque viam fecisse ruinâ.

LUCANI Pharsalia, Lib. I.

César a plus qu'un nom, plus que sa renommée:
Il n'est point de repos pour cette âme enflammée;
Attaquer et combattre, et vaincre et se venger,
Oser tout, ne rien craindre, et ne rien ménager,
Tel est César : ardent, terrible, infatigable,
De gloire et de succès toujours insatiable,
Rien ne remplit ses vœux, ne borne son essor;
Plus il obtient des dieux, plus il demande encor.
L'obstacle et le danger plaisent à son courage,
Et c'est par des débris qu'il marque son passage.

LUCAIN. *La Pharsale*, livre Ier. (*Trad. de La Harpe.*)

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
rue de Vaugirard, n° 9.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE,

EMPEREUR DES FRANÇAIS;

PRÉCÉDÉE

D'UN TABLEAU PRÉLIMINAIRE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE;

PAR

SIR WALTER SCOTT.

TOME QUATRIÈME.



PARIS,

CHARLES GOSSELIN, RUE S.-GERMAIN DES PRÉS.

M DCCC XXVII.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

CHAPITRE PREMIER.

Réflexions. — Le Directoire, — devient impopulaire; — causes de son impopularité. — Ses divisions intérieures. — État de l'opinion publique en France. — La majorité des Français penche pour les Bourbons, mais l'armée et les possesseurs des biens de l'État sont contre eux. — Pichegru, chef du parti royaliste, nommé président du Conseil des Cinq-Cents. — Barbé-Marbois, autre royaliste, président du Conseil des Anciens. — Le Directoire s'abandonne aux secours de Hoche et de Buonaparte. — Correspondance de Pichegru avec les Bourbons; — elle est connue de Buonaparte. — Celui-ci envoie Augereau à Paris. — Le 18 fructidor, le Directoire fait arrêter les principaux membres de l'opposition des Conseils pour être déportés à la Guyane. — Conduite impolitique du Directoire envers Buonaparte. — Projet d'invasion contre l'Angléterre.

PENDANT que le conquérant de l'Italie étendait le cours de ses victoires au-delà des Alpes, on avait la conviction générale que le Directoire, au nom duquel il agissait, était devenu aussi incapable de faire jouir la France des bienfaits

d'un gouvernement stable, qu'aucun de ceux qui l'avaient précédé dans l'exercice de l'autorité suprême.

Il en est de la politique comme de la mécanique; ce qui est le plus ingénieux n'est pas toujours le plus utile. Quelqu'un faisait observer au célèbre M. Watt [1], qu'il était surprenant de voir combien de patentes [2] on accordait tous les ans à des inventions bientôt reconnues inutiles, quoique les modèles déposés parussent ingénieux et satisfaisans; M. Watt répondit « qu'il les avait souvent remarqués avec intérêt, et en avait retrouvé plusieurs dont l'idée lui était venue dans ses premières études : mais, continua-t-il avec la sagacité d'observation qui lui était propre, ce sont deux choses bien différentes que d'inventer un modèle ou de construire la machine qui doit le réaliser. La plupart de ces jolis modèles, quand on veut les appliquer à la pratique, ne sont plus conformes aux

[1] Le célèbre James Watt de Glasgow fut un des hommes les plus extraordinaires du siècle. On lui doit le perfectionnement des machines à vapeur, et par conséquent le développement d'une des puissances les plus redoutables et les plus bienfaisantes à la fois que la science ait mises la disposition de l'homme. Mort en 1822. (*Édit.*)

[2] Ce mot équivaut, en anglais, à celui de *brevet d'invention*, qui est plus fréquemment employé en France. (*Édit.*)

lois de la mécanique, manquent de solidité ou de précision, et ne peuvent être d'un usage durable et général. » On peut en dire autant des travaux de ces politiques spéculatifs, qui fabriquèrent les constitutions éphémères de la France. Quelque bonnes que ces constitutions fussent sur le papier, quelque raisonnables qu'elles parussent dans le discours, elles ne furent jamais considérées comme des lois qui méritassent le respect et l'obéissance. Lorsqu'un article de la constitution excluait une mesure favorite, la politique des hommes d'État de cette époque était ou de détruire cet article ou de l'enfreindre. On trouvait toujours une règle applicable à la circonstance, et à laquelle devait généralement céder la théorie de la constitution.

La Constitution de l'an III n'eut pas plus de durée que celles qui l'avaient précédée. Pendant quelque temps, le Directoire, qui comptait alors dans son sein des hommes d'un grand mérite, se conduisit avec prudence. La difficulté et le danger de sa position, empêchèrent la séparation de ses membres, comme la clef d'une voûte, en pesant sur les pierres, les tient fixées à leur place. Les efforts des Directeurs pour réparer les finances, soutenir la guerre et rétablir la tranquillité dans l'intérieur,

furent d'abord couronnés par le succès. Les factions parurent aussi s'effacer devant leur puissance. Ils avaient détruit, au 13 vendémiaire, le parti aristocratique des citoyens de Paris; et lorsque les Révolutionnaires ou Démocrates ourdirent une conspiration sous la conduite de Gracchus Babœuf, ce fut vainement qu'ils cherchèrent à séduire les troupes; ils payèrent de leur vie la tentative téméraire de ramener le règne de la terreur. Ainsi le Directoire, ou pouvoir exécutif sous la Constitution de l'an III, triompha pour un temps des factions intérieures, et n'appartenant à aucune, put commander à toutes.[1]

Mais ils étaient en petit nombre ceux qui étaient réellement, et par principe, attachés à gouvernement; la plupart ne le supportaient guère que comme quelque chose d'un peu mieux qu'un nouveau mouvement révolutionnaire, mais nullement comme le plus convenable. Pour que l'autorité du Directoire devînt permanente, il eût fallu l'union la plus intime parmi ses membres et de brillans succès au-dehors; mais bientôt l'union et les succès lui manquèrent.

[1] On peut dire, en effet, que, placé entre les deux partis exclusifs de prairial et de vendémiaire, le Directoire s'étudia à contenir leurs prétentions, et à ne point obéir à leurs exigences. (*Édit.*)

La composition même de ce corps public renfermait des germes de discorde; c'étaient comme cinq rois qui abdiquaient à tour de rôle, habitant séparément un des appartemens du Luxembourg, ayant chacun ses places à donner, son cercle de cliens et de courtisans, ses flatteurs et ses agens. La simplicité républicaine, naguère si essentielle dans un patriote, était entièrement oubliée. Les costumes les plus riches et les plus magnifiques furent inventés pour les divers officiers de l'État. Ce changement fut l'ouvrage de la faiblesse et de la vanité de Barras, qui aimait l'ostentation, et qui chassait avec le train d'un prince. Ce luxe effréné déplut également aux deux grands partis de l'État; les Républicains le voyaient avec mépris, les Royalistes le considéraient comme une usurpation du faste royal.

Les finances devenaient de jour en jour un sujet plus grand d'embarras. Aux jours de la terreur, l'argent, parce qu'il était exigé sous peine de mort, était facilement obtenu; et l'on faisait monter les assignats au pair, en guillotinant tous ceux qui vendaient ou achetaient ce papier au-dessous de sa valeur nominale. Mais l'argument puissant de la force et de la violence étant écarté, le papier-monnaie tomba avec une telle rapidité que les affaires publiques

furent menacées d'être entièrement suspendues, si l'on n'y remédiait. Ce fut peut-être la difficulté de lever des subsides qui obligea le Directoire à montrer, envers les autres pays, ce caractère d'avarice et de rapacité déshonorant pour les individus qui exécutaient ses ordres et pour l'État qu'ils représentaient. Il soumit à ses exactions le commerce de la République Batave que la France avait reconnue indépendante, et traita avec une hauteur insultante les ambassadeurs des divers États indépendans. Quelques uns de ceux qui occupaient les premières charges de l'État, et Barras particulièrement, furent soupçonnés d'être accessibles à la plus vile corruption, et d'être de moitié avec ces courtiers d'argent qui agiotaient alors dans les fonds publics, accusation la plus honteuse de toutes celles qui peuvent rendre un ministre impopulaire. C'était, en effet, un grand vice dans la constitution que chaque Directeur, après avoir joui d'un traitement annuel de cent mille francs pendant tout le temps que duraient ses fonctions, se trouvât sans pension aucune lorsqu'il se dépouillait de sa portion de souveraineté. Cette parcimonie de la part de l'État ouvrait la porte à une véritable tentation, quoique d'une nature à ne toucher que des esprits peu élevés; mais des hommes tels que Barras

étaient disposés à se précautionner pour l'avenir, en profitant de l'occasion présente.

Les cinq Majestés, ou les Sires du Luxembourg, ainsi que le peuple les appelait par dérision, avaient aussi leurs petites partialités, leurs objets favoris, ce qui les portait chacun à leur tour à fatiguer le peuple français de lois inutiles. Caractère inconséquent, qui pourtant est assez commun, La Réveillère-Lepaux était à la fois philosophe intolérant et déiste enthousiaste. Il créa un clergé, fit composer des hymnes, et imagina des cérémonies pour son déisme, qu'il espérait substituer à la religion chrétienne; en reprenant ce consolant projet au point où Robespierre l'avait quitté, il voulut par ses lois obliger les citoyens à observer les décades du nouveau calendrier comme des jours de fête, et à travailler les dimanches chrétiens. Les philosophes francs-penseurs se moquèrent des théories de La Réveillère; les hommes religieux en frémirent : mais tous furent également fatigués des mesures législatives prises sur un sujet aussi ridicule que ce rituel de paganisme. Une autre cause de vexation fut l'introduction d'un nouveau système philosophique des poids et mesures qui offrait le double inconvénient de jeter du doute et de l'incertitude dans les détails du commerce

intérieur, et d'entraver celui que la France faisait avec les pays où l'on ne connaissait que l'ancien système.[1]

On pouvait espérer que les succès obtenus par les armes françaises, sous les auspices du Directoire, éblouiraient les yeux d'une nation de tout temps séduite par l'éclat de la gloire militaire, et la rendrait inattentive à toute autre mesure du gouvernement. Mais le public savait bien que Buonaparte pouvait réclamer pour son propre compte la part la plus brillante de ces lauriers; qu'il n'avait reçu que de faibles renforts de la France, comparativement à l'importance de ses opérations militaires; et qu'à l'égard des instructions du gouvernement, la plus grande partie de ses succès était due à ce qu'il ne les avait pas suivies, pour écouter de préférence l'impulsion de son génie. On disait

[1] Quelques objections qu'on puisse faire à l'*unité* de la république française, il nous semble qu'un esprit aussi judicieux que celui de l'auteur, aurait dû blâmer moins exclusivement les systèmes métrique et décimal. La raison scientifique et la force révolutionnaire réunies ont eu de la peine à triompher de l'inertie routinière du peuple dans cette occasion; mais on reconnaît généralement aujourd'hui les avantages d'un système que l'Angleterre nous envie quelquefois, et dont l'idée appartient à l'Assemblée Constituante; du reste, Buonaparte pensait comme Walter Scott sur cette question. (*Édit.*)

aussi tout bas qu'il excitait les soupçons et la jalousie des Directeurs, et que de son côté Buonaparte rabaissait leur mérite et méprisait leurs personnes. Sur le Rhin, quoique les armées républicaines eussent déployé une valeur sans égale, cependant leurs succès avaient été entremêlés de revers, et comparés avec les campagnes d'Italie, ils ne produisaient guère aucun effet sur l'imagination.

Tandis que le Directoire devenait chaque jour plus impopulaire, chaque jour aussi les inimitiés se glissaient malheureusement dans son sein. Depuis que Le Tourneur, aux termes de la constitution, avait dû céder ses fonctions à Barthélemy, élu à sa place, il existait dans le Directoire une majorité et une opposition; l'une, composée de Barras, Rewbell et La Réveillère; l'autre, de Carnot et Barthélemy. Carnot, qui avait été membre du comité de salut public sous Robespierre, était un franc républicain; Barthélemy était royaliste : tant il est vrai que les étranges vicissitudes des révolutions, semblables aux tourbillons et au courant impétueux d'un fleuve débordé, rapprochent et entraînent, dans la même direction, les élémens les plus différens et les plus opposés. Barthélemy, naturellement, ne pouvait être de l'avis de la majorité du Directoire,

parce qu'il désirait ardemment et en secret le retour des Bourbons ; événement fécond en dangers pour ses collègues, qui avaient voté la mort de Louis XVI. Carnot différait aussi de la majorité par des vues et des désirs qui étaient certes d'une tout autre espèce ; mais, homme d'un caractère énergique et d'un grand talent, il était impatient de toute opposition, surtout lorsqu'il avait la conscience de bien faire. Il conseilla fortement, par exemple, de ratifier les articles de Léoben, au lieu de livrer à de nouvelles chances tout ce que la France avait acquis, et tout ce qu'elle pouvait perdre en continuant la guerre contre un ennemi à qui son désespoir même donnait des forces, et pouvant encore lever de nombreuses troupes, tandis que Buonaparte ne pouvait espérer ni secours ni renfort en cas de revers. La colère qu'éprouva Barras dans cette occasion fut si grande, qu'il dit à Carnot, en plein conseil, que c'était à lui seul que la France était redevable de l'infâme traité de Léoben.

Tandis que les membres du Directoire se divisaient entre eux, la nation montrait ouvertement son mécontentement, particulièrement dans les deux corps de représentans. La majorité du Conseil des Anciens étant en grande partie composée des vieux partisans de la répu-

blique', tenait encore pour le Directoire; mais, dans le Conseil des Cinq-Cents, corps formé d'élémens plus populaires[1], le parti de l'opposition contre le gouvernement était le plus nombreux; tous se prononçaient contre le Directoire, et la plupart désiraient, au fond du cœur, de rendre le trône à l'ancienne race des rois légitimes, après des stipulations convenables. Les émigrés qui, depuis la chute de Robespierre avaient obtenu, sous différens prétextes, de rester en France, venaient augmenter le nombre de ceux qui pensaient ainsi. Les formes de la vie sociale semblèrent alors se renouveler généralement; et, ce qui eut toujours lieu en France, excepté pendant les jours sanglans de la terreur, les femmes distinguées par leur naissance, par leur beauté, par leurs talens et leurs charmes, reprirent leur rang dans la société, et leurs salons ou leurs boudoirs devinrent le lieu où se traitaient ces hautes questions politiques qui, en Angleterre, sont généralement réservées pour le cabinet, les bibliothéques ou la salle à manger[2]. Les vœux d'un grand nombre ou de

[1] *Most popularly composed.* (*Édit.*)

[2] *Cabinet, library, dining-room.*

Pour se rendre compte des expressions de l'auteur, il est indispensable de savoir qu'en Angleterre les dames sont généralement exclues des discussions politiques. Après

la plupart de ces réunions étaient en faveur de la royauté; ces sentimens étaient ceux de plusieurs milliers d'individus, qui ne voyaient aucune chance d'établir un gouvernement stable sous une autre forme que la monarchie; et il n'y a point de doute que, si à cette époque les Français avaient pu faire connaître librement leur choix, la famille des Bourbons eût été rappelée au trône de ses ancêtres par la grande majorité du peuple.

Mais, pour des raisons expliquées ailleurs, les militaires étaient les plus opposés au retour des Bourbons; et les acquéreurs de biens nationaux, dans toutes les ventes successives, avaient un intérêt contraire à leur restauration. Le nombre était pour eux; mais la force physique et l'influence de la richesse matérielle et des hommes à argent étaient décidément contre eux.

le dessert, la maîtresse de la maison se lève de table avec les dames; et les hommes commencent les conversations sérieuses entre eux, tout en faisant circuler la bouteille. *Voyez*, dans le *Voyage historique et littéraire en Angleterre*, la description d'un dîner anglais. La bibliothéque d'une maison anglaise est naturellement un lieu réservé aux graves discours; et les *librairies* en ville sont aussi un rendez-vous de politiques et d'hommes de lettres. Dans cette phrase, le mot *library* peut se prendre dans les deux sens de *librairie* et de *bibliothéque*. (*Édit.*)

Pichegru peut être considéré comme chef du parti royaliste. C'était un général aussi heureux qu'habile, à qui la France devait la conquête de la Hollande. Ainsi que La Fayette et Dumouriez, il avait été dégoûté de la révolution; et, comme ce dernier, il avait ouvert une correspondance avec les Bourbons. On l'accusait d'avoir souffert que son armée fût battue par Clairfayt; et le gouvernement, en 1796, lui ôta le commandement de l'armée de Sambre et Meuse, en lui offrant en échange l'ambassade de Suède. Il refusa cet exil honorable, et se retira en Franche-Comté, d'où il continua sa correspondance avec les généraux impériaux. Les Royalistes attendaient beaucoup de l'appui d'un militaire qui avait un si grand nom; mais nous avons eu souvent l'occasion de remarquer, dans le cours de ces annales, qu'un général sans armée est semblable à la garde d'une épée sans la lame qu'elle est destinée à diriger.

L'occasion offrit à Pichegru les moyens de servir son parti avec un caractère civil dans une fonction importante. Les élections de mai 1797, faites pour remplacer, dans les Conseils, ceux qui avaient fini le temps pour lequel ils avaient été élus, furent en faveur des Royalistes, et montrèrent de quel côté penchait l'opinion du peuple. Pichegru, élu député, fut

choisi par acclamation pour être président du Conseil des Cinq-Cents; et Barbé-Marbois, autre royaliste, fut aussi choisi pour présider le Conseil des Anciens; tandis que Barthélemy, porté aussi pour la monarchie, entrait au Directoire.

Ces élections furent d'un mauvais augure pour le Directoire, qui fut bientôt attaqué de toutes parts, et auquel on reprocha la continuation de la guerre et le mauvais état des finances. Plusieurs journaux étaient gagnés ou rédigés par le parti opposé à la majorité des Directeurs : les hostilités commencèrent dans les deux Assemblées, où les Royalistes avaient l'avantage, et dans les gazettes, où ils étaient aussi écoutés avec faveur. Les Français sont d'un caractère impatient : ils ne purent longtemps se contenter de se faire la guerre dans les limites que leur assignait la constitution. Chaque parti, sans égard pour la loi, cherchait une force physique dont il pourrait se servir et s'armer. Le Directoire (c'est-à-dire la majorité de ce corps), connaissant son impopularité et la prépondérance du parti opposé, qui parut un moment avoir la hardiesse et l'audace de la classe révolutionnaire, eut recours à l'armée, dans cette crise de son pouvoir, et réclama le secours de Hoche et de Buonaparte.

Nous avons déjà dit qu'à cette époque Buonaparte était reconnu pour un ferme républicain. Pichegru le croyait tel, lorsqu'il dissuada les Royalistes de chercher à gagner le général de l'armée d'Italie : il l'avait connu à l'école de Brienne, et était, dit-il, d'un caractère trop opiniâtre pour qu'on pût concevoir le plus léger espoir de succès. Augereau était de la même opinion, et se méprit tellement sur cet homme extraordinaire, que, lorsque madame de Staël lui demanda si Buonaparte n'était pas disposé à se faire reconnaître roi des Lombards, il répondit avec une grande simplicité : « que c'était un jeune homme d'un caractère trop élevé [1]. » Peut-être que Buonaparte eut un moment cette façon de penser, puisque, dans

[1] « *That he was a young man of too elevated a character.* » Le traducteur a dû se borner à rendre la phrase anglaise; mais il nous semble que sir Walter Scott s'est mépris sur le sens des paroles citées par madame de Staël : « Non, non, répondit Augereau; c'est un jeune homme trop bien élevé pour cela. » Madame de Staël ajoute : « Cette singulière réponse était tout-à-fait d'accord avec les idées du moment. Les Républicains de bonne foi auraient regardé comme une dégradation pour un homme, quelque distingué qu'il fût, de vouloir faire tourner la révolution à son avantage personnel. » La phrase, telle que Walter Scott l'interprète, indique *moins de simplicité*. (*Édit.*)

une dépêche qu'il adressait au Directoire, il demandait l'autorisation de quitter le service actif de la République, ayant déjà acquis plus de gloire qu'il n'est permis à un homme d'en avoir pour être heureux. « La calomnie, ajou« tait-il, se tourmentera vainement pour m'at« tribuer des desseins perfides; ma carrière « civile, comme ma carrière militaire, sera « toujours conforme aux principes républi« cains »[1].

Les papiers publics aussi, c'est-à-dire ceux qui étaient pour le Directoire, s'étaient mis à célébrer avec une sorte de transport le républicanisme de Buonaparte. Les sentimens qui avaient dirigé toutes ses actions étaient si purs, disaient-ils, que l'espoir de le revoir ne devait être mêlé d'aucune crainte, et qu'ils écartaient toute possibilité de trahison ou d'arrière-pensée de sa part. Les factieux, quelle que soit leur opinion, ajoutaient-ils, ne peuvent avoir un ennemi plus implacable, et le gouvernement un ami plus fidèle que celui qui, investi d'un pouvoir militaire dont il a fait un si glorieux usage, aspire à quitter une situation aussi brillante, préfère le bonheur à la gloire; et depuis que la République est triomphante et

[1] *Moniteur,* 1797, n° 224.

qu'elle jouit des douceurs de la paix, ne désire pour lui-même qu'une vie simple et retirée.

Bien que telles fussent alors les idées qu'on avait du caractère de Buonaparte, modelé sur celui de Cincinnatus dans sa simplicité classique, on nous permettra de chercher à pénétrer plus avant dans les vues secrètes de l'homme que ses amis et ses ennemis reconnaissaient également pour un républicain franc et désintéressé, jugement qu'il confirmait lui-même et que sanctionnaient les journaux.

Il est permis de douter que Buonaparte ait jamais été un seul moment Jacobin dans l'âme, quelque masque que sa situation l'ait contraint de porter : il en repoussa toujours lui-même l'accusation comme une injure. Sa participation dans l'affaire des Sections détermina probablement ses opinions de Républicain, ou plutôt de Thermidorien, comme il convenait alors à celui qui commandait les forces de la République. Il était nécessaire aussi que le chef d'une armée franchement républicaine fortifiât son ascendant sur l'esprit de ses soldats, du moins pour quelque temps, par une apparente conformité de sa manière de penser avec la leur ; mais dans les documens pratiques de gouvernement qu'il laissa aux républiques italiennes, ses idées étaient réellement modérées ; il exprimait tou-

jours la plus grande crainte et la plus grande aversion pour les principes révolutionnaires. Il recommandait d'accorder aux nobles les mêmes droits et les mêmes priviléges qu'aux plébéiens et aux vassaux qui s'étaient soulevés contre eux; il voulait, en un mot, que les institutions et les lois devinssent libérales, mais sans passer par l'épuration intermédiaire d'une révolution: il était donc déjà à cette époque bien loin d'être un Jacobin.

Mais quoique la conduite de Buonaparte fût contenue dans les bornes d'une sage modération, il n'ignorait pas qu'il était l'objet de la crainte, de la haine, et par conséquent de la satire et des fausses interprétations du parti qui favorisait en France la royauté; malheureusement pour lui il était très accessible à de pareils traits. Jaloux à l'excès de sa réputation, il souffrait des petites attaques des journalistes, comme le noble coursier qui, dans une riche prairie, s'irrite de la poursuite de ces myriades d'insectes qui, comparés à lui, sont non seulement impuissans, mais presque invisibles.

Dans plusieurs lettres qu'il écrivit au Directoire, il trahit une susceptibilité qu'il eût été plus convenable de cacher; et il laisse éclater contre les pamphlets et les journaux de l'opposition une colère qui, pensons-nous, ne put

qu'augmenter le zèle avec lequel il se jeta dans le parti républicain lors de cette crise importante.

Une autre circonstance qui, sans déterminer précisément la conduite de Buonaparte, peut avoir augmenté sa bonne volonté pour la cause qu'il embrassait, fut la découverte qu'il fit de la correspondance de Pichegru avec la maison de Bourbon. S'il eût tenu cette découverte secrète, il n'aurait eu qu'un mérite secondaire auprès de cette famille exilée, dont la reconnaissance se fût d'abord adressée au chef qui l'eût appuyée. Ce rôle ne convenait pas à Napoléon, non pas que nous voulions en inférer qu'il eût accepté le premier rôle, s'il lui eût été offert, mais son ambition n'eût jamais consenti à descendre, dans ce grand drame, à une place inférieure. Il est probable qu'alors son esprit flottait entre l'exemple de Cromwell et celui de Washington; pouvant être le libérateur ou le maître absolu de son pays.

La connaissance particulière qu'il obtint des négociations secrètes de Pichegru, fut le résultat d'un incident de la prise de Venise.

Lorsque les Vénitiens dégénérés, poussés plutôt par l'impulsion d'une terreur vague que par aucun plan de réforme bien conçu, adoptèrent en toute hâte la mesure d'annuler leur constitution et leurs priviléges; pour que le

général français pût, selon son bon plaisir, leur imposer la forme de gouvernement qui lui conviendrait le mieux, ils trahirent les droits de l'hospitalité en se saisissant de la personne et des papiers du comte d'Entraigues [1], agent ou envoyé diplomatique des Bourbons, et placé sous la protection des lois et de l'honneur de Venise. Cet agent, selon ce que Buonaparte dit lui-même, ne se montra pas digne de la confiance de ses maîtres : outre les informations qu'il donna, on trouva dans son portefeuille des preuves de la correspondance de Pichegru avec les généraux alliés et avec les Bourbons. Ce secret, qui tomba ainsi au pouvoir du général de l'armée d'Italie, peut avoir contribué

[1] Ce gentilhomme quitta la France lors de la seconde émigration, qui eut lieu sous la tyrannie de Robespierre. Il fut employé comme agent politique par la cour de Russie, après l'affaire de Venise, ce qui prouve qu'il ne fut pas convaincu de trahison envers les princes de la maison de Bourbon. Au mois de juillet 1812, il fut assassiné dans sa maison de campagne, à Hackney, près de Londres, par un domestique italien, qui, après avoir tué le comte et la comtesse, se brûla la cervelle sans laisser aucun indice qui pût faire découvrir la cause de cet horrible assassinat. Ce scélérat se servit de l'épée et des pistolets que le comte d'Entraigues, continuellement sur ses gardes, comme agent politique, avait toujours à sa portée dans son appartement.

à le maintenir dans la ligne de conduite qu'il s'était déjà proposé de suivre.

Possesseur de ces documens, et sûr qu'avec une armée de cette époque il se ferait porter par le courant, s'il épousait le parti de la république, Buonaparte harangua ses troupes, l'anniversaire du jour de la prise de la Bastille, et calcula ses expressions de façon à réveiller leur enthousiasme démocratique : « Soldats, c'est aujourd'hui le 14 juillet ! vous voyez devant vous les noms de vos compagnons d'armes morts dans les champs de l'honneur pour la liberté de leur pays; ils vous ont donné l'exemple; vous devez, comme eux, votre vie à trente millions de Français et à la gloire nationale que vos dernières victoires font briller d'un nouvel éclat. Soldats, je sais que les dangers qui menacent la patrie vous affligent profondément; mais elle n'est exposée à aucun danger réel : les mêmes hommes qui firent triompher la France de l'Europe réunie vivent encore. Des montagnes nous séparent de la France, mais vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il devenait nécessaire de maintenir la constitution, de défendre la liberté et de protéger le gouvernement et les républicains. Soldats, le gouvernement veille sur les lois comme sur un dépôt sacré confié à ses soins. Les Royalistes, il est vrai, ne cesseront

de se montrer que lorsqu'ils auront cessé d'exister. Soyons sans crainte, et jurons par les noms de ces héros morts à nos côtés pour la liberté; jurons aussi sur nos drapeaux guerre aux ennemis de la République et de la Constitution de l'an III. »

Il est inutile de remarquer que, soit dans la constitution anglaise, soit dans toute autre fondée sur des principes fixes, une telle harangue, adressée à un corps de troupes armées, avec l'intention de les pousser à s'ingérer par la force, dans n'importe quelle question constitutionnelle, serait considérée comme rébellion pour les soldats, et comme crime de haute trahison pour le chef.

Les troupes répondirent immédiatement à ces suggestions si claires du général; ses paroles trouvèrent de nombreux échos. Chaque division de l'armée se répandit en menaces contre les membres de l'opposition des Conseils qui osaient avoir des opinions différentes de celles de leur général en chef, bien qu'ils ne les eussent jusqu'alors exprimées et défendues que par les moyens qu'autorisait la constitution. En d'autres termes, les soldats avaient cette idée, en fait de République, que l'épée seule devait décider les débats constitutionnels qui inquiètent et importunent tant les ministres

d'un gouvernement mixte. Les gardes prétoriennes, les Strélitz, les Janissaires, tous, chacun à leur tour, ont eu cette idée simple et primitive d'employer la force militaire pour réformer le gouvernement, changer une dynastie ou un ministère impopulaire.

Ce ne fut pas seulement par de lointaines menaces que Buonaparte servit le Directoire dans cette crise importante. Il envoya Augereau à Paris, en apparence pour offrir au Directoire les drapeaux pris à Mantoue; mais le véritable objet de sa mission était de prendre le commandement de la force armée que le Directoire voulait employer contre ses collègues dissidens, et les membres des Conseils qui s'opposaient à ses mesures. Augereau était un soldat hardi, grossier, brusque, et jacobin dévoué, dont les principes étaient assez connus pour garantir qu'il ne serait arrêté par aucune considération constitutionnelle; mais, en supposant encore la chance que le Directoire aurait le dessous, Buonaparte se tenait prêt à marcher immédiatement sur Lyon, à la tête de quinze mille hommes. Là, ralliant les Républicains, et tous ceux qui étaient attachés à la révolution, il aurait, suivant son expression heureuse, passé le Rubicon comme César, et probablement aussi comme César il eût usurpé l'autorité suprême,

qu'il prétendait ne réclamer qu'en faveur du peuple.

Mais la présence de Buonaparte n'était pas aussi nécessaire qu'il le croyait, ou peut-être qu'il l'espérait, pour soutenir le gouvernement. Les Directeurs avaient sous la main des troupes toutes prêtes; laissant de côté une loi fondamentale de la constitution, qui défendait qu'aucune force armée n'approchât qu'à une certaine distance des corps législatifs, ils firent diriger sur Paris une partie de l'armée du général Hoche. La majorité des Conseils prenant l'alarme, prépara des moyens de défense en appelant aux armes la garde nationale; mais Augereau ne lui en laissa pas le temps. Il marcha vers le lieu des séances, à la tête d'une force considérable; surpris, ou mal disposés, les gardes nationaux ne firent aucune résistance : alors, usant du droit du plus fort, le Directoire traita les membres de l'opposition en prisonniers d'État, et fit arrêter Barthélemy (Carnot s'était déjà réfugié à Genève), Willot, président du Conseil des Anciens; Pichegru, président du Conseil des Cinq-Cents, avec plus de cent cinquante députés, des journalistes, et des personnes revêtues d'un caractère public. Pour justifier cette conduite arbitraire et illégale, le Directoire rendit publique la correspondance

interceptée de Pichegru, quoiqu'il y en eût peu de ceux qui étaient enveloppés dans la même accusation qui fussent dans le secret de la conspiration des Royalistes. Et en effet, quoique tous ceux qui cherchaient un refuge contre les tourmentes politiques et les divisions continuelles de la patrie, tournassent leurs regards de ce côté, il eût été un bien violent partisan de la monarchie, celui qui aurait approuvé la conduite d'un général qui, comme Pichegru, commandant une armée, avait pu sacrifier ses soldats à l'épée ennemie, en faisant manquer les plans qu'il était chargé de faire réussir.

Peu ajoutèrent foi à cette déloyauté de Pichegru; mais elle fut bientôt confirmée par une proclamation de Moreau, qui, pendant la guerre, avait saisi les bagages du général Klinglin, et y avait trouvé cette correspondance secrète, de laquelle il ne parla cependant que lorsque Buonaparte se fût emparé du portefeuille du comte d'Entraigues. Craignant peut-être alors les conséquences d'un trop long silence, Moreau publia ce qu'il savait; Régnier eut la même réserve suspecte; ce qui peut faire supposer que si ces deux généraux ne favorisaient pas précisément la cause royale, ils ne voulaient cependant pas prendre une part active à la découverte des conspirations tramées en sa faveur.

Le Directoire fit un usage tyrannique du pouvoir que lui donna la journée du 18 fructidor, comme on appelle cette époque. Il ne fit point couler de sang, il est vrai, mais sa conduite fut despotique. Une loi passée dans le premier moment de la colère condamna deux Directeurs, cinquante députés, et cent quarante-huit individus, dont la plupart étaient des personnages influens et revêtus d'un caractère public, à être déportés dans les déserts brûlans et malsains de la Guyane[1]; ce fut pour presque tous une sentence de mort; sous le ciel de la Guyane, la mort pour les déportés devait être lente mais certaine. Ils furent traités avec la plus grande barbarie, et pendant la traversée, et lorsqu'ils furent arrivés au lieu affreux de leur

[1] Les membres du Conseil des Cinq-Cents condamnés à la déportation furent : Aubry, J.-J. Aimé, Bayard, Blain (des Bouches-du-Rhône), Boissy-d'Anglas, Borne, Bourdon de l'Oise, Cadroy, Couchery, Delahaye, Delarue, Doumère, Dumolard, Duplantier, Gibert Desmolières, Henry Larivière, Imbert Colomès, Camille Jordan, Jourdan (des Bouches-du-Rhône), Gall, La Carrière, Lemarchand-Gomicourt, L'Émerer, Mersan, Madier, Maillard, Noailles, André, Mac-Cartin, Pavie, Pastoret, Pichegru, Polissard, Praire-Montaud, Quatremère-Quincy, Saladin, Siméon, Vauvilliers, Vienot-Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Willot. Du Conseil des Anciens : Barbé-Marbois, Dumas, Jerraud-Vailland, Lafond-Ladebat,

bannissement. Ce fut un effet bizarre de leur destinée de trouver sur cette même terre de leur exil plusieurs de leurs anciens ennemis; les Jacobins maudissant Dieu, et défiant encore les hommes.

Non content de cet acte de rigueur, le Directoire fit annuler plusieurs élections, et adopta de fortes mesures de salut public, ainsi qu'il les nomma lui-même, afin de consolider son autorité. Pendant tout le temps que dura cette crise, la basse classe du peuple, qui, ordinairement, prenait une part si active et si agitée dans de semblables occasions, resta cette fois parfaitement tranquille; la lutte n'eut lieu qu'entre les classes moyennes qui désiraient un gouvernement monarchique par la forme, et le Directoire, qui, sans avoir aucun principe fixe de politique,

Laumond, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovère, Tronçon-Ducoudray. Du Directoire: Carnot, Barthélemy. On y condamna en outre : l'abbé Brottier, La Villeheurnois, Dunan; l'ex-ministre de la police, Cochon, l'ex-employé de la police, Dessonville; les généraux Miranda, Morgan; le journaliste Suard; l'ex-conventionnel Mailhe, et le commandant Ramel. Quelques proscrits parvinrent à se soustraire au décret d'exil, les uns par l'émigration, les autres en restant cachés dans l'intérieur. La plupart des condamnés furent transportés à Cayenne, mais un grand nombre ne quittèrent pas l'île de Rhé. (*Édit.*)

voulait conserver le pouvoir suprême, et s'appuyait sur l'armée.

Le résultat de la journée du 18 fructidor contraria beaucoup Buonaparte surtout, parce que s'il eût été moins décisif, il lui aurait donné une importance plus grande, et l'occasion de passer le Rubicon, comme il disait. En l'état des choses, les Directeurs, alors au nombre de trois, n'ayant nullement de talens transcendans, n'étant distingués ni par leur naissance, ni par de grands services rendus à leur pays, ni par cette popularité que donnent quelquefois les circonstances, et placés par le hasard seul, en quelque sorte, dans les places éminentes qu'ils occupaient, demeuraient, par l'issue de la lutte du 18 fructidor, les maîtres du conquérant ambitieux qui déjà probablement se sentait plus fait pour commander que pour obéir.

On voit dans les Mémoires de Napoléon qu'il condamnait la violence avec laquelle les Directeurs victorieux avaient satisfait leur vengeance personnelle sur des individus dont il estimait plusieurs. Il dit que la punition qu'il eût infligée dans cette occasion n'aurait pas été plus loin que de faire emprisonner quelques uns des conspirateurs les plus dangereux, et de placer les autres sous la surveillance de la haute

police. Le sort de Carnot dut lui inspirer particulièrement de l'intérêt, car il semble l'avoir toujours considéré comme l'un de ses plus zélés patrons [1]. On dit même qu'avant l'affaire du 18 fructidor, Buonaparte était si peu content du Directoire, qu'il lui refusa une somme d'argent qu'il lui avait promise pour assurer l'exécution de ses projets. Le secrétaire de Barras fut envoyé près de lui pour lui reprocher ce manque de parole, et le fit en des termes si peu mesurés, que Buonaparte, peu accoutumé à être contredit, fut au moment de le faire fusiller; mais, après réflexion, il se contenta de lui faire une réponse insignifiante, et le congédia.

Il s'ensuivit que les rapports équivoques existant entre ce général et les Directeurs, devaient faire craindre à ceux-ci son retour, quand ils considéraient quel effet produirait dans une capitale, et surtout à Paris, la pré-

[1] Dans les *Mémoires de Carnot,* le mérite d'avoir découvert les talens de Buonaparte, et d'avoir pris soin de son avancement, est attribué à Carnot plutôt qu'à Barras. Quoi qu'il en fût, Napoléon témoigna d'avoir les plus grandes obligations à Carnot, et protesta de son éternelle gratitude. *Voyez* le Moniteur, an v, n° 140. *

* Les Mémoires de Carnot ne sont que des *Mémoires sur Carnot.* (*Édit.*)

sence d'un homme qui semblait être le favori de la fortune, et mériter ses faveurs par l'usage qu'il en faisait. La médiocrité ne cause jamais plus d'embarras, à des hommes comme Barras, que, lorsque placés au-dessus de leur sphère, ils se voient comparés avec ceux que la nature a doués des talens qu'on serait en droit d'exiger d'eux-mêmes. Plus cette situation est élevée, plus ils paraissent gauches et maladroits; car les avantages factices qu'ils ont obtenus ne peuvent leur donner aucune dignité de caractère. Les Directeurs avaient déjà reconnu dans Buonaparte un esprit peu fait pour être commandé. Ils auraient sans doute été charmés de lui trouver de l'occupation le moins près possible; mais comme cela paraissait difficile, ils furent obligés de chercher à l'employer autour d'eux, ou de courir le risque de le voir se chercher de l'emploi à lui-même.

Il est surprenant que le Directoire n'ait pas cherché à se concilier Buonaparte, en pourvoyant libéralement à sa fortune à venir, aux dépens de l'État. Il méritait qu'on eût cette attention pour ses affaires; car il les avait entièrement négligées. Les contributions immenses qu'il avait imposées aux pays conquis ou soumis, avaient servi à solder son armée, et le surplus avait été envoyé au Directoire. Il ne te-

nait aucun compte; on n'en exigea aucun de lui: mais, suivant ses Mémoires, il fit remettre cinquante millions au gouvernement; et lorsqu'il revint d'Italie, il n'avait, de ses propres fonds, pas plus de trois cent mille francs.

Il est bien vrai que pour lever de si fortes sommes, Buonaparte avait pillé les États d'Italie, vendant assez cher aux nouvelles républiques le droit d'être libres, pour qu'elles ne dussent pas avoir beaucoup à craindre cette corruption des richesses si fatales aux vertus républicaines. On doit reconnaître, d'un autre côté, que si le général français imita la conduite de Cortès envers les Mexicains, en dépouillant les Italiens, il ne réserva pour lui aucune portion considérable du butin, quoiqu'il en eût souvent l'occasion.

Le commissaire Salicetti, son compatriote, lui donnait l'exemple d'une conduite moins scrupuleuse. Peu après l'entrée des Français en Italie, il informa Napoléon que le chevalier d'Este, frère et envoyé du duc de Modène, avait quatre millions en or renfermés dans quatre coffres, et destinés à lui être offerts. « Le Directoire et « les corps législatifs ne reconnaîtront jamais « vos services, lui dit-il; votre position vous « rend cet argent nécessaire, et le duc y ga- « gnera un protecteur. — Je vous remercie,

« répondit Buonaparte; mais je ne voudrais « pas pour quatre millions me mettre à la dis- « position du duc de Modène. »

Les Vénitiens, dans la dernière extrémité de leur effroi, offrirent au général en chef un présent de sept millions qu'il refusa également. L'Autriche lui fit aussi des offres considérables. Il n'était question de rien moins que d'ériger pour lui dans l'Empire une principauté de deux cent cinquante mille âmes, ce qui l'aurait mis à l'abri du danger d'éprouver l'ingratitude proverbiale d'une république. Le général fit remercier l'empereur d'Autriche de l'intérêt qu'il prenait à sa fortune, mais il ajouta qu'il ne voulait rien accepter qui ne vînt de la nation française, et qu'il serait toujours satisfait du revenu qu'elle voudrait bien lui accorder.

Toutefois, quelque désintéressement que Napoléon témoignât, il paraît qu'il s'attendait à recevoir de la nation une récompense proportionnée aux services éminens qu'il lui avait rendus. Il fut question de lui donner le domaine de Chambord, et un grand hôtel à Paris; mais le Directoire écarta cette proposition.

La proposition au sujet de Chambord ne fut pas la seule. Malibran, membre du Conseil des Cinq-Cents, fit la motion que Buonaparte serait doté par l'État d'un revenu annuel de cinquante

mille francs, dont la moitié serait reversible à sa femme. Rien n'était apparemment préparé pour faire accueillir cette proposition, car elle fut écoutée avec indifférence, et fut éludée sur cette simple observation d'un des membres du Conseil, que des actions aussi glorieuses ne se récompensaient pas avec de l'or. Ainsi l'Assemblée adopta ce principe que, puisque la dette de la reconnaissance publique était trop grande pour qu'on pût l'acquitter avec de l'argent, celui à qui elle était si légitimement due devait rester dans une comparative indigence : moyen fort économique de récompense, et semblable, pour le raisonnement, à cette doctrine de la loi civile, qui dit que lorsqu'un homme libre est enlevé et vendu comme esclave, l'État n'en peut obtenir aucune indemnité, la liberté d'un citoyen étant d'un trop haut prix pour qu'on puisse l'évaluer.

Quels que fussent toutefois les motifs des Directeurs, soit qu'ils espérassent que la pauvreté pourrait réprimer l'ambition de Buonaparte, le rendre plus dépendant du gouvernement, et l'obliger à rester dans une condition privée par le manque de moyens nécessaires pour se mettre à la tête d'un parti, soit qu'ils ne suivissent en cela que les vues étroites des petits esprits qui aiment à humilier ceux qu'ils craignent, leur

conduite fut à la fois ingrate et impolitique. Ils auraient dû réfléchir qu'un esprit généreux se laisse gagner par les bienfaits ; que des avantages réels et directs auraient pu détourner de projets plus ambitieux, mais incertains, un esprit égoïste ; que dans tous les cas une mauvaise volonté marquée et la méfiance ne sauraient que rendre dangereux celui qui a le pouvoir de l'être.

Au lieu donc de vouloir se concilier cet ambitieux vainqueur, et le séduire par les douceurs d'une existence indépendante et aisée, ils lui cherchèrent de nouveaux travaux, comme l'épouse d'Eurysthée en chercha pour la jeunesse d'Hercule. Si Buonaparte réussissait, il leur revenait une portion de gloire pour avoir concerté de tels plans : s'il échouait, ils étaient débarrassés d'un rival puissant et populaire. Ce fut dans ces vues qu'ils proposèrent à Napoléon de mettre le comble à sa renommée militaire, en prenant le commandement en chef de l'armée destinée à envahir l'Angleterre.

CHAPITRE II.

Situation respective de la France et de la Grande-Bretagne à l'époque où Napoléon quitta l'Italie. — Négociations commencées à Lille ; — elles sont rompues, et lord Malmesbury reçoit l'ordre de quitter le territoire de la République. — On décrète une armée sous le nom d'armée d'Angleterre, et Buonaparte en prend le commandement. — Il vient à Paris. — Son caractère. — Madame de Staël. — Honneurs publics rendus à Napoléon. — On renonce au projet d'invasion, et le Directoire montre qu'il n'avait eu d'autre but qu'une expédition en Égypte. — Comparaison de l'armée du Rhin et de celle d'Italie. — Vues de Napoléon en conduisant l'expédition ; — celles du Directoire. — Incertitude de Buonaparte. — L'armement met à la voile et part de Toulon, le 10 mai 1798. — Prise de Malte, le 10 juin. — Napoléon continue sa marche, échappe à la flotte anglaise, et débarque devant Alexandrie, le 29. — Description des habitans de l'Égypte. — Les Fellahs et les Bedouins ; — les Cophtes ; — les Mamelucks. — Napoléon fait une proclamation contre ces derniers. — Il marche à leur rencontre. — Manière de combattre des Mamelucks. — Mécontentement des troupes françaises et de leurs officiers. — Arrivée au Caire. — Bataille des Pyramides, le 11 juillet. — Les Mamelucks sont défaits. — Le Caire se rend.

On aurait pu croire que la guerre était arrivée au terme naturel de son inévitable conclusion, comme un incendie s'éteint lorsqu'il ne lui reste plus de matières combustibles à dévorer. Partout où les flots pouvaient les porter,

les vaisseaux anglais avaient chassé ou détruit les vaisseaux de l'ennemi. La plus grande partie des colonies qui avaient appartenu à la France et à ses alliés, au nombre desquels se trouvaient maintenant la Hollande et l'Espagne, étaient tombées au pouvoir de l'Angleterre, et la France n'avait aucune chance de les recouvrer. On ne voyait, au contraire, sur le continent aucune épée tirée contre cette dernière puissance; comme si les grandes nations rivales avec des armes différentes, et sur des élémens opposés, eussent enfin été sur le point d'abandonner une lutte dans laquelle il était presque impossible d'en venir à une rencontre décisive.

Des négociations furent donc entamées à Lille, dans l'espoir de mettre un terme à la guerre, qui n'avait plus alors un objet direct. Lord Malmesbury offrit, de la part de l'Angleterre, de rendre toutes les conquêtes qu'elle avait faites sur la France et ses alliés, à condition que l'Espagne céderait l'île de la Trinité; que la Hollande renoncerait au Cap de Bonne-Espérance, à Cochin, à Ceylan; et que des stipulations seraient faites en faveur du prince d'Orange et de ses adhérens, dans les Pays-Bas. Les commissaires français déclarèrent que leurs instructions portaient que l'Angleterre ferait une cession complète de ses conquêtes sans en recevoir aucun

dédommagement; et ils insistèrent, comme sur des préliminaires indispensables, pour que le roi de la Grande-Bretagne renonçât à sa désignation titulaire de roi de France; que la flotte de Toulon fût rendue, et que les Anglais abandonnassent leurs droits à certaines hypothèques sur les Pays-Bas, en retour de sommes prêtées à l'Empereur. Lord Malmesbury, comme de raison, dut rejeter des propositions qui décidaient la question contre l'Angleterre avant que les négociations fussent ouvertes, et demanda que la France fît des modifications au traité qu'elle offrait. Dans l'intervalle, le 18 fructidor était survenu; et le parti républicain, maître alors de toute l'autorité, fit rompre brusquement les négociations, si on peut les nommer ainsi, et ordonna, sans trop de cérémonie, que l'ambassadeur anglais sortît aussitôt du territoire de la République. On répétait alors avec emphase que la Carthage anglaise ne pouvait plus long-temps subsister si voisine de la Rome française; que l'Angleterre devait être encore une fois conquise comme dans le temps de Guillaume-le-Bâtard. L'espoir d'une complète et dernière victoire sur leurs rivaux et leurs ennemis naturels (car les deux nations sont très portées à s'estimer mutuellement), fut pour les Français une perspective si flatteuse, qu'il n'y eut

guère de parti, même le parti royaliste, qui n'applaudît à une lutte qu'on attendait comme décisive, et cela avec tous les sentimens d'animosité amère qui avaient existé dans les siècles passés.

Vers la fin d'octobre 1797, le Directoire annonça qu'une armée serait bientôt rassemblée sur les bords de l'Océan ; qu'elle prendrait le nom d'armée d'Angleterre, et que le citoyen général Buonaparte était choisi pour la commander. Cette nouvelle fut reçue dans toute la France avec cette joie que cause l'anticipation d'un triomphe certain. L'adresse présentée au Directoire énumérait toutes les conquêtes que la France avait faites, et tous ses nombreux efforts, en promettant à la nation française le fruit de tant de victoires et de tant de sacrifices lorsqu'elle aurait puni l'Angleterre de sa perfidie et de sa tyrannie maritime. « C'est à Londres que tous les malheurs de l'Europe sont préparés; c'est à Londres qu'il faut les terminer.» Dans une séance solennelle tenue par le Directoire, pour recevoir le traité de paix avec l'Autriche, qui fut présenté, de la part de Buonaparte, par Berthier et par Monge, celui-ci, qui avait été l'un des commissaires nommés pour dépouiller l'Italie de ses tableaux et de ses sculptures, et qui espérait sans doute faire en Angleterre une nouvelle moisson de choses rares et curieuses,

accepta au nom de l'armée et du général, la tâche imposée par les chefs de l'État. « Le gouvernement de l'Angleterre et la République française ne peuvent tous deux continuer d'exister; vous avez nommé celui qui doit périr. Déjà nos troupes victorieuses brandissent leur épée, et Scipion est à leur tête. »

Pendant que cette comédie (car ce ne fut pas autre chose) se jouait à Paris, le chef de l'entreprise projetée y arriva, et vint habiter la modeste demeure qu'il occupait avant d'avoir conquis des palais. La commune de Paris fit à cet heureux général le compliment gracieux de changer le nom de la rue Chantereine, où il demeurait, en celui de rue de la Victoire.

Dans une capitale où tout ce qui peut apporter quelque variété à la monotonie de la vie ordinaire est bien reçu, l'arrivée de tout personnage remarquable est une sorte de fête; mais un personnage tel que Buonaparte! le conquérant, le sage, l'homme d'État, le guerrier audacieux qui bravait toutes les difficultés, le héros invincible, celui qui avait porté les drapeaux de la République depuis Gênes jusqu'au cœur de l'Italie, où ils avaient épouvanté le Pape dans Rome et l'Empereur dans Vienne, n'était pas une merveille ordinaire. Ce qui ajoutait encore au prodige, c'était sa jeunesse, et encore plus la supériorité

générale qu'il semblait avoir sur la société qu'il fréquentait, quoiqu'elle fût formée des hommes les plus distingués de la France, supériorité qui s'entourait d'une sorte de réserve, semblant dire : « Vous pouvez me regarder, mais non me pénétrer. » Les manières de Napoléon, à cette époque de sa vie, ont été décrites par un observateur du premier ordre, qui prétend que l'admiration qu'on ne pouvait lui refuser était toujours mêlée de quelque crainte. Différent de tous les autres hommes, il ne paraissait ni fâché ni content, ni doux ni sévère, à la façon du commun des individus à nous connus [1]. Il semblait vivre uniquement pour l'exécution de ses propres plans, et ne faisait attention aux autres qu'autant qu'ils pouvaient y figurer, soit pour les servir, soit pour s'y opposer ; il n'estimait ses semblables qu'autant qu'ils pouvaient être utiles à ses vues ; et grâce à une perspicacité qui en lui semblait un instinct, tant elle était rapide, il pénétrait d'un seul coup d'œil les sentimens de ceux qu'il lui importait d'étudier. Buonaparte ne possédait donc pas le ton ordinaire de la conversation aimable et légère de la société ; son esprit, probablement, était trop préoccupé ou trop fier pour descendre

[1] Phrase de madame de Staël. *Considérations sur la Révolution française*, page 194 du tome II. (*Édit.*)

à ce moyen de plaire ; peut-être aussi que sa roideur et sa réserve étaient calculées pour tenir les hommes à une distance respectueuse. Son visage avait le même caractère : lorsqu'il se croyait observé de près, il avait l'art d'ôter à ses traits toute expression, n'offrant ainsi aux regards curieux que les yeux fixes et les traits immobiles d'un buste de marbre.

Lorsqu'il parlait dans le dessein de plaire, Buonaparte racontait, d'une manière agréable, les anecdotes de sa vie; lorsqu'il gardait le silence, l'expression de son visage avait quelque chose de dédaigneux ; lorsqu'il se mettait tout-à-fait à son aise, il avait, selon madame de Staël, quelque chose de vulgaire. Son expression la plus naturelle décelait en lui le sentiment de sa supériorité et d'un secret mépris pour le monde dans lequel il vivait, pour les hommes qui jouaient un rôle avec lui sur le grand théâtre de la vie, et même pour les objets qu'il semblait poursuivre. Son caractère et ses manières, opposés surtout à celles du Français, étaient le plus propres à captiver leur attention, et à exciter un intérêt soutenu par le mystère qui s'attachait à lui, et par l'éclat de ses victoires. Le pouvoir suprême résidait alors ostensiblement au palais du Luxembourg; mais Paris n'ignorait pas que le soutien de ce pou-

voir, celui qui devait encore l'étendre, était dans le modeste hôtel de la nouvelle rue de la Victoire.[1]

Quelques uns de ces traits sont peut-être exagérés du côté défavorable, étant tracés *recentibus odiis*[2]. La mésintelligence qui exista entre Buonaparte et madame de Staël, à qui nous avons emprunté notre portrait en grande partie, commença à cette époque, où madame de Staël, comme femme douée d'un talent du premier ordre, désirait naturellement pouvoir attirer l'attention du Vainqueur des vainqueurs. Il paraît qu'ils se comprirent mal l'un et l'autre; car madame de Staël, qui devait certainement savoir à quoi s'en tenir, nous dit : « que bien loin que la crainte que lui inspirait Buonaparte eût diminué par de fréquentes entrevues, elle semblait s'accroître chaque jour, et que les efforts que le général faisait pour plaire ne purent triompher de son invincible aversion pour ce qu'elle apercevait en lui. » Le mépris ironique du général pour toute espèce de perfection était comme cette épée fabuleuse qui glaçait en blessant. Buonaparte semble n'avoir jamais soupçonné la terreur secrète et mystérieuse

[1] *Voyez*, pour compléter ce portrait, les *Considérations sur la Révolution française*, tome II, pages 190-195. (*Édit.*)

[2] Par une haine encore récente. (*Édit.*)

dont il frappait l'ingénieux auteur de *Corinne*. Las-Cases [1] nous apprend que madame de Staël fit valoir toutes les ressources de son esprit pour faire impression sur le général. Elle lui écrivait aussitôt qu'il s'absentait de Paris; et, suivant ce que le comte de Las-Cases affirme avec assez peu de galanterie, elle le tourmentait lorsqu'il était présent. Dans le fait, pour nous servir d'une phrase française, ils se trouvaient dans une fausse position à l'égard l'un de l'autre. On peut bien pardonner à madame de Staël d'avoir cru qu'il était impossible de résister à son esprit et à son talent lorsqu'elle daignait les employer pour plaire; mais Buonaparte était plus disposé à repousser qu'à encourager les avances d'une personne dont le coup d'œil était si juste et la pénétration si fine, en même temps que son sexe lui permettait de pousser son observation curieuse plus loin que n'aurait pu oser le faire un homme dans la conversation. Elle désirait certainement de lire au fond de son âme, et attachait sur lui des yeux scrutateurs. Elle voulut une fois mettre son esprit à l'épreuve, en lui demandant d'un ton assez brusque, chez Talleyrand, au milieu d'une société brillante, « quelle était la femme du temps présent et des siècles pas-

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*. (*Édit.*)

sés qu'il estimait la plus grande. — Madame, c'est celle qui a fait le plus d'enfans », répondit Buonaparte, avec une apparence de simplicité. Déconcertée par cette réplique, elle observa qu'il passait pour n'être pas un grand admirateur du beau sexe. « J'aime beaucoup ma femme », reprit-il, en se servant de ces courtes mais piquantes reparties, avec lesquelles il ajournait une discussion aussi promptement qu'il aurait terminé un combat par une de ses manœuvres caractéristiques. Depuis ce moment, il y eut inimitié entre Buonaparte et madame de Staël. En différentes occasions, il la traita même avec une dureté qui avait quelque apparence de haine personnelle, bien qu'elle fût plutôt dirigée contre la femme politique que contre la femme auteur. Après sa chute, madame de Staël se radoucit dans son ressentiment contre lui; et nous nous souvenons que, pendant la campagne de 1814, elle prédit dans une société que les murs de Troyes verraient une seconde invasion et une défaite des Huns comme aux jours d'Attila, et que l'empereur des Français serait le second Théodoric.

Cependant, tandis que le peuple et les hommes distingués s'empressaient également, par leur enthousiasme ou leur approbation, à faire la cour au jeune vainqueur, le Directoire

se vit forcé de lui rendre cette espèce d'hommage qu'il n'aurait pu lui refuser plus longtemps sans offenser l'opinion générale, et sans se faire à lui-même plus de tort qu'à celui qui en était proclamé digne par une voix unanime. Le 10 décembre 1797, le Directoire fit à Buonaparte une réception solennelle, avec des honneurs tels que la République n'en avait encore accordé à aucun citoyen. Ces honneurs durent paraître peu convenables à ceux qui avaient encore quelque souvenance de la liberté et de l'égalité qu'on proclamait naguère, avec tant d'emphase, les talismans de la prospérité française. Cette cérémonie eut lieu dans la grande cour du palais du Luxembourg, où, entouré de tous les hommes remarquables, soit par leurs fonctions, soit par leurs talens, le Directoire reçut des mains de Buonaparte la ratification du traité de Campo-Formio. Dans le discours que Buonaparte prononça à cette occasion, il dit au Directoire que, pour établir une constitution fondée sur la raison, il fallait vaincre dix-huit siècles de préjugés. « La Constitution de l'an III, et vous, Directeurs, vous avez triomphé de ces obstacles. » Ce triomphe dura exactement jusqu'à l'an VIII de la République, où l'orateur lui-même renversa la constitution, anéantit le pouvoir de ceux qui avaient

vaincu les préjugés de dix-huit siècles, et régna à leur place.

Les Français, qui avaient banni toute religion de leurs pensées et de leur système de politique intérieure, en avaient cependant conservé quelques cérémonies accessoires pour les solennités publiques. Ils avaient cessé de se livrer aux pratiques de dévotion, et nié expressément l'existence de la Divinité; cependant ils ne pouvaient se passer d'autels, d'hymnes et de rites, surtout dans les occasions telles que celles-ci. Le général fut conduit par Barras, président du Directoire, à un autel décoré du nom d'autel de la Patrie, où, après diverses cérémonies appropriées à la circonstance, ils congédièrent un peuple nombreux très édifié du spectacle qu'il venait de voir. Les deux Conseils, ou corps représentatifs, donnèrent un banquet splendide en l'honneur de Buonaparte. Ce qui parut le flatter beaucoup plus que toutes les marques de distinction, fut d'être admis au nombre des membres de l'Institut, à la place de son ami Carnot (alors fugitif et cru mort), tandis que le poète Chénier chantait ses louanges en prophétisant ses victoires futures et la chute de l'Angleterre.

Il n'y a rien de moins philosophique que d'attacher du ridicule aux usages des autres na-

tions, uniquement parce qu'ils diffèrent des nôtres; cependant on peut faire observer ce contraste qui existe entre l'Angleterre et ses voisins du Continent, en rappelant que la Chambre Haute et la Chambre des Communes ne pensèrent jamais à donner un dîner à Marlborough, ni la Société Royale à élire par acclamation son successeur dans la carrière de la victoire, quoique la nation anglaise, dans l'une et l'autre occasion, se soit acquittée de sa dette de gratitude envers ses deux illustres généraux, par le moyen plus simple et plus vulgaire de leur voter de riches et magnifiques domaines [1].

Pendant ce temps-là on poursuivait avec ardeur les apprêts de l'invasion, mais elle ne fit aucune impression sur les Anglais; au contraire elle excita les hommes de toutes les classes à effacer toutes les dissensions politiques, pour s'unir avec toute l'énergie du caractère national et repousser la guerre dont les menaçait l'ennemi commun. Cette détermination se fortifiait du souvenir et des traditions de cette bravoure anglaise, qui jadis avait si souvent fait à la

[1] Allusion au duc de Wellington, à qui le Parlement vota de riches dotations en 1814, comme Marlborough reçut, sous la reine Anne, le magnifique domaine et le palais de Blenheim en mémoire de la victoire de ce nom. (*Édit.*)

France des blessures si profondes; et, pour la vaincre cette détermination, il n'eût fallu rien moins que la plus cruelle nécessité. Ce fut alors qu'on put remarquer les bienfaits d'une constitution libérale, qui permet au venin de l'esprit de parti de s'exhaler dans une discussion ouverte. Ceux qui avaient été d'une opinion différente, dans la question de la paix ou de la guerre, furent d'un avis unanime lorsqu'il s'agit d'une défense nationale contre l'ennemi : ceux-là même qui avaient été engagés jusqu'alors dans des querelles interminables, furent les plus empressés à joindre leurs efforts dans cette cause; comme des hommes occupés à l'exercice de l'escrime jetteraient les fleurets, et tireraient ensemble leurs épées, s'ils étaient interrompus par l'approche des voleurs.

Buonaparte était allé reconnaître toutes les côtes de la Manche, s'arrêtant à chaque position importante, et faisant ces remarques et ces calculs qui, à une époque subséquente, l'engagèrent à renouveler le projet d'une descente en Angleterre. Il fut d'avis que, pour le moment, l'entreprise devait être abandonnée. Les préparatifs immenses qu'on avait faits et les violentes menaces d'invasion, n'eurent pas de résultat plus sérieux que le débarquement à Fishguard, sur les côtes méridionales du pays

de Galles, d'environ quinze cents hommes, sous la conduite du général Tate. Ils étaient sans artillerie, et se conduisirent plutôt comme des hommes qu'un naufrage jette sur un rivage ennemi, que comme des agresseurs; car sans faire mine de se défendre, ils se rendirent prisonniers à lord Cawdor, qui avait marché contre eux à la tête d'un corps de milice galloise, rassemblé en toute hâte à la première alarme. On ne pouvait certes considérer cette mesure que comme une épreuve, et comme telle, ce fut une véritable faute.

Les démonstrations d'invasion continuèrent ostensiblement, et, des deux côtés, tout semblait disposé pour amener entre les deux plus puissantes nations de l'Europe une lutte sanglante. Mais la conduite des hommes d'État ressemble assez souvent à celle des marchands indiens appelés Banians, qui paraissent causer négligemment de bagatelles et d'affaires indifférentes, tandis qu'avec leurs mains, cachées sous un schall étendu entre eux, ils débattent, secrètement et par signes, leurs intérêts, et concluent des marchés d'une grande importance. Pendant que la France et l'Angleterre avaient les yeux fixés sur la flotte et les armées destinées à porter la guerre chez cette dernière nation, le Directoire et le général français n'avaient

aucune intention de faire usage de ces préparatifs, si ce n'est comme d'un voile pour couvrir leur véritable objet, la fameuse expédition d'Égypte.

Encore en Italie, Buonaparte avait écrit au Directoire (le 13 septembre 1797), pour lui représenter de quelle importance la prise de Malte, qu'il disait n'offrir que peu de difficultés, serait pour la République. Les chevaliers de l'ordre, assurait-il, étaient odieux aux Maltais, et presque mourans de faim; pour augmenter encore leur détresse et rendre leur défense plus difficile, il avait confisqué leurs possessions italiennes. Il ajoutait aussi, qu'une fois maître de Corfou et de Malte, il serait naturel de conquérir l'Égypte. Vingt-cinq mille hommes, huit ou dix vaisseaux de ligne suffiraient pour une expédition qui devait, selon lui, choisir les côtes de l'Italie pour point de départ.

Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères (dans sa réponse du 23 septembre), comprit tous les avantages de ce projet sur l'Égypte, qui, devenue colonie française, attirerait à elle le commerce de l'Inde avec l'Europe, de préférence au long circuit qu'on est obligé de faire par le cap de Bonne-Espérance. Cette correspondance prouve que, même avant qu'il eût quitté l'Italie, Buonaparte avait conçu l'idée de l'expédition d'Égypte; peut-être l'envisa-

geait-il lui-même comme un de ces projets vastes et chimériques dont le succès de tant d'entreprises périlleuses tendait à nourrir son ambition. Il y avait dans cette idée quelque chose de grandiose qui devait flatter une imagination comme la sienne. Chef de l'armée d'Égypte, il n'allait plus reconnaître de commandement supérieur au sien : il pourrait, à son gré, étendre ses conquêtes, fonder peut-être même un empire dans une contrée considérée long-temps comme le berceau des sciences, célèbre dans l'histoire sacrée et dans l'histoire profane comme le théâtre des plus anciennes révolutions du monde, et qui, dans le lointain reculé des âges, produisait une impression mystérieuse sur la pensée des hommes. Les premiers essais de l'enfance des arts devaient être retrouvés parmi les ruines gigantesques de l'Égypte et ses monumens antiques qui défient encore le temps. Ces considérations devaient frapper Buonaparte, ambitieux surtout de cette espèce de gloire qui récompense le protecteur éclairé des sciences, de la philosophie et des beaux-arts. Il avait auprès de lui un conseiller qui entrait volontiers dans ses vues : Monge, artiste et savant, était le confident de Buonaparte dans cette occasion, et devait l'encourager sans doute à une expédition qui

promettait de si riches trésors d'antiquités, parmi des ruines jusqu'alors imparfaitement explorées.

Toutefois, bien que ce projet eût été favorablement accueilli par le Directoire, Buonaparte, à ce qu'il paraît, attendait, pour l'entreprendre, de savoir quelle issue aurait la révolution du 18 fructidor, doutant, avec raison, que les vainqueurs, dans cette lutte, pussent profiter assez de la victoire remportée sur la majorité de l'Assemblée représentative, pour consolider leur propre autorité et l'établir sur des bases stables. Il savait que le Directoire n'était réellement plus populaire. Le nombreux parti qui inclinait pour un gouvernement monarchique, regardait le Directoire avec horreur; l'armée le méprisait, bien qu'elle lui obéît et qu'elle le soutînt contre le parti royaliste; les Républicains ardens n'avaient point oublié la part que les Directeurs avaient prise au renversement de Robespierre, et les condamnations qui avaient suivi la découverte de la conspiration de Babœuf: ils n'étaient donc nullement bien portés pour leur domination. Méprisé de l'armée, haï des Royalistes et des Républicains, le gouvernement directorial semblait ne rester encore debout, que parce que les factions rivales n'osaient l'attaquer, chacune craignant

que l'autre n'obtînt la suprématie, dans le débat qui devait suivre sa chute.

La crise des affaires publiques offrait une occasion favorable à un homme tel que Buonaparte dont les succès, presque incroyables, sans avoir été troublés par un seul revers qui méritât ce nom, fixaient naturellement les yeux de la multitude et même de la nation entière, qui voyait en lui l'homme destiné à jouer le rôle le plus important dans les nouveaux changemens que la position incertaine du gouvernement semblait préparer rapidement.

Le peuple, naturellement partial pour un vainqueur, s'empressait autour de Buonaparte, et l'accueillait partout avec des acclamations; ses soldats, dans leurs chansons guerrières, parlaient de chasser *les avocats* pour mettre à leur place et à la tête du gouvernement leur général victorieux. Déjà, pour la première fois depuis le commencement de la révolution, les Français, oubliant leur récente habitude de parler de leur nation comme ne faisant qu'un corps, s'intéressaient à Napoléon comme individu; et l'estime exclusive qu'ils conçurent pour sa personne, jetant chaque jour de plus profondes racines dans l'esprit public, fut depuis une des bases sur lesquelles il fonda son trône.

Malgré ces heureuses apparences, Napoléon, aussi prudent qu'ambitieux, vit que le moment de s'emparer du gouvernement, sans risque, n'était point encore arrivé; l'armée d'Italie lui était dévouée, mais il y avait une autre grande armée rivale, celle du Rhin, qui n'avait pris aucune part à ses triomphes, et ne reconnaissait pour héros et pour général que Moreau.

Madame de Staël nous dépeint les soldats de ces deux armées comme n'ayant rien de commun entre eux, si ce n'est une égale valeur. Après des combats opiniâtres, couronnés par la victoire, mais qui n'avaient offert aucun butin, l'armée du Rhin conservait la simplicité sévère des premiers temps de la République, tandis que l'armée d'Italie, ayant moissonné autant de richesses que de lauriers, témoignait, par sa dépense et son luxe, qu'elle n'avait point négligé ses propres intérêts sous les bannières triomphantes de la nation.

Il n'était pas probable que tant qu'il existerait une armée comme celle du Rhin, opposée par rivalité de gloire aux troupes de Buonaparte, celui-ci réussît à se mettre à la tête des affaires; d'ailleurs, ces mêmes troupes, sur lesquelles il pouvait compter, étaient éloignées; la fortune ne lui offrait point encore le prétexte

nécessaire pour passer le Rubicon, et faire marcher vingt mille hommes sur Lyon. Moreau, Jourdan, Kléber, avaient une haute réputation, presque égale à la sienne, et les soldats qui avaient combattu sous eux étaient intéressés à les mettre au même rang que le vainqueur d'Italie. Buonaparte savait aussi que sa popularité, quelque grande qu'elle fût, n'était pas universelle : la classe moyenne lui gardait rancune de l'affaire des Sections de Paris, et un assez grand nombre de Républicains lui reprochait d'avoir vendu Venise à l'Autriche; en un mot, il était encore trop coudoyé dans la foule, si on nous passe cette expression, par des émules incommodes, pour hasarder de prendre l'essor hardi qui devait le porter jusqu'à la première place, quoiqu'il eût nombre de conseillers qui auraient voulu lui persuader qu'il pouvait tenter cette carrière périlleuse; c'était à ceux-là qu'il répondait : « La poire n'est pas mûre » ; ce qui signifiait que le désir ne lui manquait pas, mais que la prudence lui ordonnait de résister encore à la tentation. [1]

Abandonnant le rôle de général de l'armée

[1] Voyez les idées de Napoléon lui-même sur sa position à cette époque, dans ses *Mémoires dictés à Sainte-Hélène*, tome IV, page 300. (*Édit.*)

d'Angleterre, et ajournant à une époque plus reculée la conquête de cette île ennemie; imposant en même temps silence à ses désirs secrets et aux sollicitations de ceux qui le pressaient de saisir un pouvoir qu'on voyait échapper des mains auxquelles il était confié, Napoléon tourna ses regards et ses pensées vers l'Orient; cette lointaine contrée, où naît le soleil, lui parut un théâtre digne de ses talens, de ses succès militaires et de son ambition.

Le Directoire, d'ailleurs pressé de se débarrasser de sa dangereuse présence, hâta l'expédition d'Égypte, dont les préparatifs furent les plus formidables qu'eût jamais faits l'Europe moderne pour aller envahir et soumettre des pays lointains.

Le bruit se répandit bientôt, hors la France, que l'invasion de l'Angleterre était ajournée jusqu'à ce que le vainqueur de l'Italie, après avoir accompli un grand projet national, par le succès d'une expédition secrète, pour laquelle on déploierait des moyens gigantesques, pût reprendre à loisir la conquête de la Grande-Bretagne.

Mais Buonaparte ne bornait pas ses vues au plan d'une conquête militaire; il prétendait y mêler la douce influence des travaux littéraires et scientifiques, comme s'il eût voulu, ainsi

que quelqu'un le disait, que Minerve marchât à la tête de l'expédition, tenant d'une main sa lance menaçante, et de l'autre introduisant les sciences et les muses. Les chefs-d'œuvre transportés à Paris par ses armes victorieuses, donnaient au général de l'armée d'Italie des titres pour justifier les distinctions que les littérateurs français avaient pu lui décerner; il était d'ailleurs très versé dans les mathématiques. Il parut alors s'occuper des sciences avec une grande assiduité : on le vit revêtir le costume de l'Institut chaque fois qu'il n'était pas tenu de porter l'habit militaire. Cette affectation de mêler l'encouragement des sciences et des lettres à ses plans de guerre, fit associer à l'expédition proposée une branche nouvelle et toute particulière dans la composition d'une armée.

Le public vit avec étonnement cent individus et plus, cultivant les sciences et les arts, ou des *savans*, pour nous servir de la phrase française, être désignés pour suivre cette expédition mystérieuse, dont le but demeurait un secret. Chacun se demandait quel était le pays du monde où la France voulait établir une colonie, puisqu'elle semblait à la fois se préparer à le soumettre par les armes et à l'enrichir des trésors de ses sciences et de sa littérature. Ces singuliers auxiliaires de l'expédition, les

premiers de ce genre qui eussent accompagné une armée conquérante, furent abondamment pourvus de livres, d'instrumens de mathématiques, de physique et d'astronomie.

Toutefois, Buonaparte ne comptant pas sur la seule supériorité des sciences pour assurer la conquête de l'Égypte s'était muni de moyens plus puissans. Vingt-cinq mille hommes, la plupart vieux soldats choisis dans son armée d'Italie, avaient pour généraux, sous Buonaparte lui-même, des hommes tels que Kléber, Desaix, Berthier, Regnier, Murat, Lannes, Andréossy, Menou, Belliard, et d'autres bien connus dans les guerres de la révolution. Quatre cents bâtimens furent réunis pour le transport des troupes; treize vaisseaux de ligne et quatre frégates, commandés par l'amiral Brueys, officier brave et habile, escortèrent cette expédition, la plus belle et la plus formidable de toutes celles qui avaient jamais mis à la voile pour une entreprise aussi audacieuse.

Nous avons indiqué déjà les motifs secrets de cet armement. Le Directoire voulait à tout prix éloigner Buonaparte, qui pouvait devenir un dangereux compétiteur dans l'état chancelant du gouvernement français. De son côté, Buonaparte accepta sans hésiter un comman-

dement qui lui ouvrait un théâtre de conquête digne de son ambition; son autorité sans contrôle sur une armée aussi brave, semblait lui promettre la conquête et la souveraineté, non seulement de l'Égypte, mais de la Syrie, de la Turquie, et peut-être même de Constantinople, cette reine de l'Orient; lui-même il a donné depuis à entendre assez clairement que sans des circonstances imprévues il eût consacré toutes les ressources de son génie à l'établissement d'une dynastie orientale, et eût abandonné la France à ses propres destinées. Lorsqu'il n'était encore qu'officier subalterne d'artillerie, il avait nourri l'espoir de devenir roi de Jérusalem; dans sa situation nouvelle, au rang où il était parvenu, avec les forces qu'il avait à sa disposition, la souveraineté de tout l'empire d'Orient, ou du moins le califat d'Égypte, était comparativement un objet plus borné d'ambition.

On peut donc facilement apprécier les motifs particuliers du gouvernement et du général; mais il n'est pas si aisé de justifier l'expédition d'Égypte, lorsqu'on la considère sous le rapport d'une sage politique nationale. Au contraire l'objet qu'on se proposait au prix de tant de risques, et en même temps par une agression contre la Porte Ottomane, l'ancienne alliée de

la France, et à laquelle appartenait l'Égypte, était d'une utilité très douteuse. L'incomparable fertilité des provinces arrosées par le Nil rend leur possession d'une grande importance pour les Turcs, qui, par suite du dépérissement de leur agriculture, et vu la nature du sol rocailleux et aride de leurs provinces grecques, ne pourraient approvisionner de grains leur capitale, sans l'intarissable fertilité des alluvions du Nil : mais la France, assez riche de ses propres ressources, n'avait aucun besoin d'envoyer son plus habile général, et de hasarder ses meilleurs soldats, pour s'emparer d'une province éloignée, dans le seul but de faciliter l'approvisionnement de ses habitans. Pour transformer cette vaste contrée en une colonie française, il eût fallu pouvoir disposer d'un surcroît de population, d'argent, et de denrées de toute espèce, qui ne pouvait exister dans la France à peine sortie des convulsions de sa révolution. Le pays lui-même, insalubre pour des étrangers, eût été une cause de dépopulation continuelle, jusqu'à ce que les colons y eussent été acclimatés. On doit aussi considérer, que lors même que l'entreprise eût complétement réussi, elle n'eût pas donné une province à la République, mais plutôt un État séparé et indépendant à son général ambitieux.

Lorsqu'il commandait l'armée d'Italie, ce général avait fait peu d'attention aux instructions du Directoire : s'il eût effectué ses conquêtes dans l'Orient, il eût encore bien moins respecté ses ordres au-delà de la Méditerranée.

Enfin, la guerre avec l'Angleterre rendait très chanceux le projet d'ajouter l'Égypte aux possessions françaises; car, ou les forces navales de la Grande-Bretagne s'interposeraient entre la France et ses nouvelles acquisitions, ou ses troupes de terre venues de l'Inde et de l'Europe opéreraient une attaque combinée contre les Français établis en Égypte : double événement qui se réalisa.

Il est vrai que, loin de craindre l'intervention des forces anglaises qui allaient être probablement employées contre eux, les Français trouvèrent au contraire un motif de plus pour la conquête de l'Égypte, dans l'idée que c'était un premier pas pour détruire le pouvoir des Anglais dans l'Inde; et Napoléon considéra jusqu'à la fin la conquête de l'Égypte comme le gage assuré de celle de l'Asie. Son coup d'œil, semblable à celui de l'aigle, embrassait à la fois une vaste et lointaine perspective; mais les obstacles, que diminuaient la distance, étaient comptés pour trop peu de chose dans ses calculs, et il croyait que quel-

ques semaines de marches militaires lui suffiraient pour renouveler les conquêtes d'Alexandre-le-Grand. Il avait déjà mesuré les degrés par lesquels il devait parvenir à la monarchie orientale, et nous a laissé une singulière rêverie à ce sujet. « Si Saint-Jean-d'Acre s'était rendu aux armes françaises, dit-il, une grande révolution se serait accomplie en Orient; le général en chef y eût fondé un empire, et les destinées de la France auraient subi des changemens importans. »

Dans cette déclaration, nous pouvons reconnaître un des traits distinctifs du caractère de Buonaparte, qui jamais ne voulait admettre de difficultés et de dangers que ceux dont l'événement ne permettait plus de révoquer l'existence en doute. Les forces peu nombreuses que les Anglais avaient devant Acre suffirent pour anéantir tous ses plans de conquête; mais combien d'autres moyens de destruction la Providence aurait eu pour le même objet! La peste, le désert, la rébellion parmi ses soldats, le courage et l'audace que des circonstances favorables eussent inspirés aux tribus qui allaient s'opposer à sa marche, toutes ces chances, et d'autres encore, auraient dû le convaincre que le succès de cette entreprise n'avait pas dépendu seulement du hasard qui l'avait forcé

d'y renoncer; mais que si telle eût été la volonté de Dieu, les sables de la Syrie lui eussent été aussi funestes que les frimas de la Russie, et le cimeterre des Turcs que la lance des Cosaques. En paroles, il est facile de décrire la route qu'une armée devrait suivre pour passer de l'Égypte dans l'Inde; il l'est encore davantage de la mesurer sur la mappemonde, mais en pratique, ce n'est plus la même chose. Les troupes françaises devaient s'attendre à trouver, à chaque pas, une opposition armée, ne fût-ce que celle qu'eût soulevée l'antipathie religieuse; et lorsque Buonaparte serait arrivé aux frontières de l'Inde anglaise, avec une armée ainsi diminuée, il aurait rencontré de front toute l'armée anglaise, commandée par des généraux accoutumés comme lui à faire la guerre sur une échelle vaste, et qui avaient remporté des victoires non moins décisives que les siennes.

Mais ce serait tomber dans la même erreur que celle que nous relevons, que d'anticiper sur ce qui aurait pu résulter d'une semblable rencontre. En admettant que toutes les probabilités du succès eussent été pour l'armée la plus nombreuse et la mieux pourvue de munitions de guerre et de bouche, nous reconnaissons encore que la lutte eût été terrible et

l'issue douteuse. Si Napoléon pensa sérieusement qu'il n'avait qu'à se montrer dans l'Inde pour la soumettre, il ne calcula pas avec la prudence qu'on devait attendre d'un si grand général toutes les forces qu'on ne manquerait pas de lui opposer. On a bien dit, il est vrai, qu'il comptait renforcer son armée de recrues faites dans le pays même, et dressées à la manière européenne; mais ces levées, faites à la hâte, pouvaient-elles être assez promptement disciplinées pour repousser les troupes de l'Inde anglaise, si justement citées comme égalant presque les soldats européens en courage, en discipline, et les surpassant peut-être par la tempérance et la subordination?

En un mot, l'expédition d'Égypte, lorsqu'on la considère indépendamment des vues secrètes du Directoire et de son général, ne pouvait promettre des résultats assez satisfaisans pour compenser les dangers où elle entraînait la nation française, en la privant de l'élite de son armée.

Cependant, le moment du départ approchait. L'escadre de blocus, commandée par Nelson, fut jetée loin de la côte par un coup de vent, et tellement endommagée, qu'elle dut se diriger vers la Sardaigne. L'obstacle qui, le premier, pouvait contrarier l'expédition fut ainsi écarté. Les navires français mirent à la voile

des ports de Gênes, de Civita-Vecchia et de Bastia, et se réunirent à l'escadre qui était déjà prête à Toulon.

On a dit, sans citer, il est vrai, aucune autorité digne de foi, qu'au moment même du départ Buonaparte parut disposé à quitter le commandement d'une expédition si douteuse et si hasardeuse, et à profiter, pour rester en Europe, du prétexte d'une récente mésintelligence entre l'Autriche et la France.

Bernadotte, ambassadeur de la République à Vienne, avait imprudemment fait placer à la porte de son hôtel les couleurs nationales; le peuple s'était rassemblé en tumulte et l'avait insulté. Dans le premier mouvement de son alarme, le Directoire, craignant que cet incident n'amenât le renouvellement de la guerre, résolut d'abord de suspendre le départ de Buonaparte, et de l'envoyer à Rastadt, où se tenait encore le congrès, en lui donnant des pleins-pouvoirs pour terminer le différend. Buonaparte accepta cette mission; et, tandis qu'il affectait de se plaindre des délais qu'on apportait à l'exécution de « la plus grande entreprise qu'il eût jamais méditée », il écrivit au secrétaire comte de Cobentzel, alors ministre des affaires étrangères à Vienne, l'invitant à se rendre au congrès de Rastadt, et lui laissant en-

trevoir que de nouveaux changemens politiques feraient disparaître les difficultés que présentait l'exécution du traité de Campo-Formio. La teneur de cette lettre aurait été connue du gouvernement; se figurant que Buonaparte n'acceptait cette mission que pour intéresser le comte de Cobentzel dans quelque changement de gouvernement en France, et obtenir l'assentiment et le concours de l'Autriche, le Directoire aurait résolu aussitôt d'obliger Buonaparte à partir, sans plus de délai, pour l'Égypte. Barras, chargé de communiquer au général ce nouveau changement de destination, eut avec lui une entrevue particulière dans sa maison. Le visage du Directeur était sombre; et, contre son habitude, il parla très peu à madame Buonaparte. Lorsqu'il se retira, Buonaparte se renferma quelque temps dans son cabinet, et donna bientôt après ses ordres de départ pour Toulon.

Ces détails nous sont transmis par Miot [1], mais il ne cite aucune autorité à l'appui de cette partie secrète de l'histoire de Napoléon. Cependant on ne saurait douter que le commandement de l'armée d'Égypte n'eût été donné à Buonaparte comme une espèce d'ostracisme ou d'exil honorable.

[1] *Mémoires pour servir à l'Histoire des Expéditions d'Égypte et de Syrie.* Introduction, page xx.

A l'instant du départ, Buonaparte fit une de ces singulières harangues, expression d'un talent et d'une énergie extraordinaires, mêlée d'enflure et de mauvais goût. Il promettait de former, à une guerre maritime, des soldats qui avaient combattu dans les plaines et sur les montagnes; et, pendant une grande partie de l'expédition, il tint parole, comme Aboukir en fut témoin. Il rappelait à ses compagnons que les Romains combattirent les Carthaginois sur mer aussi-bien que sur terre. Il voulait les conduire, au nom de la déesse de la liberté, dans les régions et les mers les plus éloignées, et concluait en promettant à chaque soldat sept acres de terre. Les troupes s'informaient peu si cette distribution devait avoir lieu sur les bords du Nil, du Bosphore ou du Gange, et le général lui-même eût été fort en peine de les en instruire.

Le 10 du mois de mai 1798, ce superbe armement mit à la voile de Toulon, éclairé par l'éclat d'un magnifique soleil levant, de l'un de ces soleils qui furent depuis appelés proverbialement les soleils de Napoléon. La ligne des vaisseaux de guerre occupait en mer un espace d'une lieue de long, et le demi-cercle formé par le convoi avait au moins six lieues d'étendue. Le 8 juin ils furent rejoints dans les eaux de la Méditerranée par une flottille considérable de

transport, ayant à bord la division du général Desaix.

Le 10 juin, la flotte parut devant Malte, jadis la citadelle de la chrétienté, et défendue alors par ces chevaliers intrépides, qui, guerriers et prêtres tout à la fois, combattaient les infidèles avec l'enthousiasme de la religion et de la chevalerie. Mais ceux par qui maintenant l'ordre était encore soutenu, divisés entre eux, sans énergie, et abandonnés à de voluptueuses débauches, consommaient les revenus destinés à des expéditions contre les Turcs, non plus dans les travaux de la guerre, mais dans des croisières de plaisir pour aller donner des fêtes et des bals dans les ports de mer de l'Italie. Buonaparte traita ces chevaliers dégénérés, avec un mépris mérité sans doute, mais peu d'accord avec la position inexpugnable de leur île et la glorieuse défense qu'elle avait jadis opposée aux infidèles. S'étant ménagé un parti parmi les chevaliers de la langue de France, il fit débarquer quelques troupes, et s'empara de ces forteresses presque imprenables avec une telle facilité, que Cafarelli dit à Napoléon, comme ils passaient sans obstacle à travers les ouvrages les plus formidables : « Il est heureux, général, qu'il y ait eu dans la ville quelqu'un pour nous ouvrir les portes; car nous aurions eu plus de

peine à entrer si la place eût été entièrement vide. »

On mit garnison dans l'île de Malte, qui fut destinée par Buonaparte à servir de station entre la France et l'Égypte; et le 19, l'armement continua sa route. Arrivé près des côtes de Candie, tandis que les savans admiraient les rochers sur lesquels Jupiter enfant fut nourri, dit-on, et qu'ils dissertaient sur les vestiges du fameux labyrinthe, Buonaparte apprit qu'un ennemi d'une espèce toute différente des chevaliers de Malte, était proche : c'était l'escadre anglaise.

Nelson, toujours aussi invincible sur son élément que Buonaparte l'avait été jusque-là sur terre, était alors à la recherche de son illustre contemporain. Dix vaisseaux de ligne venaient d'augmenter sa nombreuse flotte : il brûlait de se mesurer avec Napoléon, et le dernier des matelots partageait ce désir de l'amiral. Les Anglais avaient été informés que la flotte française avait touché à Malte, Nelson se disposait à la rejoindre, lorsqu'il reçut la nouvelle de son départ; et jugeant que l'Égypte était le but de l'expédition, il fit voile pour l'Égypte. Le hasard voulut que Nelson, ayant suivi une marche plus directe que l'amiral Brueys, arrivât devant Alexandrie le 28 juin : on n'y avait

point encore vu les Français, qui cependant se dirigeaient vers ce port. L'amiral anglais repartit pour Rhodes et Syracuse. Par un hasard singulier, les deux grandes flottes ennemies traversèrent cette mer étroite sans se rencontrer, et sans pouvoir ni l'une ni l'autre apprendre rien de certain sur leurs mouvemens respectifs. Une des causes de cet événement fut que Nelson, n'ayant point de frégates, ne put envoyer à la découverte. Ensuite un brouillard épais força les vaisseaux de la flotte française à ne pas s'écarter les uns des autres, et à voguer sur un moindre espace, ce qui servit à les cacher aux ennemis. Le 26, suivant Denon, la flotte anglaise fut signalée à l'occident, mais la brume empêcha les Anglais d'apercevoir la flotte française. Après avoir couru vainement le risque de cette rencontre, Buonaparte sembla avoir échappé au plus grand des dangers, le 29 juin, quand la flotte française arriva en vue d'Alexandrie, et aperçut la ville des Ptolemées et de Cléopâtre, avec son double port, son phare, et les gigantesques monumens de son ancienne grandeur. Dans ce moment critique, et pendant que Buonaparte contemplait la conquête qu'il s'était promise, on signala une voile étrangère qu'on crut être une frégate anglaise, l'avant-courrière de toute la flotte. « Quoi! s'é-

cria Napoléon, je ne demande que six heures[1]; fortune, voudrais-tu m'abandonner? » La capricieuse déesse lui était encore fidèle, et continua de l'être pendant maintes années. La voile qu'on avait aperçue était une voile amie.

L'armée française débarqua dans un lieu appelé Marabout, à une lieue et demie environ d'Alexandrie. Ce ne fut pas sans y perdre, sur les récifs, quelques embarcations avec leurs équipages; mais les troupes, joyeuses de quitter les navires où elles étaient renfermées depuis long-temps, firent peu d'attention aux dangers du débarquement. Dès que cinq ou six mille hommes eurent gagné le rivage, Buonaparte marcha vers Alexandrie; les Turcs, irrités d'une invasion faite par une nation avec laquelle ils étaient en paix, fermèrent les portes de la ville, et se préparèrent à se défendre. Mais leurs murs étaient en ruines, avec de nombreuses brèches, et leurs principales armes étaient des mousquets et des pierres. Les vainqueurs de l'Italie se frayèrent un passage à travers de tels obstacles, mais ce ne fut pas facilement ni impunément; deux cents Français furent tués. La garnison fut passée au fil de l'épée, et la ville abandonnée au pillage pendant trois

[1] Miot, dit : « *Quoi! seulement cinq jours!* » (*Edit.*)

heures, ce qui a été dénoncé comme une inutile et froide cruauté, commise uniquement pour inspirer la terreur, et répandre au loin la gloire du général victorieux; c'était le but de Napoléon de donner la plus haute idée de sa puissance à ces tribus différentes de mœurs et d'usages qui habitent l'Égypte, comme leur patrie commune.

Les habitans de l'Égypte se composent 1°. des Arabes, divisés en Fellahs et Bedouins : cette classe est la plus nombreuse et la moins estimée de toute la population. Les Bedouins ont conservé les mœurs de l'Arabie proprement dite; ils mènent dans le désert une vie errante, et subsistent au moyen de leurs troupeaux. Les Fellahs cultivent la terre, et sont les paysans de cette contrée.

2°. La classe au-dessus des Arabes pour la considération, est celle des Cophtes, qu'on suppose descendre des anciens habitans de l'Égypte. Ils professent le christianisme, sont timides et par conséquent peu guerriers, souples et artificieux. Ils sont employés comme percepteurs des impôts, et remplissent presque tous les offices civils. Ce sont eux qui font les transactions de commerce et presque toutes les affaires du pays.

3°. La troisième classe, ou plutôt la première, était celle des formidables Mamelucks, qui te-

naient dans une sujétion profonde et les Cophtes et les Arabes. Ce sont eux qui forment, ou pour mieux dire qui *formaient* un corps de soldats de profession, n'ayant d'autre métier que la guerre. Ils ressemblent en cela aux Janissaires, aux Strélitz, aux cohortes prétoriennes, ou à tout autre corps militaire qui, composant une armée permanente sous un gouvernement despotique, est alternativement le protecteur ou l'effroi du souverain, qui n'est son chef que de nom. Un des caractères particuliers de l'organisation des Mamelucks, à cette époque, était que leur corps ne se recrutait que par une adoption d'esclaves étrangers, principalement Géorgiens et Circassiens. Les Beys, ou chefs des Mamelucks, qui, au nombre de vingt-quatre, occupaient chacun l'une des vingt-quatre divisions de l'Égypte, achetaient de jeunes enfans, choisis parmi les plus beaux et les plus robustes, et les élevaient avec soin en les exerçant à l'usage des armes. Lorsqu'ils étaient reçus Mamelucks, ils entraient dans les troupes du bey, et devenaient ainsi capables de lui succéder à sa mort; car ces chefs méprisaient les liens du sang, et fondant leur autorité sur des principes tout militaires, ils la transféraient à celui de la troupe qui était reconnu le meilleur soldat et le plus brave. Ils combattaient toujours à cheval; et

d'après leur manière de faire la guerre, considérés individuellement, ils pouvaient être regardés comme la plus belle cavalerie qu'il y eût au monde. Complétement armés, et d'une confiance sans bornes dans leur valeur, ils étaient intrépides, adroits, et formidables sur le champ de bataille; mais dans leur bravoure militaire consistaient toutes leurs vertus. Leurs vices étaient une cruauté barbare, une continuelle oppression, la licence et les débauches les plus grossières : tels étaient les maîtres actuels de l'Égypte.

Le droit de souveraineté ne résidait cependant pas dans le titre des beys : un pacha ou lieutenant était envoyé par la Porte pour représenter le Grand-Seigneur; il avait pour fonction de recevoir le tribut de grains et d'argent que Constantinople attendait de cette riche province, et il s'occupait de plus d'extorquer des Égyptiens autant d'argent qu'il le pouvait en sûreté, pour remplir ses propres coffres. Le pacha maintenait son autorité à l'aide des troupes turques, ou en excitant la jalousie des beys les uns contre les autres. Ainsi cette contrée fertile était sous le joug oppressif de vingt-quatre préteurs, qui, soit qu'ils s'accordassent entre eux, soit qu'ils se réunissent avec le pacha, ou déclarassent la guerre au représentant du Sultan,

étaient également les tyrans et le fléau des Arabes et des Cophtes malheureux. Ces orgueilleux esclaves regardaient le droit de les opprimer par toutes sortes d'exactions comme leur plus noble privilége, et celui qu'on pouvait leur disputer le moins.

Du moment où Buonaparte conçut l'idée d'envahir l'Égypte, la destruction des Mamelucks dut être résolue dans sa pensée; aussi l'annonça-t-il dès qu'il eut pris Alexandrie. Il fit une proclamation dans laquelle il parlait de son respect pour Dieu, le prophète, et le Koran; de son amitié pour la sublime Porte, dont il assurait que la France était l'alliée la plus fidèle, et de sa détermination de faire la guerre aux Mamelucks. Il ordonna que les prières fussent continuées dans les mosquées comme à l'ordinaire avec quelques modifications, et que les véritables Musulmans s'écriassent: « Gloire au Sultan, et à l'armée française son alliée! malédiction aux Mamelucks, prospérité à l'Égypte! »

Le 5 juillet, l'armée française partit d'Alexandrie pour joindre les Mamelucks. Les troupes devaient remonter le cours du Nil; une flottille de chaloupes canonnières protégeait le flanc droit de l'infanterie pendant qu'elle traversait, à une grande distance du fleuve, un désert de sables arides et brûlans, sans une goutte d'eau

pour étancher la soif qui la dévorait. L'armée d'Italie, accoutumée à l'abondance de cette délicieuse contrée, était étonnée à l'aspect de cette scène de désolation. « Est-ce ici, disait chaque soldat, que nous devons recevoir chacun nos sept acres de terre? Le général aurait pu nous permettre d'en prendre autant que nous voudrions, aucun de nous n'eût abusé de la permission. » Les officiers n'exprimaient pas moins l'horreur et le dégoût; Murat et Lannes arrachèrent leurs cocardes de leur chapeau et la foulèrent aux pieds. Il fallut que Buonaparte employât toute son autorité pour maintenir l'ordre, tant le commencement de cette expédition rebutait déjà les Français.

Pour ajouter à leur embarras, l'ennemi commença à se montrer autour d'eux. Les Mamelucks et les Arabes, cachés derrière des monticules de sable, interrompaient leur marche, et malheur aux soldats qui s'écartaient des rangs, même à cinquante toises. Ils étaient aussitôt surpris par ces hardis cavaliers, qui les tuaient et disparaissaient avant qu'un coup de fusil pût les atteindre. L'audace de cette guerre de partisans fut enfin réprimée par une escarmouche de quelque importance qui s'engagea près d'un lieu nommé Chebrheis, où les Français montrèrent leur supériorité.

Une légère affaire eut lieu aussi entre la flottille française et quelques bâtimens armés appartenant aux Mamelucks ; la victoire parut d'abord favoriser ces derniers, mais elle se décida pour les Français, qui ne prirent toutefois qu'une seule galiote.

Cependant l'armée était obligée de marcher avec les plus grandes précautions. Toute la plaine était devenue couverte de Mamelucks montés sur des chevaux arabes de la plus grande beauté; armés de pistolets, de carabines, et de mousquetons tirés presque tous des meilleures fabriques anglaises; coiffés de superbes turbans, dont les panaches ondulaient dans les airs, et parés de riches habits et d'armes étincelant aux rayons du soleil. Concevant le plus grand mépris pour l'armée française, composée presque toute d'infanterie, cette cavalerie brillante de barbares épiait toutes les occasions de l'attaquer, et pas un traînard n'échappait au tranchant inexorable de leur sabre : leurs charges avaient la rapidité du vent, et comme les mors de leurs brides leur permettaient d'arrêter tout à coup leurs coursiers ou de les faire tourner sur eux-mêmes au galop, leur retraite n'était pas moins prompte. Les vétérans de l'armée d'Italie eux-mêmes furent d'abord déconcertés par cette nouvelle manière de com-

battre, et perdirent plusieurs des leurs ; c'était surtout lorsque la fatigue les obligeait de sortir de leurs rangs, car alors rien ne pouvait les arracher au trépas : mais ils se familiarisèrent bientôt avec ces attaques des Mamelucks, lorsqu'ils eurent découvert que chaque cavalier portait toute sa fortune sur lui, et qu'elle montait souvent à des sommes considérables en or.

Pendant ces alarmes, la gaîté des Français se soutenait malgré les fatigues et les dangers de la marche. Des ânes, seules bêtes de somme qu'on puisse se procurer facilement en Égypte, servaient de monture aux savans attachés à l'expédition, et portaient leurs instrumens scientifiques. Le général avait donné l'ordre qu'on veillât à leur sûreté, et il fut obéi ; mais comme ces citoyens avaient peu d'importance aux yeux des soldats, de longs éclats de rire partaient de tous les rangs, lorsque, se préparant à recevoir les Mamelucks, les généraux de division criaient avec le laconisme militaire : « Placez les ânes et les savans au milieu du carré. » Les soldats s'amusaient aussi à appeler les ânes des demi-savans : mais dans les momens difficiles, ils injuriaient ces malheureux serviteurs, et les sciences avaient leur part des reproches du soldat qui s'imaginait que le but de

l'expédition était de satisfaire leur passion pour des recherches auxquelles les militaires prenaient fort peu d'intérêt.

On peut douter que dans de telles circonstances les savans eux-mêmes fussent fort satisfaits, lorsqu'après sept jours de marches pénibles, et arrivés à six lieues du Caire, ils commencèrent à apercevoir, il est vrai, les fameuses pyramides, mais ils apprirent en même temps que Murad-Bey était à la tête des Mamelucks avec vingt-deux de ses frères, et qu'il avait formé un camp retranché dans un lieu appelé Embabeh, afin de couvrir le Caire, et de livrer bataille aux Français. Le 11 juillet, comme ceux-ci continuaient d'avancer, ils aperçurent l'ennemi qui les attendait. La plus grande force que déployèrent les Mamelucks fut une belle ligne de cavalerie commandée par Murad et les autres beys. Leur droite s'appuyait sur un camp mal retranché, dans lequel ils avaient vingt mille hommes d'infanterie et quarante pièces de canon. Mais cette infanterie n'était qu'une populace indisciplinée; les canons, manquant d'affûts, étaient montés sur de grossières pièces de bois. Les fortifications du camp, à peine commencées, n'offraient pas de grands obstacles. Buonaparte fit ses dispositions. Il étendit sa ligne vers la droite, de manière à la

mettre hors de portée du canon, et n'avoir à soutenir que le choc de la cavalerie.

Murad-Bey vit ce mouvement; et, prévoyant quelles en seraient les conséquences, il se disposa à charger avec sa brillante cavalerie, disant qu'il fendrait les Français en deux comme des citrouilles. Buonaparte fit former son infanterie en carré pour recevoir l'attaque des Mamelucks, et dit à ses soldats : « Du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent. » Les Mamelucks fondirent sur les Français avec une vitesse inconcevable, en poussant des cris de fureur. Ils mirent en désordre un des premiers carrés d'infanterie, qui eût été sabré en un instant, si la masse entière de cette vaillante armée n'eût été immédiatement derrière son avant-garde. Les Français eurent un moment pour rétablir l'ordre, et en profitèrent. La bataille ressembla alors, à quelques égards, à celle qui, environ vingt ans après, eut lieu à Waterloo; la cavalerie ennemie chargeant avec fureur les carrés d'infanterie, et cherchant, par des efforts incroyables de courage, à les rompre, tandis que de terribles décharges de mousqueterie et de mitraille, croisant leurs feux, répondaient à son audace. Jamais on n'avait vu autant d'acharnement qu'en montrèrent les Mamelucks. Ne pouvant

parvenir à lancer leurs chevaux à travers les carrés français, il y en eut qui les firent tourner sur eux-mêmes, pour les pousser à reculons contre les rangs ennemis, dans l'espoir de les rompre par des ruades. Mais, échouant toujours contre ces phalanges immobiles, et de plus en plus furieux, ils lancèrent sur elles leurs pistolets, leurs poignards et leurs carabines. Ceux qui tombaient blessés se traînaient encore près des Français pour leur couper les jambes avec leurs cimeterres à lames recourbées; mais tous leurs efforts furent impuissans.

Les Mamelucks furent enfin complétement battus après un grand carnage, et comme ils ne pouvaient se rallier en bon ordre, leur retraite fut une vraie déroute. Le plus grand nombre voulut d'abord rejoindre le camp, par cette sorte d'instinct, disait Napoléon, qui conduit les fuyards à se retirer dans la même direction qu'ils ont suivie en avançant. Ils se placèrent ainsi entre le Nil et l'armée française; le feu bien nourri et terrible de celle-ci les obligea de chercher un refuge dans les eaux du fleuve, comptant pouvoir gagner à la nage la rive opposée: vain et dernier effort désespéré, qui ne réussit qu'à quelques uns. Au même moment, et sans résistance, leur infanterie abandonnait le camp, et se précipitant dans les barques, cherchait à

traverser le Nil. La plupart y trouvèrent la mort. Les soldats français, long-temps encore après cette affaire, allaient sur les bords du Nil à la recherche des cadavres pour recueillir les richesses qu'ils avaient sur eux. Murad-Bey, et une partie de ses plus braves Mamelucks, échappèrent au massacre par un mouvement combiné sur la gauche, et opérèrent leur retraite par Gizeh dans la Haute-Égypte.

Ainsi fut détruite en grande partie cette cavalerie, la plus belle du monde en considérant chaque cavalier individuellement. « Si j'avais pu unir la cavalerie des Mamelucks à l'infanterie française, dit Buonaparte, je me serais regardé comme le maître de l'univers. » La destruction d'un corps qui passait jusqu'alors pour invincible, frappa de terreur non seulement l'Égypte, mais l'Afrique et l'Asie, tous les lieux enfin où régnait la religion mahométane; et le feu roulant qui avait décidé la victoire, valut à Buonaparte la dénomination orientale de Sultan Kébir ou roi du feu.

Après ce combat, que Buonaparte, pour le rendre plus important aux Parisiens, nomma la bataille des Pyramides, le Caire se rendit sans faire de résistance. Les débris dispersés des Mamelucks qui avaient traversé le Nil, et s'étaient réunis sous Ibrahim-Bey, furent forcés

de se retirer en Syrie. Un parti de trois cents hommes de cavalerie osa les attaquer à Salahieh, mais il fut maltraité par Ibrahim et sa troupe, qui en massacra plusieurs, et continua sa retraite sans être inquiétée. La Basse-Égypte demeura au pouvoir des Français, et jusque-là l'expédition de Buonaparte avait parfaitement réussi; mais il n'entrait pas dans les décrets du ciel que même le plus heureux des hommes évitât les revers, et Napoléon allait en subir un terrible.

CHAPITRE III.

Flotte française. — Rapports; — contradictions à ce sujet entre le rapport de Buonaparte et celui de l'amiral Gantheaume. — Bataille d'Aboukir, le 15 août 1798. — Nombre et position des vaisseaux ennemis et des vaisseaux anglais. — Détails de l'action. — Brueys, amiral français, est tué; son vaisseau, *l'Orient*, saute. — La victoire de Nelson est complète. — Deux vaisseaux de guerre et deux frégates échappent le matin du 16. — Effets de ce désastre sur l'armée française. — Moyens par lesquels Buonaparte se propose de s'établir en Égypte. — Son administration est utile et digne de louanges sous beaucoup de rapports; sous d'autres, sa conduite est impolitique et absurde. — Il cherche à être considéré comme l'envoyé de Dieu, mais sans y réussir. — Il échoue également dans ses efforts pour se rendre la Porte favorable. — Le fort de El-Arish tombe en son pouvoir. — Massacre de Jaffa; — avoué par Buonaparte. — Argumens qu'il emploie pour sa défense. — Réfutation. — Conclusions générales. — La peste règne dans l'armée. — Humanité et courage de Napoléon dans cette occasion. — Il marche sur Acre pour attaquer Djezzar-Pacha. — Sir Sidney Smith. — Son caractère. — Il s'empare d'un convoi français et se jette dans Saint-Jean-d'Acre. — Les Français arrivent devant Acre, le 27 mars 1799. — Ils y font une brèche le 28, et sont repoussés. — Ils sont assaillis hors des murs par une armée de Musulmans de diverses nations, et les dispersent. — Particularités intéressantes du siége. — Mésintelligence et hostilité personnelle entre Napoléon et sir Sidney Smith. — Explications à ce sujet. — Buonaparte est forcé de lever le siége et de battre en retraite.

Lorsque Buonaparte et son armée furent heureusement débarqués en Égypte, la pru-

dence semblait demander que la flotte qui leur avait servi d'escorte fût renvoyée en France le plus tôt possible. Aussi le général français affirme à plusieurs reprises, qu'il avait positivement commandé à l'amiral Brueys, excellent officier, et pour lequel il avait une estime particulière [1], de faire entrer sa flotte dans le port d'Alexandrie, ou bien, si cela était impossible, de mettre à l'instant à la voile et de se diriger vers Corfou. Suivant les indications données par les pilotes turcs, le bassin était trop peu profond pour recevoir d'aussi grands vaisseaux que ceux de l'amiral Brueys, et l'on ne peut douter que ce brave officier n'eût à l'instant adopté l'alternative de mettre à la voile pour Corfou, si tels eussent été les ordres donnés par le général en chef. Mais cette assertion de Buonaparte est contredite par le rapport du vice-amiral Gantheaume, qui, présent à la bataille d'Aboukir, échappa avec beaucoup de peine à la destruction de la flotte, et fut chargé par Buonaparte de rédiger les détails de cette malheureuse af-

[1] Une lettre de Napoléon, publiée dans le *Moniteur*, n° 90, an VI, fait le plus grand éloge du sang-froid et du talent de l'amiral, ainsi que de l'ordre excellent qu'il maintenait parmi son escadre. Il ajoute qu'il lui a fait remettre, au nom du Directoire, une des meilleures lunettes d'approche que l'on pût trouver en Italie.

faire pour les envoyer au ministre de la guerre. « On pourra peut-être dire (nous citons les dépêches) qu'il eût été plus prudent de quitter la côte aussitôt après que le débarquement eut eu lieu; mais *vu les ordres du commandant en chef*, et la force incalculable que la présence de la flotte donnait à l'armée de terre, l'amiral jugea qu'il était de son devoir de ne point quitter ces mers. » [1]

Si nous cherchons à éclaircir cette question, considérant la probabilité du retour de Nelson et le danger qui en résultait, considérant aussi l'intérêt presque exclusif que les officiers de terre ou de mer portent à leur service respectif, et l'espèce de mépris que tout autre leur inspire, nous trouverons que plusieurs motifs pouvaient faire désirer à Napoléon de retenir la flotte sur la côte d'Égypte, malgré les risques qu'elle devait y courir; mais nous n'en voyons aucun qui ait pu décider Brueys à conserver cette position, non seulement sans le consentement du commandant en chef, mais contre ses ordres exprès. Ainsi donc il nous serait difficile d'admettre ici l'allégation de Buonaparte, quand les circonstances et le témoignage positif de Gantheaume le contredisent évidemment.

[1] Rapport du vice-amiral Gantheaume. (*Édit.*)

Nous approchons d'une des plus brillantes actions de la marine anglaise, sous les ordres de l'amiral dont les exploits contribuèrent si efficacement à assurer le droit de la Grande-Bretagne à la souveraineté de l'Océan. Les limites de cette histoire nous imposent l'obligation de ne raconter que brièvement un combat dont le nom fera long-temps palpiter d'un noble orgueil tout cœur anglais; mais nous serons concis d'autant plus volontiers que nos lecteurs connaissent tous les détails de cette affaire par une des histoires les mieux écrites et les plus populaires de la langue anglaise. [1]

[1] La *Vie de l'amiral Nelson*, par M. R. Southey, dans laquelle un des hommes les plus distingués de notre siècle, par son génie et son savoir, a célébré les actions du plus grand homme de mer qui ait jamais existé. *

* Ce double éloge flattera sans doute beaucoup M. Southey, grand poète et agréable prosateur dans plus d'un genre; mais nous ne saurions y souscrire. Sa *Vie de Nelson* est un panégyrique plutôt qu'une histoire: le sujet y prêtait sans doute; mais l'auteur aurait pu du moins éviter de raconter avec tant d'amertume les revers maritimes de la France. C'est un de ces livres essentiellement anglais, destinés à perpétuer les préjugés nationaux. Quant à la bataille d'Aboukir, le général Mathieu Dumas a décrit, dans son *Précis des Événemens Militaires de 1799 à 1814*, tome II, avec toute l'impartialité qui le caractérise, cette victoire fatale à notre marine. Le lecteur qui voudra connaître la bataille d'Aboukir avec tous les détails techniques du métier, consultera aussi avec fruit le tome IX des *Victoires et Conquêtes*, rédigées par le général Beauvais. (*Édit.*)

Ne pouvant entrer dans le port d'Alexandrie, l'amiral français crut que la flotte serait plus sûrement à l'ancre dans la célèbre baie d'Aboukir; elle forma une seule ligne de bataille demi-circulaire, en se tenant si près des hauts fonds qu'il paraissait impossible de passer entre les vaisseaux et le rivage, d'où l'on conclut qu'on ne pourrait les attaquer de tribord.

La flotte anglaise parut le 15 août, et Nelson n'eut pas plus tôt reconnu la position française qu'il résolut de la forcer à tout risque. Par une décision instantanée, jugeant que là où les vaisseaux français pouvaient manœuvrer, il y aurait assez de place entre ces vaisseaux et le rivage pour jeter l'ancre, il donna le signal de l'attaque. Quand ses vaisseaux approchèrent du mouillage français, ils reçurent une pleine bordée à laquelle ils ne purent riposter; mais ils continuèrent à présenter le devant à l'ennemi et à resserrer leur ligne. Les deux flottes avaient à peu près la même force numérique : les Français, treize vaisseaux de ligne et quatre frégates; les Anglais, treize vaisseaux de ligne, et de plus un vaisseau de cinquante canons; mais parmi les vaisseaux français il y en avait trois de quatre-vingts canons, et *l'Orient* qui était de cent vingt. Tous ceux de l'escadre anglaise étaient de soixante-quatorze. L'avant-

garde anglaise, formée de six vaisseaux, tourna la ligne des Français, jeta l'ancre entre eux et le rivage, et fit un feu terrible. Nelson lui-même, avec ses autres vaisseaux, parcourut la ligne extérieure des vaisseaux français, et les mit ainsi entre deux feux. Le reste de la flotte française ne put pendant long-temps prendre part à l'action. La bataille fut terrible dès le début, et se prolongea jusqu'après le coucher du soleil, les vaisseaux n'ayant plus pour diriger leurs attaques d'autre lumière que celle du feu des bordées continuelles.

Déjà, cependant, quelques uns des vaisseaux français étaient pris, et les vainqueurs s'avançaient pour attaquer ceux qui n'avaient point encore combattu. Soudain une vaste et épouvantable lumière se répandit sur la scène de ce combat: c'était le feu qui s'était déclaré sur le vaisseau amiral des Français. Brueys venait de périr frappé d'un boulet de canon[1]. Les flammes furent bientôt maîtresses de cet éminent vaisseau, où le carnage était trop affreux pour qu'on pût s'occuper de les éteindre. *L'O-*

[1] Dans la première heure de l'action, il avait été blessé légèrement. Le boulet le coupa presque en deux. Il ne voulut pas être transporté au poste des blessés, en disant d'une voix encore ferme: « Un amiral français doit mourir sur son banc de quart. » (*Édit.*)

rient brûla comme un volcan, au milieu du combat, dont il éclaira pendant quelque temps le terrible spectacle.

A la fin, pendant que l'on continuait à se battre toujours avec la même fureur, le vaisseau incendié sauta avec une explosion telle, que des deux côtés elle fit cesser le feu des batteries, et au bruit du plus horrible tumulte succéda un silence imposant. La canonnade recommença d'abord avec lenteur et partiellement, mais avant minuit, elle était aussi terrible qu'auparavant. Vers le matin, les deux seuls vaisseaux français qui eussent conservé leur pavillon, coupèrent leurs câbles, et appareillèrent suivis de deux frégates. C'était tout ce qui restait de cette belle flotte, qui naguère escortait Buonaparte et sa fortune triomphante à travers la Méditerranée.

Telle fut la victoire d'Aboukir : mais celui qui la remporta, trouva le mot insuffisant; il la nomma une conquête. Les avantages eussent été plus grands [1] si Nelson avait eu des frégates et des navires de moindre dimension : les bâti-

[1] Disons aussi que les vaisseaux anglais avaient été si maltraités qu'il ne s'en trouva aucun qui fût en état de poursuivre les nôtres : entr'autres le *Bellérophon* avait eu ses trois mâts abattus et avait perdu les deux tiers de son équipage; il allait être coulé à fond, lorsque les cris des

mens de transport, et avec eux toutes les munitions de l'armée, eussent alors été infailliblement détruits dans le port d'Alexandrie. Mais la destruction de la flotte des ennemis eut des résultats de la plus haute importance, et funestes en proportion à leur armée de terre. Privés de leurs moyens de communication avec la mère-patrie, les Français restèrent comme isolés dans une contrée lointaine, réduits aux ressources qu'ils avaient apportées avec eux, et au petit nombre de celles que pouvait leur fournir l'Égypte.

Buonaparte, quoique surpris de ce revers, montra une grande égalité d'âme. Trois mille marins, reste de près de six mille engagés dans ce combat meurtrier, furent débarqués par capitulation, et vinrent augmenter d'autant ses forces de terre. Nelson, plus fâché de laisser ses plans incomplétement accomplis que charmé de sa victoire, quitta la côte après avoir mis le blocus devant le port d'Alexandrie.[1]

matelots anglais qui demandaient à se rendre firent cesser le feu. Cependant le *Bellérophon* échappa, et, vingt ans plus tard, il devait recevoir à son bord Napoléon et *sa fortune vaincue*. (*Édit.*)

[1] Nelson ne put quitter la baie d'Aboukir que dix-sept jours après le combat, tant ses vaisseaux étaient avariés. (*Édit.*)

Nous devons maintenant dire par quels moyens Napoléon se proposait d'établir et consolider son gouvernement en Égypte. On y pourra reconnaître plus d'une mesure habile et excellente, mêlée à ces écarts d'imagination qui justifient le nom de Jupiter-Scapin, dont s'est servi l'abbé de Pradt pour définir cet homme extraordinaire. [1]

Son premier soin fut de s'emparer des rênes du gouvernement que les beys avaient abandonnées après leur défaite. Il lui était facile d'établir son autorité sur deux des classes de la nation égyptienne. Les fellahs ou paysans, certains d'être rançonnés jusqu'à leur dernière pièce de monnaie par un parti ou par un autre, se soumirent volontiers à des conquérans qui leur paraissaient à la fois les plus forts et les plus capables de les protéger. Les Cophtes, les hommes d'affaires, étaient également prêts à servir le parti qui était en possession du pays. Ainsi les Français devinrent facilement maîtres de ces deux classes, par une conséquence naturelle des succès qu'ils avaient obtenus sur les Mamelucks.

Mais d'autres moyens devaient être em-

[1] Ce mot est dans l'ouvrage du spirituel prélat intitulé, l'*Ambassade de Varsovie.* (*Edit.*)

ployés pour attacher les Turcs au conquérant; l'orgueil de leur caractère national, et l'intolérance du mahométisme, les rendaient insensibles à l'appât du gain qui avait séduit les Cophtes, et à la crainte, argument irrésistible des fellahs. Contenter leur vanité, flatter leurs préjugés, semblait être, pour Buonaparte, les deux secrets uniques de gagner les bonnes grâces de cette partie de la population. Dans ce dessein, il ne prit point le titre de conquérant de l'Égypte, bien qu'il usât de presque tous les droits que donne la conquête. Au contraire, il continua sagement d'accorder au pacha cette part ostensible d'autorité que lui accordaient les beys, et parla toujours avec le plus grand respect de la Sublime Porte, comme si son intention eût été de lui laisser tout pouvoir effectif sur l'Égypte. Les imans ou prêtres, les ulemas ou hommes de loi, les cadis ou juges, les sheiks ou chefs; les janissaires, soldats privilégiés, tous furent traités par Napoléon avec certains égards; et le sultan Kébir, ainsi qu'ils le nommaient, eut l'air de gouverner, comme le Grand-Seigneur, par l'intervention d'un divan.

Ce conseil général était composé d'environ quarante sheiks ou Musulmans distingués par leur naissance ou leurs emplois; c'était dans la

ville du Caire qu'il tenait ses assemblées. De ce conseil émanaient les ordres qu'on transmettait aux divans provinciaux établis dans les diverses parties de l'Égypte. Napoléon affectait de consulter le conseil supérieur, et il régla, dans beaucoup d'occasions, sa conduite extérieure suivant la loi du Prophète. Il leur donna une fois une grande leçon morale qu'il serait injuste d'omettre ici. Une tribu d'Arabes nomades avait tué un paysan; Buonaparte avait donné des ordres pour qu'on découvrît et punît les assassins. Un de ses conseillers orientaux riait du zèle que le général montrait dans une cause aussi légère.

« Et que vous importe la mort de ce fellah, sultan Kébir? dit-il avec ironie: était-il votre parent?

— « Il était plus encore, reprit Napoléon; il était un de ceux dont je suis responsable envers Dieu, puisqu'il l'avait placé sous mon gouvernement.

— « Il parle comme un prophète inspiré », dirent les sheiks, qui savent admirer la beauté d'un sentiment de justice, quoiqu'ils soient incapables, par l'empire qu'ils laissent prendre à leurs passions, d'agir suivant les principes de la droiture et de la morale.

Jusque-là, la conduite de Buonaparte était

admirable. Il protégeait le peuple placé sous sa domination, il respectait ses opinions religieuses, et il administrait la justice d'après ses lois, jusqu'à ce qu'il lui fût possible de le faire jouir des bienfaits d'un meilleur système de législation. Assurément, sa bonne administration ne pouvait détruire le vice du titre qui l'avait mis à la tête des affaires de l'Égypte; on pouvait toujours lui reprocher d'avoir envahi les domaines de l'ancienne alliée de la France, et cela dans un moment où la paix la plus profonde régnait entre ces deux puissances. Cependant en délivrant l'Égypte du pouvoir tyrannique des Mamelucks, en gouvernant avec sagesse et humanité, l'usage qu'il faisait de la victoire pouvait faire oublier son usurpation. Non content d'accoutumer ses soldats à respecter les coutumes religieuses des Égyptiens, il fut également équitable et politique, lorsqu'il protégea et fit recueillir les débris de la grande caravane qui, allant en pélerinage à la Mecque, avait été pillée par les Mamelucks dans leur retraite. Les prêtres musulmans avaient témoigné une telle satisfaction de sa conduite qu'il crut pouvoir leur faire reconnaître qu'il était légitime de payer un tribut aux Français, bien qu'une telle doctrine soit diamétralement opposée aux lois du Koran. Toutes ces me-

sures de Napoléon étaient raisonnables, et elles réussirent. Mais à cette politique louable vint se mêler une espèce d'artifice que nous sommes forcé de traiter d'impie, et qui, en même temps, a quelque chose de risible ou de puéril.

Buonaparte avait conçu l'étrange idée de persuader aux Musulmans qu'il appartenait en quelque sorte à leur religion, étant un envoyé de Dieu venu sur la terre non pour abolir, mais pour confirmer et compléter les doctrines du Koran et la mission de Mahomet. Dans ce dessein, il se servit du langage de l'Orient, d'autant plus aisément que ce langage a de grands rapports, dans son style allégorique et ampoulé, avec le ton naturel de ses propres discours. Le général français n'hésita point à se réunir aux Musulmans dans les cérémonies extérieures de leur religion. Afin que ses actions parussent prêter de l'autorité à ses paroles, il célébra la fête du Prophète avec les principaux sheiks, et répéta les prières ordonnées par le Koran. Il affectait aussi le langage d'un inspiré de la foi musulmane.

En voici un curieux exemple : en entrant un jour dans la chambre sépulcrale de la pyramide de Cheops, il s'écria : « Gloire à Allah ! Dieu seul est Dieu, et Mahomet est son pro-

phète » : profession de foi qui est en elle-même une déclaration d'islamisme.

« Tu as parlé comme le plus docte des prophètes, » lui répondit le mufti qui l'accompagnait.

« Je puis faire descendre du ciel un char de feu, continua le général français, et diriger sa course vers la terre.

— « Tu es le grand Chef auquel Mahomet donne la puissance et la victoire », dit le mufti.

Napoléon termina la conversation par un proverbe oriental, cité peut-être assez peu à propos : « Le pain dérobé par le méchant se changera en poussière dans sa bouche. »

Bien que le mufti eût joué son rôle, dans cette scène, avec une gravité convenable, Buonaparte fit trop de cas de ses talens dramatiques, et en fit trop peu de la finesse des Turcs, s'il supposa qu'ils étaient réellement édifiés par son prétendu prosélytisme. Dans leur croyance, aussi-bien que dans la nôtre, celui qui renonce à la foi dans laquelle il a été élevé, ressemble à celui qui déserte les drapeaux de son pays; on peut accepter et employer les talens du renégat et du traître, mais ils n'en sont pas moins des objets de mépris pour ceux à qui ils ont offert leurs services, comme pour le parti qu'ils ont abandonné.

Les Turcs et les Arabes du Caire montrèrent à Buonaparte, peu de temps après, dans une insurrection inattendue et générale où périt un assez grand nombre de Français, qu'ils étaient peu touchés de son prétendu attachement à l'islamisme, et qu'ils n'en voyaient pas moins en lui un ennemi odieux. Lorsque ce soulèvement fut apaisé, et que le sang de cinq mille Musulmans eut expié la mort de trois cents Français, Napoléon prononça au divan qu'il venait de réorganiser un discours destiné à servir d'adresse aux habitans du Caire, et parla ainsi de lui et de ses destinées :

« Shérifs, dit-il, et Ulemas, Orateurs de la mosquée, apprenez au peuple que ceux qui veulent être mes ennemis n'auront de refuge ni dans ce monde ni dans l'autre. Y a-t-il quelqu'un assez aveugle pour ne pas voir que je suis l'agent de la destinée, ou assez incrédule pour mettre en question le pouvoir de la destinée sur les affaires humaines? Faites comprendre au peuple que depuis que le monde est monde, il fut ordonné qu'après avoir détruit les ennemis de l'islamisme, et renversé la croix [1], je viendrais des régions éloignées de l'occident

[1] Faisant allusion à la prise de l'île de Malte, et à la sujétion dans laquelle il avait tenu le Pape, ce dont il se

pour accomplir la tâche qui m'était imposée. Montrez au peuple que dans plus de vingt passages du Koran ma venue est annoncée. Je pourrais demander à chacun de vous compte de ses plus secrètes pensées, car toutes choses me sont connues; mais le jour viendra où chacun saura par qui je suis envoyé, et que tous les efforts humains ne peuvent rien contre moi. »

Il était évident, d'après cette singulière proclamation, que Buonaparte voulait être adoré comme un être surnaturel, aussitôt que les autels seraient élevés et les adorateurs réunis; mais les Turcs et les Arabes étaient plus sages que ne le furent les Perses à l'occasion du jeune Ammon [1]. Le sheik d'Alexandrie, qui paraissait avoir conçu beaucoup d'affection pour la personne de Napoléon, aborda franchement la question, en lui représentant que les Français n'observaient aucun culte religieux. « Pourquoi donc, continua-t-il, ne vous déclarez-vous pas musulmans? vous éloigneriez ainsi le seul obstacle qui soit entre vous et le trône d'Orient. » Buonaparte objecta la prohibition du vin, et le

vantait alors comme étant des services rendus à la religion de Mahomet.

[1] Alexandre se fit adorer comme un second Ammon, fils de Jupiter. (*Édit.*)

rite extérieur que l'islamisme a emprunté de la religion juive. L'officieux sheik proposa de convoquer un conseil des plus sages interprètes de la loi, et d'obtenir pour les nouveaux prosélytes quelque adoucissement aux préceptes rigoureux du Prophète. D'après ce plan de conciliation, les Turcs d'Égypte auraient cessé d'être musulmans sur deux articles principaux de leur rituel, afin de décider les Français à devenir des renégats imparfaits; ceux-ci ne voulant pas se soumettre à la prohibition du vin, prohibition que Mahomet avait voulu donner pour garantie à la vertu morale de ses sectateurs, tandis qu'ils auraient admis la doctrine dégradante de la fatalité, la licence de la polygamie, et les chimères absurdes du Koran.

Il paraît que Napoléon pensa que le sheik parlait sincèrement, ce qui est très douteux, et que son ambition accueillit avec ardeur ces vastes projets que sa conversion à l'islamisme devait faire réussir. La croyance qu'il avait à la prédestination le disposait en faveur de la religion mahométane; et il avait en particulier le plus grand respect pour le Prophète de la Mecque, comme ayant été un de ces hommes rares qui ont opéré des révolutions extraordinaires et d'un effet durable. Peut-être enviait-il le pouvoir qu'eut Mahomet de gouverner les hommes et

leur imagination, et que, séduit par son exemple, il eût voulu jouer un rôle que le temps, les circonstances, le caractère de son armée et le sien propre rendaient à peu près impossible. Jamais homme ne parvint à se faire passer pour un personnage surnaturel, sans être lui-même, jusqu'à un certain degré, la dupe de sa propre imposture; et l'âme de Napoléon, toujours guidée par le calcul et la réflexion, était privée de cet enthousiasme qui permet à un homme de se tromper assez lui-même pour qu'il puisse facilement en imposer aux autres. Les soldats français, élevés dans le mépris de toutes les religions, n'auraient vu que le côté ridicule des prétentions de leur chef. En jouant le rôle qu'Alexandre s'était hasardé à jouer, Buonaparte aurait trouvé plus d'un Clitus dans son armée: il a dit lui-même être certain que son autorité sur l'esprit de ses soldats était telle qu'il n'aurait eu qu'à mettre à l'ordre du jour qu'ils eussent à se faire musulmans, pour être obéi; mais il nous apprend en même temps que l'armée était si mécontente du séjour de l'Égypte, qu'elle forma plusieurs fois le projet de s'emparer de ses drapeaux, et de retourner en France malgré ses chefs. Alors est-il vraisemblable que les soldats eussent voulu écouter une proposition qui les eût privés de leur caractère

d'Européens et de Français, pour les confondre avec ces mêmes peuples d'Afrique et d'Asie, qu'ils méprisaient, et dont ils voulaient quitter le pays. Il est probable qu'en réfléchissant sur les conséquences d'une pareille résolution, Buonaparte s'en tint à ces vagues prétentions qu'on retrouve dans ses proclamations et dans ses entretiens avec les sheiks. Toutefois il a été assez loin pour prouver qu'il ne fut pas retenu par des motifs de conscience; et que, malgré tout son génie, il fit preuve de moins de bon sens qu'on aurait pu en attendre de lui, lorsqu'il pensa à fonder ses projets d'ambition sur des soutiens si ridicules et si profanes. En effet, sa querelle avec la Porte Ottomane avait déjà pris un tel caractère, qu'il ne lui aurait pas suffi d'adopter le turban, et de paraître un musulman dans les règles pour se réconcilier avec elle.

On avait promis à Buonaparte que l'habileté de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères, saurait disposer le Grand-Seigneur et son divan, à voir d'un œil favorable l'occupation de l'Égypte par une armée française. Cet adroit négociateur avait totalement échoué dans une entreprise qui offrait si peu de chances de succès; et s'il eût été envoyé à Constantinople, ainsi que Napoléon dit que le Directoire le lui avait promis, il n'aurait réussi qu'à se faire enfermer

dans la prison des Sept-Tours. La Porte avait déclaré depuis long-temps que toute attaque faite à l'Égypte, ce passage des villes saintes de la Mecque et de Médine, serait toujours regardée comme une déclaration de guerre, quels que fussent les prétextes qu'on alléguât. L'invasion de Buonaparte fut considérée par elle comme une injure que rien n'avait provoquée, et que rien également ne pouvait justifier. La Porte déclara donc la guerre à la France; elle appela tous les sectateurs de Mahomet à prendre la défense de son vicaire sur la terre; elle rassembla toutes ses forces, et menaça de chasser les infidèles de l'Égypte. La victoire que les Anglais remportèrent à Aboukir accrut sa confiance; Nelson reçut de nombreux témoignages de l'admiration et de l'estime du Sultan; et les plus grands préparatifs furent faits contre Buonaparte, ennemi des Turcs, qu'il fût chrétien ou renégat.

Pendant ce temps ce chef audacieux et actif s'occupait d'accroître ses moyens de défense et de conquête, comme de recueillir toutes les informations nécessaires pour conserver ce qu'il avait acquis, et acquérir davantage encore. Il forma des corps d'Égyptiens, dont quelques uns furent montés sur des dromadaires, monture excellente pour traverser les déserts. Il fit aussi

le voyage de l'isthme de Suez, seul point de réunion de l'Asie avec l'Afrique. Il ratifia la charte accordée aux Maronites du mont Sinaï, avec d'autant plus de plaisir que la signature de Mahomet avait déjà sanctionné cet ancien document. Il visita les célèbres fontaines de Moïse, et faillit se noyer dans la mer Rouge, par la faute de son guide ; ce qui, à ce qu'il nous dit lui-même, aurait fourni un beau texte à tous les prédicateurs de l'Europe ; mais la Divinité, qui rendit ce golfe si fatal à Pharaon, avait réservé, pour celui qui défiait également son pouvoir, les rochers d'une île sauvage au milieu de l'Atlantique.

Buonaparte poursuivait cette excursion, ou était au moment de son retour, lorsqu'il apprit que deux armées turques étaient rassemblées, l'une à Rhodes, et l'autre en Syrie, dans le dessein de reconquérir l'Égypte. Ce génie entreprenant qui le poussait toujours à devancer les projets de l'ennemi, lui fit prendre la résolution de marcher avec des forces considérables pour occuper la Syrie ; espérant à la fois alarmer les Turcs par ses progrès, et éviter que les deux armées ne l'attaquassent en Égypte. Son début fut heureux. Un corps entier de Mamelucks fut dispersé dans une attaque de nuit ; le fort d'El-Arish, considéré comme l'une des clefs de l'É-

gypte, tomba aisément entre ses mains. Suivi d'environ dix mille hommes, il traversa ce désert, si fameux dans l'Histoire Sainte, qui sépare l'Afrique de l'Asie, et entra dans la Palestine sans essuyer de grandes pertes, mais non sans avoir éprouvé toutes les privations auxquelles ont toujours été exposés ceux qui ont voyagé à travers ces sables. Ses soldats regardaient avec effroi cette affreuse solitude; mais son immensité même plaisait à l'âme de Napoléon, et avait certains rapports avec ses projets vastes et sans bornes. Une flatterie qui lui plaisait beaucoup fut celle qui fit dériver son nom de baptême de deux mots grecs signifiant le Lion du Désert.

En entrant dans la Terre-Sainte, Buonaparte repoussa devant lui un corps de ces mêmes Mamelucks, qui, après la bataille des Pyramides, avaient dirigé leur retraite vers la Syrie. Son armée occupa Gaza, qui ne fit aucune résistance; ses soldats trouvèrent dans cette ancienne ville des Philistins d'abondantes provisions. Jaffa, ville célèbre au temps des croisades, fut attaquée avec bravoure, et défendue avec acharnement; mais la valeur et la tactique françaises prévalurent: la place fut emportée d'assaut, trois mille Turcs furent passés au fil de l'épée, et la ville abandonnée aux soldats; leur

licence fut telle, dit Napoléon, qu'il n'en avait jamais vu de semblable [1]. Telles sont les lois de la guerre! Combien de nos lecteurs trouveront que le maréchal de Montluc avait raison lorsqu'il s'écriait : « Certes, nous autres soldats, nous avons besoin, plus que tous autres hommes, de la miséricorde de Dieu, puisque notre profession nous oblige de commander de tels actes de cruauté, et d'en être les témoins. » Ce n'est pas seulement aux horreurs qu'entraîne le sac d'une ville que se borne ici l'accusation contre Buonaparte. L'action qu'on lui reproche est injuste et barbare, si elle est vraie; nous essaierons de reproduire les charges de l'accusation et la défense de Napoléon lui-même, en nous en tenant à la simple exposition des faits.

Après que la brèche eut été ouverte, une grande partie de la garnison, estimée par Buonaparte à douze cents hommes, que Miot fait monter à deux ou trois mille, et dont le nombre est encore exagéré par d'autres, resta sur la défensive, s'enferma dans les mosquées et dans une espèce de citadelle jusqu'au moment où, désespérant d'être secourue, elle mit bas les armes et obtint une apparence de

[1] *Voyez* la dépêche au Directoire sur la campagne de Syrie.

capitulation. On sépara avec soin les Égyptiens des Turcs, des Maugrabins et des Arnautes ; on rendit aux premiers la liberté , et on les renvoya dans leur pays ; les autres furent confiés à une forte escorte. On leur distribua des vivres et on leur permit d'aller par détachemens chercher de l'eau. Selon toutes les apparences, ils furent considérés et traités comme des prisonniers de guerre. La prise de Jaffa avait eu lieu le 18 mars; le 20, ce corps de prisonniers fut envoyé au-delà de la ville, et placé, pendant le trajet, au milieu d'un bataillon carré, commandé par le général Bon. Miot nous assure qu'il suivit lui-même à cheval cette colonne de victimes, et fut témoin de l'événement. Les Turcs comprirent le sort qui les menaçait, et n'eurent recours ni aux larmes ni aux prières pour le prévenir; ils marchèrent en silence et avec calme. Quelques uns, d'un rang plus élevé, paraissaient les exhorter à se soumettre, comme de vrais serviteurs du Prophète, au décret qui, suivant leur croyance, était écrit sur leur front.

Ils furent escortés jusqu'aux dunes de sable situées au sud-ouest de Jaffa; là on les divisa en petits pelotons et on les fusilla : cette exécution dura assez long-temps. Comme dans les *fusillades* de la révolution , ceux qui n'é-

taient que blessés furent achevés à coups de bayonnette. Leurs corps furent réunis en un monceau, et leurs ossemens forment une pyramide qui subsiste encore.

La cruauté de cette exécution a fait douter dans le temps qu'elle ait eu lieu, quoique les Français ne l'eussent jamais démentie; Napoléon en convint franchement avec lord Ebrington[1] et le docteur O'Meara. On voit que l'auteur de cet acte inhumain avait raison d'écrire au Directoire que la prise de Jaffa avait été marquée par des horreurs telles qu'il n'en avait ja-

[1] Lord Ebrington avait visité Napoléon à l'île d'Elbe. Ce n'est que récemment qu'on a publié en France ses *Anecdotes de Napoléon* : Voici la réponse qu'il reçut au sujet du massacre de Jaffa : « *C'est vrai, j'en fis fusiller à peu près deux mille : vous trouverez ça un peu fort ; mais je leur avais accordé une capitulation à El-Arish, à condition qu'ils retourneraient chez eux ; ils l'ont rompue et se sont jetés dans Jaffa, où je les ai pris par assaut. Je ne pouvais les amener prisonniers avec moi, car je manquais de pain, et ils étaient des diables trop dangereux pour les lâcher une seconde fois, de sorte que je n'avais d'autres moyens que de les tuer.* » Nous citons le français de la conversation rapportée par lord Ebrington. Le chirurgien Warden a répété à peu près le même aveu de Napoléon, et sir J. Cockburn après lui. Quant à O'Meara, son ouvage est très répandu : *voyez* aussi le *Mémorial de Sainte-Hélène*. (*Édit.*)

mais vu de semblables. Buonaparte s'est défendu en disant que les lois de la guerre autorisaient ce massacre; que le gouverneur de Jaffa avait fait trancher la tête à l'officier qu'il avait envoyé pour sommer la ville de se rendre; que ces mêmes Turcs faisaient partie de la garnison d'El-Arish; qu'ils s'étaient engagés à ne pas servir contre les Français; qu'au mépris des termes de leur capitulation, ils avaient été trouvés en armes dans Jaffa, que leur conduite méritait la mort, et « Wellington, dit Buonaparte, n'eût pas agi autrement. »

On peut objecter à cette justification que si le gouverneur s'était conduit en barbare, il avait pour excuse son pays à défendre et cette religion même que Buonaparte se proposait d'embrasser; d'ailleurs, le général français s'était bien assez vengé par le sac de la ville. Si, manquant de foi envers Buonaparte, quelques uns de ces malheureux Turcs furent trouvés dans les rangs qu'ils avaient juré d'abandonner, ceux-là seuls étaient coupables, et les lois les plus sévères de la guerre ne pouvaient faire envelopper indistinctement dans le châtiment qu'ils subirent ceux qui n'avaient pris aucune part à leur trahison. Et même, en admettant qu'ils fussent tous également criminels, le droit de les punir n'existait plus après qu'ils eurent mis

bas les armes à condition qu'on leur laisserait la vie sauve.

Cette exécution sanglante est une tache ineffaçable pour la gloire de Napoléon. Toutefois nous ne la considérons pas comme l'effet d'un instinct de cruauté ; rien, dans l'histoire de Buonaparte, ne montre qu'un tel vice existât en lui : plusieurs traits prouvent au contraire qu'il était né naturellement humain ; mais il était ambitieux, visait à d'immenses et gigantesques entreprises, et il apprit sans peine à ne compter pour rien la vie des hommes, quand l'exécution de ses projets en exigeait le sacrifice. Dans cette circonstance, il paraît n'avoir considéré que l'effet qui devait résulter de cette affaire dans l'intérêt de ses calculs. Son armée était peu nombreuse ; il était donc nécessaire de frapper de terreur les ennemis qui l'entouraient de toutes parts ; il pensa que cette mesure rigoureuse ferait une profonde impression sur tous ceux qui en entendraient parler [1]. D'ailleurs, ces prisonniers, s'il les eût relâchés, eussent été grossir les armées qu'il avait à combattre. Il avait éprouvé leur courage ; les désarmer

[1] Il est certain que Napoléon se trouvant dans un pays d'esclaves politiques, savait malheureusement que de tels hommes ne sont gouvernés que par la terreur : « Depuis ce temps-là, disait-il lui-même en parlant de l'exécution

eût été une précaution inutile, car ils se seraient aisément procuré des sabres, leur arme nationale; les retenir prisonniers aurait exigé des forces supérieures à celles dont Napoléon pouvait disposer; c'eût été embarrasser les mouvemens de son armée, et contribuer à épuiser ses vivres. Cette nécessité que les hommes s'imaginent être inévitable, lorsqu'ils ne veulent point abandonner un objet favori pour obéir à un précepte moral; cette nécessité, qui serait mieux définie comme une tentation à laquelle il est difficile de résister; cette nécessité qu'on a bien nommée l'excuse des tyrans, fut la vraie cause du massacre de Jaffa, et restera la seule excuse de Buonaparte.

On eût pu dire que le ciel semblait tirer vengeance de cette boucherie; car ce fut alors que la peste se répandit dans l'armée. Buonaparte, déployant un courage moral digne d'autant d'éloges que les cruautés qu'il venait de commander méritaient de blâme, visita les hôpitaux en personne; et s'exposant sans hésiter à la contagion, diminua la terreur qu'elle inspirait aux yeux des soldats en général et à ceux

du Caire, après la révolte dont l'auteur a déjà parlé; depuis ce temps-là, ils m'ont été fort attachés; car ils voyaient bien qu'il n'y avait pas de mollesse dans ma manière de gouverner. » (*Édit.*)

des malades eux-mêmes, ce qui ne pouvait que relever leur courage et augmenter ainsi les chances de guérison.[1]

Déterminé à faire la conquête de la Syrie, Buonaparte résolut d'avancer jusqu'à Saint-Jean-d'Acre, si célèbre dans les guerres de la Palestine. Le pacha turc ou gouverneur de la Syrie, comme tous les pachas éloignés du Grand-Seigneur, se croyait presque un souverain indépendant; c'était Achmet, à qui ses cruautés et ses continuelles exécutions avaient acquis le surnom de Djezzar ou le Boucher. Buonaparte adressa deux lettres à ce chef formidable, lui offrant son alliance et le menaçant de sa vengeance s'il la rejetait. Le pacha ne répondit ni à l'une ni à l'autre, mais il fit mettre à mort le messager qui lui porta la seconde. Le général français s'avança vers Acre en jurant de se venger; mais des obstacles, qu'il

[1] Pour l'honneur de la médecine française, il est juste de rappeler au moins ici le dévoûment du baron Desgenettes, qui s'inocula la peste pour achever de rassurer le soldat. Sans doute cet habile médecin sut éluder le vrai danger d'une telle audace; car c'eût été manquer le but que de prendre la peste à coup sûr, comme firent deux chirurgiens anglais moins adroits, qui, pour avoir répété sans précaution l'expérience de M. Desgenettes, moururent l'un et l'autre de la contagion. (*Édit.*)

n'avait pas prévus, s'opposèrent au succès de son entreprise.

Le pacha avait instruit de l'approche de Napoléon sir Sidney Smith, qui, ayant reçu la mission de soutenir les Turcs dans l'expédition qu'ils projetaient de faire en Égypte, croisait à cet effet dans les mers du Levant. Il se dirigea en toute hâte vers Saint-Jean-d'Acre avec deux vaisseaux de ligne, *le Tigre* et *le Thésée*, y arriva deux jours avant les Français, et contribua beaucoup à faire mettre en état de défense la ville, dont les fortifications, très mal entretenues, étaient d'ancienne construction gothique.

Sir Sidney Smith, qui se distingua si honorablement dans cette circonstance, était depuis long-temps célèbre par son courage intrépide et son caractère aventureux. Il était d'ailleurs remarquable par plusieurs traits de cet enthousiasme dont les esprits froids et vulgaires sont enclins à se moquer, parce qu'ils ne sauraient les comprendre, mais sans lesquels les grandes actions sont rarement entreprises. Il possédait aussi un talent peu commun parmi les Anglais, celui de conduire facilement les troupes étrangères, surtout celles des peuples barbares, et de savoir les faire servir à la cause commune, quoique d'une autre manière que les soldats

des nations civilisées. Ce brave officier ayant été fréquemment employé à porter l'alarme sur les côtes de France, avait été pris et renfermé au Temple contrairement au droit des nations, et par un sentiment étroit de vengeance. Le parti royaliste était parvenu à le faire évader, par un hardi stratagème. Il y avait à peine quelques heures qu'il était arrivé près d'Acre, que déjà la Providence sembla lui accorder une marque de faveur. *Le Thésée,* détaché pour intercepter les bâtimens français qui pouvaient escorter Buonaparte dans sa marche, rencontra une petite flottille sous le mont Carmel, et eut la bonne fortune de s'emparer de sept bâtimens sur neuf : c'était un convoi venant de Damiette et destiné pour l'attaque de Saint-Jean-d'Acre, ayant à bord du gros canon, des plates-formes et des munitions de toute espèce. Le canon et toutes les munitions pour le siége de la ville devinrent utiles pour sa défense ; et l'importance de cette prise, due au hasard, rendit l'issue du siége peu douteuse. Le colonel Phélipeaux, royaliste français et officier de génie, fit placer sur ces mêmes murs, qu'ils étaient destinés à détruire, les trente ou quarante canons dont on venait de s'emparer. Cet officier, qui avait été le camarade d'études de Buonaparte, et l'un des principaux agens de

la délivrance de Sidney Smith, possédait de rares talens dans sa profession. Ainsi se trouvèrent réunis sous les murs de la ville d'Acre un officier anglais échappé récemment de la prison du Temple, à Paris, et un colonel de génie français, avec le général de l'armée d'Italie, ancien condisciple de Phélipeaux [1], et qui allait bientôt devenir presque l'ennemi personnel de Sidney Smith.

Le 17 mars, les Français parurent devant Saint-Jean-d'Acre. Cette ville, bâtie sur une langue de terre qui avance dans la mer, est si heureusement située, que les vaisseaux peuvent stationner près du rivage, et foudroyer de leur artillerie ceux qui voudraient attaquer ses fortifications. Malgré la présence de deux vaisseaux de guerre anglais et la perte de son artillerie de siége, pointée contre lui, Buonaparte, avec cette persévérance caractéristique qui, dans des occasions semblables, dégénérait en obstination, refusa d'abandonner son entre-

[1] Phélipeaux mourut, pendant le siége, d'une fièvre occasionnée par la fatigue. Buonaparte parlait de lui avec plus d'égards qu'il n'en témoignait ordinairement à ceux qui lui avaient résisté avec succès; mais Phélipeaux était Français, il n'existait plus; et le mérite qu'on lui reconnaissait, était, en quelque façon, autant de rabattu sur celui de Sidney Smith, alors vivant, et de plus Anglais.

prise, et fit ouvrir la tranchée, quoiqu'il n'eût à y placer que des pièces de douze. Le point d'attaque était une tour élevée qui dominait le reste des fortifications. On fit passer en même temps une mine sous les ouvrages les plus reculés.

Le 28 mars, la brèche parut praticable. La mine fut ouverte, et les Français se préparèrent à l'assaut. Ils avancèrent au pas de charge sous un feu meurtrier; mais ils eurent la mortification de trouver un fossé profond entre eux et la tour. Ils le franchirent cependant à l'aide des échelles qu'ils avaient avec eux, et se frayèrent un passage jusqu'à la tour, d'où l'on prétend que la garnison, craignant le sort de celle de Jaffa, commençait à fuir. L'exemple de Djezzar retint ses soldats; il déchargea ses pistolets sur les Français, et menaça les Musulmans qui abandonnaient leur poste. Le feu recommença; les Français ne purent le soutenir, et furent forcés de reculer : les Turcs les poursuivirent alors le sabre à la main, en tuèrent un grand nombre, entre autres Mailly, l'officier qui les commandait. La garnison fit de fréquentes sorties pour détruire les ouvrages des Français; et, quoique les cris qui accompagnent toutes les manœuvres militaires des Turcs eussent donné l'alarme, soutenus par un détachement de

marins anglais, ils parvinrent à reconnaître la mine que les Français pratiquaient de nouveau, et en profitèrent pour creuser une contre-mine.

Pendant que les soldats, des deux côtés, continuaient à s'attaquer avec des pertes mutuelles et une animosité toujours croissante, de nouveaux dangers menaçaient les assiégeans. Une armée de Musulmans de diverses nations, mais toutes guidées par le même enthousiasme religieux, s'était rassemblée dans les montagnes de Samarie; là, se réunissant aux habitans belliqueux de la contrée appelée maintenant *Naplous,* ces nouveaux ennemis avaient formé le projet d'attaquer l'armée française d'un côté, pendant que Djezzar l'attaquerait de l'autre. Kléber fut envoyé avec sa division pour dissiper ce rassemblement. Il remporta des avantages assez marquans sur les divers détachemens de l'armée syrienne; mais celle-ci était si supérieure en nombre à la division française, que Kléber se trouvant près du mont Thabor avec deux ou trois mille hommes, fut enveloppé par des forces dix fois plus considérables que les siennes. Buonaparte se hâta de courir à son secours. Il laissa deux divisions pour garder les tranchées devant Acre, et pénétra dans le pays, en divisant ses troupes en trois colonnes. Une quatrième, commandée par Murat, occupait le passage appelé

le Pont de Jacob. L'attaque, dirigée sur divers points, fut également heureuse sur tous. Le camp de l'armée syrienne fut pris; les troupes furent mises en pleine déroute, et leurs débris se réfugièrent à Damas. Buonaparte revint, couronné de lauriers, continuer le siége de Saint-Jean-d'Acre.

Il y reçut de Jaffa trente pièces de siége; les Français purent alors espérer des succès que le manque d'artillerie les avait empêchés d'obtenir jusqu'alors. Ce fut à peu près à cette époque que Buonaparte, gravissant la montagne qui porte encore le nom de *Richard-Cœur-de-Lion,* s'adressa en ces termes à Murat, en lui montrant la ville d'Acre : « Le sort de l'Orient est dans cette bicoque; la chute de cette ville est le but de mon expédition; Damas doit en être le fruit. »[1]

Ainsi l'on voit que, dans le moment même de l'entreprise, Buonaparte tenait le même langage qu'il tint depuis à Sainte-Hélène.[2]

Des assauts multipliés et désespérés prouvèrent l'importance qu'il attachait à la possession d'Acre. Les Français eurent beaucoup à

[1] Raconté par Miot, comme lui ayant été communiqué par Murat.

[2] Voyez le *Mémorial du comte de Las-Cases.* (*Édit.*)

souffrir, dans toutes ces attaques, du feu de deux ravelins qui avaient été construits sous la direction de Phélipeaux, et en même temps de la canonnade des vaisseaux anglais. Redoublant d'efforts et faisant jouer à la fois toute l'artillerie qu'il venait de recevoir, Buonaparte, en dépit d'une sanglante opposition, parvint à se loger dans la tour si disputée : cela ne lui procura, il est vrai, aucun accès dans la ville, et les troupes y restèrent comme dans un cul-de-sac; le logement qu'elles avaient fait dans le second étage fut mis à couvert du feu des Anglais et des Turcs, par le moyen de ballots de coton dans lesquels on avait cousu des cadavres.

Dans ce moment critique, une flotte amenant des renforts impatiemment attendus, fut signalée par la garnison; elle avait à bord des soldats turcs sous le commandement de Hassan-Bey. Le danger croissait toujours de plus en plus : il devenait important pour les Français que la ville fût enlevée avant que ces nouvelles troupes eussent pu débarquer. Pour prévenir ce malheur, Sidney Smith en personne marcha sur la tour à la tête d'un détachement de matelots anglais armés de piques. Ils se joignirent à un corps de soldats turcs des plus braves, qui défendaient la brèche, n'ayant guère plus

d'autres armes que de grosses pierres. Le monceau de ruines qui séparait les combattans servait de barrière aux deux partis. Les canons de fusils se touchaient, et les lances des drapeaux s'entre-croisaient. Ce fut dans ce moment qu'un des régimens turcs de l'armée de Hassan étant débarqué, vint fondre sur les Français; et quoiqu'il fût repoussé, cependant cette diversion força les assiégeans à quitter leur logement. En abandonnant cette tour funeste qui avait coûté la vie à tant de braves, Buonaparte dirigea toutes ses forces vers une brèche considérable qu'on avait pratiquée dans la courtine, et qui semblait promettre une entrée plus facile. Elle ne le fut en effet que trop; car Djezzar usa, dans cette occasion, d'un nouveau genre de tactique: se confiant en ses forces supérieures, il permit que la division commandée par l'intrépide Lannes passât à travers la brèche, et pénétrât dans l'intérieur de la place. Les Français n'y furent pas plus tôt, qu'un corps considérable de Turcs les entoura en poussant de bruyantes clameurs; et avant qu'ils eussent le temps de former leurs rangs de manière à profiter de leur discipline, ils furent forcés d'accepter un de ces combats où l'agilité et la force l'emportent sur tout autre avantage. Les Turcs tenant le sabre d'une main et le poignard de

l'autre, mirent en pièces presque tous les Français qui étaient entrés. Le général Rambaut resta sans vie, la tête séparée du corps; Lannes, blessé dangereusement, ne fut enlevé qu'avec peine. Les Turcs ne firent point de quartier, et coupant aussitôt les têtes de ceux qu'ils avaient tués, ils les portèrent au pacha, qui payait publiquement, à prix d'or, ces sanglans trophées, empilés autour de lui. C'était le sixième assaut livré à ces remparts chancelans et teints de carnage. « La victoire, dit Buonaparte, est à celui qui persévère le plus long-temps », et contre l'avis de Kléber il résolut d'attaquer encore une fois la place.

Le 21 mai vit ce dernier effort désespéré. Il y eut le matin une attaque qui échoua; le colonel Veneux la renouvela vers midi. « Soyez assuré, dit-il au général, que la ville sera à vous ce soir ou que Veneux mourra sur la brèche. » Il tint parole, mais ce fut en mourant. Bon fut aussi blessé à mort : c'était lui dont la division avait exécuté les prisonniers de Jaffa. Les Français furent enfin contraints à se retirer, abattus et désespérant du succès. Ils avaient combattu à la distance d'une demi-portée de fusil. La putréfaction des cadavres exposés à un soleil brûlant, causa des maladies parmi ceux que le fer n'avait point atteints. On essaya d'ob-

tenir une suspension d'armes pour obvier à cet horrible surcroît de maux. Miot dit que le pacha ne fit aucune réponse à cette proposition du général français. Suivant les rapports officiels de Sidney Smith, on était convenu d'un armistice pour enterrer les morts; il fut rompu par les Français; ils tirèrent sur ceux qui remplissaient ce pieux devoir, et coururent donner un dernier et inutile assaut. Ce crime eût été si peu profitable, et aurait tellement nui aux Français eux-mêmes, que l'on doit croire que la suspension de la trève fut occasionnée, soit par quelque méprise, soit par une fausse interprétation des mouvemens des soldats de l'un ou de l'autre parti.

Ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est que Sidney Smith, qui rapporte cette circonstance, n'était pas disposé à tirer des conclusions favorables d'aucun acte de Buonaparte, qui, de son côté, regardait l'officier anglais avec des préventions particulières, et même avec un sentiment de haine. La cause de leur inimitié personnelle est assez singulière.

Buonaparte avait adressé une proclamation à tous les Turcs soumis au pachalick d'Achmet Djezzar, pour les engager à se révolter et à venir se joindre aux Français. Le pacha et Sidney Smith répandirent à leur tour, dans

le camp formé devant Acre, des lettres qui excitaient les soldats à la révolte et à la désertion. Sir Sidney publia aussi une proclamation aux Druses et aux autres habitans de cette contrée, les exhortant à se fier plutôt à la foi d'un chevalier chrétien qu'à celle d'un renégat sans honneur. Irrité par de telles insultes, Buonaparte déclara que le commodore anglais était fou; sir Sidney, en réponse, lui envoya un cartel. Le général français le repoussa avec mépris, en disant qu'il faudrait ressusciter Marlborough pour lui faire accepter la partie; mais que, pour satisfaire au désir de combat singulier que l'Anglais témoignait, il lui enverrait un de ses grenadiers. On ne saurait guère approuver la provocation, si réellement elle eut lieu; mais la réponse n'aurait-elle pas dû être moins méprisante, puisqu'elle était adressée à un homme qui, par sa noble défense, venait de contrarier le projet favori de Buonaparte, et le forcer à faire, pour la première fois, une retraite peu glorieuse.

Une autre calomnie fut répandue contre le commodore anglais; Buonaparte l'accusa d'avoir exposé les prisonniers français à la contagion de la peste, en les faisant embarquer sur des vaisseaux où régnait l'horrible fléau. Une telle assertion n'avait aucun fondement, et était

imaginée par Buonaparte pour empêcher toute communication entre le commodore et les mécontens de l'armée française. Lorsque le temps eut calmé l'irritation de cette animosité réciproque, il est assez curieux d'entendre Napoléon, relégué à Sainte-Hélène, déclarer que l'opinion qu'il avait conçue de sir Sidney Smith était changée à son avantage depuis qu'il connaissait mieux ses compatriotes, et qu'il le considérait maintenant comme un homme honorable pour un Anglais.

Deux mois s'étaient écoulés depuis que les Français avaient ouvert la tranchée du siége d'Acre ; ils étaient montés huit fois à l'assaut ; les assiégés avaient fait onze sorties furieuses ; tant, des deux côtés, les efforts du courage étaient grands. Plusieurs des meilleurs généraux français étaient tués, et parmi eux le général Caffarelli [1], pour lequel Buonaparte avait une estime particulière. L'armée, diminuée par le fer, et que la peste menaçait d'une entière destruction, ne pouvait plus renouve-

[1] Caffarelli fut blessé au bras et mourut des suites de l'amputation. Il avait déjà perdu une jambe, ce qui faisait dire aux soldats qui ne l'aimaient pas, comme l'un des principaux moteurs de l'expédition d'Égypte, lorsqu'ils le voyaient boiter : « Celui-là, au moins, n'a pas besoin de s'inquiéter beaucoup de tout ceci ; il est sûr d'avoir un

ler ses attaques : la retraite était devenue inévitable. Toutefois, Buonaparte cherchait à lui donner l'apparence d'une détermination volontaire. Il disait que son projet, en assiégeant Saint-Jean-d'Acre, avait suffisamment réussi, puisqu'il avait renversé le palais du pacha; d'autres fois il affirmait que la ville n'était plus qu'un monceau de ruines. Il écrivit au Directoire qu'il aurait pu aisément s'emparer de la place, mais que la peste y régnait; et que jugeant qu'il serait impossible d'empêcher les troupes de toucher au butin imprégné de contagion, il avait préféré retarder la prise de Saint-Jean-d'Acre, plutôt que de risquer d'introduire cette horrible maladie parmi ses soldats. De quelque prétexte qu'il cherchât à colorer sa défaite, on voit, par l'aveu sincère qu'il fit au petit nombre de personnes qui l'avaient suivi à Sainte-Hélène, combien il en avait éprouvé de regrets. Parlant avec eux du rapport que les choses les plus légères en apparence ont avec les affaires les plus importantes, il dit que la seule méprise d'un capitaine

pied en France. » Il eut le délire pendant plusieurs jours avant de mourir, et le comte de Las-Cases nous assure que chaque fois que Buonaparte allait le voir, ou même lorsqu'on prononçait seulement ce nom magique, le blessé reprenait ses esprits, et la violence de son mal paraissait adoucie.

de frégate, qui ne sut pas se forcer un passage pour arriver au lieu de sa destination, prévint une grande révolution. « Acre, dit-il, aurait été prise ; l'armée française aurait volé à Damas et à Alep ; en un clin d'œil elle serait arrivée sur l'Euphrate ; les chrétiens de la Syrie se seraient joints à nous ; les Druses, les Arméniens aussi. » Quelqu'un répliqua qu'il aurait pu augmenter ainsi son armée de cent mille hommes. « Dites de six cent mille, repartit l'empereur ; et qui peut en calculer le nombre ? J'aurais atteint Constantinople et les Indes ; j'eusse changé la face du monde. » [1]

[1] *Mémoires de Sainte-Hélène*, tome I, page 384. L'extravagance du plan de Napoléon prouve la vanité des désirs humains. La cause qui l'empêcha de changer la face du monde entier fut la *méprise* d'un capitaine de frégate, qui, ne pouvant lutter contre deux vaisseaux de ligne, fut capturé par eux. C'était assez la manière accoutumée de raisonner de Napoléon. Il attribuait rarement le mauvais succès de ses plans à la prudence ou à la valeur de l'ennemi qu'il n'avait pu vaincre, mais bien à quelque accident ou à quelque circonstance imprévue qui venait déranger un plan qui sans cela eût été infaillible. Quelques uns de ses meilleurs généraux furent d'une opinion différente, et considérèrent la précipitation avec laquelle on attaqua Saint-Jean-d'Acre, comme entraînant avec elle une cause de non-succès. On prétend que Kléber dit que les Turcs se défendaient avec l'habileté des chrétiens, et que les Français attaquaient comme les Turcs.

CHAPITRE IV.

Discussion sur l'empoisonnement prétendu des malades de l'hôpital de Jaffa. — Napoléon doit en être acquitté. — L'armée française revient au Caire, le 14 de juin. — Événemens qui avaient eu lieu dans la haute et dans la basse Égypte, pendant son absence. — Incursion de Murad-Bey. — Dix-huit mille Turcs occupent Aboukir. — Ils sont attaqués et défaits par Buonaparte. — Cette victoire termine la carrière militaire de Napoléon en Égypte. — Sa situation après cette bataille. — L'amiral Gantheaume reçoit l'ordre de se tenir prêt à mettre à la voile. — Le 23 août Napoléon s'embarque pour la France, laissant Kléber et Menou pour commander l'armée. — Il arrive à Ajaccio, en Corse, le 30 septembre, et débarque à Fréjus, en France, le 9 octobre.

Buonaparte opéra sa retraite avec une grande habileté et le plus grand secret; malheureusement il fut forcé d'abandonner son artillerie de siége, qui fut jetée en partie dans la mer, ou enterrée sous le sable. Mais un bruit sinistre se répandit dans l'armée; on accusa le général en chef d'avoir fait empoisonner, avec de l'opium, les malades des hôpitaux qui eussent embarrassé sa retraite.

Voici, dit-on, comment eut lieu une pareille atrocité : Le siége d'Acre ayant été levé le 20 mai 1799, l'armée française était rentrée à Jaffa,

où les hôpitaux militaires avaient été établis pendant la durée du siége. Le 27, Buonaparte se voyant dans la nécessité de continuer sa retraite, fit partir, sous une forte escorte, les soldats convalescens, et fit diriger leur marche vers l'Egypte. Il ne restait à l'hôpital, selon les rapports les plus exagérés, que vingt ou trente malades dont l'état était désespéré : suivant Buonaparte lui-même il n'y en avait que sept. Ils étaient atteints de la peste : les emmener avec l'armée, c'était risquer de répandre la contagion; les laisser à l'hôpital, c'était les livrer à la cruauté des Turcs, qui massacraient, souvent avec des raffinemens de torture, les traînards et les prisonniers. Ce fut dans de telles circonstances que Buonaparte avait, disait-on, proposé à Desgenettes, chef du service médical, de mettre fin aux souffrances de ces infortunés par une dose d'opium. Desgenettes répondit, avec l'héroïsme qui distingue l'honorable profession de médecin, que son art lui enseignait à guérir les hommes, mais non pas à les tuer!

Une semblable proposition était conforme aux principes de Buonaparte, qui, s'étant fait l'avocat de la légalité du suicide, devait naturellement penser que si un homme a le droit de se soustraire à des maux insupportables en se débarrassant de la vie, un général ou un souverain

pouvait étendre sur ses soldats ou sur ses sujets l'acte qu'il exercerait sur lui-même dans un cas analogue. Cette accusation était d'accord avec le caractère de l'homme qui envisageait en tout les résultats plutôt que les mesures qui les avaient produits, considérant presque toujours la fin comme une excuse pour les moyens. « J'aurais désiré un tel secours, si j'eusse été dans « une circonstance semblable, dit-il à M. War- « den. » Il affirma aussi au docteur O'Meara qu'il « aurait pris une pareille résolution même à « l'égard de son propre fils. » La fausseté de ce raisonnement est facile à prouver. Mais la résistance de Desgenettes empêcha Buonaparte de faire empoisonner ces malheureux par leur médecin. On laissa une arrière-garde pour les protéger, et les Anglais en retrouvèrent encore quelques uns en vie. Si Buonaparte avait conçu réellement ce projet, soit par indifférence pour la vie des hommes, soit par une fausse idée d'humanité, il en fut puni par la croyance générale qui a régné long-temps, que l'empoisonnement avait été mis à exécution, non pas seulement sur quelques moribonds, mais sur plusieurs centaines d'hommes. Miot dit que ce bruit courut dans l'armée [1]. Sir Robert

[1] *Relation de l'Expédition d'Égypte*, deuxième édition. (*Édit.*)

Wilson le trouva répandu parmi les officiers français qui furent faits prisonniers de guerre; et le comte de Las-Cases nous dit aussi que c'était l'opinion générale des soldats.

Mais si la crédulité populaire reçoit avec avidité tout ce qui lui paraît horrible et surprenant, l'histoire impartiale exige des preuves évidentes et des motifs puissans avant d'ajouter foi à ce qui dépasse les bornes du vraisemblable. L'empoisonnement de cinq à six cents hommes n'est pas si facile à accomplir, ni si facile à cacher : et pourquoi le général français y aurait-il eu recours? Ne pouvait-il pas, comme tant de généraux qui avaient battu en retraite avant lui, abandonner les malades qu'il ne pouvait faire transporter? Empoisonner les malades et les blessés, c'eût été perdre la confiance de ses autres soldats, tandis qu'il ne pouvait craindre d'exciter parmi eux aucun mécontentement en abandonnant des mourans, puisque l'intérêt de l'armée, aussi-bien que celui du général, exigeait que la retraite ne fût pas embarrassée, et s'effectuât le plus promptement possible [1]. Enfin, si on avait adopté

[1] Miot fait un tableau triste, mais vrai, de l'indifférence avec laquelle les soldats en retraite regardent les malheureux que leurs souffrances empêchent de suivre la marche de l'armée. Il décrit un soldat qui, troublé par

un expédient aussi horrible, il fût venu à la connaissance de sir Sidney Smith, qui n'aurait pas manqué de lui donner de la publicité, ne fût-ce que pour venger les Anglais des odieuses accusations dont Buonaparte les avait chargés. Mais, quoiqu'il rapporte les nombreuses plaintes que les prisonniers français faisaient entendre contre leur général, et qu'il parle de sept malades qu'il trouva dans l'hôpital de Jaffa (les mêmes probablement qu'il avait été question d'empoisonner avec l'opium), il ne dit pas un mot d'une action qu'il eût citée volontiers, s'il y avait eu lieu d'y croire. Parmi les nombreux témoins de qui la vérité doit être connue, il ne s'en est présenté aucun, même depuis la chute de Buonaparte, qui ait

la peur de tomber au pouvoir des Turcs, tenait son havresac à la main et se traînait après la colonne à laquelle il appartenait, tandis que ses yeux ternes et sa démarche chancelante excitaient la crainte des uns et le rire des autres : « Il a son compte », criait l'un d'eux en le voyant vaciller comme un homme ivre : « Il n'ira pas loin de ce pas », dit un autre; et lorsque le malheureux tomba sans pouvoir se relever, la seule marque de compassion qu'il reçut fut cette moquerie qui circula dans tous les rangs : « Voilà son logement fait. » C'est dans de pareilles circonstances, ainsi que Miot l'observe avec raison, que l'indifférence et l'égoïsme se répandent parmi les troupes : moins on est heureux à l'armée, moins on y est compatissant.

pu parler de ce prétendu fait autrement que comme d'un bruit fondé sur la coupable proposition adressée réellement à Desgenettes par le général, mais sans qu'il y fût donné suite. Ce même examen impartial des faits, qui nous force de raconter comme évident le massacre des prisonniers turcs, nous fait déclarer ici que l'empoisonnement des pestiférés de Jaffa a été affirmé sans aucune preuve suffisante [1].

Buonaparte continua sa retraite, harcelé par les habitans du pays : et leur rendant le mal qu'ils lui faisaient, en brûlant et pillant les vil-

[1] Les amis de la gloire de Buonaparte doivent savoir d'autant plus de gré à l'auteur, de cette conclusion, que personne n'ignore ses rapports avec le *Quarterly Review*, où cette même question a été plusieurs fois controversée dans un sens opposé. Cependant, des admirateurs de Buonaparte ont récemment encore adopté l'opinion erronée de l'empoisonnement; voici ce qu'on lit dans un ouvrage d'ailleurs bien écrit, l'*Histoire militaire des Français* (campagne d'Egypte) : « Buonaparte essuya un noble refus de la part de Desgenettes; d'autres employés se montrèrent moins indociles. L'opium fut mis en usage, et une partie des pestiférés passèrent au néant avec le sentiment du sommeil. » On ne saurait trancher plus nettement la triple question de la vérité historique, de l'immortalité de l'âme et de la sensation que procure une forte dose d'opium. Il est juste de dire que la question est autrement traitée dans l'ouvrage du général Dumas et les *Victoires et Conquêtes* du général Beauvais. (*Édit.*)

lages situés sur sa route. Il avait quitté Jaffa le 28 mai, et, le 14 juin, il rentra au Caire, où il trouva sa réputation militaire plus obscurcie, pour le moment, par la levée du siége d'Acre, qu'illustrée par la victoire qu'il avait remportée au mont Thabor.

Pendant l'absence de Buonaparte, la Basse-Égypte était restée plus tranquille, sauf quelques insurrections partielles : on y avait vu un imposteur jouer le rôle de ce mystérieux Imaum-Mohadi, que les Orientaux croient toujours vivant et destiné à venir combattre l'Antechrist, avant que la fin du monde n'arrive. Ce prétendu personnage surnaturel, et les autres chefs qui avaient voulu susciter des insurrections par des moyens plus simples, furent complétement défaits; les Français montrèrent la plus grande sévérité à punir leurs partisans, et à en purger le pays.

L'opposition avait été plus sérieuse dans la Haute-Égypte. Murad-Bey, cet habile chef de Mamelucks, s'était maintenu dans le pays avec tant de prudence et de hardiesse tout à la fois, que les Français en étaient continuellement inquiétés; sa cavalerie lui permettait d'avancer ou de reculer avec une égale promptitude, et la parfaite connaissance qu'il avait du terrain ajoutait encore à cet avantage.

Desaix, envoyé contre Murad après la bataille des Pyramides, avait battu ce chef à Sédinan, et prouvé de nouveau la supériorité de la discipline européenne sur la valeur de la cavalerie irrégulière des Orientaux : mais la destruction de Murad était loin d'avoir été achevée. Desaix ayant reçu un renfort de chevaux au mois de décembre 1798, recommença ses attaques, qui se terminèrent généralement en sa faveur : le reste des Mamelucks, et les Arabes leurs alliés, furent forcés à se réfugier dans le désert. L'Égypte semblait être entièrement soumise aux Français, et une flottille s'était emparée du Cosseir, port situé avantageusement dans la mer Rouge, et qui protége tout le golfe.

Trois ou quatre semaines après le retour de Buonaparte, cet heureux état de tranquillité fut à la veille d'être troublé. Murad-Bey, rentrant dans la Haute-Égypte, avec ses Mamelucks et ses alliés, descendit le Nil en deux corps, occupant l'une et l'autre rive du fleuve. Ibrahim-Bey, autrefois associé avec lui au gouvernement de l'Égypte, fit un mouvement semblable vers les frontières de la Syrie, comme s'il voulait communiquer avec l'aile droite de l'armée de Murad. La Grange fut envoyé contre les Mamelucks qui occupaient la rive droite du

fleuve, tandis que Murat marcha contre ceux qui, commandés par le Bey, descendaient la rive gauche. Les Français espéraient que les deux *Murats,* ainsi qu'ils les nommaient à cause de la ressemblance de leurs noms, allaient se rencontrer et se mesurer ensemble; mais le Mameluck Murad recula devant *le Beau Sabreur* de l'armée française. [1]

Cependant l'apparition d'une flotte turque expliqua ce mouvement des troupes de terre. Elle était partie d'Alexandrie, et débarqua dix-huit mille hommes à Aboukir. Ceux-ci s'emparèrent du fort, et ils se disposaient à s'y fortifier, espérant que les Mamelucks, suivant le plan de guerre adopté pour expulser les Français, viendraient promptement se joindre à eux.

Ces nouvelles parvinrent à Buonaparte près des Pyramides, où il s'était rendu, afin d'assurer la destruction de Murad-Bey. Il partit à l'instant pour Alexandrie, d'où il marcha sur Aboukir pour repousser les Turcs. Il joignit son armée, qui s'était arrêtée à une courte distance du camp turc, et passa une partie de la nuit à faire ses préparatifs pour la bataille du lendemain matin. Murat était seul avec lui,

[1] Les soldats français appelaient Murad le *Fabius* de l'Egypte. (*Édit.*)

lorsque Buonaparte s'écria tout à coup d'un ton d'oracle : « Cette bataille va décider du sort du « monde ! »

« Du sort de cette armée, au moins ! » répondit Murat, qui ne comprenait pas la secrète pensée de Napoléon. « Mais les Turcs « n'ont pas de cavalerie; et si jamais infanterie « doit être chargée par de la cavalerie, les « Turcs le seront par la mienne. »

Napoléon ne faisait pas seulement allusion à l'Égypte, mais encore à l'Europe, où il se proposait peut-être déjà de revenir, sans y être attendu; ce qui lui serait devenu impossible, s'il n'eût pas remporté un triomphe complet sur les Turcs. Il est douteux qu'en quittant l'armée d'Égypte, comme il le fit, Napoléon fût irréprochable; mais il eût été sans excuse, s'il l'avait laissée en présence d'un ennemi victorieux.

Le lendemain matin, 25 juillet, Buonaparte commença l'attaque des avant-postes des Ottomans, qu'il réussit à repousser jusque sur leur corps principal, commandé par Seid-Mustapha-Pacha. Les Français les culbutèrent facilement au premier choc, et poursuivirent les fugitifs dans leurs retranchemens avec un grand carnage. Mais bientôt les batteries turques, d'un côté, de l'autre, le feu des chaloupes canon-

nières de la baie, vinrent arrêter soudain leur impétuosité, et les Turcs, s'élançant alors avec leurs mousquets en bandoulière, firent un tel massacre parmi les Français, à coups de sabre, de poignard et de pistolet, qu'ils les contraignirent à reculer à leur tour. Cet avantage fut aussitôt perdu par l'empressement que les barbares mirent à couper les têtes de leurs ennemis morts, pour lesquelles ils reçoivent toujours une récompense. Ils se précipitèrent en désordre hors de leurs retranchemens pour s'emparer de ces sanglans trophées; les Français, se ralliant aussitôt, les chargèrent avec vigueur, et entrèrent avec eux en escaladant les remparts.

Fidèle à la promesse qu'il avait faite la veille, Murat avait toujours été à la tête de l'armée. Lorsque les Français eurent franchi les retranchemens, il forma une colonne qui prit à revers la position des Turcs, et les chargeant à la bayonnette, il les jeta dans le plus grand désordre. Assaillis de tous côtés par un feu continuel, les Turcs, au lieu d'une armée, ne furent bientôt plus qu'une multitude en tumulte. Dans l'excès de la terreur, ils se précipitèrent par milliers dans la mer, qui parut tout à coup couverte de turbans. Ce ne fut plus un combat, mais une boucherie : ce ne fut que la lassitude

du carnage qui fit obtenir quartier à environ six mille hommes. Le reste de l'armée turque, qui naguère se composait de dix-huit mille combattans, avait péri sur le champ de bataille ou dans les flots. Mustapha-Pacha fut pris et amené en triomphe devant Buonaparte. Ce Turc, fier et hautain, n'avait rien perdu de son orgueil. « J'aurai soin d'informer le Sultan du « courage dont vous avez fait preuve dans cette « bataille, quoique vous ayez eu le malheur « de la perdre », lui dit le vainqueur, qui voulut montrer de la courtoisie. « Tu peux t'en « épargner la peine, répondit Mustapha avec « hauteur; mon maître me connaît mieux que « toi. »

Buonaparte triomphant revint au Caire, le 9 août, après avoir entamé des négociations pour la mise en liberté des prisonniers turcs; car il tenait surtout à se faire passer pour ami de la Porte Ottomane.

La brillante et décisive victoire d'Aboukir termina la carrière de Napoléon en Orient. Elle était devenue impérieusement nécessaire, pour qu'il pût quitter le commandement de l'armée sans perdre son crédit dans l'esprit public; il put du moins alléguer en sa faveur qu'il avait laissé l'Égypte dans une sécurité entière.

Tous ses plans militaires avaient réussi, et

l'Égypte était sous la domination de la France, autant qu'elle pouvait l'être par la force des armes.

Pendant deux ans encore, comme le «fort de la parabole», les Français gardèrent la maison dont ils s'étaient emparés, jusqu'à ce qu'un plus fort arrivât, par qui ils furent enfin violemment expulsés.

Mais quoique la victoire d'Aboukir procurât aux Français, pendant un temps, la possession tranquille de l'Égypte, la situation de Buonaparte ne lui permettait plus de continuer ces magnifiques rêves d'ambition dont son imagination aimait à se bercer. Ses troupes étaient considérablement affaiblies, et la défaite d'Acre avait fait une profonde impression sur ceux qui y avaient survécu. Il devenait maintenant impossible de marcher sur Constantinople, et le projet de pénétrer dans l'Inde n'était plus qu'un vain songe. Pour établir en Égypte une colonie française, ainsi que Buonaparte en parlait souvent, pour attirer le commerce de l'Inde sur les rivages de la mer Rouge, et détruire de cette façon les sources de la prospérité de l'Angleterre, il eût fallu la paix, afin que les communications nécessaires ne fussent pas interceptées comme elles l'étaient alors par la supériorité de la marine anglaise. Le général

français avait bien établi une chambre de commerce ; mais quel commerce pouvait-on faire dans un port étroitement bloqné ? Et même, en supposant des circonstances plus propices, l'établissement d'une colonie pacifique s'accordait mal avec le caractère de l'ardent et belliqueux Napoléon : il pouvait bien, dans l'activité de son esprit, inventer spontanément des plans commerciaux ; mais il n'avait ni la patience ni la persévérance, indispensables à leur réussite. S'il fût resté en Égypte, sa position eût ressemblé à celle du gouverneur d'une vaste cité continuellement menacée d'un siége, mais point encore investie, et où la seule gloire que l'on puisse acquérir est celle d'une administration prudente et vigilante. C'était un poste qui ne pouvait convenir à un capitaine jeune et ambitieux que s'il n'avait pas le choix d'un service plus actif. D'un autre côté, des événemens que nous essaierons de retracer dans le Chapitre suivant, avaient ouvert en France une carrière d'ambition qui offrait une perspective indéfinie d'espoir. Napoléon avait à choisir de se mettre sur les rangs pour obtenir un des plus riches dons que puisse offrir le monde, l'autorité suprême dans un des plus beaux pays de l'Europe, ou de rester le chef d'une armée dé-

fensive en Égypte, en attendant que de nouveaux envahisseurs, Anglais, Russes ou Turcs, vinssent lui disputer sa conquête. S'il se fût contenté de cette dernière alternative, il se serait trouvé bientôt le vassal de Moreau ou de tout autre chef militaire (sorti peut-être même des rangs de son armée d'Italie), qui, s'aventurant dans la carrière dont il se retirait lui-même, serait parvenu au gouvernement de la France, et aurait bientôt envoyé, du Luxembourg ou des Tuileries, des ordres au général Buonaparte, comme un souverain à son sujet.

Il restait encore à rompre les liens qui unissaient Buonaparte à cette armée qu'il avait si souvent conduite à la victoire, et qui s'était sans doute imaginé que son général s'était dévoué à vivre ou à mourir avec elle : mais il pouvait pallier le tort de son départ par cette considération qu'il la laissait victorieuse sur son orgueilleux ennemi, et qu'il y avait peu d'apparence qu'elle pût être de sitôt rappelée au combat. Nous ne voyons aucun motif pour supposer, comme on a voulu le dire, qu'un sentiment de peur ait, dans cette occasion, influé sur ce qu'on a appelé la *désertion* de Napoléon; non que nous puissions admettre, avec ses partisans les plus dévoués, que son

seul désir ait été de servir et de sauver la France; nous ne saurions douter qu'il ne se soit déterminé par quelques sentimens semblables auxquels il attacha plus d'importance qu'ils n'en méritaient, tant nous sommes habiles à nous tromper nous-mêmes; mais il s'y mêla d'autres espérances moins désintéressées; et, tout en se décidant à cette démarche importante, avec l'intention de servir son pays, il put bien se proposer en même temps de faire ses propres affaires. On ne doit pas oublier non plus que les intérêts de l'armée d'Égypte exigeaient, autant que son ambition personnelle, qu'il revînt à Paris faire l'épreuve de sa fortune; car il devenait très probable que si, en son absence, quelque révolution avait lieu dans le gouvernement, les vainqueurs de l'Égypte, abandonnés par leurs concitoyens, seraient forcés de poser les armes.

Les circonstances qui firent naître la résolution que prit Buonaparte, furent, dit-on, s'il faut l'en croire lui-même, l'effet d'un singulier hasard. On avait eu quelques communications avec la flotte des Turcs, au sujet des blessés qu'on leur avait rendus, et sir Sidney Smith, pour braver le général français, en lui faisant connaître les succès des Russes en Italie, lui envoya les papiers publics qui racontaient les

victoires de Suwarow, et décrivaient le déplorable état des affaires françaises sur le continent. Suivant d'autres autorités que nous citerons en lieu convenable, Buonaparte était déjà instruit de ce qui se passait en Italie et en France, par sa correspondance secrète avec Paris, qui l'informait non seulement des revers des armes françaises, mais encore de la situation des partis et de l'opinion publique; informations plus utiles et plus exactes que celles qu'il aurait pu trouver dans les papiers anglais.

Mais, de quelque côté que lui vînt cette information, Buonaparte ne perdit pas de temps pour agir en conséquence, avec le secret que réclamait une affaire aussi importante. L'amiral Gantheaume, qui n'avait pas quitté l'armée depuis la destruction de la flotte, reçut du général l'ordre de préparer sans retard, pour la mer, deux frégates qui étaient dans le port d'Alexandrie.

Cependant, ne voulant pas perdre son crédit avec l'Institut, et rapporter des preuves de ce qu'il avait fait pour la cause des sciences, Buonaparte commanda à Monge, qui avait suggéré, dit-on, l'idée de l'expédition, et au savant Denon qui en devint l'historien, ainsi qu'à Berthollet, de se préparer à l'accompagner à Alexandrie. Parmi les chefs militaires,

il choisit les généraux Berthier, Murat, Lannes, Marmont, Desaix, Andréossi et Bessières, les meilleurs et les plus dévoués de ses officiers. Aussitôt qu'il apprit que les frégates étaient prêtes à mettre à la voile, et la mer libre, il quitta la ville du Caire, prétextant une excursion au Delta. Kléber et Menou, auxquels il destinait le commandement de l'armée, avaient reçu l'ordre de venir le trouver à Alexandrie; mais il n'eut d'entrevue qu'avec ce dernier.

Kléber, habile général et homme d'un grand talent, ne fut pas content de la manière précipitée avec laquelle on lui remettait le commandement en chef d'une armée affaiblie, et le gouvernement d'une province aussi importante. Il adressa au Directoire des observations sévères sur les parties du service public que, dans cette occasion, Buonaparte avait compromises par son départ, ou du moins bien négligées. Napoléon, par la suite, s'efforça de répondre aux accusations que ces remontrances suscitaient contre lui, et à prouver qu'en quittant l'Égypte il n'avait pas eu l'intention d'abandonner l'armée, se proposant au contraire, ou de la rejoindre en personne, ou de lui envoyer des secours puissans. Il blâma Gantheaume, à une époque plus récente, de n'avoir pas mis à la

voile, de Toulon pour Alexandrie, avec des munitions et des renforts. Mais Buonaparte, qui avait peine à convenir de ce qui contrariait ses desseins, ne put jamais se persuader, jusqu'au moment où il en fit la triste expérience, que la supériorité de la marine anglaise dépend d'une réunion de circonstances que ni un courage égal, ni une même expérience de la part des Français ne sauraient balancer : de sorte que, tant que ces circonstances subsisteront, la France ne pourra guère espérer de conserver une province aussi éloignée que l'Égypte.

Napoléon laissa, en partant, une courte proclamation, pour informer l'armée que des avis d'une haute importance le rappelaient en Europe, mais qu'elle recevrait bientôt de ses nouvelles. Il l'exhortait à donner toute sa confiance à son nouveau général, qui avait mérité, disait-il, la bonne opinion que le gouvernement et lui en avaient conçue : c'était ainsi qu'il lui faisait ses adieux.

Les deux frégates, *la Muiron* et *la Carère*, étant prêtes, Napoléon s'embarqua, le 23 août, dans la partie la moins fréquentée de la baie. Denon et les autres, étant venus au rendez-vous sans connaître précisément les desseins de Buonaparte, regardaient avec surprise deux frégates françaises sur le point d'appareiller.

Menou leur apprit avec agitation ce qu'on attendait d'eux. Ils crurent faire un rêve, en partant si précipitamment. Denon avait heureusement rassemblé cette masse de plans, de dessins, de manuscrits et d'objets intéressans sous le rapport des sciences et des arts, qui lui fournit les moyens de compléter le magnifique ouvrage où l'on trouve aujourd'hui les seuls fruits durables et utiles de la mémorable expédition d'Égypte.

Les frégates n'avaient pas encore perdu la côte de vue lorsqu'elles furent reconnues par une corvette anglaise : cette circonstance parut être de mauvais augure ; mais Buonaparte rassura ses compagnons par une de ces allusions à sa destinée qui lui étaient habituelles. « Nous arriverons sains et saufs, dit-il ; la fortune ne nous abandonnera jamais : nous arriverons en dépit de l'ennemi. »

Afin d'éviter la croisière anglaise, les frégates longèrent les côtes de l'Afrique ; le vent leur était si contraire qu'elles mirent vingt jours à parcourir un espace de cent lieues. Pendant ce temps, Buonaparte lisait alternativement la Bible et le Koran, paraissant s'occuper beaucoup plus de l'histoire des contrées qu'il venait de quitter, que du rôle qu'il aurait à jouer dans celle où il lui tardait d'arriver. Enfin,

les frégates se hasardèrent à remonter vers le nord; et, par une circonstance singulière, elles entrèrent, le 30 septembre, dans le port d'Ajaccio en Corse. Buonaparte était près de sa ville natale [1]; il se remit en mer le 7 octobre. En approchant des côtes de France, on s'aperçut qu'une escadre anglaise croisait dans ces parages : l'amiral voulait virer de bord et revenir vers la Corse. « Ce serait, dit Buonaparte, prendre le chemin de l'Angleterre, et je cherche celui de la France. » Il pensait probablement que cette manœuvre attirerait l'attention des Anglais. Les frégates continuèrent donc à suivre la même direction; mais le danger d'être pris était si imminent, que Gantheaume proposa d'équiper la chaloupe, afin que le général pût gagner ainsi le rivage, quoiqu'ils en fussent encore à plusieurs lieues. Buonaparte refusa, en disant qu'il n'emploierait ce moyen de salut que lorsque le cas serait plus désespéré.

Enfin, ils passèrent, sans être signalés ni reconnus, à travers l'escadre ennemie; et le 9 octobre, à dix heures du matin, celui dont les

[1] Les habitans vinrent en foule voir leur illustre compatriote; mais comme il paraît qu'il ne débarqua pas, sa présence momentanée dans le port n'est point une exception à la remarque de la page 25 du troisième volume, où il est dit qu'il ne revint jamais visiter son pays natal.

destinées semblèrent régler, pendant si longtemps, celles de l'Europe entière, débarqua à Saint-Rapheau, près de Fréjus. Il était parti à la tête d'une flotte considérable, et d'une armée victorieuse, avec le dessein d'imposer de nouvelles lois à une des plus anciennes nations du monde; mais le résultat était loin de répondre aux préparatifs immenses de cette expédition : la flotte était anéantie; l'armée était retenue et bloquée sur une terre étrangère, alors que son appui était le plus nécessaire à la patrie : quant au général, il revenait clandestinement et presque seul; et cependant c'était l'homme que la Providence avait choisi pour opérer des révolutions et des changemens plus étonnans que ceux que les efforts des plus grands conquérans avaient jamais pu produire dans le monde civilisé.

CHAPITRE V.

Revue des événemens qui s'étaient passés en France depuis le départ de Napoléon pour l'Égypte. — Invasion et conquête de la Suisse. — Prise de Turin. — Expulsion du Pape. — Les Napolitains déclarent la guerre à la France ; — ils sont battus. — Les Français entrent dans Naples. — L'avidité des Directeurs, — se montre particulièrement dans leurs relations avec les États-Unis d'Amérique ; — ils échouent, et leur honte est rendue publique. — La Russie entre dans la coalition contre la France ; — sa force et ses ressources. — Revers que les Français essuient en Italie et sur le Rhin. — Insurrections en Belgique et en Hollande contre les Français. — Expédition anglo-russe envoyée en Hollande. — Les Chouans reprennent les armes. — Impopularité des Directeurs ; — elle est universelle. — État des partis et de l'opinion publique en France. — Loi des otages. — L'abbé Sieyès est nommé Directeur. — Son caractère et ses talens. — Constitution proposée par lui pour l'an III. — Ducos, Gohier et Moulins entrent au Directoire. — La famille de Napoléon emploie tous ses moyens pour lui conserver de l'influence sur le peuple. — Changement favorable dans les affaires. — L'armée anglo-russe évacue la Hollande. — Korsakow est battu par Masséna. — Suwarow se retire devant Lecourbe.

Lorsque Napoléon accepta le commandement de l'expédition d'Égypte, ce qui fut considéré comme une espèce de bannissement honorable, ses amis lui conseillèrent de rester en France, et d'y prétendre à un poste élevé

dans le gouvernement. Il avait répondu : « La poire n'est pas mûre »; mais les dix-sept mois ou environ qui s'étaient écoulés depuis son absence, devaient avoir complété cette *maturité* attendue. Le gouvernement français commençait à connaître les revers, et avait subi des changemens intérieurs qui, loin de rétablir la confiance, n'avaient servi qu'à faire désirer généralement qu'une révolution plus complète et plus décisive vînt renverser le système directorial.

Quand Buonaparte mit à la voile pour l'Égypte, il avait laissé la France en paix avec l'Autriche; les négociations continuaient toujours à Rastadt, et ne laissaient aucun doute sur l'issue pacifique des affaires d'Allemagne. L'Angleterre seule restait toujours l'ennemie de la France; la première, victorieuse sur mer, et la seconde, sur terre. Il semblait que la guerre devait s'éteindre d'elle-même, à moins qu'il n'y eût un troisième élément dont ces deux grandes rivales pussent se disputer la possession. Mais, quoique les intérêts de la France et ceux de l'humanité réclamassent impérieusement la paix, les Directeurs, voyant échapper le timon de l'État de leurs mains inhabiles, et jugeant que le licenciement de leurs nombreuses armées rendrait leur situation encore plus pré-

caire, résolurent de continuer la guerre sur un nouveau point.

Sous le plus léger et le plus injuste prétexte, ils envahirent les États neutres de la Suisse [1], si remarquables alors par leur modération; et les troupes françaises levées au nom de la Liberté, allèrent attaquer le pays qui avait été si long-temps comme sa forteresse des montagnes [2]. L'antique valeur des Suisses ne suffisait plus pour les défendre contre les nouveaux progrès de l'art de la guerre; leur position n'était plus inattaquable. Ils combattirent souvent avec courage, particulièrement les habitans des montagnes, et ne cédèrent qu'au nombre et à une tactique supérieure. La conquête coûta cher aux Français, qui perdirent trois fois plus de monde que ces dignes successeurs de Guillaume Tell. Les vainqueurs affectèrent de donner à la Suisse une constitution semblable à la leur; mais ce fut une véritable moquerie. Ils s'emparèrent, sans scrupule, des arsenaux, des forteresses et des

[1] Le Directoire viola le territoire de la Suisse pour en chasser les émigrés. Les Vaudois, opprimés par l'aristocratie de Berne, en appelèrent à la démocratie française; mais si des prétextes existaient pour la guerre, il n'y en avait point pour la conquête. (*Édit.*)

[2] *Her mountain fortress.* (*Édit.*)

trésors des Cantons; et les Suisses furent traités, à tous égards, comme un peuple conquis. Le sort de cette antique nation si inoffensive, excita une compassion générale, et peut-être, plus que tout autre événement, souleva l'Europe contre la France, dont l'ambition se montrait ainsi à découvert et paraissait ne pouvoir être contenue ni par aucune considération d'équité, ni par le droit des gens. Si un prince avait quelque droit à quelques égards, c'était certes le roi de Sardaigne, qui, ayant été le premier forcé de reconnaître la supériorité de Buonaparte, avait racheté son titre de souverain sur le continent, en livrant à la France toutes ses places fortes, et en donnant aux troupes de la République un libre passage sur son territoire. Cependant, sans qu'aucun prétexte pût justifier cette violence, les Français s'emparèrent de Turin, la capitale de ce roi, leur vassal, et le réduisirent bientôt à quitter ses possessions continentales, pour se réfugier avec sa famille dans l'île de Sardaigne.

La France immola encore à son ambition croissante une autre victime, au sort de laquelle le monde chrétien devait être vivement intéressé. Nous avons déjà vu que Buonaparte, quoiqu'il eût dépouillé le Pape de ses trésors et de son pouvoir, avait jugé plus prudent de lui

permettre de subsister comme un petit prince, que de le pousser au désespoir en lui ôtant toute autorité temporelle, et de l'obliger à employer, contre la République, ses armes spirituelles, auxquelles l'opinion des nations catholiques attribuait encore quelque efficacité. Le Directoire fut d'un avis contraire; et quoique le Pape se fût soumis passivement à toutes les demandes qui lui avaient été faites par l'ambassadeur français, demandes tout-à-fait contraires aux stipulations du traité de Tolentino, le Directoire, avec la politique ordinaire de la République [1], excitait secrètement à Rome un parti qui désirait une révolution. Les conspirateurs prirent les armes, et lorsqu'ils furent dispersés par la garde romaine, ils se réfugièrent à l'hôtel de Joseph Buonaparte, alors ambassadeur français auprès du Pape. Dans l'émeute qui s'ensuivit, l'ambassadeur fut insulté, sa vie fut menacée, et le général Duphot fut tué à ses côtés : cet outrage devait mettre le sceau à la ruine du Pape. Chassé de ses États, Pie VI se réfugia à Sienne, et ce vénérable vieillard fut, dans cet exil, l'objet de plus de respects que lorsqu'il conservait,

[1] Le texte porte *of their nation;* mais tout ce qui précède prouve que l'auteur entend parler de la France révolutionnaire. (*Édit.*)

sur le trône pontifical, une prétendue autorité, sous le bon plaisir de la France. L'ombre d'un grand nom, LA RÉPUBLIQUE ROMAINE, remplaça le gouvernement papal; mais les Gaulois étaient maîtres du Capitole, et tous les vieux souvenirs associés au titre de la nouvelle république de Rome, ne procurèrent pas aux Romains plus d'indépendance qu'aux autres républiques éphémères de cette époque.

Par l'expulsion du Pape et l'occupation des États romains, le roi de Naples vit approcher de ses frontières cette nation redoutable autant qu'odieuse pour lui, et pour laquelle il n'ignorait pas que son royaume était une conquête enviée. La guerre étant à ses yeux inévitable, il résolut d'être le premier à la déclarer[1]. La victoire que Nelson venait de remporter, et l'influence que ce héros avait acquise dans une cour qu'on pourrait appeler une cour de femmes[2], où il se montrait avec les lauriers récens du Nil sur la tête, confirmèrent le gouvernement napolitain dans sa détermination. Mack, général autrichien qui avait la réputation d'un tacticien habile et d'un vaillant capi-

[1] On sait toute l'influence que la célèbre lady Hamilton exerça sur les volontés de la cour de Naples. L'auteur lui-même y fait allusion dans la phrase suivante. (*Édit.*)

[2] *A female court*, une cour féminine. (*Édit.*)

taine, fut envoyé par l'empereur pour discipliner et commander l'armée napolitaine. Le coup d'œil d'aigle de Nelson mesura tout d'abord le mérite de l'homme. « Le général Mack, dit-il, ne peut faire un pas sans avoir cinq équipages; mon opinion est faite, je désire me tromper. » Nelson ne se trompait pas. L'armée napolitaine marcha sur Rome, rencontra l'armée française, combattit juste assez de temps pour perdre quarante hommes, et s'enfuit ensuite, abandonnant armes et bagages. « Les officiers napolitains n'ont pas perdu beaucoup d'honneur, dit Nelson, car Dieu sait qu'ils n'avaient pas grand'chose à perdre de ce côté; mais enfin, ils ont perdu tout ce qu'ils pouvaient en perdre. » Ce même coup d'œil, qui devinait juste, sur terre comme sur mer, avait aussi prévu que les Français seraient bientôt à Naples. Ils y vinrent effectivement, mais non pas sans éprouver quelque résistance. La populace napolitaine en guenilles, c'est-à-dire les Lazzaronis [1], montra un

[1] L'auteur, en appelant les Lazzaronis *naked rabble*, *canaille nue*, ne se trompe point sur le costume; mais nous avons entendu dire qu'il y a dans Naples, au-dessous des Lazzaronis, Napolitains en guenilles, une lie de populace qu'il ne faut pas confondre avec cette nombreuse corporation qui a ses privilèges et son chef, *capo lazzaro*, et dont la cour se ménage la faveur. (*Édit.*)

courage désespéré. Ils attaquèrent les Français avant qu'ils fussent sous lès murailles ; et, malgré un combat meurtrier, cette troupe irrégulière défendit Naples, avec des mousquets, pendant deux jours, contre des troupes disciplinées et munies de canons. Que peut-on dire d'un pays où la populace est courageuse et les soldats poltrons, sinon que la haute classe, parmi laquelle on choisit les officiers, est la seule blâmable ?

La famille royale s'enfuit en Sicile; Naples reçut du général français un nouveau gouvernement, appelé la *République Parthénopéenne,* titre sonore et classique. Les Français étaient maîtres de toute l'Italie, excepté la Toscane, qui n'était même indépendante que de nom.

Malgré le succès de ces entreprises, le peuple français n'était ni aussi abusé, ni aussi flatté que le désiraient ses gouvernans. La vanité nationale était blessée de la bassesse que montraient les Directeurs en toute occasion. La gloire même de la conquête était souillée par les vues mercenaires qui faisaient entreprendre la guerre. Il se présenta une occasion où le voile fut soulevé; et tous les Français qui avaient encore quelque scrupule de décence, pour ne pas dire de probité ou d'honneur, durent se sentir humiliés du caractère vénal de leur gouvernement.

Quelques débats existaient entre la France et les États-Unis d'Amérique, qui envoyèrent des commissaires à Paris pour rétablir la bonne intelligence entre les deux pays : ils ne furent pas reconnus publiquement en France comme ambassadeurs; mais on leur fit clairement entendre qu'ils ne seraient admis à traiter qu'à la condition que les États-Unis prêteraient à la République un million sterling, et les Directeurs firent, sans pudeur, demander une somme de cinquante mille pounds [1], comme une *douceur* pour leur bourse particulière. Cette curieuse proposition diplomatique étonna les envoyés américains; et ils pouvaient à peine croire qu'ils eussent bien entendu, quoiqu'on eût pris soin de la leur répéter plusieurs fois.

« La clause essentielle du traité, dit un des agens français, est qu'*il faut de l'argent, beaucoup d'argent.* » Pour leur faire mieux goûter cet arrangement, il leur cita les peuples de quelques parties de l'Amérique, qui avaient acheté la paix au poids de l'or, et leur dit de se souvenir de la puissance irrésistible de la France. Les républicains de l'Atlantique, peu émus de ces argumens, répondirent sans cérémonie : « Qu'il ne convenait qu'aux petits États d'acheter

[1] Livres sterling, ou pounds, valant environ 25 fr. (*Édit.*)

leur indépendance par un tribut; que l'Amérique comptait avec raison sur ses propres forces, et ne voudrait pas acquérir à prix d'argent ce qu'elle possédait, grâce à ses puissans moyens de défense. » A cela, ils ajoutèrent « qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour traiter d'un emprunt. »

Les agens français rabaissèrent leurs prétentions, et dirent aux commissaires américains que s'ils voulaient donner quelque chose comme à-compte, on leur permettrait de rester à Paris pendant que l'un d'eux irait en Amérique chercher de nouvelles instructions auprès du gouvernement; mais les commissaires ne voulurent prêter l'oreille à aucune proposition semblable. Le traité devint public, et causa un grand scandale en France et dans toute l'Europe: on était indigné de voir un gouvernement faire la guerre dans des vues aussi viles. Comparé à ceux qui faisaient la guerre en esprit de conquête, c'était une bande de voleurs à pied comparée à une bande de voleurs à cheval [1]. La seule explication que donna Talleyrand de cette transaction singulière, fut de nier positivement qu'elle eût

[1] *In the relation of footpads to highwayman.* Cette phrase tout anglaise révèle l'espèce d'importance attachée encore en Angleterre au corps nombreux des voleurs, qui ne confondent pa sles gentilshommes du métier (voleurs à cheval) avec la roture (voleurs à pied): notre mot de

eu lieu, et d'en attribuer la misérable invention aux Anglais.

La rapacité et l'insolence que le Directoire montrait à l'égard des nouvelles républiques qui sentaient chaque jour s'appesantir sur elles la domination de la Grande Nation; les exactions iniques, les impositions exorbitantes exigées par la plupart des généraux et des agens de la république française, lui faisaient perdre son crédit dans un pays à mesure qu'il en achevait la conquête. Le prétexte spécieux d'introduire la liberté chez les peuples opprimés par des institutions féodales, et de les faire jouir des bienfaits d'un gouvernement libéral, fut alors apprécié à sa juste valeur; et l'on vit que la seule égalité que la France républicaine apportait aux peuples vaincus, était l'avilissement de toutes les classes. Aussi, les succès que nous avons rapidement retracés, donnèrent moins de forces réelles à la France, qu'ils ne compromirent son existence, en rendant son ambition l'objet de la crainte et de la méfiance de toute l'Europe. Les nations catholiques

filou serait ici trop bas pour rendre la pensée de l'auteur. Cette *importance*, que nous signalons ici, est attestée par les romans et les pièces de théâtre. *Voyez* la fameuse scène de *Henri V*, où Falstaff est tour à tour voleur et volé. (*Édit.*)

voyaient avec horreur la dégradation du Pape; les souverains craignaient un sort pareil à celui des rois de Sardaigne et de Naples; et après ce qui venait d'arriver à la Suisse, aucun peuple ne pouvait plus espérer qu'une attitude inoffensive, paisible, et parfaitement neutre fût suffisante pour prévenir l'agression de la France. C'est ainsi qu'une haine et une terreur générale préparaient alors une nouvelle coalition, dans laquelle la Russie, pour la première fois, entrait activement.

Les soldats de cet empire puissant étaient éminemment propres à combattre les troupes françaises; car ils joignaient à leur bravoure naturelle et à leur discipline, un véritable caractère national que ne pouvaient guère avoir les Allemands, qui, gouvernés par différens princes souvent en guerre entre eux, ont perdu, dans leur subdivision en petits États, une partie du patriotisme de leurs ancêtres. Accoutumés à faire la guerre sur un grand théâtre, et à se mesurer avec les Turcs, les Russes, bien qu'ils suivissent le système de tactique adopté par les modernes, s'y étaient astreints moins servilement que les Autrichiens: plus près de l'enfance de cet art, ils pouvaient, plus qu'aucune autre nation européenne, s'affranchir des règles techniques, ou combattre

des adversaires qui s'en écartaient. Ces nouveaux ennemis de la France étaient d'ailleurs pleins de confiance en eux-mêmes : aucun souvenir fâcheux ne venait comprimer leur enthousiasme militaire; car ils avaient sur les Autrichiens l'avantage de ne pas avoir encore éprouvé de revers. De plus, les Russes étaient commandés par Suwarow, l'un des hommes les plus extraordinaires de cette époque. Ce général, doué d'une grande sagacité, affectait de paraître, aux yeux des soldats, un enthousiaste fanatique, comme en société il cachait souvent l'urbanité et les bonnes manières d'un homme du monde sous l'apparence d'une bouffonnerie extravagante. Ces bizarreries, qui n'auraient nullement réussi auprès d'une armée anglaise ou française, lui avaient gagné la confiance de ses compatriotes, qui voyaient dans cette conduite singulière [1], presque toujours couronnée par de brillans succès, la preuve d'une sorte d'inspiration surnaturelle.

Les forces réunies de l'Autriche et de la Russie, commandées par Suwarow, parvinrent, après de nombreux combats, à recouvrer dans le nord de l'Italie ces mêmes provinces que Buonaparte avait conquises par ses premiè-

[1] *Eccentric.* (*Édit.*)

res campagnes. Ce fut vainement que Macdonald, aussi distingué comme militaire parmi les généraux républicains, que remarquable par son caractère plein d'honneur et de loyauté parmi les hommes d'État de la France, vint de Naples, et traversa l'Italie d'une extrémité à l'autre pour arrêter les progrès des alliés. Après une suite de combats opiniâtres, ce ne fut qu'en déployant un grand talent qu'il parvint à sauver les restes de son armée. Enfin, les résultats décisifs de la terrible bataille de Novi semblèrent exclure les Français de ces belles provinces italiennes dont la conquête leur avait coûté tant de sang.

Sur le Rhin, quoique ses défaites ne fussent point aussi décisives, la France avait aussi perdu une partie de sa gloire et de ses possessions. Jourdan ne fut point heureux contre l'archiduc Charles, qui, n'ayant plus à combattre Buonaparte, avait repris toute sa supériorité sur les généraux d'un rang inférieur. Le prince força les Français à repasser le Rhin, tandis que les généraux autrichiens Bellegarde et Hotze, soutenus par une division russe commandée par Korsakow, s'avancèrent jusqu'à la hauteur de la Limat, près Zurich, et y attendirent la jonction de Suwarow pour occuper la Suisse, et même menacer la France, qui, dépouillée de ses con-

quêtes, avait sujet d'appréhender l'invasion de son propre territoire.

Les Pays-Bas ne se montraient pas plus favorables aux intérêts de la République. Des insurrections avaient déjà éclaté en Belgique, et il était évident que ces provinces populeuses n'attendaient qu'un moment opportun et des encouragemens pour une révolte générale. La Hollande était tout-à-fait détachée des intérêts de la France : elle invita même l'Angleterre à envoyer sur ses côtes une expédition composée de troupes anglaises et russes, que deux divisions de la flotte hollandaise reçurent à leur bord en arborant aussitôt les couleurs du Stathouder. Le péril devenait imminent sur ce point pour la France et le gouvernement directorial.

Il nous reste à ajouter à ce récit des revers du dehors, que les Chouans, royalistes bretons, venaient, disait-on, au nombre de quarante mille, de reprendre les armes. Ils avaient obtenu quelques succès ; et, quoiqu'ils n'eussent ni l'esprit chevaleresque des Vendéens, ni un général aussi habile que Charette, ils étaient néanmoins assez braves et assez bien commandés pour être redoutables, et pour renouveler tous les maux de la guerre civile.

Au milieu de ces sinistres présages, le mépris

qu'inspiraient les Directeurs les fit accuser de toutes parts. On n'avait pas oublié que c'était la jalousie de Barras, de Rewbell et de leurs collègues, qui avait banni le plus heureux des généraux de la République, et cette brave armée qui devenait si nécessaire pour défendre les provinces que sa valeur avait conquises. Le combat naval d'Aboukir, en détruisant la flotte française, avait rompu toute communication entre l'armée et la patrie : cette armée restait dans un pays insalubre, isolée, et diminuée chaque jour par les combats que lui livraient des tribus barbares, alors que son courage, si inutilement employé, aurait pu, sur les frontières de la France, ramener la victoire sous ses drapeaux.

A ces plaintes, à ces reproches, à ces accusations générales de péculat et d'incapacité, le Directoire ne pouvait guère répondre ; mais, ce qui était pis encore, il n'avait aucun parti auquel il pût en appeler, et qui aurait pu soutenir sa cause, bonne ou mauvaise, avec toute la chaleur de l'esprit de parti. Comme nous allons le voir, le Directoire avait subi divers changemens dans la composition de son personnel ; mais aucun dans son administration, qui reposait sur le principe de *bascule* [1] ; moyen

[1] L'auteur emploie le mot français en y ajoutant

de gouverner deux factions rivales en balançant l'une par l'autre sans rester attaché à aucune. En conséquence de cette politique mesquine de temporisation, qui est toujours celle des esprits faibles, les mesures du gouvernement étaient réglées, non d'après ce qui était le plus utile à la nation, mais d'après l'effet qu'elles devaient produire sur chacun des partis qui la divisaient. Il s'ensuivit que n'ayant ni plan ni moyens arrêtés, et sans autre règle que le désir de maintenir l'équilibre entre les deux factions, afin de conserver leur autorité sur l'une et l'autre, les Directeurs n'avaient d'autres partisans que cette classe d'hommes méprisables dont l'intérêt est le seul mobile, et qui, malgré leur fidélité à toute administration établie, prévoient, avec une sagacité d'instinct, le

le mot anglais *see-saw*, bascule, balançoire, qu'il explique par la note suivante : « Ce terme, il n'est guère nécessaire de le dire, est dérivé d'un jeu du premier âge : deux enfans assis sur les deux extrémités d'une planche la font mouvoir en haut et puis en bas, par le mouvement que le docteur Johnson appelle un mouvement réciproque, pendant qu'un troisième enfant placé au centre de la planche en règle le balancement. » Cette note pourra paraître oiseuse en France, où le mot est devenu populaire depuis long-temps : déjà Bayle avait dit : *le monde est un jeu de bascule*. (*Édit.*)

moment où leurs patrons vont perdre le pouvoir, et désertent alors leur cause à temps avec toute la célérité dont ils sont capables.

Cependant, si les Directeurs eussent été des hommes de talent, intègres, d'un caractère élevé; si surtout ils eussent été unis entre eux, en suivant une politique ferme et invariable, ils pouvaient gouverner la France sans beaucoup de peine. La masse de la nation, après les fureurs et les excès de la révolution, était lasse de la politique, et était très disposée à se reposer tranquillement sous un gouvernement qui aurait garanti la vie et la propriété des citoyens. Les factions elles-mêmes avaient perdu leur énergie. Ceux qui penchaient pour des formes monarchiques étaient devenus, pour la plupart, indifférens sur le choix d'un souverain : peu leur importait en quelles mains tomberait le sceptre, pourvu que cette forme de gouvernement, qu'ils supposaient être plus convenable aux mœurs et au caractère des Français, fût adoptée de nouveau. Plusieurs d'entre eux voyaient même de grandes objections au rétablissement des Bourbons, craignant qu'avec leurs droits ils ne rapportassent en France ces prétentions oppressives de la féodalité, détruites par la révolution, et que les émigrés ne voulussent rentrer dans leurs biens.

Ceux qui pensaient ainsi étaient nommés les *Modérés*. Les Bonnets rouges ou anciens Jacobins n'existaient plus, ou étaient en bien petit nombre. La nation n'avait vu répandre que trop de sang, et tous les partis ne se souvenaient qu'avec dégoût du règne de Robespierre. Il existait, il est vrai, une sorte de Jacobins blancs [1], qui demandaient que la constitution consacrât le principe démocratique, soit qu'ils ne voulussent point renoncer à ce beau nom de République, et qu'ils comptassent assez sur leurs talens pour croire qu'ils contiendraient à leur gré «la tumultueuse démocratie» [2], soit qu'ils pensassent sincèrement que cette forme de gouvernement était la seule qui pût sauver la liberté. Cette faction, inférieure en nombre à toutes les autres, avait perdu toute autorité sur la populace qui l'avait si puissamment secondée dans les premières phases de la révolution; mais elle n'avait rien perdu de sa hardiesse et de son activité : ses chefs, s'appelant d'abord le Club du Panthéon, et plus tard le Club du Manége, formèrent, dans l'État, un parti qui

[1] Ce mot ayant été employé depuis dans un autre sens, il est bon d'observer que l'auteur désigne ici les républicains qui ne voulaient plus rougir leurs mains dans le sang. (*Édit.*)

[2] Citation de poésie. (*Édit.*)

devint un sujet de jalousie pour le Directoire.

L'insolence et la rapacité du gouvernement français avaient, ainsi que nous l'avons dit, provoqué une nouvelle guerre avec l'Autriche [1] et la Russie; les Directeurs ne trouvèrent d'autres moyens, pour la soutenir, que de décréter un emprunt forcé sur les riches, ce qui alarma la propriété, et une conscription de deux cent mille hommes, ce qui frappait à la fois les riches et les pauvres. On s'était soumis à de telles mesures sous le règne de la terreur, parce qu'alors le moindre murmure faisait tomber des têtes : mais ce moyen sommaire d'imposer silence n'était pas au pouvoir du Directoire. Le mécontentement public fut porté au plus haut degré. Pour aller au-devant de la tendance à l'insurrection, le Directoire eut recours à une loi également rigoureuse et impopulaire; c'était la loi des otages, condamnant à la prison tous les parens des émigrés ou des Royalistes qu'on supposait avoir pris les armes,

[1] On discutait encore la paix à Rastadt, quand l'Autriche fit avancer son armée. Les plénipotentiaires français reçurent des sauf-conduit, mais ils rencontrèrent en chemin des houzards autrichiens, qui, s'étant enquis de leurs noms et assuré de leur signalement, les assassinèrent. Jean Debry, laissé pour mort, échappa seul à cette horrible violation du droit des gens. (*Édit.*)

et les rendant responsables de leurs actions. Cette loi injuste remplit les prisons de femmes, de vieillards et d'enfans; faciles victimes d'un gouvernement qui, ne se sentant pas assez fort pour réprimer l'insurrection par la violence directe, s'en vengeait sur l'âge et la faiblesse.

La mésintelligence qui régnait toujours entre les Directeurs avait amené divers changemens parmi eux. Lorsque Buonaparte partit pour l'Égypte, le pouvoir exécutif était entre les mains de Barras, Rewbell, Treilhard, Merlin, La Réveillère-Lépeaux. L'opposition les attaqua avec tant d'animosité dans les deux Chambres, avec Boulay de la Meurthe, Lucien Buonaparte, François de Neufchâteau, et d'autres hommes de talent à sa tête, que les Directeurs craignirent avec raison qu'on ne les rendît personnellement responsables des actes du gouvernement, des exactions de leurs agens, et des fautes graves qui avaient exaspéré les amis et les alliés de la France. Rewbell, celui dont la réputation de talent et d'intégrité était le mieux établie, fut désigné par le sort pour sortir le premier du Directoire : on prétendit qu'on avait usé de supercherie dans cette occasion. Il fut bientôt remplacé par un homme souvent cité dans la révolution, l'abbé Sieyès.

Ce politique distingué était devenu célèbre,

non seulement par la subtilité de sa métaphysique, mais encore par une sorte de mystère dont il enveloppait sa personne et ses opinions. Il avait certainement de grandes connaissances et beaucoup d'expérience des affaires; il était expert dans l'art de composer des constitutions de toute espèce, et s'était surtout fait une grande réputation, comme apte à conduire le vaisseau de l'État au milieu des orages de la révolution. L'abbé Sieyès ménageait, il est vrai, cette réputation de grand politique avec une prudente économie; en évitant de hasarder son crédit témérairement, il s'éleva dans l'opinion publique peut-être beaucoup plus haut que ne le méritaient ses talens. Très soigneux de sa sûreté, plus hardi en théorie métaphysique qu'en action, son caractère s'accordait très bien avec son air affecté de mystère et de réserve. Dans l'Assemblée Constituante, sa brochure sur le *Tiers-État* avait produit une vive impression, et avait contribué à la réunion des trois ordres[1]. Ardent patriote de 92 et de 93, il avait voté la mort de l'infortuné Louis XVI. Ce fut lui qui émit, avec une légèreté brutale, ce vote fameux : *La mort sans phrase*. Il s'oc-

[1] On a dit que dans cette assemblée Mirabeau était le héros de la tribune, et Sieyès l'homme des comités. (*Édit.*)

cupa activement de la division de la France en départemens; mesure importante qui confondit toutes les anciennes distinctions des provinces. Sous le règne de la terreur, on n'entendit presque plus parler de lui; il suivit cette maxime de Pythagore, qu'on ne doit rendre de culte qu'à l'Écho (divinité des lieux solitaires) lorsque les tempêtes grondent.

Après la révolution du 9 thermidor, Sieyès se réunit au parti modéré, et proposa le rappel des membres qui avaient été expulsés par la faction jacobine, lors de la chute des Girondins. Il fut un des onze chargés de rédiger la nouvelle constitution qui reçut le nom de Constitution de l'An III. Ce métaphysicien, à la fois politique et philosophe, se montra peu jaloux de partager avec ses collègues l'honneur d'un travail qu'il se croyait exclusivement en état de produire. Il composa donc, à lui seul, un modèle de constitution très ingénieux, qui prouvait dans son auteur une parfaite connaissance des doctrines politiques, et offrait une foule de balances délicates, de capacités et d'incapacités, opposées entre elles, de manière à se servir réciproquement de contre-poids et de contrôle. Nous donnerons ici une idée de ce grand ouvrage, qui sert à caractériser le génie de Sieyès.

D'après son plan, la constitution, avec les

pouvoirs judiciaires et administratifs, devait émaner du peuple : mais, de peur que le peuple ne fût comme la laie, mère dénaturée qui dévora ses neuf marcassins [1], les fonctionnaires, investis du pouvoir une fois délégué, devaient être placés hors des atteintes du peuple qui les créait. Le mode qu'il proposait, pour obtenir ce résultat, était à la fois ingénieux et singulier : les officiers publics devaient être pris dans les trois ordres de l'État, formant une triple hiérarchie : 1°. les citoyens de chaque commune devaient élire un dixième de leur propre nombre, qu'on eût nommés les notables des communes; parmi ceux-ci étaient choisis les magistrats des communes et les juges de paix : 2°. les notables des communes élisaient encore un dixième de leur classe, qui constituait les notables du département; les préfets, les juges et les administrateurs des provinces devaient être pris parmi ce second corps de l'État : 3°. les notables du département, dont le nombre s'élevait à six mille, devaient également élire un dixième d'entre eux; c'était cette haute classe de ci-

[1] Pour que cette image ne paraisse pas trop triviale, hâtons-nous de rappeler au lecteur la fondation d'Albe dans l'*Énéide*. (*Édit.*)

toyens qui aurait eu le droit de remplir les places les plus importantes et les plus honorables de l'État, les ministères, les hautes fonctions du gouvernement et de la législature, le sénat et les ambassades. On reconnaît dans ce système qu'au lieu de cette égalité tant vantée, et pour laquelle on avait répandu tant de sang, la constitution eût établi trois classes de citoyens privilégiés; il est vrai que cette espèce de noblesse, nommée alors la notabilité, n'était nullement fondée sur la naissance, mais sur le choix du peuple, de qui, plus ou moins directement, tous les fonctionnaires recevaient leur commission. Les élections devaient avoir lieu tous les cinq ans.

Afin de représenter la dignité, le pouvoir et la gloire de la nation, il y aurait eu un grand-électeur, à qui on eût donné des gardes, un revenu et tout l'apanage de la royauté: tous les actes du gouvernement, les lois et les jugemens eussent été proclamés en son nom. Cette espèce de *roi fainéant* n'aurait eu de l'autorité suprême que le droit de nommer deux consuls, l'un pour la paix et l'autre pour la guerre; et de choisir, dans les listes de candidats, les individus qui devaient remplir les emplois vacans. Mais, après avoir usé de ce privilége, le grand-électeur ou proclamateur

général était *functus officio,* et n'avait plus de devoirs à remplir ni de pouvoir à exercer. Les deux consuls n'étaient point soumis à son autorité, et devaient agir, chacun dans son département de la paix ou de la guerre, sans aucun contrôle : les autres fonctionnaires devenaient également indépendans du grand-électeur, aussitôt qu'il les avait nommés. Il n'aurait ressemblé à aucun souverain, si ce n'est à la reine-abeille, qui n'a qu'à s'abandonner à l'oisiveté et aux plaisirs, ou à procréer les insectes laborieux dont l'industrie fait la richesse de la ruche.

Sous ce gouvernement, le système de législature de l'abbé Sieyès ressemblait à celui de la France du temps des parlemens. Il y aurait eu un corps législatif de deux cent cinquante députés; mais il devait plutôt former un tribunal de juges qu'une assemblée populaire et délibérante. Deux autres corps, un conseil d'état, du côté du gouvernement, et un tribunat composé de cent députés, du côté du peuple, devaient proposer et discuter, en présence du corps législatif, toutes les mesures présumées nécessaires. Le corps législatif devait alors les adopter ou les rejeter, par le moyen du vote, sans rendre aucun compte des motifs qui décidaient son refus ou son acceptation. Le tribunat était investi du droit de conserver les libertés du

peuple ; il dénonçait au sénat convocateur les malversations des officiers publics, les actes préjudiciables et les lois mal concertées qui avaient besoin d'être refaites.

Ce qui paraissait surtout à l'abbé Sieyès une invention merveilleuse, était la création d'un sénat conservateur, dont les seules attributions seraient de veiller au maintien de la constitution. Ce sénat avait le pouvoir singulier d'appeler dans son sein, et de réduire ainsi à sa propre nullité tout individu qui occupait n'importe quel emploi dans l'État, et que ses talens, son ambition ou sa popularité rendaient un objet de jalousie. Le grand-électeur même n'était pas exempt de cette *absorption*, ainsi qu'on nommait ce passage d'un emploi actif à cette situation passive, bien qu'il dût conserver ordinairement son trône de Cocagne. Le moindre acte d'autorité arbitraire ou jugé tel par le sénat, suffisait pour que ce corps l'admît parmi ses membres. Il devait alors quitter son palais; il n'avait plus ni gardes ni revenus, et devenait inhabile à occuper tout autre emploi que celui de sénateur. Cette haute conception politique poussait aussi loin que possible, comme on voit, le système des contre-poids et des balances.

Au premier coup d'œil, ce plan curieux était trop compliqué pour ne pas paraître imprati-

cable à tout homme d'État. Pour être utiles, les lois doivent d'abord commander le respect et l'obéissance de ceux qu'elles intéressent. Il y avait trop de subtilités, dans ces ingénieuses combinaisons, pour qu'elles fussent comprises, excepté des profonds philosophes. Le reste de la nation ne pouvait donc y applaudir; c'eût été pour elle comme une montre entre les mains d'un sauvage qui, au lieu de se conformer à la marche uniforme dont elle règle le temps, préfère en reculer ou en avancer les aiguilles, selon son caprice. Un homme d'un mérite ordinaire, et d'une honnêteté éprouvée, aurait été, par cette doctrine d'*absorption*, rendu impropre aux fonctions de la vie publique, comme un homme qui ne sait pas nager se noyerait si on le jetait dans un lac; mais un bon nageur aurait bientôt gagné le rivage, et un homme tel que Buonaparte, bravant ce nouveau genre d'ostracisme, aurait refusé de se laisser neutraliser par l'absorption du sénat. De plus, le plan de l'abbé Sieyès détruisait le véritable principe d'une représentation nationale, en y introduisant une élection métaphysique au lieu du vote direct. Dans l'alambic de l'abbé Sieyès, le principe réel et invariable de la représentation du peuple s'évanouissait en fumée.

Soit par ces motifs, soit par d'autres, la com-

mission de l'an III n'approuva pas le projet de l'abbé Sieyès. Mécontent, à son tour, de la constitution préférée à la sienne, il se retira des délibérations du Conseil des Onze, et accepta l'ambassade de Prusse, où il se montra diplomate habile.

En 1799, Sieyès revint de Berlin à Paris dans l'espoir d'édifier sa constitution favorite sur les ruines de celle du Directoire; et il obtint, ainsi que nous l'avons déjà dit, d'être élu à la place de Rewbell. Merlin et Lépeaux, menacés d'une dénonciation, se laissèrent persuader de donner leur démission. Treilhard avait déjà été destitué, sous prétexte d'un manque de formalité dans sa nomination. Les Directeurs qui entrèrent à leur place furent Roger-Ducos, modéré ou plutôt royaliste, Gohier et Moulins [1], tous hommes d'un trop faible talent pour s'opposer avec succès aux vues de Sieyès. Les dépenses excessives de Barras, sa vie voluptueuse, ses liaisons avec les agioteurs, les encouragemens qu'il avait donnés au péculat l'avaient trop compromis pour lui permettre de jouer un rôle d'homme fort. Il se laissait mener par les circonstances, et il s'allia, ou plutôt se soumit à Sieyès, qui

[1] Le général Moulins. (*Édit.*)

voyait approcher le moment où la Constitution de l'an III allait lui céder le terrain : mais la révolution qu'il méditait ne put s'opérer que par la force.

Les changemens arrivés dans le Directoire avaient détruit le système de bascule; les Modérés et les Républicains demeurèrent en présence et prêts à se mesurer dans une lutte sérieuse. Sieyès, quoiqu'il ne fût assurément ni royaliste ni partisan des Bourbons, se mit à la tête des Modérés, pour qui cet homme subtil était un utile auxiliaire. Les Modérés avaient la majorité dans le Conseil des Anciens, mais les membres du club du Manége, Républicains, sinon Jacobins, avaient obtenu, lors des dernières élections, une grande majorité dans le Conseil des Cinq-Cents. On savait que les Républicains s'opposeraient à ce qu'on apportât aucun changement dans la Constitution de l'an III; ainsi, ceux qui tramaient une nouvelle révolution ne pouvaient la faire réussir sans l'appui d'une assistance extérieure. Le temps était passé de faire un appel au peuple. Il était présumable que tout ce que la nation comptait de Républicains prendrait plutôt le parti des clubistes du Manége que celui de l'abbé Sieyès. Les partisans d'un changement dans le gouvernement n'avaient d'espoir que dans l'armée, et

ils sentirent le besoin de trouver un général qui eût assez d'ascendant sur elle pour la déterminer en leur faveur. Sieyès jeta les yeux sur Joubert, officier d'une grande réputation, et l'un de ceux qui s'étaient le plus distingués parmi les généraux de Buonaparte. Les Directeurs le nommèrent commandant de la garde départementale, mais ils l'envoyèrent peu de temps après en Italie, afin qu'il y acquît une gloire nouvelle en arrêtant les progrès de Suwarow, et qu'il devînt ainsi plus propre par son influence sur l'esprit public à soutenir Sieyès dans la crise qui se préparait. La bataille de Novi fut fatale au brave Joubert, et sa mort vint si à propos ouvrir les voies aux prétentions de Buonaparte, que selon quelques rumeurs on l'attribua, certainement sans la moindre probabilité, non aux balles des Autrichiens, mais à celles d'assassins, payés par la famille de Napoléon pour le débarrasser d'un dangereux compétiteur. C'eût été un crime bien gratuit puisque rien n'assurait que le retour de Buonaparte dût être prochain, ni qu'il fût accepté par Sieyès à la place de Joubert.

Toutefois la famille de Buonaparte n'épargnait aucun moyen pour le rappeler au souvenir du peuple. On insérait dans les papiers publics tout ce qui pouvait lui donner de l'importance; on

prétendit une fois qu'on avait tiré le canon à Londres, et qu'il y avait eu des réjouissances publiques sur le seul bruit qu'il avait été assassiné. Madame Buonaparte recevait beaucoup de monde, se faisait remarquer par une grande dépense et une manière de vivre fort recherchée. Elle réunissait chez elle tous les hommes les plus distingués par leur mérite et leurs talens, et un grand nombre de femmes d'esprit, accoutumées à prendre part aux intrigues politiques. Lucien Buonaparte s'était montré habile orateur dans le Conseil des Cinq-Cents; il avait dans les commencemens affecté d'être un zélé républicain, et s'opposait maintenant avec succès aux prétentions renaissantes des démocrates. Joseph Buonaparte, homme de talent et d'un caractère excellent, quoique en butte depuis à une foule d'imputations à cause du rôle que son frère voulut lui faire jouer en Espagne, vivait honorablement, recevait beaucoup de monde, et n'était pas sans ascendant sur la société de Paris. On ne saurait douter que Buonaparte ne fût instruit par ces proches parens de l'état des affaires et du moment plus favorable de faire l'épreuve de sa supériorité.

La communication entre Toulon et Alexandrie était devenue très difficile, mais non pas

tout-à-fait interrompue, et lorsque Buonaparte se décida à revenir tout à coup en France, nous ne saurions douter qu'il ne connût l'état des affaires au-dedans et aux frontières. Miot dit, mais sans en donner des preuves positives, qu'un Grec nommé Bambuki, fut le porteur d'une lettre que Joseph écrivait à son frère pour lui annoncer ces nouvelles importantes. Si l'on en croit les Mémoires de Fouché [1], ce ministre apprit de Joséphine elle-même le retour attendu de son mari, et paya mille louis ce secret. Son arrivée à Fréjus ne put donc le surprendre. On peut fort bien ne consulter qu'avec doute ces Mémoires particuliers, mais on se persuaderait difficilement que les nouvelles contenues dans les papiers publics aient déterminé seules Buonaparte à quitter aussi subitement l'Égypte, sans qu'il eût reçu aucune communication confidentielle de sa famille.

Revenons à l'état de la France. La mort de Joubert déconcerta les plans de Sieyès, et l'exposa ainsi que son parti à des représailles. Le ministre de la guerre, Bernadotte, était ainsi que Jourdan et Augereau, un ardent républi-

[1] Ces Mémoires sont certainement apocryphes, mais ils ont été composés sur des documens fort curieux. La *Revue d'Édimbourg* a consacré un long article à cet ouvrage, qu'elle considère comme authentique. (*Édit.*)

cain. Chacun de ces généraux distingués pouvait faire marcher la force militaire pour exiger des changemens, au gré de leur parti, dans la constitution. Déjà, dans le Conseil des Anciens, Jourdan avait prononcé un discours dont la violence rappelait le club des Jacobins : il y menaçait les Modérés d'une insurrection générale telle qu'elle avait eu lieu en 1792, et proposait de déclarer la patrie en danger. Ce furent Lucien Buonaparte, Chénier et Boulay de la Meurthe qui lui répliquèrent, et ils eurent les plus grandes peines à empêcher qu'on adoptât cette motion très vivement soutenue. Mais ce danger qu'ils venaient d'éluder n'en subsistait pas moins; il pouvait reparaître avec plus de force que jamais au moindre revers qu'eussent éprouvé les armes françaises, et dont les démocrates se seraient prévalus pour exciter de nouveaux troubles.

Mais comme si les calamités de la France qui venaient de se succéder les unes aux autres si rapidement ne pouvaient aller plus loin, les affaires de ce pays prirent tout à coup une tournure plus favorable : en Hollande, le général Brune battit l'armée anglo-russe, et la contraignit à accepter une capitulation pour l'évacuation du pays où elle avait fait une descente. Quelques malentendus ayant eu lieu entre les

empereurs d'Autriche et de Russie, l'archiduc Charles, sous prétexte de repousser une incursion que les Français avaient faite sur le Mein, retira une grande partie des troupes qu'il avait portées en Suisse sur la Limat, après les succès des Russes sous Korsakow. Masséna profita de ce mouvement imprudent, traversa la Limat, surprit les Russes, et mit en déroute Korsakow. Suwarow, qui s'était avancé pour opérer sa jonction avec ce général, se trouva ainsi dégarni sur son flanc droit, et eut beaucoup de peine à se retirer en bon ordre devant le général Lecourbe. [1]

Ces nouvelles décidèrent les Républicains à différer l'attaque qu'ils avaient résolue contre les Modérés; et tant il est vrai que les grands événemens dépendent le plus souvent des causes les plus légères, si un plus long intervalle se fût écoulé entre ces victoires et l'arrivée de Buonaparte, il est plus que probable que la place laissée vacante par la mort de Joubert eût été remplie par un de ces généraux dont les succès

[1] *Voyez*, pour l'histoire de ces guerres, l'ouvrage déjà cité du général Mathieu Dumas : *Précis des Événemens militaires, ou Essai historique sur les Campagnes de* 1799 *à* 1814, avec cartes et plans, ouvrage qui réunit à la précision et à l'élégance du style une grande impartialité. (*Édit.*)

venaient d'élever la réputation. Mais Buonaparte mit le pied sur le sol de la France dans le moment le plus favorable de la crise, lorsque la présence d'un chef d'un génie supérieur était indispensable, et lorsqu'il n'y avait encore aucun nom qui, faisant autant de bruit que le sien, pût lui disputer une partie des acclamations publiques.

CHAPITRE VI.

Joie générale causée par le retour de Buonaparte. — Il vit dans la retraite, et s'occupe de littérature. — Tous les partis lui font des avances. — Il se joint à l'abbé Sieyès. — Révolution du 18 brumaire. — Particularités de cet événement. — Vues opposées du Conseil des Anciens et de celui des Cinq-Cents. — Barras et ses collègues se démettent du pouvoir, et l'abandonnent à Napoléon. — Délibérations des Conseils le 18 et le 19 brumaire. — Ils sont transférés à Saint-Cloud. — Buonaparte se rend le 19 dans les Assemblées. — Violente commotion dans le Conseil des Cinq-Cents. — Napoléon y est reçu comme ennemi, menacé, assailli, et sauvé par ses grenadiers, pâle et abattu.—Lucien, président du Conseil, se retire avec une semblable escorte; — il déclare le Conseil des Cinq-Cents dissous. — Les membres du Conseil sont dispersés par la force armée. — — Les deux Conseils sont ajournés au 19 février 1800. — Gouvernement provisoire des trois consuls, Buonaparte, Sieyès et Ducos.

Buonaparte s'était fait précéder du récit de ses campagnes en Afrique et en Asie. La brillante victoire d'Aboukir lui avait fourni l'occasion de passer légèrement sur le mauvais succès de ses opérations en Syrie, sur la perte de sa flotte et le danger de Malte étroitement bloqué par la flotte anglaise. Toutefois ses dépêches ne pouvaient faire penser au retour soudain d'un général engagé dans une ex-

pédition étrangère aussi importante sans avoir de meilleures raisons à alléguer, sinon qu'il croyait que ses talens seraient plus utiles à la patrie en France qu'en Égypte. Pouvait-on s'attendre à le voir abandonner son armée à son sort, et sans permission, ni ordre du gouvernement, venir offrir ses services là où ils n'étaient ni demandés, ni désirés peut-être? Tout autre dans les mêmes circonstances, ou Buonaparte lui-même, à une autre période de la révolution, eût été reçu du public avec défaveur; et par le gouvernement, il aurait été soumis à une enquête sévère, sinon dénoncé.

Mais telle était alors la confiance de tous en ses talens qu'on fut charmé de son retour, et personne ne songea à s'informer en vertu de quelle autorité il avait quitté l'Égypte. Il fut fêté partout comme un monarque victorieux, qui rentre dans son royaume, parce que cela lui convient ainsi. On sonna les cloches, on illumina les villes; un délire de joie s'empara de tous les esprits, et le messager qui vint annoncer son débarquement, fut reçu comme s'il eût appris aux Parisiens la nouvelle du gain d'une bataille importante.

La salle du Conseil des Cinq-Cents retentit des acclamations de victoire, lorsque l'orateur, après avoir annoncé à la Chambre les succès

que Brune et Masséna venaient d'obtenir, l'un sur les Anglais, et l'autre sur les Russes, parla du retour de Buonaparte comme d'un événement aussi heureux que ces avantages remportés par les armées françaises; il fut interrompu par les cris de *Vive à jamais la République!* exclamation qui s'appliquait assez mal à la circonstance, comme l'événement le prouva.

Joséphine et Joseph Buonaparte, informés par le gouvernement du retour de Napoléon, allèrent au-devant de lui; il fut reçu sur toute sa route avec les mêmes acclamations qu'à son débarquement.

On doit supposer que les membres du gouvernement ressentirent une inquiétude et des alarmes qu'ils s'efforcèrent de cacher pour paraître partager la joie générale. Un homme tel que Buonaparte, si influent, par sa gloire, sur l'esprit public; d'un caractère ferme et décidé, n'étant encore lié à aucune faction ni à aucun système politique, devait nécessairement faire pencher la balance en faveur du parti pour lequel il se déclarerait. Tous les yeux étaient fixés sur Napoléon; mais sa manière de vivre simple et réservée ne permettait de former aucune conjecture sur le rôle qu'il voudrait jouer dans la révolution qui se préparait. Espérant également son appui et sa parti-

cipation, les Républicains et les Modérés, loin d'exiger qu'il s'expliquât sur les motifs qui lui avaient fait quitter l'armée d'Égypte et revenir à Paris sans y être appelé, le recherchaient comme l'arbitre qui devait, par sa décision, fixer les destinées de la France.

Napoléon, pendant ce temps, paraissait s'occuper exclusivement de littérature : lorsqu'il eut fait les visites d'usage qu'il devait aux chefs du gouvernement, on le trouva plutôt à l'Institut, ou discutant avec le voyageur Volney et d'autres hommes de lettres, sur les antiquités et les monumens des arts recueillis en Egypte, que dans les réunions politiques, ou les sociétés des chefs d'aucun parti. Il ne se montrait jamais dans les lieux publics, évitait les grandes assemblées, allait rarement au spectacle, et s'y plaçait dans une loge grillée.

On lui donna une fête dans l'église de Saint-Sulpice; les deux corps législatifs y assistèrent. Moreau eut sa part des honneurs, ce qui n'était peut-être pas le plus agréable à Buonaparte. Jourdan et Augereau n'allèrent point à cette cérémonie : elle fut triste; Buonaparte ne fit qu'une apparition d'un moment. Tout fut terminé au bout d'une heure.

Il affectait la même réserve à l'égard des militaires. Il n'avait point de cercle chez lui, et

n'assistait à aucune revue. Les hommes de tout rang cherchaient vainement à lui payer un tribut d'éloges, il semblait les fuir ou restait silencieux en leur présence.

Une politique profonde dictait cette conduite. Personne ne savait mieux que lui que les applaudissemens populaires ne sont excités que par l'enthousiasme de la nouveauté; il savait combien l'homme qui recherche les applaudissemens du peuple est à ses yeux au-dessous de celui qui, avec plus de dignité, obtient d'autant plus facilement cette popularité, objet secret de son ambition, qu'il paraît la négliger davantage. Cette réserve et cette indifférence apparente de Napoléon servaient à mieux cacher son étude des projets et des moyens des divers partis; et comme chacun était très empressé de se concilier son appui, il lui était facile d'obtenir tous les renseignemens qu'il désirait.

Les ardens Républicains qui étaient en majorité dans le Conseil des Cinq-Cents, lui firent des avances : les généraux Jourdan, Augereau et Bernadotte, lui offrirent de le mettre à la tête de ce parti, pourvu qu'il voulût maintenir la Constitution de l'an III. En s'unissant à ce parti actif et violent, Buonaparte entrevoyait les chances d'un succès prompt et assuré, mais il avait à craindre de compromettre par là ses

projets ultérieurs. Des chefs militaires tels que Jourdan et Bernadotte, à la tête d'une faction aussi violente que celle des Républicains, ne pouvaient être écartés sans difficulté et sans danger; or, l'arrière-pensée de Napoléon étant de s'emparer du pouvoir suprême, il était plus prudent à lui de se réunir à ceux qui, différant d'opinion sur la forme de gouvernement à établir, s'accordaient à désirer un changement dans celui qui existait.

Barras cherchant à sonder les intentions du général de l'armée d'Égypte, lui parla de placer à la tête du Directoire, Hédouville, homme fort ordinaire, et employé alors comme général d'un corps d'armée qui portait encore le nom d'armée d'Angleterre; il ajoutait que lui, Barras, abdiquerait ses fonctions, et que Buonaparte aurait le commandement en chef de toutes les forces que la République avait sur les frontières. Barras supposait vainement qu'il y avait là de quoi satisfaire son ambition; mais Buonaparte ne voulut pas entendre parler d'un arrangement qui devait l'éloigner de la capitale et de la suprême administration des affaires. Il savait que le caractère de Barras l'avait rendu méprisable, que ses ressources étaient épuisées, que le mérite d'avoir renversé Robespierre était effacé par la conduite qu'il avait

tenue depuis, et que se joindre à Barras c'eût été faire déverser sur le général de l'armée d'Égypte une partie du blâme que méritait le plus impopulaire des Directeurs. Il rejeta l'alliance que lui offrait Barras, alors même que, abandonnant son plan, le Directeur s'engageait à adopter tous ceux que Napoléon proposerait.

Une union avec Sieyès et le parti sous son influence, promettait de plus grands avantages. Cet habile théoricien avait attiré à lui tous ceux qui, différant sur tous les autres points, étaient unanimes sur la nécessité de détruire les formes démagogiques du gouvernement, pour en substituer de plus modérées et plus conformes aux principes monarchiques. Le nombre rendait ce parti très puissant. Dans le Directoire, il comptait Sieyès et Ducos; il avait une grande majorité dans le Conseil des Anciens, et une respectable minorité dans celui des Cinq-Cents. La plus grande partie de la classe bourgeoise avait embrassé avec plus ou moins de zèle, dans toute la France, les principes des Modérés, et convenait qu'il devenait urgent que le pouvoir exécutif fût assis sur des bases plus équitables et plus fortes, afin de remédier aux maux des mouvemens révolutionnaires. Le pouvoir de ce parti augmentait de jour en jour malgré les nuances qui le divisaient :

c'était surtout dans ces nuances d'opinion que Buonaparte voyait son propre triomphe assuré. En s'unissant au parti de Sieyès, il renversait et les Républicains et le gouvernement existant; et comme les Modérés ne s'entendaient que sur ce seul point, leur manque d'union sur tout autre lui ménageait le temps nécessaire pour arriver à son but, pendant que chacun d'eux chercherait à faire prévaloir son système et ses opinions particulières.

Napoléon se mit donc en rapport avec Sieyès, et ils convinrent ensemble que le général serait élevé au poste le plus éminent; que la Constitution de l'an III, qu'il avait nommée lui-même *un chef-d'œuvre de législation qui détruisait les abus de dix-huit siècles*, serait abolie; qu'on en adopterait une autre dont il ne connaissait rien encore, sinon qu'elle était toute prête dans le portefeuille de Sieyès. Il n'y a aucun doute que Buonaparte ne fît quelques restrictions mentales, se réservant le droit d'altérer la constitution ainsi qu'il conviendrait à ses desseins; droit dont il ne manqua pas d'user assez largement. Lorsque ces importans préliminaires furent fixés, il fut arrêté qu'on mettrait le complot à exécution du 15 au 20 brumaire.

Dans l'intervalle, quelques hommes influens

des deux Conseils législatifs furent initiés dans ce secret. Talleyrand, que l'influence des Républicains avait privé de ses emplois, offrit à Buonaparte son appui et ses talens. Si l'on en croit Napoléon lui-même, Fouché ne fut pas consulté, mais les Mémoires qui portent le nom de celui-ci disent le contraire ; quoi qu'il en soit, il est certain qu'il se servit en faveur du général, pendant cette révolution, de tous les moyens dont il pouvait faire usage comme ministre de la police. Il y eut aussi d'autres membres des Conseils qui, sans être complétement initiés à ce qui se tramait, reçurent seulement avis de se tenir prêts pour un grand mouvement.

Il fallait s'assurer d'une force militaire suffisante, et la réputation de Buonaparte garantissait aux conjurés un grand nombre d'auxiliaires. Parmi les soldats, trois régimens de dragons demandaient avec de vives instances l'honneur d'être passés en revue par lui ; on pouvait donc compter sur eux. Les officiers de la garnison de Paris, ainsi que les quarante adjudans de la garde nationale qui avaient été nommés par Napoléon, lorsqu'il commandait les troupes de l'intérieur, avaient témoigné le désir d'être admis à lui présenter leurs respects. Plusieurs autres officiers employés activement ou en dis-

ponibilité désiraient voir le célèbre général, pour lui témoigner leur dévoûment à sa personne et à sa fortune. Par une politiqueadroite, Buonaparte avait ajourné le moment de les recevoir.

Deux hommes de la plus haute réputation, Moreau et Macdonald, lui avaient fait des offres de service; ils favorisaient tous deux le parti des Modérés, et n'avaient aucun soupçon des vues ultérieures de Napoléon.

On décida, le 15 brumaire, que le grand événement aurait lieu le 18 (8 novembre). Il fallait un intervalle; mais le risque d'être trahi ou devancé exigeait que cet intervalle fût court. Quoique le secret eût été bien gardé, tant de personnes en avaient connaissance qu'un bruit vague donna l'alarme aux parties intéressées.

Tous les généraux et les officiers qui, depuis si long-temps, désiraient d'être admis auprès de Buonaparte, furent invités à se rendre chez lui le 18 brumaire, à six heures du matin. Les trois régimens de cavalerie furent également avertis de se trouver aux Champs-Élysées, pour que le général les passât en revue. Pour motiver un rendez-vous à une telle heure, on donna pour excuse que Buonaparte était forcé de se mettre en route immédiatement après.

Plusieurs officiers, sachant ou devinant ce qui allait se passer, vinrent armés de pistolets; le plus grand nombre n'avaient pas le moindre soupçon. Lefebvre, commandant la garde du Corps Législatif, et que l'on supposait être dévoué au Directoire, ne reçut son invitation que la veille au soir. Bernadotte, zélé partisan de la faction républicaine, et ignorant tout ce qu'on tramait, fut cependant amené chez Buonaparte par son frère Joseph.

La surprise des uns, l'inquiète curiosité des autres, se devinent aisément à la vue d'une assemblée militaire si brillante et si nombreuse, dans une maison qui ne pouvait contenir la moitié de tous ceux qui s'y étaient rendus. Buonaparte fut obligé de les recevoir en plein air. Mais, pendant qu'ils attendent qu'on leur distribue leurs rôles, nous allons faire connaître les manœuvres politiques qui devaient donner le signal aux militaires.

Quelque matinale que fût l'audience de Buonaparte, le Conseil des Anciens, convoqué secrètement et en toute hâte, s'était assemblé plus matin encore. On avait répandu le bruit que le parti républicain avait formé un plan audacieux pour précipiter le gouvernement dans une nouvelle direction plus révolutionnaire. On disait que cette résolution avait été prise à l'hôtel de Salm,

par ceux qui persistaient dans les principes des anciens Jacobins. Les deux Corps représentatifs devaient être réunis en une seule assemblée nationale, et un comité de salut public, créé sur le modèle du comité de la terreur, serait investi, prétendait-on, de toute l'autorité du gouvernement. Ce bruit circula rapidement, et se grossit d'autres bruits, selon l'usage, en passant de bouche en bouche : le Conseil des Anciens était dans les alarmes. Cornudet, Lebrun et Fargues montèrent à la tribune; leurs phrases mystérieuses et leurs réticences ajoutaient encore à la terreur qu'inspirait ce qu'ils avouaient. Ils se plaignirent de la contrainte des délibérations et des menaces par lesquelles on cherchait à les intimider. Ils parlaient de dangers personnels, de la perte de la liberté, et de la prochaine destruction de la République. « Vous n'avez plus qu'un moment pour sauver la France, dit Cornudet; si vous le laissez échapper, la patrie ne sera plus qu'un cadavre que les vautours se disputeront entre eux. » La conspiration n'était pas distinctement définie; mais les mesures recommandées pour l'arrêter étaient suffisamment décisives.

Par les articles 102, 103 et 104 de la constitution, le Conseil des Anciens avait le droit de changer le lieu de réunion des Conseils, et de

les convoquer partout où il le jugerait à propos. Cette précaution était nécessaire pour prévenir l'abus de la force, abus dont les Parisiens s'étaient déjà rendus coupables envers l'Assemblée Nationale et la Convention. Le Conseil des Anciens usa de son privilége : un premier arrêté transféra à Saint-Cloud le siége des deux Conseils; par un autre arrêté, on délégua au général Buonaparte des pleins-pouvoirs pour faire exécuter cette mesure de sûreté générale, et il fut chargé à cet effet du commandement militaire de tout le département. Un messager d'Etat fut envoyé au général pour lui communiquer ces diverses délibérations, et lui apprendre qu'il était attendu au Conseil, où sa présence était indispensable dans ce moment de crise.

Quelques mots suffirent pour déterminer les officiers dont il était entouré lorsqu'il reçut ce message, à concourir avec lui au rétablissement de l'ordre. Le général Lefebvre lui-même, qui commandait la garde du Corps Législatif, déclara son adhésion.

Le Directoire n'avait conçu encore aucune crainte. Sieyès et Ducos étant du complot, ils étaient déjà aux Tuileries pour seconder le mouvement qui se préparait. On dit que Barras les avait vu passer à cheval, et s'était beaucoup diverti de la tournure gauche de l'abbé : il ne

se doutait guère pour quelle expédition il était en route.

Buonaparte, à la tête d'un brillant état-major, prit le commandement des trois régimens de cavalerie qui s'étaient rendus aux Champs-Élysées, et les mena aux Tuileries, où le Conseil des Anciens l'attendait. Il entra dans le lieu des séances suivi des généraux et des officiers dont les noms rappelaient tant de victoires. « Vous êtes la sagesse de la Nation, dit-il au Conseil assemblé; je viens, entouré des généraux de la République, vous promettre leur secours. Je nomme Lefebvre mon lieutenant. Ne perdons pas de temps à chercher des précédens inutiles; car rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle. Votre prudence a choisi les mesures les plus salutaires; nos armes les mettront à exécution. » Il annonça aux officiers qui l'avaient suivi, la volonté du Conseil et le commandement qui lui était confié : de nombreuses acclamations confirmèrent cette délégation de pouvoir.

Pendant ce temps, les trois Directeurs, Barras, Gohier et Moulins, qui n'étaient point dans le secret, commencèrent un peu tard à prendre l'alarme. Moulins proposa d'envoyer un bataillon pour cerner la maison de Buonaparte, et le faire prisonnier, lui et tous ceux qui s'y trou-

veraient. Mais les Directeurs n'avaient pas la moindre influence sur les troupes; et ils eurent l'humiliation de voir que leur propre garde les laissa sans défense, lorsque son chef, devenu l'aide-de-camp de Buonaparte, lui intima l'ordre de se réunir aux forces qu'il commandait.

Barras envoya Bottot, son secrétaire, pour demander des explications à Buonaparte. Celui-ci le reçut avec hauteur, et publiquement, devant un groupe d'officiers et de soldats, lui reprocha les malheurs de la patrie, non pas du ton d'un citoyen ordinaire, n'ayant que sa part d'intérêt individuel dans les affaires d'une grande nation, mais comme un prince qui, revenant d'une expédition lointaine, trouve que, pendant son absence, ceux à qui le pouvoir a été confié ont abusé de leur charge, et mal gouverné ses États. « Qu'avez-vous fait, dit-il, pour cette belle France que je vous avais laissée dans une situation si brillante? Je vous ai laissé la paix, et je retrouve la guerre. Je vous ai laissé les millions de l'Italie, et je ne trouve plus que des exactions [1] et la misère. Où sont les cent mille Français que j'ai connus...... tous mes compagnons de gloire? ils sont morts! [2] » On voit

[1] Nous lisons dans quelques *variantes* françaises les mots *lois spoliatrices*. (*Édit.*)

[2] Buonaparte ajouta : « Cet état de choses ne peut du-

qu'alors même que sa vaste entreprise était à peine commencée, Buonaparte avait déjà pris le ton d'un maître qui déclare chacun responsable des actes du gouvernement, et lui seul excempté de rendre compte de sa conduite.

Étourdi et intimidé, Barras envoya sa démission : peut-être craignait-il que ses malversations ne lui attirassent de plus grands malheurs, et il voulut les prévenir en se soumettant, dans les termes les plus humbles, à la volonté du vainqueur. Il disait que les intérêts de la République et son zèle pour la cause de la liberté avaient pu seuls le décider à se charger du fardeau des affaires, et que, voyant les destinées de la France sous la garde de son jeune et invincible général, il se dépouillait avec joie de son autorité. Il quitta Paris pour se rendre à sa maison de campagne. Buonaparte le fit escorter par un détachement de cavalerie, plutôt pour le surveiller que pour lui faire honneur, quoique ce fût le prétexte dont il se servit. Ses collègues Gohier et Moulins signèrent aussi leur démission. Sieyès et Ducos avaient déjà donné l'exemple : ainsi le pouvoir exécutif fut dissous,

rer, il nous mènerait au despotisme. » Cette phrase méritait de n'être pas oubliée par l'auteur ; le mot *despotisme* est ici caractéristique. (*Édit.*)

et toute l'autorité demeura entre les mains de Napoléon. Cambacérès, ministre de la justice; Fouché, ministre de la police, et tous ceux qui faisaient partie de l'administration, le reconnurent pour chef de l'État : il fut ainsi mis en possession du pouvoir civil et du pouvoir militaire.

Le Conseil des Cinq-Cents, ou, pour mieux dire, la majorité républicaine de ce corps, montra plus d'opiniâtreté; et si, au lieu de donner leur démission, Barras, Gohier et Moulins s'étaient réunis aux chefs de ce parti, ils auraient pu causer beaucoup d'embarras à Buonaparte, quelque heureux qu'il eût été jusque-là.

Ce Conseil hostile ne s'assembla qu'à dix heures en ce jour mémorable, lorsqu'il reçut avec surprise l'avis que le Conseil des Anciens avait transféré le lieu de ses séances de Paris à Saint-Cloud, et soustrait ainsi les délibérations au voisinage de la populace, sur qui peut-être les vieux principes du jacobinisme avaient conservé quelque influence. Les lois ne laissaient au Conseil des Cinq-Cents aucun moyen d'éluder cette décision; il ajourna au lendemain sa prochaine séance à Saint-Cloud, toujours déterminé à défendre les élémens démocratiques de la constitution. Les Députés se séparèrent aux cris de *Vivent la République et la Constitution!* Les galeries retentirent des mêmes ac-

clamations. *Les Tricoteuses*[1] et tous ceux qui suivaient les débats avec le plus d'intérêt, résolurent d'aller aussi à Saint-Cloud, et ils s'y trouvèrent en effet en si grand nombre, que Buonaparte et Sieyès n'avaient plus pour alternative que d'abandonner tout-à-fait leur dessein ou de l'accomplir définitivement.

Les deux factions opposées tinrent conseil tout le soir, et même une partie de la nuit, afin de se préparer à la lutte qui devait avoir lieu le lendemain. Sieyès était d'avis qu'on arrêtât quarante membres de l'opposition, mais Buonaparte s'estimait assez fort pour obtenir une victoire décisive sans avoir recours à cette violence. Ils fixèrent leur plan d'opération dans les deux Conseils, et convinrent d'établir un gouvernement provisoire composé de trois consuls qui seraient Buonaparte, Sieyès et

[1] On nommait ainsi les femmes de la classe du peuple qui suivaient les délibérations du Conseil, et s'occupaient à la fois de tricoter et de faire de la politique. Elles étaient d'ardentes républicaines, et, dans un sens, on aurait pu leur appliquer ce vers de Shakespeare,

« *The free maids who weave their thread with bones.* »

« Ces filles de la liberté qui ourdissent leur fil (leur trame) avec des ossemens humains. *

* Il y a aussi, dans la mythologie scandinave, des espèces de parques ou de furies qui tissent une toile avec des fers de piques. (*Édit.*)

Ducos. On s'occupa des troupes qui devaient être dirigées sur Saint-Cloud, et le commandement en fut confié au zèle et à la fidélité de Murat. Buonaparte aurait voulu persuader à Bernadotte, Jourdan et Augereau qu'ils ne devaient point se rendre le lendemain à Saint-Cloud; car il n'espérait pas qu'ils consentissent à prendre son parti dans la crise qui s'approchait. Le dernier de ces généraux parut blessé de ce manque de confiance, et dit à Buonaparte : « Eh quoi, général ! n'osez-vous plus vous fier à votre petit Augereau ? »

Quelques préparatifs furent nécessaires pour mettre le palais de Saint-Cloud en état de recevoir les deux Conseils : l'Orangerie fut réservée au Conseil des Cinq-Cents; la galerie de Mars à celui des Anciens.

Dans ce dernier Conseil, les Modérés ayant la majorité, étaient disposés à tout mettre en usage pour obtenir un changement de gouvernement et de constitution. Mais la minorité, revenue de la surprise que lui avaient causée les événemens du jour précédent, n'était ni muette ni dans l'inaction. La commission des inspecteurs fut sévèrement inculpée pour avoir omis de prévenir, ainsi que son devoir l'exigeait, plusieurs des membres de la minorité de la convocation extraordinaire qui avait eu lieu

la veille au matin, à une heure inaccoutumée. La légalité de la translation des Chambres à Saint-Cloud fut contestée; de violens débats s'élevèrent et ne furent apaisés que par la présence de Buonaparte, qui entra dans la salle, et harangua les membres, après en avoir reçu la permission du président : « Citoyens, leur dit-il, vous êtes placés sur un volcan. Laissez-moi vous dire la vérité avec la franchise d'un soldat. Citoyens, j'étais paisiblement dans ma famille, lorsque le Conseil des Anciens m'a ordonné de prendre les armes. J'ai rassemblé mes braves camarades, et suis venu offrir à ceux qui sont à la tête de la patrie les bras destinés à sa défense. C'est la calomnie qui est notre récompense : on me compare à Cromwell, à César! Si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, l'occasion s'en est déjà plusieurs fois présentée à moi avant ce jour; mais, je vous le jure, la patrie n'a pas de citoyen plus désintéressé. Nous sommes environnés de dangers et menacés d'une guerre civile, ne hasardons donc pas de perdre les avantages pour lesquels nous avons fait de si grands sacrifices, la *liberté* et *l'égalité !* » [1]

[1] Le traducteur a dû ici traduire; mais voici une version peut-être plus exacte de ce discours :

« Représentans du peuple, vous n'êtes point dans des

« Et la constitution ! » s'écria Linglet, l'un des plus ardens républicains, interrompant ainsi un discours qui semblait, à dessein, vague et obscur.

circonstances ordinaires : vous êtes sur un volcan. Hier j'étais tranquille lorsque vous m'avez appelé pour me notifier le décret de translation et me charger de l'exécuter. Aussitôt j'ai rassemblé mes camarades, nous avons volé à votre secours. Hé bien ! aujourd'hui on m'abreuve de calomnies ! On parle de César, on parle de Cromwell, on parle de gouvernement militaire. Si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, je ne me serais point rendu aux ordres que vous m'avez donnés : je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité de vos mains. Je vous le jure, représentans du peuple, la patrie n'a pas de plus zélé défenseur que moi ; mais c'est sur vous seuls que repose son salut. Il n'y a plus de gouvernement. Quatre des Directeurs ont donné leur démission, le cinquième (Barras) a été mis en surveillance pour sa sûreté. Le Conseil des Cinq-Cents est divisé ; il ne reste que le Conseil des Anciens. Qu'il prenne des mesures ; qu'il parle ; me voilà pour exécuter : sauvons la liberté, sauvons l'égalité. »

Cette variante et quelques autres, nous ont paru devoir être rapprochées des phrases mêmes de l'auteur, pour aider à juger sa manière, et inviter le lecteur à de plus longues recherches. Nous répéterons ici, avec madame de Staël : « On a parlé diversement de la manière dont s'est accompli le 18 brumaire ; ce qu'il importe surtout, c'est d'observer, dans cette occasion, les traits caractéristiques de l'homme qui a été près de quinze ans le maître du continent européen. » (*Édit.*)

« La constitution, reprit Buonaparte, s'exprimant alors plus franchement et plus clairement qu'il n'avait osé le faire jusqu'alors; la constitution fut violée au 18 fructidor, elle fut violée au 22 floréal, elle fut violée au 30 prairial. La constitution! toutes les factions l'ont invoquée, et toutes l'ont méprisée à leur tour. elle ne saurait être plus long-temps un moyen de salut puisqu'elle n'obtient le respect de personne. Puisque nous ne pouvons conserver la constitution, sauvons au moins la liberté et l'égalité, les seules bases durables sur lesquelles elle est assise. » Il continua sur le même ton pour leur persuader que la sûreté de la République exigeait qu'on s'en fiât uniquement à la sagesse et au pouvoir du Conseil des Anciens, puisque dans celui des Cinq-Cents on trouvait ces hommes qui voulaient ressusciter la Convention avec ses comités révolutionnaires, ses échafauds et ses insurrectionspopulaires. « Mais moi, leur dit-il, je vous arracherai à de telles horreurs: moi, et mes braves camarades, dont j'aperçois les épées aux portes de cette salle; et si quelque orateur payé parlait de mise hors la loi, j'en appellerais à la valeur de mes compagnons d'armes avec lesquels j'ai combattu et vaincu pour la liberté. »

L'Assemblée invita le général à lui faire con-

naître les particularités de la conspiration dont il avait voulu parler, mais il s'en référa au témoignage de Sieyès et de Ducos; et répétant encore que la constitution ne pouvait sauver la patrie, il engagea le Conseil à adopter des mesures efficaces qui pussent y suppléer. Il sortit au milieu des cris de *vive Buonaparte!* répétés par tous les militaires qui étaient dans la grande cour, et il alla essayer l'effet de son éloquence sur le Conseil des Cinq-Cents, moins facile à manier.

Les députés du Conseil des Jeunes ayant trouvé la place désignée pour leurs séances encore pleine d'ouvriers, restèrent pendant quelque temps dans une situation analogue à celle des membres de l'Assemblée Nationale à Versailles, lorsque ceux-ci furent obligés de se réfugier dans un jeu de paume. Ce souvenir devait naturellement enflammer leur résolution; et lorsqu'ils purent enfin être admis dans la salle de l'Orangerie, ils y entrèrent très indisposés contre le Conseil des Anciens et contre Buonaparte. On leur avait inutilement fait des propositions d'accommodement. Ils voulaient bien agréer Buonaparte au nombre des Directeurs, mais ils refusaient de consentir à ce qu'aucun changement radical fût fait à la Constitution de l'an III.

Cette séance remarquable, en ce qu'elle fut la dernière où le parti républicain jouit en France de la liberté d'énoncer franchement son opinion, s'ouvrit le 19 brumaire, à deux heures après midi; Lucien Buonaparte était président du Conseil. Gaudin, l'un des membres du parti modéré, proposa d'élire un comité composé de sept membres pour faire un rapport sur la situation de la République, et de se mettre en correspondance avec le Conseil des Anciens. Il fut interrompu par les bruyantes clameurs de la majorité.

Ces cris, *la constitution! la constitution ou la mort!* s'élevèrent de tous les coins de la salle.

« Les bayonnettes ne nous effrayeront pas, dit Delbrel; nous sommes des hommes libres. »

« A bas la puissance dictatoriale! pas de dictateur! » s'écrièrent plusieurs autres.

Lucien chercha vainement à rétablir l'ordre. Gaudin fut arraché de la tribune; la voix des autres Modérés fut couverte par celle des Républicains : jamais le parti démocratique ne s'était montré plus furieux ni plus tenace qu'au moment d'être frappé du dernier coup.

« Jurons de maintenir la Constitution de l'an III! » s'écria Delbrel; et les applaudissemens que cette exclamation excita, furent tels,

qu'ils imposèrent silence à la minorité. Les membres du parti modéré, et Lucien lui-même, furent forcés de prêter serment de fidélité à cette constitution, contre laquelle ils s'étaient ligués.

« Le serment que vous venez de prononcer, dit Bigonet, sera placé dans l'histoire à côté du fameux serment du jeu de paume. L'un fut le fondement de la liberté, l'autre en consolidera l'édifice. »

Au milieu de cette fermentation des esprits, on apporta la lettre contenant la démission de Barras; elle fut accueillie avec les marques du plus profond mépris, comme l'acte d'un soldat qui abandonne son poste au moment du danger. Le parti modéré semblait réduit au silence, vaincu, et sur le point de se joindre à la grande majorité du Conseil, lorsqu'un bruit d'armes se fit entendre à la porte de la salle. Tous les yeux se tournèrent de ce côté. On aperçut alors, de la porte, les bayonnettes, les sabres nus, les plumets des généraux et de leurs aides-de-camp, avec les bonnets des grenadiers. Buonaparte entra dans l'Orangerie, suivi seulement de quatre grenadiers appartenant à la garde constitutionnelle des Conseils. Ils restèrent à l'entrée de la salle, tandis que Buonaparte s'avançait d'un pas mesuré, et la tête découverte.

Il fut reçu avec de violens murmures. « Quoi! des épées tirées, des hommes armés, des soldats dans le sanctuaire des lois ! » s'écrièrent les députés, dont le courage semblait s'augmenter devant l'appareil menaçant de la force. Tous se levèrent; quelques uns se précipitèrent sur Buonaparte, et le saisirent au collet[1]; d'autres crièrent : « Hors la loi, hors la loi ! qu'il soit déclaré traître ! » On dit qu'Aréna, Corse de naissance, comme Buonaparte, allait le frapper d'un poignard, lorsqu'il en fut empêché par un des grenadiers. Ce fait paraît très douteux, mais il est certain que Buonaparte fut saisi par deux ou trois députés pendant que les autres lui criaient : « Est-ce pour en venir à cette action que vous avez gagné tant de batailles ? » Et ils l'accablèrent de reproches. Dans cette crise un détachement de grenadiers se précipita dans la salle, le sabre à la main; et arrachant Buonaparte des mains des députés, ces soldats l'enlevèrent dans leurs bras, pâle et respirant à peine.

Ce fut probablement alors que la fidélité d'Augereau envers son général, commença à

[1] Ce fut Bigonet qui, le saisissant par les bras, lui dit : « Que faites-vous, téméraire ! retirez-vous ; vous violez le sanctuaire des lois ! » (*Édit.*)

chanceler, et que ses principes révolutionnaires l'emportèrent sur l'attachement qu'il portait à Buonaparte. « Vous vous êtes mis là dans une belle situation » dit-il à Buonaparte; mais celui-ci lui répondit sévèrement : « Augereau, les choses étaient encore pires à Arcole. Croyez-moi, restez tranquille; tout ceci changera avant qu'il soit peu. » Augereau, dont l'appui et la coopération pouvaient être, dans ce moment critique, de la plus grande importance pour le Conseil, entendit à demi-mot, et resta neutre [1]. Jourdan et Bernadotte étaient prêts à se montrer pour le parti démocratique, si les troupes eussent hésité à obéir à Buonaparte; mais ils

[1] Le *Moniteur* se montre très empressé de disculper Augereau d'avoir pris parti pour les vaincns du 19 brumaire. Ce général, dit la *feuille officielle*, n'avait jamais prêté serment à la Constitution de l'an III. Le *Moniteur* dit encore que dans la soirée du 19, quelques uns des chefs de la faction démocratique l'invitaient à prendre le commandement militaire de leurs partisans; Augerean leur demanda s'ils supposaient qu'il voulût ternir sa réputation en commandant de tels misérables. On doit se souvenir que ce fut le général Augereau que Buonaparte avait envoyé à Paris pour soutenir le Directoire et agir d'après ses ordres au 18 fructidor, et que les soldats lui avaient obéi de bon cœur. Il est probable que Buonaparte avait cherché à éloigner de la lutte un homme d'un caractère aussi résolu et d'une haute réputation militaire.

ne virent aucune chance dont ils pussent profiter.

Le départ de Buonaparte n'avait pas calmé les esprits, la Chambre était dans la plus grande agitation; elle l'accusait d'avoir usurpé l'autorité suprême, demandait à grands cris qu'il fût mis hors la loi, et qu'il fût appelé à la barre. « Pouvez-vous me demander que je fasse votèr la mise hors la loi de mon frère? » dit Lucien. Mais personne n'eut égard à ce prétexte de sentiment fraternel, et l'on continua de demander à grands cris que Buonaparte fût déclaré traître à la patrie. A la fin Lucien se dépouilla de son costume officiel, et jeta sur la table sa toque, son manteau et son écharpe. « Si ce n'est comme votre président, écoutez-moi au moins comme l'avocat de celui que vous accusez si faussement et si violemment. » Mais cette nouvelle demande ne fit qu'accroître le tumulte. Dans cet instant un détachement de grenadiers, envoyé par Napoléon au secours de son frère, s'avança dans la salle.

Ils furent d'abord reçus avec des applaudissemens; le Conseil des Cinq-Cents, accoutumé à voir les opinions démocratiques triompher parmi les troupes, ne douta pas que ces grenadiers n'eussent déserté la cause de leur général pour se ranger du côté des dé-

putés. Mais cet espoir s'évanouit bientôt : les grenadiers sortirent, emmenant Lucien au milieu d'eux.

Les choses en étaient venues à la dernière extrémité des deux côtés. Le Conseil, violemment irrité par ces incursions militaires, était dans le plus grand désordre; il ne pouvait qu'exprimer sa fureur contre Buonaparte, et, faute de calme, était hors d'état d'adopter aucune mesure décisive.

Pendant ce temps, la vue de Napoléon presque hors d'haleine, et portant sur sa personne les marques des violences qu'on lui avait faites, excitait au plus haut degré l'indignation des militaires. Il leur dit en mots entrecoupés que lorsqu'il avait voulu montrer aux députés le chemin qui pouvait mener la patrie à la gloire, ils lui avaient répondu avec des poignards.

Des cris de colère s'élevèrent parmi les troupes; leur ressentiment augmenta encore, lorsqu'on amena dans leurs rangs, comme dans un sanctuaire, le président Lucien [1] qui se-

[1] De concert avec Buonaparte, Lucien inventa la fable du poignard d'Aréna, et haranguant les troupes il leur dit : « Citoyens soldats, le président du Conseil des Cinq-Cents vous déclare que l'immense majorité est dans ce moment sous la terreur de quelques représentans à

conda admirablement bien son frère, ou qui, pour mieux dire, lui montra le chemin dans cette périlleuse journée. Il monta aussitôt à cheval, et s'écria d'une voix naturellement sonore : « Général, et vous soldats ! le président du Conseil des Cinq-Cents proclame devant vous que des factieux armés de poignards ont interrompu les délibérations de l'Assemblée. Il vous autorise à employer la force contre ces perturbateurs de l'ordre public : le Conseil des Cinq-Cents est dissous ! »

Murat, envoyé par Buonaparte pour exécuter les ordres de Lucien, entra dans l'Orangerie avec un détachement marchant au pas de charge et croisant la bayonnette. Il enjoignit aux députés de sortir au péril de leur vie,

stylets qui assiégent la tribune, présentent la mort à leurs collègues et enlèvent les délibérations les plus affreuses...... Que la force les expulse ! ces brigands ne sont plus les représentans du peuple, mais les représentans du poignard. »

« Soldats, dit Buonaparte, je vous ai menés à la victoire, puis-je compter sur vous ? — Oui! oui ! vive le général ! — Soldats, continua-t-il, on avait lieu de croire que le Conseil des Cinq-Cents sauverait la patrie ; il se livre au contraire à des déchiremens. Des agitateurs cherchent à le soulever contre moi ! Soldats, puis-je compter sur vous? — Oui ! oui ! vive Buonaparte ! — Eh bien ! je vais les mettre à la raison. » (*Édit.*)

pendant qu'un officier de la garde constitutionnelle leur criait qu'il ne répondait plus de leur sûreté. Des cris d'indignation et de fureur se mêlèrent aux cris de Vive la République ! Un officier monta à la tribune du président et dit aux membres de se retirer, « le général en a donné l'ordre. »[1]

Quelques uns des députés et des spectateurs commencèrent à quitter la salle ; le plus grand nombre resta ferme et continua à protester contre l'abus de la force. Enfin toutes ces remontrances furent étouffées par le bruit des tambours.

« En avant, grenadiers », dit l'officier qui commandait le peloton ; les grenadiers présentèrent la bayonnette et s'avancèrent au pas de charge. Les députés avaient peut-être encore conservé quelque espoir que leurs personnes seraient inviolables ; mais alors ils s'enfuirent de tous côtés, sautant la plupart par les fenêtres, et abandonnant leurs toques, leurs écharpes et leurs manteaux ; en peu d'instans la salle fut entièrement évacuée. C'est ainsi que fut dissoute la dernière assemblée démocratique de la

[1] Le général Leclerc : « Au nom du général Buonaparte le Corps Législatif est dissous ; que les bons citoyens se retirent ! Grenadiers, en avant ! » (*Édit.*)

France, dont la dernière séance offre un parallèle frappant avec la scène qui mit fin au Long Parlement sous Charles Ier. [1]

Buonaparte affirme qu'un des officiers de sa suite lui offrit de placer en embuscade cinquante hommes qui feraient feu sur les députés au fur et à mesure qu'ils quitteraient l'Assemblée; mais il se refusa sagement à cette cruauté gratuite et inutile.

Le Conseil des Anciens fut instruit de ces mesures extraordinaires; on allégua pour cause de la dissolution de la Chambre, la violence faite à Buonaparte, par Aréna, qu'on disait

[1] Ce rapprochement ne pouvait échapper à un auteur anglais. Il est inutile de faire contraster ici les deux figures principales de ces deux grands drames; mais voici la scène anglaise telle que, dans une occasion mémorable, le Girondin Guadet la cita à la Convention, sans croire être un si bon prophète :

« Lorsqu'en Angleterre une majorité généreuse voulut résister aux fureurs d'une minorité factieuse, cette minorité cria à l'oppression, et parvint avec ce cri à mettre en oppression la majorité elle-même...... Ces patriotes par excellence, instrumens de Cromwell, et auxquels il fit faire folies sur folies, furent chassés à leur tour. Leurs propres crimes servirent de prétexte à l'usurpateur. Cromwell entra un jour au Parlement, et s'adressant à ces mêmes membres, qui seuls, à les entendre, étaient capables de sauver la patrie, il les en chassa, en disant à

avoir été provoquée parce que le général avait révélé quelques malversations dont ce Corse s'était rendu coupable en Italie. Le *Moniteur* amplifia l'histoire du poignard; ce n'était plus Aréna seul, mais Marchezzi et quelques autres députés qui, armés de stylets et de pistolets, avaient attenté à la vie de Buonaparte. On fit aussi courir le bruit qu'il avait été blessé; ce qui certainement était faux. L'exemple de Brutus pouvait, il est vrai, avoir séduit un républicain, qui était de plus italien; mais l'idée que des conjurés eussent voulu attaquer des troupes

l'un: toi, tu es un voleur; à l'autre: toi, tu es un ivrogne; à celui-ci: toi, tu t'es gorgé des deniers publics; à celui-là: toi, tu es un coureur de mauvais lieux. Fuyez donc, dit-il à tous; cédez la place à des hommes de bien. — Ils la cédèrent, et Cromwell la prit. »

Buonaparte fut plus sobre de reproches directs; mais, comme dit madame de Staël, quand il essaya de dire au Conseil des Anciens: « Je suis le dieu de la guerre et de la fortune, suivez-moi »; il se servait de ces paroles pompeuses, par embarras, à la place de celles qu'il aurait aimé à leur dire: « *Vous êtes tous des misérables, et je vous ferai fusiller si vous ne m'obéissez pas.* » L'interprétation de madame de Staël serait un peu forcée, si Buonaparte n'avait employé l'argument plus injurieux encore de la *force des bayonnettes* contre ceux qui avaient cru un moment être encore au temps où Mirabeau s'écriait: « Nous sommes ici par la volonté du peuple, » etc., etc. » (*Édit.*)

régulières avec des poignards et des pistolets de poche est trop ridicule pour être admise. Aréna démentit le fait; personne parmi les députés n'en avait été témoin; seulement on avait trouvé un poignard sur le parquet, et un grenadier avait eu sa manche déchirée; circonstances qui pouvaient être assurément expliquées de plus d'une manière. Mais comme elles avaient servi dans le temps d'apologie au parti violent que Buonaparte avait pris, on ne laissa pas tomber ces bruits populaires. Le Corps Législatif déclara que Thomé, ce grenadier qui, disait-on, avait sauvé la vie à Buonaparte, avait bien mérité de la patrie; il eut l'honneur d'être admis à la table du général, et reçut de Joséphine un baiser et un diamant de prix. On fit courir d'autres bruits sur les projets sanguinaires des Jacobins. On disait que l'ancien révolutionnaire Santerre cherchait à exciter un mouvement dans le faubourg Saint-Antoine, et qu'ayant été informé de ses menées par l'ex-directeur Moulins, Buonaparte l'avait menacé de le faire condamner, par la loi martiale, à être fusillé.

Il est hors de doute que le parti populaire songeait à changer la forme du gouvernement pour lui rendre son caractère démocratique; mais il fut prévenu par les événemens des

journées des 18 et 19 brumaire, que rien ne pouvait, par conséquent, faire considérer comme des mesures défensives. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les affaires en étaient venues à un tel point, que la lutte était inévitable, et qu'il était nécessaire, pour le parti modéré, de s'assurer l'avantage des premiers coups, quoiqu'il s'exposât, en agissant ainsi, au reproche d'avoir été l'agresseur.

Le Conseil des Anciens avait témoigné combien il trouvait dangereux qu'on employàt la force militaire contre l'autre Conseil. Mais Lucien Buonaparte ayant réussi à rallier autour de lui une centaine de députés du Conseil des Jeunes, en forma le Corps législatif, purgé des dissidens; et en sa qualité de président des Cinq-Cents, il donna au Conseil des Anciens des explications qui parurent d'autant plus satisfaisantes, qu'on ne demandait pas mieux que de se laisser convaincre. Alors les deux Conseils s'ajournèrent au 19 février 1800, après que chacun d'eux eut remis ses pouvoirs à un comité composé de vingt-cinq personnes, qui reçurent des instructions pour préparer un code civil, en attendant la convocation des corps législatifs. Un gouvernement provisoire fut institué et composé de trois consuls: Buonaparte, Sieyès et Ducos.

Ce fut donc la force des armes qui assura le succès des 18 et 19 brumaire : la victoire était complète; il ne restait plus qu'à considérer tout le parti qu'on en pouvait tirer.

CHAPITRE VII.

Résultat des journées des 18 et 19 brumaire. — Clémence du gouvernement consulaire.—Changement favorable dans les Finances. — La Loi des Otages est rapportée. — La Liberté des Cultes est rétablie. — Améliorations dans le département de la guerre. — Soumission des Chouans et pacification de la Vendée. — Ascendant que prend Napoléon sur les autres Consuls. — Désappointemens de Sieyès. — On nomme un comité pour examiner le plan de constitution de l'abbé Sieyès, une partie en est adoptée, mais les combinaisons essentielles en sont rejetées.— On adopte une Constitution nouvelle où tout est monarchique, excepté la forme. —Sieyès quitte les affaires publiques, avec de grands avantages pécuniaires.—Vues générales sur la nouvelle forme du gouvernement consulaire. — Pouvoir despotique du Premier Consul.—Réflexions sur la conduite de Napoléon.

La victoire remportée sur le Directoire et les démocrates des 18 et 19 brumaire, fut généralement agréable à la nation française. Cette fièvre de liberté qui s'était emparée de toutes les classes, en 1792, avait été calmée par les torrens de sang répandus pendant la terreur; les saines et justes idées libérales étaient même tombées dans un vrai discrédit ; on s'en défiait, on les redoutait même à cause de leur ressemblance avec ces faux principes qui avaient servi de prétexte à tant d'horribles

cruautés; la majorité de la nation ne cherchait plus de garanties pour des droits métaphysiques; mais, fatiguée de tant de violences, elle désirait le repos, et se montrait disposée à se soumettre à toute espèce de gouvernement qui lui promettrait les bienfaits ordinaires de la civilisation.

Buonaparte et Sieyès, car on peut encore les considérer comme collègues pendant un court espace de temps, surent profiter, sur beaucoup de points importans, de cet assentiment général; ils purent se dispenser de la nécessité de poursuivre et d'écraser leurs antagonistes vaincus : les Français virent une révolution nouvelle effectuée, par la force militaire, sans qu'on versât une goutte de sang : toutefois, car c'est ainsi que se sont terminées la plupart des révolutions récentes, toutefois des listes de proscription furent dressées, et sans qu'aucun acte d'accusation ni aucune sentence légale eût été prononcée contre eux, cinquante-neuf individus, de ceux qui s'étaient le plus prononcés contre le nouveau Consulat des 18 et 19 brumaire, furent condamnés à la déportation, par la seule volonté des Consuls. Ce fut Sieyès, dit-on, qui suggéra cette mesure arbitraire et injuste, qui fut on ne peut plus impopulaire, en ce qu'elle indiquait un esprit

de haine et de vengeance; mais elle ne fut pas mise à exécution. On fit d'abord quelques exceptions en faveur de ceux qui se montrèrent disposés à se soumettre, et enfin tous eurent leur grâce, et les démocrates les plus rebelles furent seulement mis sous la surveillance de la police. Cette conduite prouva à la fois de la force et de la clémence; attributs les plus propres à donner de la popularité à un nouveau gouvernement. Privée de tout espoir de succès, mais en même temps n'ayant rien à craindre pour sa sûreté personnelle, l'opposition devint peu à peu plus traitable, et se soumit insensiblement. Les démocrates, ou, comme on les nomma alors, les anarchistes, eurent peur ou se refroidirent; il n'y eut bientôt plus qu'un très petit nombre de ces enthousiastes fanatiques qui continuèrent à avouer ces principes, que quelques mois auparavant on n'aurait pu hésiter à proclamer sans commettre un crime digne de mort.

D'autres décrets plus importans furent adoptés par les Consuls, tendant à alléger les fardeaux que leurs prédécesseurs avaient imposés à la nation, et qui avaient beaucoup déconsidéré leur système. Deux des mesures les plus oppressives du Directoire furent rapportées sans délai.

La première avait rapport aux finances, qu'on trouva épuisées, et n'étant plus entre-

tenues que par un système d'emprunts arbitraires que les Directeurs s'étaient permis d'imposer en raison de la fortune de chaque citoyen. Le nouveau ministre des finances, Gaudin, ne voulut ni se coucher ni se reposer une seule nuit avant d'avoir trouvé un moyen de remédier à un tel abus : il mit sur toutes les contributions, directes et indirectes, une taxe additionnelle de vingt-cinq pour cent, ce qui produisit une forte somme. L'ordre et la régularité furent introduites dans toutes les branches de son ministère ; il améliora le mode de perception des revenus de la République, et inspira une telle confiance par la modération et le succès de ses mesures, que le crédit public commença à renaître, et que l'État put contracter des emprunts à un taux modéré.

La seconde de ces lois était celle des otages : cette loi impopulaire avait rempli les prisons de femmes, de vieillards et d'enfans ; on envoya des courriers dans toute la France pour rendre à la liberté ces malheureuses victimes d'un gouvernement soupçonneux ; et cet acte de justice et d'humanité fut applaudi comme le gage d'un retour de modération et de politique généreuse. [1]

[1] Il y a dans l'anglais : *Liberality :* tel est le vrai sens d'*idées libérales*. (*Édit.*)

On prit aussi des mesures importantes pour apaiser les discordes religieuses qui avaient si long-temps agité la France. Buonaparte, qui s'était montré presque persuadé de la vérité de la mission prophétique de Mahomet, devint (tels étaient les décrets de la Providence), le moyen dont elle se servit pour rétablir en France le culte du christianisme. Les momeries toutes payennes de La Réveillère-Lépeaux furent généralement abandonnées; les églises furent rendues au culte; des pensions furent accordées aux ecclésiastiques qui prêtèrent serment au nouveau gouvernement; et plus de vingt mille prêtres, que des lois d'intolérance avaient fait jeter en prison, furent mis en liberté après avoir rempli cette formalité. Tous les cultes furent d'ailleurs tolérés et protégés, et la loi des décades, ou fêtes théophilanthropiques, fut abrogée; même les restes mortels du pape Pie VI, qui était mort dans son exil à Valence, furent ensevelis avec toute la pompe due au chef de l'Église, par l'ordre exprès de Buonaparte, qui avait lui-même ébranlé le premier le Saint-Siége, et qui, par cet acte dont il s'était vanté dans sa proclamation en Égypte, avait détruit le palladium du culte catholique.

La part qu'avait prise Cambacérès, alors ministre de la justice, à la révolution du 18 bru-

maire, avait été très agréable à Buonaparte, et sa modération lui devenait très utile dans les mesures de conciliation qu'il était résolu d'adopter. Cambacérès était un savant jurisconsulte, un homme d'un grand sens; et, sous son administration, les lois si sévères contre les émigrés furent beaucoup relâchées. Neuf émigrés, presque tous appartenant aux plus anciennes familles de France, ayant fait naufrage sur les côtes près de Calais, furent arrêtés; le Directoire avait voulu faire mettre en jugement ceux qu'avaient épargnés les vagues et les vents, parce qu'ils appartenaient à la classe d'émigrés proscrits par la loi, et qu'ils étaient, disait-on, rentrés en France sans permission. Buonaparte, plus généreux, considérant qu'ils n'avaient pas touché le sol de la France par leur propre volonté, mais par une nécessité impérieuse, les fit mettre en liberté.

Le même esprit de clémence politique fit rentrer en France La Fayette, Latour-Maubourg et Lameth, qui, quoique partisans de la révolution, avaient été forcés de s'expatrier pour n'avoir pas porté assez loin leurs principes de liberté.

On pense bien que tout ce qui dépendait de l'état militaire subit, sous l'autorité de Buo-

naparte, une réforme complète. Dubois de Crancé, ministre de la guerre sous le Directoire, fut remplacé par Berthier : Napoléon a fait un étrange portrait du premier de ces fonctionnaires et de son incapacité. Il lui fut impossible, nous dit-il, de rendre compte de la situation de l'armée; il n'avait pu obtenir aucun rapport sur l'effectif des régimens; plusieurs corps de troupes avaient été formés sans que le ministre en eût connaissance; et enfin, interrogé sur l'état de la solde, des subsistances et de l'habillement, Dubois de Crancé avait répondu que le département de la guerre n'était chargé ni de la paie, ni des vivres, ni de l'habillement. Ceci est peut-être exagéré, car ce ministre était un des opposans à la révolution du 18 brumaire; toutefois l'imprévoyance et la corruption du gouvernement directorial rendent cette accusation très probable. Sous l'administration de Berthier, accoutumé au genre de travail de Napoléon, les affaires de la guerre prirent une nouvelle face, et furent conduites avec une grande activité.

Ce département acquit encore plus de vigueur, lorsque les Consuls y appelèrent le célèbre Carnot, revenu de son exil après la chute du Directoire. Mais il n'occupa ce poste que fort peu de temps, parce que, démocrate par

principes, il désapprouvait l'élévation de Buonaparte. Ses services furent cependant d'une grande importance pour le rétablissement de l'ordre, comme aussi pour la part qu'il eut à la combinaison des plans de campagne, de concert avec Moreau et Buonaparte.

Napoléon ne montra pas moins de talent en fermant les plaies de la guerre intérieure. Les Chouans, sous différens chefs, avaient troublé les provinces de l'Ouest; leurs bandes s'étaient grossies de tous les hommes qui n'avaient aucun espoir de pardon : cet état de choses changea les mesures libérales et conciliantes; prises par le gouvernement consulaire, engagèrent la plupart des chefs à faire la paix avec Buonaparte.

Cette paix fut d'autant plus facile à négocier, que ces mêmes chefs étaient persuadés que l'intention du Premier Consul était d'amener par degrés, et selon l'opportunité du moment, la restauration des Bourbons. Plusieurs de ces Chouans, après s'être soumis à Buonaparte, furent, dans la suite, de fidèles appuis de son gouvernement. Châtillon, Suzannet, d'Autichamp, tous nobles de naissance et chefs de l'armée royaliste, déposèrent les armes à Montluçon; le gouvernement leur accorda des conditions honorables, et leur réconciliation

fut sincère. Bernier, curé de Saint-Lô, et qui avait une grande influence sur l'esprit des Vendéens, fit aussi sa paix ; il fut bientôt après nommé par Buonaparte à l'évêché d'Orléans, et envoyé auprès du Pape lors des négociations pour le Concordat.

Le comte Louis de Frotté, jeune noble plein de courage et d'audace, refusa long-temps de faire sa soumission. Georges Cadoudal, paysan du Morbihan qui s'était élevé au commandement de ses compatriotes par sa bravoure, son caractère entreprenant et son mérite, persista, comme Frotté, dans son refus. Celui-ci fut trahi et fait prisonnier dans la maison de Guidal, commandant d'Alençon, qui l'avait accueilli, et lui avait promis de négocier un traité particulier en sa faveur. Frotté, et huit ou neuf de ses officiers, furent traduits devant une commission militaire, et condamnés à être fusillés. Ils marchèrent tous au supplice se tenant par la main, et reçurent la mort sans s'être séparés : énergique expression de leur fidélité à la cause qu'ils avaient défendue. Georges Cadoudal, resté seul, ne put prolonger la guerre civile, et posa les armes pour quelque temps. Buonaparte, dont la politique cherchait à associer au nouvel ordre de choses autant de caractères divers qu'il était possible,

sans faire attention au rôle qu'ils avaient joué dans les précédentes époques de la révolution, pourvu qu'ils s'attachassent à sa personne, tenta tous les moyens de gagner cet audacieux Breton. Il eut avec lui une entrevue que Georges Cadoudal avait, dit-on, sollicitée, quoiqu'il soit difficile de le croire, à moins que Georges n'eût l'intention de s'assurer, dans cette entrevue, si les intentions ultérieures de Buonaparte étaient de servir les Bourbons. Il ne demanda certainement pas cette audience pour faire son marché personnel, puisque Buonaparte convient lui-même que ses argumens et ses promesses ne purent faire aucune impression sur Cadoudal, et que celui-ci le quitta en protestant qu'il conservait l'opinion pour laquelle il avait combattu si souvent et de tous ses efforts.

Dans une autre occasion qui se présenta à cette même époque, Buonaparte se vanta d'avoir vengé un outrage fait au droit des gens. Le sénat de Hambourg avait livré à l'Angleterre Napper-Tandy, Blackwell et quelques autres Irlandais compromis dans la rébellion qui avait éclaté peu avant en Irlande. Buonaparte prit la chose sur un ton de menace, et il expliqua à l'envoyé de Hambourg, tremblant devant lui, les droits d'un territoire neutre dans un langage

dont la fin tragique du duc d'Enghien devint un singulier commentaire.

Pendant que le Premier Consul était ainsi occupé à prendre les mesures propres à éteindre dans l'intérieur le feu de la discorde et à renouveler les ressources de l'État presque épuisées, on discutait, dans des conférences privées, la question de savoir par qui et comment le pays serait gouverné.

Il est vraisemblable que lorsque Sieyès entreprit la révolution du 18 brumaire, il aurait voulu pour son associé militaire un tout autre personnage que Buonaparte ; il eût préféré, par exemple, un général qui n'aurait eu d'autres connaissances que celles de son métier, et dont l'ambition eût été satisfaite de la part de pouvoir proportionnée à ses vues limitées et à sa capacité. Toutefois le prêtre rusé vit bien qu'il n'y avait pas d'autre coopérateur que Buonaparte qui pût lui assurer le succès, surtout après le retour d'Égypte ; et il ne tarda pas à avoir la preuve que Napoléon, dans le partage des dépouilles, ne demanderait rien moins que la part du lion.

Dès la première réunion des Consuls, la défection de Roger-Ducos, qui passa du côté de Buonaparte, convainquit Sieyès qu'il ne pouvait soutenir ses prétentions à la première place du

gouvernement à laquelle ses amis espéraient le voir élevé. Il avait compté sur le vote de Ducos pour être premier Consul; mais Ducos devina où reposeraient la force réelle et le talent du Consulat. « Général, dit-il à Buonaparte dans cette première réunion consulaire, la présidence vous appartient de droit »; et alors Buonaparte s'empara du fauteuil comme si c'eût été une chose convenue. Sieyès avait espéré que, dans le cours des délibérations, les opinions du général et son intervention se seraient bornées aux affaires militaires, tandis qu'au contraire il l'entendit s'exprimer avec clarté, et soutenir avec fermeté ses vues sur la politique, les finances, la religion et la jurisprudence. Il montra enfin qu'il avait si peu besoin d'un coopérateur indépendant, qu'il paraît que, dès cette première conférence, Sieyès renonça à l'espoir de séparer son rôle et ses intérêts de ceux du général, et qu'il s'aperçut que la révolution était terminée dès ce moment. De retour chez lui, il dit aux hommes d'État avec lesquels il s'était concerté et avait agi le 18 brumaire, tels que Talleyrand, Boulay, Rœderer, Cabanis et quelques autres : « Messieurs, vous avez un maître : ne vous donnez plus aucun soin pour les affaires de l'État; Buonaparte peut et veut les conduire selon son bon plaisir. »

Cette déclaration dut annoncer à ceux qui l'entendaient que les avantages directs et immédiats promis par la révolution étaient perdus; que le gouvernement ne reposait plus sur des bases populaires, et que, bien plus encore que sous le règne des Bourbons, toute l'administration de l'État allait dépendre entièrement de la volonté arbitraire d'un seul homme.

Il devenait urgent d'établir, dans le plus court délai possible, une forme de gouvernement, ne fût-ce que pour prévenir la réunion des deux Conseils, qui pouvaient reprendre leur première autorité si une nouvelle constitution n'était adoptée avant le 19 février 1800, époque jusqu'à laquelle ils avaient été prorogés. Comme mesure préalable, dans le serment exigé de tous les fonctionnaires publics, on substitua à une reconnaissance directe de la Constitution de l'an III, une profession plus générale d'assentiment à la cause de la nation française. Mais comment s'y prit-on pour rassurer les consciences alarmées de ceux qui avaient prononcé le serment dans sa forme primitive? C'est ce dont on se soucia peu, et ce soin paraît même n'avoir pas été regardé comme nécessaire.

Les trois Consuls et les comités législatifs se formèrent en comité général pour organiser une constitution. Sieyès fut invité à soumettre

à ce comité son fameux projet dont il tirait tant de gloire, et sur lequel il était accoutumé de recevoir les flatteries de ses amis. Il affecta de condescendre lentement à la demande qui lui était faite, et ne présenta son plan de constitution que par fragmens; probablement parce qu'il soupçonnait que cette production de son génie ne serait jamais acceptée dans son entier, et subirait nécessairement des mutilations jusqu'à ce qu'elle fût conforme au bon plaisir du dictateur dont il avait été forcé d'annoncer la suprématie à ses amis.

Pressé par ses collègues du comité, le politique métaphysicien présenta enfin, dans son intégrité, ce plan de représentation hiérarchique selon lequel l'autorité devait émaner du choix du peuple et d'un sénat conservateur. Ce sénat devait à la fois protéger les lois de la République, et *absorber* les esprits ardens et ambitieux qui se signaleraient par des abus de pouvoir, en les appelant à partager ses doux loisirs et son incapacité, comme on dit qu'autrefois les esprits malfaisans étaient conjurés et contraints de se réfugier dans la mer Rouge. Sieyès fit ensuite connaître son idée d'un corps législatif qui devait voter et décider sans débats, et d'un tribunat destiné à soutenir ou à repousser les mesures du gouvernement. Ces

formes générales furent approuvées comme offrant plus de garanties de stabilité et de durée qu'on n'en avait trouvé dans les différentes constitutions qui, depuis 1792, avaient été, avec une égale précipitation, adoptées et abandonnées. Mais l'idée de placer le pouvoir exécutif entre les mains d'un grand-électeur, qui eût été un roi imaginaire, fut ce qui compromit le succès du plan de Sieyès. Ce fut en vain que, dans l'espoir de déterminer Buonaparte à se charger de cet emploi, il y avait attaché, en le privant de tout pouvoir réel, des gardes, des honneurs et un revenu considérable. Amonceler tant de distinctions sur la tête d'un fonctionnaire n'ayant d'autre devoir à remplir que de nommer deux consuls qui, sans le concours de cette autorité supérieure, devaient diriger l'un les affaires civiles, l'autre les affaires militaires, c'était introduire, dans un État moderne, tous les maux d'un vieil empire asiatique, où le Sultan, le Mogol, quelle que soit sa dénomination, reste plongé dans d'obscures voluptés au fond de son harem, pendant que les affaires de l'État sont conduites par ses visirs ou par ses lieutenans.

Buonaparte se récria contre cette invention : « Qui pourrait donc accepter, dit-il, un emploi dont les seuls devoirs seraient de s'engraisser,

comme un porc, de plusieurs millions? ou quel homme de courage consentirait à nommer des ministres sur lesquels il n'aurait plus à exercer aucun pouvoir? Et vos deux consuls de la paix ou de la guerre, l'un entouré de juges, de prêtres et d'hommes civils, et l'autre de militaires et de diplomates, sur quel pied réglerez-vous leurs communications et leurs rapports respectifs? l'un demandant de l'argent et des levées d'hommes, et l'autre les refusant. Un gouvernement qui admettrait la séparation de ces emplois, dont la connexion est si nécessaire, serait un composé de parties hétérogènes; ce serait l'ombre d'un gouvernement, mais sans l'autorité effective qui doit lui appartenir. »

Sieyès n'avait ni l'art de persuader ni une facilité d'élocution égale à ses autres talens; il fut intimidé et réduit au silence : il vit rejeter son grand-électeur et ses deux consuls, ou plutôt ses visirs, sans faire beaucoup d'efforts pour les défendre.

Toutefois le système qui fut alors adopté eut quelque faible ressemblance avec le modèle de constitution de Sieyès. Il fut décidé qu'il y aurait trois Consuls. Au premier seul appartiendrait le pouvoir de nommer aux emplois, et le droit de déterminer toutes les mesures publiques : les deux autres devaient être ses con-

seillers indispensables. Le rang du premier Consul était destiné à ramener la constitution française vers le système monarchique, pendant que le second et le troisième Consul lui étaient adjoints uniquement pour se concilier le parti républicain, qui n'était pas encore préparé à un mouvement rétrograde.

Le titre d'un de ces deux Consuls supplémentaires fut offert à Sieyès ; mais il refusa de l'accepter, et exprima le désir de quitter les affaires publiques. Il fut sans doute fort désappointé de n'avoir à jouer qu'un rôle secondaire après la réussite d'une conspiration qu'il avait lui-même tramée : son orgueil n'alla pourtant pas jusqu'à lui faire refuser une compensation pécuniaire. Buonaparte lui céda la plus grande partie du trésor amassé par les ex-directeurs : on dit que la somme s'élevait à six cent mille francs ; ce que Sieyès appela *une poire pour la soif*. Il obtint aussi la belle terre de Crosne ; et pour lui rendre ce présent plus agréable et ne pas blesser sa délicatesse, un décret le força d'accepter ce témoignage de reconnaissance publique. Il fut aussi honoré d'une place de sénateur ; et le traitement de vingt-quatre mille francs qui y était attaché ajouta encore au bien-être de sa situation. Ce métaphysicien célèbre disparut alors de l'horizon

politique, et fut, pour se servir de sa propre expression, *absorbé* dans les douceurs d'une vie épicurienne, qu'il enveloppa des ombres du mystère. Sans doute, en se montrant ainsi intéressé, Sieyès, malgré ses talens, perdit beaucoup dans l'opinion et dans l'estime de ses concitoyens; et c'était une conclusion prévue par Buonaparte quand il l'accablait de richesses.

Revenons à la nouvelle constitution. Toutes les espèces de pouvoir et de droits étaient confiées au Premier Consul avec tant de libéralité, qu'il semblait que la France, pour expier la longue jalousie qu'elle avait montrée envers les dépositaires précédens du pouvoir exécutif, voulait écarter tous les obstacles que pouvait rencontrer Buonaparte pour arriver au pouvoir arbitraire. Seul, il avait le droit de nommer les conseillers d'État, les ministres, les ambassadeurs, les fonctionnaires publics. L'avancement de l'armée était aussi compris dans ses attributions. Il devait proposer les lois nouvelles, et prendre toutes les mesures pour la défense intérieure et extérieure du pays. Il commandait les troupes de toutes les armes : il dirigeait la politique dans les rapports de la France avec les pays étrangers. Les monnaies étaient frappées à son effigie. Dans ses hautes fonctions il s'aidait des avis de ses collègues

les deux autres Consuls, et de ceux du Conseil d'État; mais il était bien entendu que ses décisions seraient indépendantes et des uns et des autres. Les Consuls furent élus pour dix ans; ils pouvaient être réélus après ce terme écoulé.

Le projet de l'abbé Sieyès de diviser le peuple en trois classes, dont chacune présenterait un certain nombre de personnes pour remplir tel ou tel emploi, fut ostensiblement adopté. Les listes des individus éligibles devaient être adressées, par les diverses classes électorales, au Sénat Conservateur, qui fut aussi emprunté au plan de l'abbé. Les membres de cet auguste corps, le plus élevé en dignité, occupaient leurs places à vie, et jouissaient d'un traitement considérable. Le nombre des sénateurs était fixé à quatre-vingts; ils avaient le privilége de remplir les places vacantes, en choisissant entre trois candidats présentés, un par le Premier Consul, un autre par le Corps Législatif, et un troisième par le Tribunat. Ces sénateurs devenaient pour jamais incapables de remplir aucun autre emploi public : leurs fonctions se bornaient à recevoir les listes des personnes parmi lesquelles on devait choisir et nommer les fonctionnaires de l'État, et à annuler les lois et les dispositions qui leur étaient dénoncées comme inconstitutionnelles ou impolitiques,

soit par le gouvernement, soit par le Tribunat. Les séances du Sénat n'étaient pas publiques.

On avait aussi admis, dans la nouvelle constitution, le Corps Législatif et le Tribunat proposés par l'abbé Sieyès. Les fonctions du Corps Législatif consistaient à adopter ou à rejeter les lois approuvées par le Tribunat; mais l'acceptation ou le refus n'étaient motivés par aucune opinion, et ne s'exprimaient que par les votes d'un scrutin secret.

Le Tribunat, au contraire, était un corps délibérant auquel le Premier Consul et le Conseil d'État, qui seuls avaient l'initiative, adressaient les projets de loi qui leur paraissaient convenables. Quand ces lois avaient été discutées dans le Tribunat, et ensuite approuvées par l'assentiment silencieux du Corps Législatif, elles devenaient lois de l'État. Le Corps Législatif entendait le rapport du Tribunat fait par une députation de ce corps, et refusait ou confirmait, par le vote seul, tout ce qui lui était ainsi soumis. Quelques uns des actes les plus importans du gouvernement, tels, par exemple, que la déclaration de la paix ou de la guerre, pouvaient seulement avoir lieu sur la proposition du Premier Consul au Tribunat, après la recommandation des mesures proposées faite par celui-ci au Corps Législatif, et finalement sur le rapport

d'une commission de ce dernier corps, qui confirmait la proposition. Mais, au reste, le pouvoir du Premier Consul n'était guère limité par cette restriction, puisque la discussion sur de tels sujets ne devait avoir lieu que sur sa proposition, et toujours en comité secret; de manière que le plus grand obstacle qu'on puisse opposer au despotisme, le poids de l'opinion publique formée par la publicité des débats, était entièrement écarté.

Un simple coup d'œil sur cette forme de gouvernement consulaire suffit pour faire apercevoir que Buonaparte avait pris de l'ingénieuse constitution de Sieyès tout ce qui favorisait son dessein de s'emparer de l'autorité suprême et de l'exercer despotiquement, pendant qu'il se débarrassait de tout ce qui pouvait directement ou indirectement servir de contre-poids au pouvoir exécutif, à l'exception du Tribunat. Des listes d'éligibles ou candidats qui devaient être faites par le peuple, substituées à l'élection directe de ses représentans, convertirent la sauvegarde réelle de la liberté en une abstraction métaphysique. On dira peut-être que l'autorité d'un fonctionnaire choisi sur les listes nationales peut être considérée comme émanant originairement du peuple, puisque sans la sanction de celui-ci il n'aurait point été éligible, et pour-

tant la différence est très grande entre la nomination directe d'un seul représentant et la désignation de mille individus éligibles. L'intervention du peuple dans l'État, qui jusqu'alors comprenait ce premier privilége, se trouva restreinte et réduite au second, c'est-à-dire à une participation insignifiante. C'était ce qu'il y avait de plus erroné dans le système de Sieyès, et ce fut aussi le coup le plus fatal porté à la liberté, dont la garantie constitutionnelle ne peut exister si elle n'est basée sur une représentation directe, dégagée de toute entrave, et choisie par le peuple lui-même.

Toutes les autres combinaisons de balances et de contre-poids que Sieyès avait indiquées pour remplacer celles que garantit une élection populaire, furent rejetées; mais les débris du plan primitif furent habilement rapportés de manière à servir de degrés à Buonaparte, pour arriver jusqu'à un trône. Sieyès aurait voulu que son grand-électeur fût le gracieux couronnement de son édifice, semblable à une girouette dorée placée sur le haut d'un clocher : c'eût été un souverain sans pouvoir, un *roi fainéant* aidé de deux consuls faisant les fonctions de *maires du palais*. Buonaparte, au contraire, plaçait dans le chef de l'État tout le pouvoir exécutif et le droit exclusif de proposer les lois; les autres Consuls

n'étaient que de vains appendices, et pouvaient être facilement écartés.

Les attributions des autres autorités constitutionnelles étaient aussi réglées de façon à n'apporter aucune résistance effective au pouvoir illimité du Premier Consul. Les trois corps législatifs étaient, à proprement parler, des pensionnaires de l'État. Le Sénat, dont les délibérations étaient secrètes, le Corps Législatif, dont la bouche était comme bâillonnée, n'étaient nullement influencés par l'opinion publique et ne la dirigeaient pas d'avance. Le Tribunat conservait en quelque sorte la liberté des débats parlementaires, puisque ses séances étaient publiques; mais les cent individus qui composaient ce dernier corps étaient choisis par le Sénat et non par le peuple, qu'il était censé représenter par une division toute métaphysique, ainsi que l'on pourrait dire qu'un flacon de liqueur représente la gerbe de blé de laquelle on l'a extraite. Comment pouvait-on espérer que cent individus ainsi choisis auraient assez de courage et d'indépendance pour s'opposer à ce pouvoir supérieur par lequel toute la constitution devait être mise en mouvement comme par une machine à vapeur? Les tribuns pouvaient réfléchir qu'ils n'occupaient leurs places que pendant quatre ans, tandis que les sé-

nateurs étaient nommés à vie; ils devaient donc désirer d'être admis au Sénat; et cet avancement, ils ne pouvaient l'obtenir que par leur servile obéissance pendant l'épreuve du Tribunat. Cependant, quelque faible que fût l'autorité de ce corps, Buonaparte se montra jaloux de cette apparence de liberté. Ainsi, tout bien considéré, le Sénat, le Corps Législatif et le Tribunat n'étaient que trois tuyaux d'orgue qui, séparément ou ensemble, rendaient les sons qu'il plaisait au maître de leur faire exprimer.

L'esprit public des Français devait être bien abattu pour qu'un tel système de gouvernement arbitraire pût être adopté sans débat et sans contradiction. Quand on se rappelle la première période de la révolution en 1789, on s'étonne que dans l'espace de dix années la France ait été épuisée de cette espèce d'hommes que l'amour de la liberté exalta jusqu'à l'extravagance. La sûreté personnelle était devenue l'objet principal du plus grand nombre; ils ne voyaient pas de milieu entre une soumission entière à un chef militaire capable de les gouverner, et le retour à l'anarchie et à de nouveaux excès révolutionnaires.

Pendant les discussions du comité législatif présidé par Buonaparte, madame de Staël ex-

primait à un conventionnel ses alarmes sur la liberté. « Oh, madame, répondit-il, nous en sommes arrivés au point de ne plus songer à sauver les principes de la révolution, mais seulement les hommes qui l'ont faite. »

Cependant on fit quelques tentatives pour obtenir des modifications au pouvoir suprême du Premier Consul, ou du moins pour trouver un remède à l'abus qu'il en pourrait faire. Plusieurs membres du comité qui organisa la nouvelle constitution s'efforcèrent, dit-on, de persuader à Buonaparte qu'en prenant possession de la première magistrature, sans y être appelé par une élection préalable, il montrerait une ambition qui lui serait préjudiciable auprès du peuple; et en l'engageant à se contenter du poste éminent de généralissime, avec le droit de traiter avec les puissances étrangères, ils l'invitaient à partir pour se rendre sur les frontières et reprendre le cours de ses victoires. « Je resterai à Paris, répliqua Buonaparte en mordant ses ongles jusqu'au vif, ainsi qu'il avait coutume de le faire lorsqu'il était violemment agité; je resterai à Paris : je suis le Premier Consul. »

Chénier voulut parler en faveur de la doctrine de l'*absorption*, mais il fut à l'instant interrompu. « Je ne veux pas d'une telle momerie, dit Buonaparte; plutôt du sang jusqu'aux ge-

noux. [1] » Cette expression peut avoir été exagérée; mais il est certain qu'à la moindre tentative de contrarier ses désirs ou de restreindre son pouvoir, son mécontentement et sa menace de ne plus se mêler de rien, suffisaient pour réduire les opposans au silence. Le comité était dans cette difficile alternative, ou de se soumettre à ce chef inflexible, ou de plonger la patrie dans les horreurs d'une sanglante guerre civile. Le résultat de dix années signalées par tant de vertus et de crimes, le fruit de tant de sang répandu et de tant de trésors dissipés, tout fut perdu en un jour: ainsi, après avoir sacrifié ce que les hommes ont de plus précieux, en y comprenant les droits sacrés de l'humanité, pour obtenir la liberté de la nation, les Français, sans avoir joui pendant un seul jour d'une liberté raisonnable et des avantages qu'elle assure, redevenaient les sujets d'un gouvernement despotique exercé par un chef qui n'avait d'autre droit que celui de son épée. Quelques réflexions sur la conduite que pouvait ou devait tenir Buonaparte dans cette crise, trouvent naturellement ici leur place.

Nous ne devons point nous attendre, dans le cours de la vie ordinaire, à des miracles, pas

[1] *Mémoires de Fouché*, vol. 1, p. 104.

plus au moral qu'au physique. Il y a eu des hommes d'une telle élévation d'âme, qu'en servant leur pays ils n'ont eu d'autre ambition que la satisfaction de l'avoir fait; mais de tels hommes ont appartenu à des siècles moins corrompus que le nôtre : ils furent élevés dans des principes de patriotisme désintéressé qui n'appartenaient pas à la France, ou peut-être même à l'Europe dans le dix-huitième siècle. Nous tiendrons donc pour convenu que Buonaparte désirait, de manière ou d'autre, de trouver son propre avantage dans les services qu'il rendait à son pays, et que dans les motifs qui le faisaient agir le patriotisme se mêlait à l'ambition personnelle. Il ne reste plus qu'à considérer quelle était la meilleure manière d'atteindre l'un et l'autre objet.

La première alternative était le rétablissement de la République, sur un modèle meilleur et moins périssable que ceux qui avaient été successivement adoptés et abandonnés par les Français dans les différentes phases de la révolution. Mais Buonaparte s'était déjà prononcé contre cette forme de gouvernement, et paraissait intimement convaincu que les malheurs et les revers qu'on avait éprouvés, en essayant de faire de la France une véritable république, fournissaient une preuve irrécusable que la mo-

narchie était la forme de gouvernement qui lui était propre et naturelle. Ce point important une fois arrêté, il restait, premièrement, à choisir l'individu aux mains duquel on devait confier le pouvoir royal; et en second lieu, à considérer dans quelle proportion on pouvait mêler à ce pouvoir la garantie des libertés publiques et les défendre des envahissemens du prince.

Ayant rompu explicitement avec le parti républicain, Buonaparte pouvait, sans aucun doute, se réunir à ceux qui désiraient le retour des Bourbons : ce dernier parti formait alors la majorité des classes élevées. Le nom de l'ancienne dynastie aurait procuré de véritables avantages. La restauration aurait rétabli la paix en Europe et réconcilié en grande partie les Français divisés entre eux. Il n'y avait pas de doute sur la possibilité d'une contre-révolution; car ce qui a été fait en 1814 pouvait s'exécuter beaucoup plus aisément en 1799. Les anciennes idées seraient revenues avec les anciens noms, et en même temps on pouvait faire en sorte que le pouvoir du monarque rétabli fût limité autant qu'il était nécessaire pour protéger la liberté des sujets. Les principales puissances de l'Europe, si elles en avaient été requises, auraient très volontiers garanti au peuple

français telles institutions qu'on aurait crues propres à atteindre ce but.

Mais, outre qu'un tel état de choses eût empêché Buonaparte d'aspirer à de plus hautes récompenses que celles qu'on peut accorder à un sujet, les mêmes objections à la restauration de la famille des Bourbons dont nous avons parlé précédemment prévalurent encore cette fois. L'extrême confusion que devaient naturellement occasionner, d'une part, les réclamations des émigrés qui avaient quitté la France avec les sentimens et les préjugés que leur inspiraient leur naissance et leur rang dans la société; d'un autre côté, les prétentions d'un grand nombre de militaires et d'hommes d'État qui s'étaient élevés à de hauts emplois pendant la révolution; la jalousie inévitable entre ces derniers et ceux qui avaient partagé la mauvaise fortune du monarque pendant son exil; toutes ces causes réunies paraissaient de puissans obstacles à la restauration. La question des domaines nationaux serait demeurée aussi embarrassante qu'elle l'était auparavant; car si la vente de ces propriétés ne pouvait être annulée sans porter un coup funeste au crédit public, les Bourbons, une fois rétablis, ne pouvaient pas manquer d'insister pour qu'une indemnité fût accordée au clergé qui avait été dépouillé de ses biens à

cause de sa fidélité à son vœu religieux, et aux nobles, dont les biens avaient été vendus à cause de leur dévoûment au trône. On aurait aussi trouvé que dans l'armée une prévention générale contre les Bourbons avait survécu à son attachement à la République : si les soldats français pouvaient voir avec plaisir une couronne sur le front d'un de leurs chefs, ils n'auraient point consenti à la restauration d'une famille contre laquelle ils avaient long-temps porté les armes.

Toutes ces objections contre le rappel de l'ancienne dynastie étaient d'un grand poids, et Buonaparte put les juger insurmontables; surtout en considérant que si les Bourbons étaient frappés d'exclusion, la couronne de France avec un empire plus étendu et un pouvoir illimité, pouvait lui échoir. On ne saurait mettre en doute qu'en préférant le titre des Bourbons fondé sur le droit, au sien, qui n'était fondé que sur la force et l'opportunité des circonstances, Buonaparte aurait joué un rôle plus noble, plus généreux et plus désintéressé qu'en profitant de l'occasion pour établir son pouvoir; et de plus, philosophiquement parlant, un tel choix eût été plus sage et plus heureux. Mais, selon la manière d'agir et d'envisager les affaires dans ce monde, la tentation était immense, et

Buonaparte était, à quelques égards, dégagé des liens qui auraient retenu tel autre de ses contemporains et l'auraient empêché de se saisir de cette couronne qui semblait s'offrir à sa main. Quels que fussent les droits des Bourbons, considérés abstractivement, ils n'étaient pas tels qu'ils dussent convaincre immédiatement la conscience de Buonaparte [1]. Il n'était point entré dans sa carrière politique, il n'était même qu'un enfant, lorsque la voix générale du peuple français, ou du moins celle qui paraissait l'être, précipita du trône l'ancienne race de ses rois. Il avait jusque-là, pendant tout le cours de sa vie, servi le gouvernement *de fait*, et il était difficile d'exiger de lui tout à coup qu'il sacrifiât l'objet le plus élevé qui puisse tenter l'ambition d'un homme au droit abstrait du roi *de droit*. Il faut donc avouer franchement que si quelques âmes héroïques auraient pu, à sa place, en agir autrement la conduite de Buonaparte, profitant de l'élévation où l'avaient porté ses propres talens, était trop naturelle pour être censurée par quiconque prendra la peine de considérer toute l'étendue de la tentation, et reconnaîtra

[1] Buonaparte n'a pas manqué, en traitant cette question, de se prévaloir du mot de Fox, qui a déclaré qu'aucune restauration ne saurait être nationale ni durable. (*Édit.*)

au fond de son cœur combien il était difficile d'y résister.

Mais quoique nous admettions tout ce qui peut excuser Buonaparte d'avoir choisi le premier rôle du gouvernement, et que nous accordions même à ses admirateurs qu'il était nécessaire pour le bien de la France qu'il occupât la place de premier Consul, notre franchise ne peut aller plus loin. Nous ne pouvons, par exemple, sanctionner l'accumulation d'autorité qui concentra dans ses mains tous les pouvoirs de l'État, et priva, dès ce moment, le peuple français du moindre espoir de liberté et de la possibilité de se défendre contre la tyrannie. Il serait inutile de prétendre que les Français n'avaient pas encore appris à faire un bon usage de ces inappréciables priviléges dont on les dépouilla, ou qu'ils consentirent à abandonner ce qu'il n'était pas en leur pouvoir de défendre. C'est une triste apologie du vol que de dire que la personne dépouillée ne connaissait pas la valeur de la pierre précieuse qui lui a été dérobée; et c'est une mauvaise excuse pour le voleur, que d'avouer que sa victime était désarmée, couchée à terre, et qu'elle ne pouvait faire aucune résistance sans s'exposer à perdre la vie. En choisissant le poste de chef d'une monarchie régulière et limitée, Buonaparte aurait mieux

agi dans son propre intérêt qu'en préférant, comme il le fit, de devenir l'âme unique d'un monstrueux despotisme. La concession des priviléges d'un État libre, en même temps qu'elle aurait réuni les factions ennemies, aurait fixé l'attention de tous sur le chef du gouvernement, et l'aurait fait considérer comme leur bienfaiteur. Les droits constitutionnels réservés à la couronne auraient été respectés quand on se serait rappelé que la liberté du peuple avait été réglée sur des bases raisonnables, et ses priviléges reconnus par la libéralité du chef de l'État.

Ces restrictions à son pouvoir eussent été également profitables à son peuple et à lui-même. Si dans le cours de son règne il eût rencontré une opposition constitutionnelle à ses vastes projets de conquête, qui coûtèrent tant de sang et causèrent tant de ravages, il aurait eu à cette opposition la même obligation qu'aurait un homme, privé quelquefois de la raison, aux liens par lesquels on l'empêcherait, pendant ses accès, de faire du mal à personne. Si Buonaparte n'avait pas eu la facilité de faire la guerre quand il le trouvait bon, son esprit actif eût fait prospérer en France toutes les branches d'industrie : en ne se servant de son pouvoir que pour favoriser les intérêts de son pays,

il eût fait oublier l'illégalité de son titre; et, bien qu'il n'eût pas été l'héritier légitime du trône, il se serait ainsi montré l'un des princes les plus dignes d'y avoir été appelés. S'il y avait eu en France des Chambres libéralement instituées et qui eussent représenté franchement l'opinion nationale, si les droits du peuple eussent été respectés et garantis, l'occupation de l'Espagne, la guerre de Russie et le système prohibitif à l'égard de l'Angleterre n'auraient pas eu lieu. Instruite par les libres discussions de ses députés, la nation se fût opposée à des mesures violentes et fatales, assez à temps pour les prévenir. Enfin, avec un pouvoir moins absolu, Napoléon n'eût point été renversé du trône, une sage administration l'y eût maintenu en dépit de son titre, et il eût pu léguer à ses descendans la souveraineté de la France. La réputation qu'il eût laissée après lui n'aurait pu être surpassée que par celle d'un héros qui, après avoir rendu d'aussi éminens services à son pays, aurait refusé de satisfaire son ambition personnelle.

Enfin, il reste désormais gravé dans l'histoire comme erreur, aussi-bien que comme crime de Napoléon, qu'en abusant du pouvoir que la révolution du 18 brumaire jeta dans ses mains, il détruisit entièrement la liberté de la France,

ou, pour parler plus exactement, les chances qu'avait ce pays pour parvenir à un gouvernement constitutionnel. Napoléon pouvait être un prince patriote, il aima mieux être un despote usurpateur : il pouvait jouer le rôle de Washington, il préféra celui de Cromwell.

CHAPITRE VIII.

Mesures de Buonaparte pour consolider son pouvoir.—Succès qu'il obtient. — Causes de ce succès. — Cambacérès et Lebrun sont nommés Consuls. — Talleyrand reprend le portefeuille des affaires étrangères, et Fouché reste à la police : — leur caractère. — Autres ministres. — Changemens qui ont lieu afin de marquer le commencement d'une ère nouvelle. — Napoléon écrit personnellement au roi d'Angleterre. — Lord Grenville lui répond. — Les négociations pour la paix sont presque aussitôt rompues qu'entamées.—La guerre est portée en Italie et sur le Rhin. — Succès de Moreau. — Buonaparte blâme sa prudence. — Examen de ce reproche. — Le Premier Consul se décide à commander lui-même en Italie afin de ramener la victoire sous les drapeaux de la France. — Préparatifs de cette guerre.

Le gouvernement que Buonaparte avait formé des débris du plan de Sieyès, n'étant pas seulement monarchique, mais bien despotique, il devenait nécessaire que les fonctions administratives fussent remplies par des partisans du nouvel ordre de choses, et ce fut là ce dont Buonaparte s'occupa d'abord.

Pour se réserver plus sûrement le choix des individus appelés aux emplois, il éluda entièrement le principe d'après lequel Sieyès avait

proposé de former son corps législatif sur les listes d'éligibles qui devaient être dressées par les trois différentes classes que sa hiérarchie eût introduites dans le peuple français. Sans attendre que la nation eût désigné les hommes de son choix, Buonaparte, prenant pour seul guide sa volonté et celle de ses conseillers, les deux autres Consuls, qui n'en avaient pas d'autre que la sienne, nomma soixante sénateurs; ceux-ci nommèrent cent tribuns et trois cents législateurs. Les corps de l'État furent ainsi composés d'individus dont le choix émanait du gouvernement exécutif, tandis que, plus ou moins directement, il aurait dû être dicté par la volonté du peuple.

En usant des priviléges qu'il avait usurpés, le Premier Consul, ainsi que nous devons le nommer maintenant, montra une modération aussi adroite que conciliante. Son principal objet était d'éviter l'odieux de paraître ne devoir le poste éminent où il s'était placé qu'à sa réputation militaire. Il désirait, au contraire, rassembler autour de lui un parti; peu lui importait les opinions précédentes des individus, pourvu qu'elles fussent devenues favorables au nouveau système : ainsi qu'on voit un statuaire jeter dans ses fourneaux des fragmens de bronze de diverses configurations

pour en obtenir, par la fusion, un tout auquel il puisse donner la forme que son art lui destine.

Ce fut d'après ce plan que Napoléon dit à Sieyès, qui lui reprochait la nomination de Fouché : « Nous créons une ère nouvelle. De tout ce qui s'est passé, nous ne devons nous souvenir que de ce qui fut bon, et oublier ce qui fut mal. Le temps, l'habitude des affaires, l'expérience, ont rendu quelques hommes fort habiles, et ont modifié le caractère d'un plus grand nombre. » Ces paroles peuvent être regardées comme la clef de son système. Il oubliait ce qu'on avait pu être, pourvu qu'on fût ce qui convenait à son intérêt; et c'était ce qu'il se montrait porté à récompenser avec libéralité. Quelle qu'eût été la conduite politique ou privée d'un homme de talent, peu importait, il était sûr de parvenir à de hauts emplois, s'il donnait des gages d'une entière soumission. Cette amnistie du passé, cette perspective des récompenses, étaient singulièrement propres à agir vivement sur l'esprit public, qui ne désirait rien tant que le repos, et sur les individus que la révolution avait agités de tant de craintes et de tant d'espérances. Le gouvernement consulaire parut un refuge assuré à toutes les opinions et à tous les partis. La seule chose qu'on leur de-

mandât en échange, était de s'incliner et de rendre hommage à la divinité nouvelle.

Le système de Buonaparte était combiné avec tant d'art, que chaque classe y trouvait quelque chose de relatif à ses habitudes, à ses sentimens et à ses intérêts, pourvu qu'on fût déterminé à sacrifier la partie la plus essentielle de ses principes politiques. Ce système rendait aux Royalistes les formes monarchiques, une cour et un souverain; mais il leur fallait reconnaître ce souverain dans la personne de Buonaparte. Pour les ecclésiastiques, il ouvrait les portes des temples; il repoussait la persécution tyrannique des philosophes; il promettait l'établissement prochain d'une église nationale; mais, à côté de l'autel, il fallait placer l'image de Buonaparte. Le Jacobin encore teint du sang des massacres, était assuré contre la vengeance des aristocrates, que récemment encore il avait dû redouter; le régicide trouvait une garantie contre le retour des Bourbons; les acquéreurs de biens nationaux n'avaient plus à craindre qu'ils leur fussent enlevés; mais c'était sous la condition expresse que les ci-devant démocrates ne prononceraient plus les mots de *liberté* et d'*égalité;* il ne devait plus être question des principes qui avaient causé tant de forfaits et institué les

tribunaux révolutionnaires. Enfin, aux divers partis, Buonaparte premier consul offrait, aux mêmes conditions, les mêmes espérances. « Je vous donnerai toutes ces choses, si, fléchissant le genou, vous voulez m'adorer [1] ». Peu de temps après, il eut le pouvoir de mettre sous les yeux de ceux auxquels il présentait ce choix, cette tentation dans toute son étendue : c'est-à-dire tous les royaumes de la terre, sur lesquels il promettait de faire reconnaître la puissance de la France, pourvu qu'il fût salué comme le seul maître auquel on dût obéir, et presque le seul dieu que l'on dût adorer.

Ce système, qui cachait une profonde politique sous des apparences de générosité et d'idées libérales, fut favorablement accueilli par les Français, lorsqu'il fut soumis à un vain simulacre de vote populaire. L'esprit de nationalité s'était épuisé par les changemens, les souffrances, les guerres, les crimes, qui avaient rempli les années précédentes ; et, en France, comme dans tous les pays, les partis, fatigués par les secousses et les vicissitudes des guerres civiles, étaient dans cette situation où la tyrannie militaire devient une crise nécessaire et pro-

[1] L'auteur cite ici les termes de l'Évangile, dans la tentation de Jésus-Christ par Satan. (*Édit.*)

chaine. Les riches favorisèrent Buonaparte pour en être protégés; les pauvres, pour être secourus; les émigrés, en général, parce qu'ils désiraient rentrer en France; les hommes de la révolution, parce qu'ils avaient la crainte d'en être exclus; les hommes ardens et courageux se rallièrent à son drapeau dans l'espoir de la victoire; les hommes timides s'y réfugièrent pour assurer leur salut : si l'on ajoute à ceux-ci la multitude qui suit l'opinion des autres et prend toujours le chemin le plus frayé, on ne peut s'étonner que la révolution du 18 brumaire et toutes ses conséquences, aient reçu la sanction du peuple. La Constitution de l'an VIII, ou le gouvernement consulaire, fut approuvée par les suffrages de près de quatre millions de citoyens : aucun des systèmes précédens n'avait obtenu un assentiment aussi général. Ce vote, en lui-même, fut dérisoire, si l'on considère combien de constitutions avaient été de même acceptées et jurées en un court espace de temps. Ce nombre de suffrages, double de celui qu'obtinrent les Constitutions de 1793 et de l'an III, montra la supériorité populaire du système de Buonaparte.

Il faut ajouter, aux quatre millions de citoyens qui exprimèrent leur adhésion à la constitution consulaire, les milliers et les mil-

lions d'individus qui étaient ou totalement indifférens à telle ou telle forme de gouvernement, pourvu qu'ils y trouvassent paix et protection, ou bien qui étaient disposés, par habitude, à se soumettre au parti qui possédait le pouvoir, quoiqu'ils eussent préféré, dans leurs idées, d'autres chefs.

Telles étaient la nature et l'étendue des principes d'après lesquels Buonaparte choisit les membres de son gouvernement; il montra, dans ce choix, cette étonnante pénétration par laquelle, plus que personne, il savait reconnaître les sujets les plus capables de le servir, et les moyens de se les attacher. Ni les crimes ni les erreurs précédentes ne furent à ses yeux des motifs d'exclusion; et, dans plusieurs cas, l'alliance entre le Premier Consul et ses ministres aurait pu être comparée aux mariages contractés par les colons espagnols avec les malheureuses créatures, le rebut des cités, envoyées pour repeupler les colonies. « Je ne te demande pas, disait un boucanier à l'épouse qu'il avait choisie dans ces cargaisons du vice, quelle a été jusqu'ici ta conduite : mais dorénavant songe à m'être fidèle, ou ceci (lui montrant son mousquet) punira ton infidélité. »

Buonaparte choisit pour second et troisième consuls Cambacérès, légiste du partis des Mo-

rés, et Lebrun, l'un des anciens collaborateurs du chancelier Maupeou. Cambacérès fut employé par le Premier Consul à lui servir d'organe dans ses communications avec les Révolutionnaires, pendant que Lebrun lui rendait de semblables services auprès des Royalistes ; et quoique, ainsi que l'observe madame de Staël, ils prêchassent, chacun de leur côté, des sermons très différens sur le même texte, tous les deux réussirent à détacher plusieurs individus de leurs factions respectives et à les réunir au parti du gouvernement, qui se trouva ainsi composé de déserteurs des partis extrêmes. Ce tiers-parti devint bientôt si nombreux, que Buonaparte n'eut plus besoin du système de *bascule*, seul moyen par lequel les Directeurs avaient pu se maintenir au pouvoir.

Dans la composition du ministère, Buonaparte agit de la même manière, choisissant et s'appropriant les hommes le plus distingués par leurs talens, sans s'informer de leur conduite précédente. Deux d'entre eux, Talleyrand et Fouché, étaient particulièrement remarquables par leur habileté et leur expérience. Le premier, homme d'une grande naissance, et autrefois évêque d'Autun, malgré le haut rang qu'il tenait dans l'État et dans l'Église, avait été fortement engagé dans la révolution. Inscrit

sur la liste des émigrés, il en fut rayé à l'époque de l'établissement du gouvernement directorial, sous lequel il fut nommé ministre des affaires étrangères. Il donna sa démission quelques mois avant le 18 brumaire, et Buonaparte, le trouvant brouillé avec les Directeurs, passa volontiers sur quelques griefs qu'il avait contre lui, et ne manqua pas d'attacher à son service un politique souple et adroit, et un ministre plein d'expérience. Aimant, dit-on, beaucoup les plaisirs, nullement indifférent à ses intérêts personnels, point trop gêné par ses principes, mais peut-être sans égal du côté de l'esprit, Talleyrand reprit sa place aux affaires étrangères après un court intervalle, nécessaire pour laisser oublier au public la part qu'il avait eue au scandaleux traité négocié avec les commissaires américains ; et pendant long-temps il fut l'un des plus intimes conseillers de Buonaparte.

Si le caractère de Talleyrand ne portait guère le cachet des vertus publiques et d'une inflexible moralité, celui de Fouché offrait de bien plus sombres couleurs encore. Il avait trempé dans quelques uns des actes les plus horribles du règne de la terreur. On trouve son nom parmi ceux des agens des crimes les plus atroces de cette malheureuse époque. On assure que, pen-

dant le règne du Directoire, il avait profité du péculat alors universel, et amassé aussi beaucoup d'argent par l'agiotage dans les fonds publics. Pour compenser le mauvais effet que devait produire le choix d'un ministre entaché de perfidie, de vénalité et de froide insensibilité, Fouché apportait au service de Buonaparte un dévoûment absolu, et qui ne devait changer qu'au jour où sa fortune changerait. Il apportait aussi la plus parfaite expérience de toutes les armes révolutionnaires, et la connaissance personnelle des agens propres à les manier. Il avait conduit le département de la police sous l'administration de Barras; ce qui lui avait fourni l'occasion de savoir, mieux qu'aucun homme en France, la situation des divers partis, le but qu'ils se proposaient, les moyens par lesquels ils espéraient y parvenir, le caractère des chefs, et comment on pouvait les gagner ou les intimider. Formidable par sa grande habitude des ressorts révolutionnaires, et par l'adresse avec laquelle il savait les mettre en mouvement ou les retenir, Fouché, dans la dernière période de sa vie, montra une sorte de sagesse qui suppléa à son manque de moralité et de bonté naturelle.

Aimant la richesse et le pouvoir, ce n'était pas un homme de passions ardentes ou d'un es-

prit vindicatif; et, quoiqu'il n'y eût dans sa nature aucune disposition qui l'empêchât de prendre part aux grands crimes que la politique de l'État peut souvent exiger sous un gouvernement arbitraire, il avait cependant une prudente aversion du mal inutile ; il caractérisait lui-même son principe d'action, en disant qu'il faisait le moins de mal qu'il pouvait [1]. Dans son mystérieux et terrible emploi de chef de la police, il eut souvent l'occasion et les moyens d'accorder des faveurs, ou de traiter avec douceur des individus dont il se concilia la confiance, tandis qu'on attribuait à la nécessité les mesures rigoureuses dont il était l'instrument. En suivant ces principes de modération, il parvint à la fin à se faire une réputation opposée à celle d'un membre du comité révolutionnaire; il avait l'air d'être plutôt un serviteur timide, et d'ailleurs bienveillant, qui, en exécutant les ordres de son maître, désirait atténuer, autant que possible, leur effet sur les individus. D'après cela, il n'est pas étonnant que, quoique Sieyès fût opposé à Fouché, à cause de son manque de principes, et Talleyrand, par jalousie et par un sentiment d'inimitié personnelle,

[1] L'auteur va ajouter que Fouché fit aussi beaucoup de bien. (*Édit.*)

Napoléon ait conservé au ministère de la police celui qui, le premier, l'avait si bien organisé.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans autant de détails sur les autres ministres. Cambacérès resta à la justice : et ce poste convenait à ses talens. Le célèbre mathématicien Laplace fut nommé au ministère de l'intérieur, pour lequel, suivant le dire de Buonaparte, il n'était nullement propre. Berthier, ainsi que nous l'avons déjà vu, occupa le département de la guerre, et fut, peu de temps après, remplacé par Carnot. Gaudin administrait les finances avec talent. Forfait, savant ingénieur maritime, remplaça Bourdon dans la marine, département en bien mauvais état, sinon tout-à-fait désespéré. La nouvelle constitution ayant été adoptée par la nation, et les diverses branches du pouvoir réparties avec discernement parmi les individus les plus capables, on s'occupa des changemens qui paraissaient être encore nécessaires pour mieux fixer l'ère nouvelle qui allait commencer, et dans laquelle on ne devait plus retrouver de trace des anciens préjugés, ni des fautes passées.

Nous avons déjà dit que l'un des premiers actes du gouvernement provisoire avait été de

modifier le serment national, et d'en généraliser les expressions, de façon qu'il ne se rapportât plus seulement à la Constitution de l'an III, mais qu'il pût s'appliquer soit à celle que l'on rédigeait alors, soit à toute autre présentée par le même chef. Deux des altérations les plus importantes qu'on fit à la constitution passèrent sans qu'on y fît presque attention, tant l'esprit républicain était abattu ; elles annonçaient les grands changemens qui allaient avoir lieu, et que la république consulaire allait bientôt adopter le nom de monarchie, comme elle en avait déjà l'essence. Cependant, trois mois s'étaient à peine écoulés depuis que le président du Directoire avait dit au peuple, le jour de l'anniversaire de la prise de la Bastille : « La royauté est à jamais anéantie ; elle ne peut plus renaître parmi nous : nous ne verrons plus des hommes se vanter de tenir leur droit de Dieu même, afin d'opprimer la terre en toute liberté, et considérer la France comme leur patrimoine, les Français comme leurs esclaves, et les lois comme l'expression de leur volonté et de leur bon plaisir. » Mais, déjà en contradiction avec cette déclamation, on annulait le serment national qui exprimait la haine de la royauté, sous prétexte que la République étant généralement

reconnue, la nation n'avait plus besoin de conserver, dans ses actes, la garantie de cette protestation.

Ce fut dans le même temps que la fête instituée pour la commémoration du supplice de Louis XVI fut formellement abolie. Buonaparte, en évitant de prononcer son opinion sur cet acte, sous les rapports de la justice, de la politique et de l'utilité publique, déclara que, dans tous les cas, il ne pouvait être considéré que comme une calamité nationale, et que, par conséquent, dans le sens moral et politique, ce n'était point un anniversaire qu'on dût célébrer par des fêtes. On rapporta aussi, dans ce même temps, une réponse de Buonaparte s'adressant à Sieyès, et qui, quoique peut-être inventée à plaisir, fut généralement supposée l'expression de ses vrais sentimens. Sieyès avait parlé de Louis XVI en se servant du terme obligé de tyran : « Ce n'était pas un tyran, répliqua Buonaparte; s'il l'eût été, je serais encore un simple officier d'artillerie; et vous, monsieur l'abbé, vous diriez encore la messe. »

Un troisième indice d'un changement prochain, ou plutôt du retour à l'ancienne forme de gouvernement sous un chef différent, fut la translation de la résidence du Premier Consul

du palais du Luxembourg, qu'avaient occupé les Directeurs, à celui des Tuileries. Madame de Staël fut témoin de l'entrée de ce soldat heureux dans la résidence royale des Bourbons. Il était déjà entouré d'une foule de vassaux empressés à lui présenter l'hommage que les habitans de ce magnifique palais avaient si long-temps réclamé comme un devoir, qu'il semblait inhérent aux lieux mêmes, et appartenir de droit au nouvel hôte. Le fracas avec lequel les portes lui furent ouvertes semblait exprimer l'importance de l'événement : mais le héros de la scène, en montant le grand escalier, suivi d'un groupe de courtisans, parut regarder avec indifférence tout ce qui était autour de lui ; ses traits n'exprimaient qu'une froide distraction et le mépris des hommes. [1]

Les premières mesures du gouvernement de Buonaparte, et tout ce qu'on se promettait de son influence, avaient déjà contribué à rétablir la tranquillité publique ; mais il sentait fort bien qu'il y avait beaucoup plus à faire pour la rendre permanente ; que les relations de la France avec l'Europe réclamaient ses soins, et que les Français attendaient de lui, ou la con-

[1] *Voyez* un tableau piquant de cette scène, dans les *Considérations sur la Révolution française*, tome II. (*Edit.*)

clusion d'une paix honorable, ou qu'il ramenât la victoire sous leurs drapeaux. Il était aussi nécessaire de faire d'abord de premières ouvertures pour la paix, afin que, si elles n'étaient point accueillies, l'esprit national fût plus facilement excité à reprendre les hostilités avec une nouvelle énergie.

Jusqu'alors, avant de faire un traité, il était d'usage, dans la diplomatie, de faire sonder les dispositions de l'ennemi par des agens obscurs et non accrédités, afin que le parti qui avait l'intention de faire des propositions ne fût point exposé à des réponses hautaines et insultantes, et que le désir de la paix ne fût point interprété comme une concession de la faiblesse. Buonaparte passa tout d'un coup à l'extrémité opposée; il écrivit directement au roi d'Angleterre. Cette lettre, comme celle qu'il avait adressée à l'archiduc Charles pendant la campagne de 1797, prouvait que Buonaparte dédaignait, par une affectation de supériorité, les formes ordinaires de la diplomatie, et qu'il prétendait que son caractère le dispensait des règles qui ne pouvaient être imposées qu'à des hommes ordinaires. Mais cette manière d'entrer en négociation était peu convenable, mal calculée, et peu propre à inspirer la confiance dans la sincérité de son désir de la paix;

il aurait dû connaître assez l'autorité constitutionnelle du monarque auquel il s'adressait, pour être certain que Georges III ne voudrait et ne pourrait contracter personnellement aucun engagement, et qu'il ne devait agir que par le conseil des ministres, dont la responsabilité était sa garantie envers la nation. Les termes de la lettre faisaient valoir, comme de coutume, les avantages de la paix, et insistaient sur la convenance de son rétablissement. Ces propositions, considérées dans un sens abstrait, ne pouvaient être contestées; mais elles sont susceptibles d'être vivement discutées, quand on les accompagne de conditions déraisonnables et inadmissibles.

La réponse, transmise par lord Grenville, dans les formes diplomatiques, au ministre des affaires étrangères, appuyait sur les agressions de la France, et déclarait que la restauration des Bourbons aurait été la meilleure garantie de la sincérité du désir de la paix; mais l'Angleterre déclinait tout droit d'intervention dans l'arrangement des affaires intérieures de la France. Quelques avances furent faites pour parvenir à une pacification; et il est probable que l'Angleterre aurait obtenu, à cette époque, les mêmes conditions, ou de plus favorables encore que celles qu'elle obtint par le traité d'Amiens.

On peut ajouter que les principes modérés du gouvernement consulaire, alors dans son enfance et encore mal assuré, devaient nécessairement porter Buonaparte à faire des sacrifices auxquels, lorsque ses armées furent triomphantes et son pouvoir affermi, il ne voulut plus condescendre. Mais la possession de l'Égypte, sur laquelle Buonaparte devait naturellement insister, ne fût-ce que pour sa propre renommée, devait être une difficulté insurmontable. La conjoncture paraissait aux ministres anglais très favorable pour continuer leurs opérations de guerre. L'Italie était reconquise, et l'armée autrichienne, forte de cent quarante mille hommes, menaçait la Savoie, et faisait des démonstrations hostiles sur le Rhin. L'échec éprouvé par Buonaparte devant Saint-Jean-d'Acre, prouvait qu'il n'était pas invincible. Les exploits de Suwarow et ses succès sur les Français étaient récens et décisifs. La situation intérieure de la France était parfaitement connue; et bien que l'heureux général se fût assis sur le trône qu'il avait trouvé vacant, et qu'il tînt entre ses mains le pouvoir suprême, cependant les objections que les Royalistes et les Républicains opposaient, les uns à sa personne et à son titre, et les autres à sa forme de gouvernement, ne pouvaient man-

quer de paralyser ses moyens et de nuire à son influence.

La négociation fut définitivement rompue, sous le prétexte qu'il y avait de fortes raisons pour suspecter la bonne foi de Buonaparte, et que même, en supposant qu'il fût sincère, il y avait lieu de douter de la stabilité d'un pouvoir si précipitamment reconnu, et qui paraissait renfermer en lui-même le principe de sa destruction. On a pu différer d'opinion sur la sincérité de Buonaparte dans cette négociation, mais non sur la joie qu'il éprouva du refus de ses propositions : le cri de guerre était toujours doux à son oreille, puisqu'il lui annonçait le mouvement et la victoire. Il avait été offensé aussi de l'allusion faite aux droits légitimes des Bourbons, et il laissa percer son ressentiment dans le *Moniteur,* par l'insertion d'une pasquinade. Une lettre, supposée écrite par un descendant de la famille des Stuarts, félicitait le roi d'Angleterre de son accession au dogme de la légitimité, et le sommait de faire l'application de ses principes, en abdiquant sa couronne, en faveur de l'héritier direct.

La situation extérieure de la France, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, s'était beaucoup améliorée par les conséquences de la bataille de Zurich et par les victoires de Moreau.

La rupture qui survint entre les empereurs d'Autriche et de Russie fut, pour la République, un avantage plus grand encore. Paul, d'un caractère naturellement indécis, s'était offensé que les Autrichiens n'eussent pas soutenu les mouvemens des généraux Korsakow et Suwarow, et les eussent ainsi exposés à être battus. Il rappela son armée, si remarquable par sa bravoure et l'habileté de son général. Le courage et la fermeté des Autrichiens ne furent point ébranlés par cette défection : les derniers succès du général autrichien Mélas les encouragèrent à redoubler d'efforts pour balancer la perte d'un si puissant allié.

C'était en Italie qu'ils avaient envoyé leurs principales forces, et c'était sur la frontière italienne surtout qu'ils faisaient les plus grands préparatifs. Ils avaient résolu d'attaquer Gênes, de réduire cette place, à l'aide d'une escadre anglaise qui devait bloquer le port, et de là de traverser le Var pour entrer en Provence, où ils savaient devoir rencontrer un fort parti de Royalistes prêts à prendre les armes sous les ordres du général Willot, officier émigré. On disait que Pichegru, qui était parvenu à s'échapper de la Guyane, et réfugié en Angleterre, devait être le chef de cette insurrection.

Afin de mettre ce plan à exécution, cent qua-



rante mille hommes furent confiés au commandement de Mélas. Cette armée devait prendre ses quartiers d'hiver dans les plaines du Piémont, et n'attendait que l'approche du printemps pour commencer ses opérations.

Quarante mille hommes de troupes françaises, seuls restes de l'armée qui avait été battue, à plusieurs reprises, par Suwarow, occupaient le pays entre le Var et Gênes. Ce territoire n'offrait point de ressources, et la croisière anglaise ne permettait pas qu'aucun bâtiment chargé de vivres s'approchât de la côte. La détresse était grande, et le découragement se répandit dans l'armée; des corps presque entiers abandonnaient leurs positions et rentraient en France, tambour battant et enseignes déployées. Une proclamation de Buonaparte suffit presque seule pour arrêter ces désordres. Il rappelait aux soldats, et particulièrement aux divers corps qui s'étaient distingués sous ses ordres pendant les premières campagnes d'Italie, la confiance qu'il avait mise en eux : les soldats débandés revinrent à leur poste, ainsi que l'on dit que les chevaux de bataille se rallient et forment leurs rangs au premier son de la trompette. Masséna, l'un des meilleurs généraux français, et surtout très habile à conduire la guerre de montagnes, avait le commandement

de l'armée d'Italie, et Buonaparte résolut de le soutenir, et de s'y rendre avec une nouvelle armée, qu'il forma sous la dénomination d'*armée de réserve*.

Les Français avaient, sur le Rhin, le même avantage que Mélas avait eu en Italie sur Masséna. Moreau y commandait une armée considérable, à laquelle s'étaient réunis un fort détachement de l'armée du général Brune, qui n'était plus nécessaire pour protéger la Hollande, et l'armée d'Helvétie, devenue inutile pour la défense de la Suisse, après la défaite de Korsakow. En donnant à Moreau le commandement de cette belle armée, le Premier Consul se montra supérieur à cette basse jalousie qui aurait pu dissuader une âme commune de confier à un rival dont l'habileté militaire était souvent comparée à la sienne, une telle occasion de se distinguer. Mais Buonaparte, dans cette circonstance comme dans toute autre, au risque de rencontrer des rivaux redoutables, préféra employer au service public les hommes de talent, et particulièrement ceux qui se faisaient remarquer dans la carrière des armes. Il avait en lui-même une juste confiance qui l'empêchait de craindre qu'il pût perdre sa supériorité, et il se fiait assez à l'influence de la discipline et à cet amour de leur état naturel aux

militaires, pour être convaincu que les généraux ne refusent jamais d'accepter un commandement, même sous une administration qu'ils désapprouvent. C'est ainsi qu'il fit servir à ses projets des hommes opposés au Consulat et attachés aux formes républicaines : tels furent Masséna, Brune, Jourdan, Lecourbe et Championnet. Il eut soin toutefois de leur donner de nouvelles destinations, de changer les commandemens qui leur étaient confiés, et de rompre ainsi toutes les combinaisons et toutes les liaisons qu'ils pouvaient avoir contractées pour opérer quelque révolution nouvelle dans les formes du gouvernement.

Les forces confiées à Moreau étaient bien supérieures en nombre à celles de Kray, général autrichien qui commandait sur le Rhin: Moreau avait reçu l'ordre de reprendre l'offensive. Excellent officier, mais prudent dans sa tactique, Moreau s'étonna du plan de campagne tracé par Buonaparte. Ce plan lui ordonnait de passer le Rhin à Schaffhausen, de marcher sur Ulm avec toutes ses troupes, et de se placer ainsi sur les derrières de l'armée autrichienne. C'était une de ces manœuvres qui conduisent à de grandes victoires ou à de grands revers, et que Buonaparte se plaisait à concevoir, mais dont l'exécution, exigeant presque toujours le sacrifice

d'un grand nombre de soldats, faisait dire à ceux qui ne l'aimaient pas, que c'était un général à dix mille hommes par jour. De telles entreprises sont comme les coups hardis en escrime. Elles doivent être exécutées avec une résolution aussi ferme que celle qui les a fait imaginer; et tous les généraux de Buonaparte ne pouvaient pas également bien réaliser ses grandes combinaisons de tactique, excepté sous ses ordres immédiats.

Moreau suivit un plan tout différent de celui qui lui avait été tracé pour l'invasion du territoire autrichien : il y eut des marches, des contre-marches, des combats disputés, dans lesquels, malgré la force supérieure des Français, le général Kray, vaillamment secondé par l'archiduc Ferdinand, se défendit avec la plus grande bravoure.

Buonaparte a blâmé Moreau de son hésitation et de sa timidité à poursuivre les avantages qu'il avait obtenus. Cependant, devant un juge moins sévère et peut-être moins partial, les succès de Moreau devaient paraître satisfaisans, puisque, ayant passé le Rhin à la fin d'avril, il avait, dès le 15 juillet, porté son quartier-général à Augsbourg, et se trouvait en état, soit de coopérer avec l'armée d'Italie, soit de pénétrer plus avant dans les États autrichiens. On ne doit pas oublier que Moreau eut toujours en vue,

pendant cette campagne, de protéger les opérations de Buonaparte en Italie, et de prévenir le danger qui eût menacé ce général dans sa téméraire invasion du Milanais, si le général Kray se fût ouvert une communication avec l'armée autrichienne qui agissait en Italie, et lui eût envoyé des renforts.

On doit aussi remarquer, en rapprochant ces deux généraux, que le trait distinctif de Buonaparte était l'audace, comme celui de Moreau était la prudence ; et il est assez ordinaire, lors même qu'il n'y a pas d'autres motifs entre deux rivaux pour se rabaisser, de voir le plus hardi traiter le plus prudent de timide, et le plus prudent traiter l'autre de téméraire.

Il ne nous appartient pas de décider entre des hommes aussi remarquables; ayant seulement indiqué le parallèle, nous laisserons Moreau à Augsbourg, où il traita d'un armistice avec le général Kray, par suite de celui que Buonaparte conclut après la bataille de Marengo. Toutefois nous devons convenir avec justice que cette campagne de Moreau fut, en définitive, couronnée par le succès, quels qu'eussent été les moyens employés pour l'obtenir; et si on considère que sa manœuvre avait un double but, et qu'elle assurait les opérations du Premier Consul, en même temps que les siennes,

on peut douter que Buonaparte eût été satisfait que Moreau eût agi d'une manière moins circonspecte, et hasardé des mesures dont la conséquence chanceuse aurait été, de remporter de plus brillans avantages sur le Rhin, ou d'y essuyer des revers, qui eussent entraîné la ruine de l'armée d'Italie et celle de Moreau lui-même. Il devait nécessairement y avoir une très grande différence entre le rôle que pouvait jouer Moreau, agissant comme auxiliaire de Buonaparte (auquel, ainsi qu'on le verra bientôt, il envoya un renfort de quinze ou vingt mille hommes), et celui que cet audacieux génie eût jugé plus convenable pour lui-même. Le général en chef peut beaucoup entreprendre sur sa propre responsabilité; mais ceux qui lui sont subordonnés ne peuvent rien hasarder, car tous leurs mouvemens doivent être réglés par le plan de campagne.

Nous revenons aux opérations de Buonaparte pendant l'une de ses campagnes les plus importantes, et qui ajoutait, si cela était encore possible, à la réputation militaire qu'il s'était déjà acquise.

En confiant à Moreau le commandement de l'armée du Rhin, le Premier Consul s'était réservé la glorieuse tâche de ramener la victoire sous les drapeaux français, sur le même théâtre où il avait cueilli ses premiers lauriers. Son plan

de campagne commençait, comme en 1795, par un passage des Alpes aussi audacieux qu'inattendu, mais cette fois dans une direction différente. L'ancienne opération avait cela de commun avec celle-ci, que les Autrichiens menaçaient Gênes; avec cette différence cependant qu'en 1800 c'était par le Col de Tende et la frontière italienne, au lieu qu'en 1795 les ennemis étaient en possession des montagnes au-dessus de Gênes. La Suisse, dont le territoire était autrefois neutre, et ne permettait le passage à aucune armée, était maintenant ouverte aux marches des troupes de la République, comme si c'eût été une province française, et Buonaparte résolut de profiter de cet avantage. Il savait que les Autrichiens voulaient prendre Gênes et entrer en Provence; il résolut de faire passer son armée de réserve à travers les Alpes, sur le point le plus difficile, de descendre en Italie, et de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne, afin de couper ses communications, de se rendre maître de ses magasins, de son artillerie, de ses hôpitaux; de renfermer les Autrichiens entre l'armée de réserve qu'il commandait et celle de Masséna, et de les forcer ainsi à recevoir le combat dans une position telle, que la défaite était pour eux une entière destruction. Pour

exécuter ce mouvement hardi, il fallait faire passer toute une armée par des chemins dangereux, même pour des voyageurs ordinaires, par des sentiers étroits et presque à pic, et où un seul homme pourrait plutôt tenir pied que dix à la fois se frayer un chemin ; il fallait démonter pièce à pièce l'artillerie. Les munitions et les bagages occasionnèrent des difficultés incroyables pour être transportés sur ces rochers bordés de profonds précipices, et où l'on ne pouvait se servir de chevaux. On fut forcé aussi de faire suivre l'armée par les provisions qui lui étaient nécessaires : le pays dans lequel elle allait entrer était pauvre, habité d'ailleurs par un peuple qui avait tout lieu de se montrer hostile envers la France, et que l'on devait s'attendre à trouver prêt à se prévaloir des circonstances pour se venger de ses agresseurs.

Le plus grand secret pouvait seul assurer la réussite de cette marche hardie : Buonaparte eut recours à un singulier moyen pour tromper l'ennemi et lui faire prendre le change sur ses projets. Des ordres, des décrets, des proclamations, servirent à donner autant de publicité que possible au dessein que Napoléon voulait qu'on lui supposât de prendre le commandement d'une armée de réserve qui devait se former et se réunir à Dijon. On fit beaucoup

d'étalage des troupes qu'on envoya dans cette ville, quoique leur nombre ne s'élevât pas à plus de six ou sept mille hommes. Ces troupes, ainsi que le rapportèrent des espions payés par l'Autriche, étaient composées de conscrits ou de vétérans hors d'état de servir. On fit en Allemagne des caricatures qui représentaient le Premier Consul passant en revue un corps de jeunes enfans et d'invalides qu'on nommait ironiquement *son armée de réserve*. Lorsque ce corps d'armée fut passé en revue par le Premier Consul, avec beaucoup de pompe et de cérémonie, on crut que Buonaparte voulait, par cette vaine démonstration, empêcher les Autrichiens d'attaquer Gênes : ainsi, sa véritable pensée ne fut point devinée. Les agens de police firent circuler secrètement des bulletins, que les Royalistes étaient censés répandre, pour prouver que l'armée de réserve n'avait jamais existé, et pour diriger l'attention sur tout autre point que celui sur lequel Buonaparte voulait porter ses forces.

La pacification des provinces de l'Ouest avait mis à la disposition du Premier Consul un grand nombre d'excellens soldats qui avaient été envoyés contre les Chouans : la tranquillité qui régnait dans Paris avait permis de faire partir de cette capitale plusieurs régimens. De nou-

velles levées furent faites avec la plus grande célérité : les divisions de l'armée de réserve s'organisèrent chacune de son côté ; enfin, on indiqua plusieurs points de rendez-vous d'où les différens corps pouvaient facilement se réunir au premier signal qu'ils recevraient pour commencer les opérations.

CHAPITRE IX.

Le Premier Consul quitte Paris le 6 mai 1800. — Il a une entrevue avec Necker à Genève, le 8. — Il arrive à Lausanne le 13. — Plusieurs corps se disposent à passer les Alpes. — Napoléon, à la tête de son corps d'armée, arrive le 15 et franchit le mont Saint-Bernard. — Difficulté de cette marche. — Le 16, l'avant-garde prend possession d'Aoste. — Obstacles que présente la forteresse de Bard. — La ville est prise, Buonaparte y fait passer son artillerie quoique sous le feu de l'ennemi; — l'infanterie et la cavalerie passent sur l'Albaredo. — Lannes emporte Ivrée. — Récapitulation. — Opérations du général autrichien Mélas. — Dès le commencement de la campagne il s'avance sur Gênes. — Combats livrés entre les Autrichiens et les Français. — Lord Keith bloque Gênes au mois de mars. — Mélas est forcé de laisser au général Ott le soin de continuer le siége de cette ville. — Il entre à Nice. — La nouvelle du passage du mont Saint-Bernard par l'armée française le rappelle en Italie. — Gênes se rend aux Autrichiens. — Buonaparte entre à Milan. — Bataille de Montebello, et victoire des Français. — Desaix rejoint le Premier Consul le 11 juin. — Bataille de Marengo, le 14. — Mort de Desaix. — Capitulation, signée le 15, par laquelle Gênes et d'autres villes sont rendues aux Français. — Napoléon revient à Paris le 2 juillet; il est reçu avec toutes les acclamations dues à un illustre vainqueur.

Jaloux de relever les destinées de la France, désormais unies avec les siennes, le Premier Consul quitta Paris, le 6 mai de l'année 1800,

pour se rendre à Dijon, où il devait passer en revue un corps de réserve : il y arriva le 7; le 8 il était à Genève. Il eut, dans cette dernière ville, une entrevue avec le célèbre financier Necker. On dirait qu'il devait y avoir toujours quelque mésintelligence entre Buonaparte et les membres de cette famille distinguée par ses talens [1]. Madame de Staël croit que Napoléon s'expliqua avec confiance sur ses projets; mais, suivant Napoléon, Necker s'attendait à être appelé au ministère des finances, et ils se séparèrent avec indifférence, pour ne pas dire avec un sentiment d'éloignement mutuel. Napoléon eut une conversation plus intéressante avec le général Marescot, qui avait été chargé de reconnaître le Saint-Bernard, et qui l'avait gravi jusqu'au couvent des Chartreux. « Le chemin est-il praticable? dit Buonaparte. — Il est très difficile, mâis on y peut passer, répliqua Marescot.—Eh bien ! partons », dit Napoléon; et tout fut disposé pour cette marche extraordinaire.

Buonaparte arriva le 13 à Lausanne, où il

[1] *Accomplished family. Accomplishment* en anglais, signifie *talent :* mais le traducteur aurait pu traduire *famille accomplie* sans s'éloigner beaucoup de l'idée de Walter Scott, à qui nous avons entendu exprimer la plus haute estime pour la famille de Staël. (*Édit.*)

joignit l'avant-garde de sa véritable armée de réserve : ce corps était composé de six régimens sous les ordres du célèbre Lannes. Ces régimens, ainsi que les autres corps destinés à cette expédition, avaient fait des marches forcées pour venir de leurs cantonnemens se réunir sur ce point. Carnot, ministre de la guerre, attendait Buonaparte à Lausanne pour lui annoncer que quinze ou vingt mille hommes détachés de l'armée de Moreau, descendaient en Italie par le Saint-Gothard pour former l'aile gauche de l'armée de réserve. Toutes ces troupes étaient nominalement sous le commandement de Berthier, mais le Premier Consul en était le véritable général en chef. Buonaparte n'en avait pas pris le titre, par égard pour la constitution, qui défendait que le Premier Consul commandât en personne. Il commençait déjà à éluder cette défense, et il la mit bientôt tout-à-fait de côté, pensant avec raison que le nom et l'autorité de généralissime lui convenaient beaucoup mieux qu'à tout autre; car bien qu'il possédât un titre supérieur, celui de généralissime exprimait le mieux son pouvoir. L'armée pouvait s'élever à soixante mille hommes, mais un tiers de conscrits.

Du 15 au 18 mai toutes les colonnes de l'armée française se mirent en mouvement pour

traverser les Alpes. Le général Thureau, à la tête d'un corps de cinq mille hommes, dirigea sa marche par le mont Cénis sur Exilles et Suze. Une autre division égale en nombre, commandée par le général Chabran, prit la route du petit Saint-Bernard. Buonaparte quitta Lausanne le 15, et se porta de sa personne avec le gros de son armée au petit village de Saint-Pierre, où finit ce qui peut ressembler à un chemin praticable. Une montagne immense et en apparence inaccessible dresse sa tête couverte de glaces éternelles au milieu de cette scène de désolation. On n'aperçoit plus que des précipices, des glaciers, des ravins et une étendue considérable de neige menaçante que le moindre vent convertit en avalanches capables d'ensevelir des armées entières par leur chute. L'accès de ces lieux paraît impossible à tout être vivant, si ce n'est peut-être aux chamois et au chasseur non moins sauvage qui les poursuit. Cependant pas à pas, et homme à homme, les soldats français parvinrent à franchir cette barrière formidable que la nature a vainement placée pour arrêter l'ambition humaine. L'aspect de la vallée appelée la *Vallée de la Désolation*, où l'on n'aperçoit que le ciel et une vaste étendue de neige, n'inspira aucune terreur au Premier Consul et à son armée. Les Français

passèrent par des chemins où jusqu'alors les chasseurs seuls et quelques voyageurs hardis osaient se risquer. L'infanterie, chargée de ses armes et de ses bagages, avançait difficilement, et les cavaliers conduisaient plus péniblement encore leurs chevaux. La musique était, comme à l'ordinaire, en tête des régimens, et jouait par intervalles; lorsque le passage devenait plus difficile, les tambours battaient la charge, comme pour encourager les soldats à braver la nature elle-même. L'artillerie, sans laquelle on ne pouvait rien entreprendre, avait été démontée et introduite dans des arbres creusés exprès. Chaque pièce était traînée par cent hommes, et les troupes se faisant un point d'honneur d'emmener leurs canons, remplirent cette tâche pénible, non seulement avec gaîté, mais avec enthousiasme. Les affûts, les équipages furent démontés et portés à dos de mulet, ou confiés aux soldats qui les faisaient avancer avec des leviers, et se relevaient l'un l'autre; les munitions furent transportées de la même manière. Pendant qu'une moitié des soldats étaient occupés ainsi, les autres marchaient avec les fusils, les cartouches, les havresacs et les provisions de leurs camarades, outre leur propre bagage. On évalua que chaque homme, ainsi chargé, portait un poids de

soixante à soixante-dix livres; et c'est avec un tel fardeau que les soldats gravirent et redescendirent des rochers escarpés qui n'offraient qu'un immense désert de neige, où un homme sans aucun fardeau n'aurait pu marcher que très lentement. Sans doute des Français seuls, doués d'un si heureux caractère, pouvaient endurer les fatigues d'une telle marche, et Buonaparte était aussi le seul général qui pût oser la leur commander.

Il se mit en route long-temps après que l'armée eut commencé à défiler par le Saint-Bernard; un seul guide était avec lui. Suivant le paysan suisse qui l'accompagna en cette qualité, il avait un chapeau à trois cornes et sa redingote grise d'habitude. Il marchait en silence, et il n'adressa la parole à son guide que de temps en temps pour lui faire quelques briéves questions sur la nature du pays. Il retombait dans le même silence aussitôt que le guide avait répondu. Son regard était sombre, et correspondait avec l'état du ciel, qui était chargé de nuages. La campagne d'Égypte avait bruni son teint, ce qui ajoutait encore quelque chose de plus sévère à sa gravité ordinaire; et le guide qui l'accompagnait se sentit ému de crainte chaque fois qu'il le regardait [1]. Lorsque sa

[1] Apparemment que le guide qu'il prit en quittant

marche était arrêtée par quelque halte faite par l'artillerie ou les bagages, il ordonnait qu'on surmontât tout obstacle et qu'on se remît en marche; ses ordres étaient exécutés sur-le-champ, comme s'il eût suffi de son seul regard pour imposer silence à la moindre objection et lever toute difficulté.

Ces intrépides soldats arrivèrent enfin au couvent, où les moines de Saint-Bernard, avec un courage égal au leur mais inspiré par un plus noble motif, ont fixé leur demeure au milieu de ces neiges éternelles, pour pouvoir porter des secours aux voyageurs égarés dans ces affreuses solitudes. Jusque-là les soldats n'avaient pu recevoir aucun rafraîchissement, et n'avaient pu

l'hospice du mont Saint-Bernard trouva le Premier Consul de meilleure humeur, car Buonaparte dit que ce guide causa librement avec lui, et lui exprima le désir d'avoir une petite ferme: plus tard Buonaparte lui donna l'argent nécessaire pour l'acheter. Il s'était montré également généreux envers celui qui l'avait conduit de Martigni au village Saint-Pierre; de ce que Buonaparte avait pu dire, pendant la route, celui-ci ne se ressouvint d'autre chose, sinon qu'en secouant la pluie dont son chapeau était trempé, il s'écria : « Voyez ce que j'ai fait dans vos montagnes, j'ai gâté mon chapeau neuf; mais bah! j'en trouverai un autre de l'autre côté. » (*Voyez* l'ouvrage de M. Tennent : *Tour through the Netherlands*, *Holland*, *Germany*, *Switzerland*, etc.)

se réconforter qu'avec quelques morceaux de biscuit trempés dans la neige. Les bons pères, qui ont coutume de faire un magasin considérable de provisions, distribuèrent aux soldats, à mesure qu'ils défilaient devant le couvent, du pain, du fromage et du vin; secours plus précieux, dans leur situation, que ne l'eût été tout l'or du Mexique. Ainsi s'exprime du moins un de ceux qui partagèrent leurs fatigues. [1]

La descente sur le revers de la môntagne fut plus difficile et plus périlleuse encore pour la cavalerie, que ne l'avait été la montée. L'armée n'y fit cependant que des pertes peu considérables; elle ne se reposa à l'entrée de la nuit qu'après avoir franchi un espace de quatorze lieues de France. Le lendemain matin, 16 mai, l'avant-garde prit possession d'Aoste, village du Piémont, et où commence la vallée du même nom, qui est arrosée par la Dorea. Ce pays est agréable, et parut délicieux par le contraste qu'il formait avec les magnifiques horreurs que l'on venait de traverser.

Ainsi fut exécuté le célèbre passage du mont Saint-Bernard. Nous en avons raconté, d'autant plus volontiers, les détails, qu'ils ne pré-

[1] Joseph Petit, fourrier des grenadiers de la garde, auteur de *Marengo* ou *la Campagne d'Italie*.

sentent pas, quoique d'une grande importance militaire, les scènes de carnage auxquelles nous ramène la suite de notre histoire.

Là où semblèrent cesser les obstacles qu'opposait la nature à cette grande entreprise, commencèrent ceux de l'homme. Un parti autrichien fut d'abord rencontré et défait par Lannes à Châtillon; mais le fort de Bard, arrêta la marche de l'armée. Cette petite citadelle, située sur un rocher à pic, occupe, ainsi que la petite ville de Bard qu'elle domine, la rive gauche de la Dorea, au point où la vallée se rétrécit tellement par le rapprochement des montagnes, que le fort et la ville en ferment l'entrée entièrement. Cette barrière formidable menaçait de renfermer les Français dans une vallée où leurs moyens de subsistance eussent été promptement épuisés. Le général Lannes fit un effort désespéré pour enlever ce fort; mais les premières troupes qui s'avancèrent furent foudroyées par le feu de l'ennemi. On abandonna l'attaque.

Buonaparte voulut reconnaître lui-même les lieux; il fut obligé de gravir un rocher énorme, appelé l'Albaredo, dominant le fort et la ville de Bard, et formant un précipice du côté de l'une des montagnes qui ferment le val d'Aoste. Il jugea qu'on pouvait prendre la ville d'assaut,

mais que le fort ne pouvait être enlevé par un coup de main. En conséquence, la ville fut prise à l'escalade ; mais les Français n'y trouvèrent qu'un faible refuge contre l'artillerie du fort, dans les maisons que les Autrichiens n'avaient pas voulu raser par égard pour les habitans. Buonaparte profita de cette diversion pour faire passer une grande partie de son armée par un sentier étroit que les pionniers taillaient dans le roc ; la cavalerie et l'infanterie sur une seule file gravirent et redescendirent le rocher d'Albaredo, et parvinrent ainsi à se soustraire au canon du fort de Bard.

Une difficulté plus grande restait encore à vaincre. Il était impossible, du moins sans perdre un temps précieux, que l'artillerie passât par l'Albaredo ; et cependant si on l'abandonnait, on ne pouvait plus agir contre les Autrichiens, et tout l'espoir de la campagne était détruit.

Pendant ce temps, le commandant du fort, auquel l'apparition de cette nombreuse armée semblait l'effet d'un enchantement, envoyait message sur message pour prévenir Mélas, alors devant Gênes, que plus de trente mille Français avaient franchi les Alpes, et débouchaient par des chemins que jusqu'alors on avait dû croire impraticables à la marche d'une armée ;

qu'ils occupaient la vallée d'Aoste, et cherchaient à se frayer un passage à travers le rocher d'Albaredo. Mais il jurait à son général en chef qu'il ne laisserait passer dans la ville ni un seul canon, ni une seule caisse de munitions; et que, par conséquent, comme il était de toute impossibilité que l'artillerie fût transportée au-delà de l'Albaredo, Buonaparte ne se hasarderait pas sans elle à descendre dans la plaine.

Quelque vraisemblable que fût l'assurance donnée à Mélas par le gouverneur du château de Bard, cependant elle se trouva démentie. L'artillerie française avait déjà traversé la ville sous le feu du fort, sans que la garnison s'en fût aperçue. On était parvenu à exécuter cette manœuvre importante en couvrant les rues de terre et de fumier, en enveloppant de paille et de branchages les canons et les roues des caissons, et en les faisant traîner par des soldats avec le plus grand silence. Quoique la garnison ne soupçonnât rien de ce qui avait lieu, elle faisait feu parfois, et elle tua ou blessa un assez grand nombre d'artilleurs; ce qui prouve que si le feu des Autrichiens eût été vivement soutenu, les Français n'auraient jamais pu passer. Il est assez singulier que le commandant n'eût conservé aucune intelligence dans la ville: le

moindre signal convenu l'aurait averti du passage de l'artillerie ; une lumière, placée derrière une fenêtre, par exemple, eût suffi pour déjouer un tel stratagème.

La division du général Chabran, presque toute composée de conscrits, resta pour réduire le fort de Bard, qui continua à tenir jusqu'à ce que les Français fussent parvenus, à force de travaux, à établir une batterie sur le sommet du rocher, et une grosse pièce de canon dans le clocher de l'Église. Il n'est pas inutile de faire observer que la résistance de cette petite place, dont on ne s'était nullement occupé dans le plan de campagne, faillit rendre inutile la marche pénible de l'armée à travers le Saint-Bernard, et aurait pu même occasionner son entière destruction ; nouvelle preuve que les plus habiles généraux ne peuvent calculer, avec certitude, toutes les chances de la guerre.

Sortie enfin de ce pas dangereux, l'avant-garde de Buonaparte s'avança dans la vallée jusqu'à Ivrée. Le général Lannes enleva la ville d'assaut : plus loin, à Romano, il combattit et défit une seconde fois la division autrichienne qui avait défendu Ivrée. Les routes de Turin et de Milan furent alors ouvertes à Buonaparte ; il n'avait plus qu'à choisir celle qui convenait le mieux à ses desseins. Il fit rafraîchir ses

troupes à Ivrée pendant quatre jours, pour les préparer à de nouvelles entreprises.

Pendant ce temps, les autres colonnes s'avançaient pour opérer leur jonction avec le principal corps d'armée, comme il avait été réglé par le plan de campagne. Thureau, qui avait franchi les Alpes par la route du mont Cénis, s'était emparé des forts de Suze et de la Brunette. Les quinze ou vingt mille hommes que le ministre de la guerre Carnot avait détachés de l'armée de Moreau, débouchaient par le Saint-Gothard et le Simplon, pour soutenir les opérations du Premier Consul, et former l'aile gauche de son armée. Mais, avant de retracer les mouvemens de l'armée de Buonaparte dans cette campagne mémorable, il est nécessaire d'indiquer quelles avaient été les opérations du général Mélas, et dans quelle position il se trouvait alors.

Nous avons déjà dit que, dès l'ouverture de la campagne de 1800, les Autrichiens s'étaient flattés que leur armée d'Italie, après avoir pris Gênes et Nice, pénétrerait en Provence par la frontière du Var, et parviendrait peut-être à s'emparer de Toulon et de Marseille. Afin de réaliser cette espérance, Mélas avait laissé en Piémont des forces qu'il croyait suffisantes, et s'était avancé vers Gênes que Masséna se pré-

parait à couvrir et à défendre. Plusieurs combats meurtriers avaient eu lieu entre ces deux généraux; mais cette guerre d'avant-postes dans un pays montagneux et difficile ne permettait aucune savante combinaison, et l'on ne pouvait prétendre qu'à des succès partiels, puisque tout développement de forces était rendu impossible par la nature du terrain. Les Autrichiens perdirent dans ces engagemens continuels encore plus de monde que les Français; mais ceux-ci étant moins nombreux en souffrirent davantage.

Au mois de mars, la flotte anglaise commandée par lord Keith parut devant Gênes, ainsi que nous l'avons dit, et bloqua le port si étroitement, qu'il ne fut pas possible de faire parvenir aucun secours ni aucune provision aux assiégés.

Le 6 avril, Mélas avait coupé, par une adroite manœuvre, la ligne des Français, et pris Vado. Suchet, qui commandait l'aile gauche de Masséna, fut tout-à-fait séparé de son général, et repoussé vers la France. Des marches, des manœuvres, des combats sanglans se succédèrent avec rapidité; et les Français, malgré l'avantage qu'ils obtinrent en plusieurs occasions, ne purent cependant rétablir la ligne de communication entre Suchet et Masséna. Su-

chet, contraint d'opérer sa retraite, ne cédait que pas à pas; il prit position à Borghetto, tandis que Masséna se renfermait dans Gênes, ou du moins prenait position sous ses remparts. Mélas se rapprochait toujours de plus en plus lorsque Masséna, par une attaque très vive, chassa les Autrichiens de leurs postes avancés, les força à la retraite, fit douze cents prisonniers, et prit quelques drapeaux. Mais les Français étaient épuisés, même par leurs succès, et ils ne purent poursuivre l'ennemi; ils restèrent sous les murs de la ville où la famine commençait à se faire sentir. Les assiégés étaient déjà réduits à manger les chevaux, les chiens, et d'autres animaux plus dégoûtans encore; il était évident que la place serait bientôt forcée de se rendre.

Persuadé de la chute prochaine de Gênes, Mélas, au commencement de mai, abandonna la conduite du siége au général Ott, et se porta en personne contre le corps d'armée du général Suchet, qu'il fit reculer devant lui en désordre; Suchet, accablé par le nombre, fit sa retraite jusqu'au-delà de la frontière. Le 11 mai, Mélas entra à Nice, et commença ainsi l'invasion projetée. Le 14, les Autrichiens attaquèrent de nouveau Suchet, qui avait concentré toutes ses forces sur le Var, dans l'espoir de

protéger le territoire français. Trouvant sur ce point une plus forte résistance qu'il ne l'avait prévu, Mélas résolut de passer le Var beaucoup plus haut, et de tourner ainsi la position occupée par Suchet.

Les nouvelles que ce général reçut le 21 arrêtèrent toutes ses opérations contre Suchet, et le rappelèrent en Italie pour faire face à un plus redoutable antagoniste. On l'informait que le Premier Consul, après avoir franchi le Saint-Bernard, et traversé la vallée d'Aoste malgré l'opposition du fort de Bard, menaçait à la fois le Piémont et le Milanais. Ces nouvelles étaient aussi inattendues qu'embarrassantes. Mélas voyait ainsi son artillerie et ses magasins à la merci de Buonaparte. Les communications du général autrichien avec l'Italie étaient interrompues par cette subite invasion ; il pouvait craindre avec raison que les troupes chargées du soin de défendre la frontière, et qui, par conséquent, étaient répandues sur plusieurs points, ne fussent entièrement détruites par l'armée française, dont on ignorait encore la force numérique; cependant si Mélas revenait en Piémont, il devait abandonner son attaque contre Suchet, et lever le siége de Gênes au moment où cette ville importante était près de se rendre.

Mélas persistait à croire que l'armée de réserve des Français ne pouvait guère excéder vingt mille hommes; et il supposa que le principal objet de cette irruption hardie du Premier Consul, si ce n'était pas le seul, était de faire lever le siége de Gênes, et d'empêcher l'invasion de la Provence. Il résolut de marcher contre Buonaparte, et de ne mener avec lui que les troupes qui, jointes à celles qu'il avait laissées en Italie, lui suffiraient pour s'opposer avec avantage aux projets des Français. Il pouvait ainsi conserver devant Gênes une armée assez forte pour continuer le siége, assurer la prise de cette ville, et placer un corps d'observation sur le point occupé par Suchet, afin de reprendre l'offensive aussitôt que le Premier Consul serait battu ou repoussé.

Ce corps d'observation était confié au général Ellsnitz, qui avait pris à Roye une forte position, et s'y était retranché; il avait l'ordre de surveiller Suchet, de couvrir Gênes et d'empêcher qu'on ne vînt du côté des frontières françaises faire lever le siége de cette ville.

Aussitôt que Masséna vit l'armée autrichienne affaiblie par le départ de Mélas, il fit attaquer vigoureusement les troupes du général Ott, mais cette tentative ne fut pas heureuse; les Français furent battus, et Soult, qui s'était

joint à Masséna, fut grièvement blessé, et fait prisonnier. Cependant Gênes tenait encore. Un officier était parvenu à pénétrer dans la place, et y avait porté la nouvelle de l'entrée de Buonaparte en Piémont. Le courage s'était ranimé un moment; mais les habitans étaient en proie à la famine et avaient peu d'espoir d'être promptement secourus.

Les soldats recevaient de très petites rations de vivres, les habitans encore moins, et les prisonniers autrichiens, qui étaient au nombre de huit mille, n'obtenaient presque rien [1]. A la fin, la situation des affaires parut désespérée. La nombreuse population de Gênes, poussée par le désespoir, demanda à grands cris qu'on se rendît. Buonaparte, disait-on, n'avait pas coutume de marcher si lentement; il eût déjà secouru la ville s'il avait pu le faire, mais il fallait qu'il eût été défait et

[1] Napoléon dit que Masséna proposa au général Ott d'envoyer des vivres pour ces malheureux prisonniers, engageant sa parole d'honneur qu'ils n'auraient pas d'autre destination, et que le général Ott fut très mécontent du refus que lui fit lord Keith d'accéder à une demande si peu conforme aux usages de la guerre. Il est difficile d'ajouter foi à cette assertion. *

* Du moins mériterait-elle d'être niée plus positivement. (*Édit.*)

repoussé par les forces supérieures de Mélas. La reddition de la ville fut demandée par les habitans avec de violentes menaces, et Masséna n'était pas dans une situation à s'y opposer plus long-temps.

Cependant si ce brave général eût suspendu de quelques heures la reddition de Gênes, il n'y aurait eu aucune nécessité de la remettre aux Autrichiens. Le général Ott venait de recevoir l'ordre de lever le siége en toute hâte, et de se porter sur le Pô, afin d'arrêter Buonaparte qui marchait sur Milan avec des forces considérables. L'officier qui avait apporté cet ordre venait d'être admis auprès du général Ott, lorsque le général Andrieux, se présentant de la part de Masséna, annonça au général autrichien que la place lui serait rendue à condition que les troupes en sortiraient avec armes et bagages. Il ne restait pas assez de temps aux généraux autrichiens pour discuter les termes de la capitulation, et celle que Mélas accorda à Masséna était si favorable, qu'elle aurait dû lui faire soupçonner dans quel état fâcheux se trouvait l'armée assiégeante. La convention, conclue le 5 juin 1800, permit aux Français d'évacuer Gênes sans déposer les armes. A cette époque si agitée et si intéressante, des événemens d'une bien plus grande importance que ceux qui ré-

glaient le destin de cette Gênes, autrefois si florissante et si superbe, se succédaient avec une effrayante rapidité.

Mélas avait abandonné ses opérations sur le territoire génois, et se portant avec la moitié de son armée sur Turin, il avait fixé son quartier-général à Coni, s'imaginant toujours que Buonaparte s'avancerait de ce côté, soit pour s'emparer de la capitale du Piémont, soit pour chercher à sauver Gênes. Dans la première de ces suppositions, Mélas se croyait assez fort pour recevoir le Premier Consul : dans la seconde, il pouvait le poursuivre; et enfin, dans toutes deux, il rassemblerait promptement des forces suffisantes pour embarrasser sa marche ou sa retraite. Mais le plan de campagne de Buonaparte était bien différent de celui que Mélas croyait avoir deviné. Il voulait passer les rivières Sesia et Tesino, laisser Turin et Mélas derrière lui, marcher directement sur Milan, et opérer sa jonction avec les vingt mille hommes détachés de l'aile droite de l'armée de Moreau, qui, sous le commandement de Moncey, avaient franchi le Saint-Gothard, et étaient près de le joindre. Toutefois, pour assurer le succès de cette marche, il était nécessaire que le vieux et habile général de l'Autriche n'en eût point connaissance.

En conséquence, après qu'Ivrée eût été si vaillamment enlevée par le général Lannes, qui commandait l'avant-garde, Buonaparte ordonna à ce brave de pousser plus avant sur la route de Turin. Victorieux à Romano, Lannes marcha sur Chiavasso comme s'il voulait poursuivre les avantages qu'il venait d'obtenir, et s'empara de tous les bateaux et de toutes les barques qu'il put trouver, montrant par là qu'il allait faire construire à cet endroit un pont sur le Pô. Cette manœuvre attira l'attention de Mélas : elle pouvait avoir pour but d'attaquer Turin ou de faire déboucher des troupes sur Gênes. Mais comme le général autrichien était en même temps alarmé de la marche du général Thureau, qui venait de franchir le mont Cénis, et avait pris Suse et la Brunette, ce qui ne laissait plus douter que l'intention du Premier Consul ne fût de se rendre maître de Turin, Mélas en fut persuadé, et agit d'après cette idée. Il envoya un fort détachement pour empêcher la construction du pont; et pendant que toute son attention était fixée de ce côté, Buonaparte prit la route de Milan, que les Autrichiens laissaient libre. Verceil fut occupé par la cavalerie de Murat, et l'armée passa la Sesia sans obstacle. Mais sur le Tesin, rivière large et rapide, elle rencontra une véritable

opposition ; cependant les Français trouvèrent quatre ou cinq petits bateaux qui servirent à faire passer quelques détachemens sous les ordres du général Gérard pour protéger l'établissement d'un pont. Presque toutes les forces des Autrichiens consistaient en cavalerie, qui fut inutile sur les rives escarpées et boisées du Tesin. Les Français effectuèrent le passage, et le 2 juin Buonaparte entra dans Milan, où il fut reçu avec des acclamations de joie par tous ceux qui désiraient le rétablissement de la République Cisalpine. Les Autrichiens n'étaient nullement préparés à ce mouvement. Pavie tomba au pouvoir des Français; ils occupèrent Lodi et Crémone, et investirent Pizzighitone.

Buonaparte choisit le palais ducal pour sa résidence, et y reçut les députations des divers corps de l'État. Il s'occupa de l'organisation du gouvernement cisalpin pendant qu'il attendait avec impatience Moncey et sa division. Ils arrivèrent enfin; mais leur marche avait été plus lente que ne l'aurait voulu le Premier Consul, qui brûlait d'envoyer au secours de Gênes; car il supposait que cette place tenait encore. Il fit une proclamation dans laquelle il promettait à ses soldats, comme le résultat des efforts qu'il attendait d'eux, « une gloire sans nuages et une

paix solide. » Le 9 juin les divers corps d'armée se remirent en marche.

Mélas, quoique excellent officier, montra dans cette campagne un peu de cette lenteur attribuée à ses compatriotes, ou de l'irrésolution naturelle à son grand âge, car il avait alors quatre-vingts ans ; et c'était un tel adversaire qu'on opposait à Buonaparte, alors animé du feu de la jeunesse et de celui qu'y ajoute un caractère ambitieux. On a prétendu que le feld-maréchal ne resta si long-temps inactif à Turin que d'après des ordres précis de la cour de Vienne. Il est vrai que dès qu'il fut informé de la marche de Buonaparte sur Milan, il envoya aussitôt l'ordre au général Ott de lever le siége de Gênes et de venir le trouver en toute hâte ; mais on croyait qu'il aurait, pendant ce temps, inquiété les lignes de communication de Buonaparte, en agissant sur la Dorea, en attaquant Ivrée, dans laquelle les Français avaient laissé beaucoup de bagages et d'artillerie, et en secourant le fort de Bard. Dans cette vue, il détacha six mille hommes qu'il dirigea sur Chiavasso ; ils réussirent à délivrer quelques prisonniers autrichiens qui y étaient renfermés. Défendue par les Français, Ivrée ne se rendit pas, et cette clef des plaines d'Italie restant entre les mains de l'armée française, les Autrichiens ne purent

occuper la vallée de la Dorea, ni porter des secours au fort de Bard qui était assiégé.

La situation de Mélas devenait de plus en plus critique. Ses communications avec la rive gauche du Pô étaient entièrement coupées, et les Français tenant toute la ligne depuis le fort de Bard jusqu'à Plaisance, occupaient la plus belle partie de l'Italie septentrionale, tandis que Mélas se trouvait confiné dans le Piémont. De plus, l'armée autrichienne était divisée en deux parties; celle que commandait le général Ott était encore près de Gênes, qui venait de se rendre; l'autre était à Turin avec Mélas. Ces deux positions étaient loin d'être bonnes. Le corps d'armée d'Ott était observé sur sa droite par Suchet, dont l'armée venait d'être renforcée de toute la garnison de Gênes, qui avait évacué la ville sans déposer les armes; et il était présumable que de ce côté les Français ne tarderaient pas à reprendre l'offensive. Il était à craindre aussi que Buonaparte, portant au-delà du Pô des forces considérables, attaquât et détruisît la division du général Ott, ou même celle de Mélas, avant que ces deux généraux eussent pu opérer leur jonction. Afin de prévenir ce qui eût ainsi entraîné leur ruine, Ott reçut l'ordre de se diriger sur le Tesin pendant que Mélas marchait sur Alexandrie pour

rétablir ses communications avec son lieutenant.

Buonaparte, de son côté, empressé de secourir Gênes, dont il ignorait encore la reddition, résolut de forcer le passage du Pô, et de chasser les Autrichiens qui occupaient les villages de Casteggio et de Montebello. C'étaient ces mêmes troupes que Buonaparte croyait devoir trouver devant Gênes, et qui, ayant marché vers l'occident, avaient pris ces positions conformément aux ordres de Mélas.

Le général Lannes, qui commandait l'avant-garde de l'armée française comme de coutume, fut attaqué de grand matin par des forces supérieures, et eut beaucoup de peine à se maintenir. La nature du terrain favorisait la cavalerie autrichienne; elle chargea vigoureusement les Français, qui commençaient à plier, lorsque la division de Victor vint au secours de celle du général Lannes. Alors la victoire ne fut pas long-temps douteuse, quoique les Autrichiens combattissent avec le plus grand courage. La hauteur des blés et surtout des seigles, qui, couvrant le terrain, masquaient les différens corps, ne leur permettait de s'attaquer qu'à la bayonnette, et sans avoir pu estimer la force de leurs adversaires, ce qui occasionna un très grand carnage. A la fin, les Autrichiens se dé-

cidèrent à opérer leur retraite, laissant le champ de bataille couvert de leurs morts, et plus de cinq mille prisonniers dans les mains de leurs ennemis.

Le général Ott rallia les débris de son armée sous les murs de Tortone. Ce fut par les prisonniers faits à la bataille de Montebello, ainsi que fut nommé ce dernier combat, que Buonaparte apprit la reddition de Gênes. Voyant l'inutilité de l'entreprise qu'il projetait pour sauver cette ville, il fit faire halte à son armée pendant trois jours à Stradella, ne se souciant pas de s'avancer dans la plaine de Marengo, persuadé comme il l'était que Mélas serait forcé de venir lui livrer bataille, malgré le désavantage qu'il y avait pour la cavalerie autrichienne à l'attaquer dans la position qu'il avait choisie. Il envoya à Suchet l'ordre de traverser les montagnes par le col de Cadibona, et de marcher vers la Scrivia afin de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne.

Ce fut pendant la bataille du 11 que le général Desaix, qui arrivait d'Égypte, rejoignit le Premier Consul. Débarqué à Fréjus, où une foule d'embarras semblaient le retenir pour le préserver du sort qui l'attendait, il avait reçu des lettres de Buonaparte qui l'invitaient à venir le trouver sans délai. Le ton de ces lettres

décelait un esprit mécontent et soucieux. « Il est venu à bout de tout ce qu'il voulait, dit Desaix, qui était sincèrement attaché à Buonaparte, et cependant il n'est pas heureux ! » Peu après, en lisant la relation de sa marche sur le Saint-Bernard, il ajouta : « Il ne nous laissera rien à faire. » Il prit aussitôt la poste pour aller se mettre sous le commandement de son ancien général, et pour voler au-devant de la mort qui l'atteignit si prématurément. Les deux généraux eurent ensemble une conversation intéressante sur l'Égypte ; Buonaparte semblait tenir encore à cette contrée, comme si sa gloire y était inséparablement engagée. Desaix reçut immédiatement le commandement de la division qui avait été jusqu'alors sous les ordres de Boudet.

Dans ces entrefaites Mélas avait quitté Turin, et fixé depuis deux jours son quartier-général à Alexandrie. Cependant il ne pensait pas, ainsi que Buonaparte s'y était attendu, à marcher sur la position française de Stradella pour s'ouvrir le chemin de Mantoue ; de sorte que le Premier Consul fut obligé de se porter sur Alexandrie dans la crainte que les Autrichiens ne lui échappassent. Ils le pouvaient par une marche sur leur flanc gauche, vers le Tesin, pour passer cette rivière, ou par un mouve-

ment à droite, en se repliant sur Gênes pour accabler Suchet, et prendre une position telle, que leur droite fût couverte par la ville de Gênes tandis que du côté de la mer ils auraient pu recevoir des renforts et des provisions, étant protégés sur leur flanc par l'escadre anglaise.

Chacun de ces mouvemens pouvait avoir des conséquences alarmantes ; et Napoléon, impatient et craignant que l'ennemi ne lui donnât le change, avança son quartier-général le 12 à Voghera, et le 13 à San-Juliano, au milieu de la plaine de Marengo. Cependant comme il n'eut point encore de nouvelles de l'ennemi, le Premier Consul en conclut que probablement Mélas, plutôt que de hasarder une bataille, malgré l'avantage que lui offrait une plaine très unie, avait préféré se retirer d'Alexandrie sur Gênes. Il fut d'autant plus confirmé dans cette opinion, qu'en poussant en avant jusqu'à Marengo il trouva ce village occupé par une arrière-garde autrichienne qui, sans s'obstiner à défendre ce poste, l'évacua après une courte résistance. Le Premier Consul ne douta plus que Mélas ne lui eût dérobé un mouvement de flanc, et il conjectura que c'était par sa droite. Il donna ordre à Desaix, auquel il avait confié le commandement de la réserve, de marcher sur Rivolta pour obser-

ver les communications avec Gênes; et de cette manière la réserve se trouva éloignée de l'armée d'une demi-journée de marche, ce qui manqua d'influer de la manière la plus funeste sur le sort de la bataille.

Contrairement à ce que Buonaparte avait présumé, le général autrichien, trouvant le Premier Consul sur son front, et sachant que Suchet était sur ses derrières, s'était décidé, après avoir pris l'avis d'un conseil de guerre, à tenter le sort des armes dans une action générale. C'était une résolution hardie mais non pas téméraire. Les Autrichiens avaient la supériorité numérique en infanterie et en artillerie; ils avaient aussi une cavalerie plus forte et par le nombre et par la discipline; et comme nous l'avons déjà dit, la plaine de Marengo était favorable aux manœuvres de cette arme. En conséquence, dans la soirée du 13, Mélas concentra ses forces devant Alexandrie, séparé ainsi, par le cours de la Bormida, du champ de bataille sur lequel il se proposait de combattre. Détrompé sur les intentions de l'ennemi, Napoléon fit faire en toute hâte les préparatifs nécessaires pour recevoir le combat, et ne manqua pas d'envoyer à Desaix l'ordre de revenir joindre l'armée aussi promptement que possible. Ce général avait déjà poussé si

loin sur la route de Rivolta, quand il reçut ce contre-ordre, que, bien qu'il fît la plus grande diligence, on se battait depuis plusieurs heures lorsqu'il arriva.

Buonaparte avait fait les dispositions suivantes : le village de Marengo était occupé par les divisions Gardanne et Chambarlhac; elles étaient sous les ordres de Victor, ainsi que deux autres divisions destinées à soutenir les premières. Il étendit sa gauche jusqu'à Castel-Ceriolo, petit village situé presque parallèlement à celui de Marengo. Derrière cette première ligne, une brigade de cavalerie, commandée par Kellermann, était prête à protéger les flancs de la ligne, ou à déboucher entre ses intervalles, si l'occasion s'en présentait, pour attaquer l'ennemi. En arrière de la première ligne, et à mille toises environ était une seconde ligne commandée par Lannes, et soutenue par la brigade de cavalerie de Champeaux. Sur les derrières de Lannes, et à une égale distance, était placée une forte réserve, ou troisième ligne, composée de la division de Carra-Saint-Cyr, et de la garde consulaire à la tête de laquelle était Buonaparte en personne. Tel fut l'ordre de bataille : ainsi, les Français, dans ce jour mémorable, furent séparés en trois divisions distinctes, chacune composée d'un corps

d'armée. Ces lignes étaient environ à trois quarts de mille l'une de l'autre.

Les forces que les Français déployèrent au commencement de cette journée étaient de plus de vingt mille hommes; mais la réserve que commandait Desaix, éleva plus tard ce nombre jusqu'à trente mille. Les Autrichiens attaquèrent avec environ quarante mille hommes. Les deux armées étaient également animées, déterminées à vaincre, et pleines de confiance en leur général. Les Autrichiens comptaient sur la bravoure et l'expérience de Mélas; les Français sur le génie et la fortune de Buonaparte. Il ne s'agissait en premier lieu que de la possession immédiate de l'Italie; mais combien d'autres conséquences plus importantes encore pouvaient résulter de l'issue de cette journée. Ce qui était très certain, c'est que la bataille devait être décisive, et que pour l'un et pour l'autre des deux partis la défaite serait une complète destruction. Si Buonaparte était battu il ne pouvait que très difficilement opérer sa retraite sur Milan; et Mélas trouvait Suchet sur ses derrières s'il était repoussé. Cette belle plaine où les Français formèrent leurs rangs semblait une lice disposée par la nature, et digne d'un combat dont des royaumes étaient le prix.

De grand matin les Autrichiens, en trois colonnes, passèrent la Bormida sur trois ponts, et s'avancèrent dans le même ordre. Les colonnes de la droite et du centre consistaient en infanterie et étaient commandées par les généraux Haddick et Kaine; la colonne de gauche, composée entièrement de troupes légères et de cavalerie, tourna le village de Castel-Ceriolo sur lequel s'appuyait, ainsi que nous l'avons dit, l'extrême droite des Français. Vers sept heures du matin, Haddick attaqua Marengo avec fureur, et la division Gardanne, après avoir bravement combattu, se trouva dans l'impossibilité de maintenir ce poste. Victor vint soutenir Gardanne et chercha à couvrir le village par un mouvement oblique. Mélas, qui commandait en personne la colonne du centre des Autrichiens, vint renforcer Haddick, et, par leurs efforts réunis, le village de Marengo, après avoir été pris et repris plusieurs fois, fut finalement emporté.

Les divisions de Victor et de Gardanne étant rompues et repoussées de Marengo, cherchèrent à se rallier à la seconde ligne commandée par Lannes. Ceci se passait vers neuf heures du matin. Une colonne autrichienne manœuvra pour tourner Lannes, et le prendre en flanc; elle n'y put réussir, mais en même temps, une

autre, plus heureuse, se fit jour à travers le centre de la division de Victor, la mit en désordre, et découvrant ainsi l'aile gauche de Lannes le força à la retraite. Ce général se retira en assez bon ordre; mais les troupes de Victor ayant rompu leurs rangs fuirent vers l'arrière-garde et dans la plus grande confusion.

La colonne de cavalerie autrichienne qui avait tourné Castel-Ceriolo parut alors sur le champ de bataille, et menaça la droite de Lannes, qui seule n'avait point été ébranlée. Napoléon détacha de la troisième ligne ou réserve deux bataillons de la garde consulaire, qui se formèrent en carrés derrière l'aile droite de Lannes, l'aidèrent à se maintenir et attirèrent sur eux l'attention de la cavalerie ennemie. Le Premier Consul, dont le poste était facile à reconnaître par les bonnets à poil d'une garde de deux cents grenadiers, conduisit lui-même la division Monnier, dont le secours était si nécessaire, et qui venait d'arriver à l'instant même : c'était l'avant-garde de la réserve de Desaix qui revenait de la demi-journée de marche qu'elle avait faite sur Rivolta. Cette division fut, avec la garde, employée à soutenir l'aile droite de Lannes, et une brigade de cette même division en fut détachée et se jeta dans Castel-Ceriolo.

Ce village devint le point d'appui de l'extrême droite de Buonaparte. Les Autrichiens avaient commis la faute inconcevable de ne pas occuper en forces ce point important quand leur colonne de gauche le dépassa au commencement de l'action. En même temps, Buonaparte s'efforçait de retarder les progrès de l'ennemi par plusieurs charges de cavalerie. Son aile gauche était complétement mise en fuite; le centre était dans un grand désordre; et son aile droite seule, vivement soutenue, avait pu conserver sa position.

Dans ces circonstances, le sort de la journée parut lui être si contraire, que, pour prévenir la défaite de son aile droite, il fut contraint de se retirer devant un ennemi supérieur en nombre, et particulièrement en cavalerie et en artillerie. Mais ce mouvement fut plutôt un changement de front en arrière qu'une retraite absolue, puisque l'aile droite française, continuant d'occuper Castel-Ceriolo, qui formait le pivot de la manœuvre, reçut l'ordre de se retirer très lentement, le centre un peu plus vite, et la gauche au simple pas accéléré. De cette manière, toute la ligne de bataille changea de direction; et, au lieu de s'étendre diagonalement à travers la plaine comme au commencement de l'action, les Français occupèrent une

position *oblongue* [1], la gauche s'étant retirée aussi loin que San-Juliano, où elle fut protégée par les troupes de Desaix. La division de ce général, seule réserve qu'il y eût alors, était enfin arrivée sur le champ de bataille, et avait pris, par l'ordre de Buonaparte, une forte position en avant du village de San-Juliano, sur lequel les Français étaient forcés de se replier, une grande partie de l'aile gauche dans le désordre d'une véritable déroute, l'aile droite en bon ordre, et, par intervalles, faisant face à l'ennemi, et soutenant ses attaques avec fermeté.

Dans ce moment même où la victoire semblait lui appartenir, les forces du général Mélas, qui, âgé de quatre-vingts ans, était à cheval depuis plusieurs heures, lui manquèrent entièrement : il fut obligé de quitter le champ de bataille et de rentrer dans Alexandrie, laissant au général Zach le soin de compléter le succès d'une bataille qui semblait déjà gagnée.

Mais la position que Desaix avait prise à San-

[1] C'est-à-dire plus oblique par rapport à la première position qu'ils avaient occupée. *Voyez* dans l'excellent ouvrage du général Mathieu Dumas, (*Précis des Événemens militaires, depuis* 1799) les réflexions suggérées par cette position nouvelle, au sujet des avantages de l'ordre oblique par échelons à grands intervalles. (*Édit.*)

Juliano offrait au Premier Consul un point de ralliement dont il avait alors grand besoin. Son corps de réserve se plaça sur deux lignes en avant du village. Les flancs, soutenus par des bataillons *en potence*, se formèrent en colonnes serrées d'infanterie : une partie de l'artillerie était à la gauche; Kellermann se plaça à droite, à la tête d'une forte cavalerie, qui, après avoir été mise en déroute au commencement de la journée, s'était ralliée sur ce point. Desaix occupait le terrain où le grand chemin forme une sorte de défilé, ayant, d'un côté, un bois, et de l'autre des vignobles.

Les soldats français sont peut-être ceux qui savent le mieux se rallier lorsqu'ils ont été dispersés. Les fuyards de la division de Victor, quoique dans un désordre extrême, se jetèrent sur les derrières de la position de Desaix, et, couverts par ses troupes, formèrent de nouveau leurs rangs et reprirent courage. Cependant, lorsque Desaix vit la plaine couverte de fuyards, et Buonaparte lui-même en pleine retraite, il pensa que tout était perdu. Ils se rencontrèrent au milieu de cette grande confusion plus apparente que réelle, et Desaix dit à Buonaparte : « La bataille est perdue. Je suppose que je ne puis rien faire de plus pour vous que d'assurer votre retraite. — En aucune façon,

répondit le Premier Consul; je suis sûr que la bataille est gagnée. Les troupes que vous voyez en désordre sont mon centre et ma gauche que je rallierai à votre arrière-garde : portez votre colonne en avant. »

A l'instant, Desaix, à la tête de la neuvième brigade légère, chargea vivement les Autrichiens fatigués d'avoir combattu pendant tout le jour, et que leur poursuite précipitée commençait à mettre en désordre. Au moment même où Desaix avançait sur l'ennemi, ce combat, si critique et si heureux pour Buonaparte, devint fatal à Desaix. Il tomba frappé à la tête d'un coup mortel [1]; mais ses soldats continuèrent l'attaque avec fureur, et Kellermann, chargeant en même temps la colonne autrichienne, perça ses rangs et sépara six bataillons, qui, surpris et frappés de terreur, mirent bas les armes. Zach, qui, en l'absence de

[1] *Le Moniteur* mit dans la bouche du général mourant un discours par lequel il exprimait combien il regrettait d'avoir fait si peu de chose pour l'histoire, et le même journal faisait dire en réponse au Premier Consul qu'il regrettait de ne pas avoir le temps de pleurer Desaix. Mais Buonaparte nous assure lui-même que Desaix mourut sur la place : et il n'est pas probable qu'au plus fort du combat, et au moment où la chance tournait en sa faveur, le Premier Consul eut le loisir d'arranger des phrases ou des exclamations sentimentales.

Mélas, commandait l'armée, fut pris avec eux. Les Autrichiens furent alors repoussés à leur tour. Buonaparte, parcourant à cheval la ligne française, criait aux soldats : « C'est assez reculer, marchons en avant ; vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille. »

Les Autrichiens avaient poursuivi leurs avantages avec une précipitation imprudente, et sans songer à l'appui qu'un corps doit toujours être à même de prêter à un autre dans la circonstance. En avançant aussi inconsidérément, ils exposèrent leur flanc gauche au feu de la droite de Buonaparte, qui était restée en bon ordre, et se trouvèrent pris tout-à-fait au dépourvu par cette attaque générale si inattendue et si vive. Ils furent forcés sur tous les points, poursuivis à travers la plaine en essuyant une perte immense, et ne purent s'arrêter que lorsqu'ils eurent été repoussés au-delà de la Bormida. Au lieu de se former en escadrons pour protéger la retraite, leur belle cavalerie s'enfuit en désordre, au grand galop, et renversant tout ce qui se trouvait devant elle. Au passage de la Bormida, la confusion fut des plus grandes ; des corps entiers furent abandonnés sur la gauche, et se rendirent aux Français dans la nuit suivante, ou le lendemain matin.

En lisant les détails de la bataille de Marengo, il est évident que la victoire fut arrachée des mains des Autrichiens, lorsque, par les fatigues de cette journée, ils furent devenus trop faibles pour la conserver. S'ils avaient été soutenus par des réserves, ils n'auraient point essuyé ce revers. De plus, il paraît certain que le sort de cette journée fut décidé par l'arrivée de Desaix, qui revint juste au moment où il était si nécessaire. En effet, malgré les habiles dispositions du Premier Consul, qui lui fournirent les moyens de soutenir si long-temps le choc des Autrichiens, il eût été complétement battu, si Desaix n'avait pas opéré sa contre-marche avec autant de diligence. Les militaires ont été plus loin dans leur jugement : ils ont pensé que Mélas était coupable d'une grande erreur, en n'ayant pas occupé tout d'abord Castel-Ceriolo, et que l'apparence d'une victoire prochaine conduisit les Autrichiens à être trop peu sur leurs gardes lorsqu'ils s'avancèrent jusqu'à San-Juliano.

Les pertes essuyées par les Autrichiens paraissant alors irréparables, le général Mélas résolut de sauver les restes de son armée, en faisant proposer à Buonaparte, le 15 juin 1800, une convention, ou plutôt une capitulation, par laquelle il consentait, s'il lui était permis de se retirer derrière Mantoue, à céder

Gênes et toutes les places fortifiées que les Autrichiens possédaient en Piémont, dans la Lombardie et les Légations romaines. Buonaparte accéda d'autant plus volontiers à ces propositions, qu'il savait qu'une armée anglaise était sur le point d'arriver sur la côte. Nous avons déjà fait observer que sa prudente politique l'empêchait de pousser au désespoir un ennemi puissant; il sut se contenter de la gloire d'avoir réparé, par les batailles de Montebello et de Marengo, toutes les pertes éprouvées par les Français dans la désastreuse campagne de 1799. Buonaparte en avait fait assez pour montrer que si la fortune de la France avait changé et s'était éclipsée après son départ pour l'Égypte, elle brillait d'un nouvel éclat depuis que cet Enfant du Destin était revenu pour la diriger. Il conclut avec Mélas un armistice assez long pour avoir le temps de faire avec l'Autriche une paix glorieuse. Les armées du Rhin, aussi-bien que celles d'Italie, furent comprises dans cet armistice. [1]

Deux jours ayant été employés à régler les

[1] *Voyez* dans le *Précis des Événemens Militaires*, ouvrage déjà cité, la convention passée entre les généraux français et autrichien, convention qui, comme l'observe le savant historien, fixait d'une manière précise la position respective des armées en Italie. (*Édit.*)

arrangemens que la convention avec Mélas rendait nécessaires, Buonaparte revint, le 17 juin, à Milan, où il modifia encore une fois la constitution républicaine qu'il avait donnée aux provinces cisalpines. Il fit aussi plusieurs autres actes d'autorité. Quoiqu'il fût mécontent de Masséna pour avoir rendu Gênes aux Autrichiens, il ne l'en nomma pas moins commandant en chef de l'armée d'Italie; et bien que la journée du 18 brumaire l'eût fait douter de l'attachement de Jourdan, qui avait paru prêt à épouser les intérêts de la République, il n'hésita pas à le nommer ministre de la république française en Piémont : ces fonctions équivalaient à celles de l'administrateur de cette province. Ces mesures conciliatrices firent que les hommes des partis les plus opposés trouvèrent leur propre intérêt à soutenir le gouvernement du Premier Consul.

La présence de Napoléon était désirée par les Parisiens avec le plus vif empressement. Il partit de Milan le 24 juin. En passant à Lyon, il posa la première pierre de la place Bellecour. Cette place superbe avait été détruite par la vengeance furieuse des Jacobins, lorsqu'ils reprirent Lyon sur le parti insurgé des Girondins et des Royalistes. Le Premier Consul rentra à Paris le 2 juillet : il l'avait quitté le 9 mai;

ainsi, en moins de deux mois, combien d'espérances n'avait-il pas réalisées ! Tout ce que ses plus chauds partisans avaient prédit de ses succès avait été dépassé. Il semblait qu'il avait suffi de sa seule présence en Italie pour effacer jusqu'aux traces d'une campagne malheureuse et rendre à la France les avantages que lui avaient procurés autrefois les brillantes victoires de son général. Il était comme l'astre vivifiant de la France; lorsqu'il disparaissait tout était sombre et triste : à peine était-il de retour, la lumière et la sérénité revenaient avec lui [1]. Tous les Parisiens abandonnant leurs occupations, coururent en foule aux Tuileries pour entrevoir cet homme étonnant, qui, d'une main, tenait les lauriers de la victoire, et de l'autre l'olivier de la paix. Des acclamations de joie et de reconnaissance retentirent dans les jardins, dans les cours, sur les quais : les riches et les pauvres illuminèrent leurs maisons; et il y eut peu de Français, peut-être, qui ne partageassent pas, pour le moment, l'allégresse générale.

[1] Il est remarquable que lord Byron se sert presque littéralement de la même comparaison dans les *adieux de Napoléon à la France.* (*Édit.*)

CHAPITRE X.

Napoléon offre un nouveau traité qui est accepté par l'envoyé autrichien ; — l'Empereur le refuse, à moins que l'Angleterre n'y soit comprise. — Négociations entamées avec l'Angleterre ; — elles échouent, et l'Autriche est décidée à continuer la guerre. — Réflexions sur la politique de cette détermination. — Les hostilités recommencent après quarante-cinq jours d'armistice. — Bataille de Hohenlinden, gagnée par Moreau, le 3 décembre 1800. — D'autres combats ne servent qu'à aggraver la situation des affaires de l'Autriche, et la décident à conclure une paix séparée. — Armistice. — Traité de Lunéville. — Convention entre la France et les États-Unis. — Récapitulation des événemens précédens. — La reine de Naples se rend auprès de l'empereur de Russie pour implorer son secours. — Caractère capricieux de Paul. — D'anti-français qu'il avait été, il devient froid et hostile envers l'Autriche, et se prend de passion pour la gloire et le caractère du Premier Consul. — Il reçoit la reine de Naples avec cordialité, et s'emploie, en sa faveur, auprès de Buonaparte. — Son envoyé est reçu à Paris avec la plus haute distinction, et la famille royale de Naples est sauvée, pour le moment, mais à de dures conditions. — Le général napolitain est forcé d'évacuer le territoire romain. — Rome est rendue à l'autorité du Pape. — Napoléon demande au roi d'Espagne de déclarer la guerre au Portugal. — Prise d'Olivenza et d'Alméida. — Conduite oppressive et exigences de Buonaparte envers les puissances de la Péninsule. — L'Angleterre seule s'oppose activement aux Français. — Après un blocus de deux ans, Malte est obligé de se rendre aux Anglais.

Napoléon ménageait avec beaucoup d'habileté et de politique la popularité que ses succès

lui avaient acquise. A la guerre, et lorsqu'il avait frappé quelques uns de ses coups hardis et décisifs, sa coutume était d'offrir à l'ennemi des conditions qui l'amenaient à séparer son intérêt de celui de son allié, et à traiter pour lui seul. D'après ce système, il fit communiquer au comte de Saint-Julien, envoyé de l'Autriche, les conditions d'un traité dont les bases étaient les mêmes que celles de Campo-Formio. De telles conditions, après que l'Empereur avait perdu l'Italie dans les plaines fatales de Marengo, étaient beaucoup plus favorables qu'il n'était en droit de l'espérer des vainqueurs. L'envoyé autrichien prit sur lui de signer ces préliminaires; mais ils n'obtinrent pas l'approbation de l'Empereur. Ce monarque mettait son honneur à observer strictement les engagemens qu'il avait contractés avec l'Angleterre, et il refusa d'accéder à un traité dont cette puissance serait exclue. Toutefois, il fit informer le gouvernement français que lord Minto, ambassadeur anglais près la cour de Vienne, avait signifié que l'Angleterre était disposée à être partie contractante dans un traité de pacification générale.

Cette proposition donna lieu à des communications entre la France et l'Angleterre, par l'entremise de M. Otto, commissaire chargé

des prisonniers français. L'envoyé français demanda, comme conditions préliminaires, que la Grande-Bretagne consentît à un armistice sur mer, et suspendît les avantages que lui donnait sa supériorité maritime; de même que sur terre le Premier Consul avait interrompu le cours de ses victoires. Si cette demande eût été accordée, le blocus de tous les ports de la France, par les escadres anglaises, aurait été levé, et des renforts eussent pu arriver en Égypte et à Malte, place importante qui était sur le point de se rendre à l'Angleterre. Les ministres anglais savaient aussi quelle énorme différence existe entre la trève conclue par deux armées de terre en présence l'une de l'autre, et une suspension d'hostilités navales. Dans le premier cas, aussitôt que la trève est rompue, les hostilités recommencent; dans le second, la distance et les obstacles que les vents et la mer peuvent opposer aux communications, empêchent que la guerre ne soit portée sur des points si éloignés avant des mois entiers: cette chance de délai ne pouvait qu'être très profitable aux Français, à cause de leur infériorité sur mer. Le cabinet britannique proposa quelques modifications, afin de remédier à l'inégalité d'un semblable armistice pour les parties contractantes. Le gou-

vernement français répondit qu'il accepterait l'armistice ainsi modifié, si la Grande-Bretagne signait un traité séparé, car le Premier Consul ne consentirait jamais aux propositions faites par les ministres anglais, si l'Autriche devait participer à cette négociation.

Ici échouèrent les ouvertures de la paix entre la France et l'Angleterre, et l'empereur d'Autriche fut réduit à l'alternative de recommencer la guerre, ou de faire un traité sans ses alliés. Il paraît qu'il se crut obligé de choisir le parti à la fois le plus dangereux et le plus honorable.

Ce fut une résolution généreuse de la part de l'Autriche, mais nullement politique, à une époque où ses armées étaient battues, l'esprit national découragé, et quand les Français avaient pénétré fort avant dans le cœur de l'Allemagne. Pitt lui-même, dont la santé déclinante venait de recevoir une impression fâcheuse par l'échec donné aux armes autrichiennes, avait considéré la défaite de Marengo comme suspendant, pendant un temps considérable, tout espoir de succès contre la France. « Repliez cette carte, dit-il en montrant celle de l'Europe ; il ne sera pas nécessaire de s'en servir d'ici à vingt ans. »

Cependant, Pitt ne voulant pas abandonner

la lutte tant qu'il restait encore une lueur d'espoir, il fut résolu, dans le conseil britannique, que l'on encouragerait l'Autriche à continuer la guerre. Peut-être qu'en recommandant une telle mesure à son allié, au moment où il venait d'éprouver les immenses pertes dont il subissait les tristes conséquences, la Grande-Bretagne ressembla trop à un témoin ardent et trop zélé qui pousse son ami à continuer le combat alors même que ses forces sont épuisées. Si l'Autriche, nation grande et puissante, avait eu quelques momens de repos, elle aurait réparé ses forces, et se serait de nouveau constituée l'une des balances du continent contre le pouvoir de la France; mais, à l'extrémité où elle était réduite, si on la poussait à faire les derniers efforts, il était probable qu'ils seraient infructueux, et que ces dernières pertes la feraient descendre, pour de longues années, au-dessous d'elle-même aux yeux des autres nations. Du moins, telle est la conclusion que nous, qui avons l'avantage de considérer cette mesure dans ses conséquences connues, nous sommes maintenant en droit d'en tirer. Mais alors les choses furent envisagées sous un jour différent. On se souvenait des victoires de Suwarow et de l'archiduc Charles, ainsi que des défaites récentes essuyées par les

Français en 1799, défaites qui avaient diminué de beaucoup la terreur de leurs armes. Le caractère et les talens de Buonaparte n'étaient point encore suffisamment appréciés. L'échec qu'il avait reçu devant Saint-Jean-d'Acre avait fait en Angleterre une impression que sa victoire de Marengo n'avait point effacée : cette extrême prudence, qui se mêlait toujours à ses entreprises les plus audacieuses, n'était pas alors généralement connue ; on espérait, et l'on croyait même que celui qui hasardait à la guerre des manœuvres aussi nouvelles et aussi hardies, devait à la fin les voir échouer, et qu'alors sa chute serait aussi rapide que l'avait été son élévation.

Il fut résolu, dans le cabinet anglais, sous l'influence de ces considérations, que l'on encouragerait l'Empereur, par un prêt de deux millions sterling, à se placer en personne, ainsi que son frère l'archiduc Jean, à la tête de sa principale armée, et à mettre en campagne la totalité des forces nationales de son puissant empire. On pensa que par l'attitude imposante qu'elles lui donneraient, il pourrait enfin exiger une paix plus honorable, ou risquer le sort des armes dans une guerre à outrance.

Le subside fut payé, et l'Empereur rejoignit l'armée ; mais les négociations pour la paix ne

furent pas rompues : au contraire, elles furent continuées aux mêmes termes que Saint-Julien avait souscrits, avec cette clause additionnelle, et qui devait décréditer toutes les autres, que le Premier Consul demandait, comme un gage de la sincérité de l'Autriche, que les trois places fortes d'Ingoldstadt, d'Ulm et de Philipstadt, restassent momentanément entre les mains des Français ; condition à laquelle les Autrichiens furent forcés de se soumettre. La remise de ces places, qui exposait si fortement les possessions héréditaires de l'Autriche, ne valut à cette puissance d'autre avantage qu'un armistice de quarante-cinq jours, après lequel les hostilités recommencèrent.

A l'affaire de Haag, l'archiduc Jean, dont le crédit à l'armée rivalisait presque avec celui de son frère Charles, obtint des avantages considérables. Encouragé par ce succès, il hasarda, le 3 décembre 1800, deux jours après cette affaire, de livrer bataille à Moreau. Ce fut dans cette occasion que ce général remporta sur les Autrichiens l'importante et sanglante victoire de Hohenlinden, exploit brillant qui éleva sa réputation militaire au niveau de celle du Premier Consul. Moreau, poursuivant ses avantages, prit possession de Salzbourg. En même temps, Augereau, à la tête du corps d'armée

gallo-batave, s'avançait en Bohême ; et Macdonald, pénétrant du pays des Grisons dans la Valteline, fit passer une division de son corps d'armée au-delà du Mincio, et communiqua avec Masséna et l'armée française d'Italie. Les affaires de l'Autriche semblaient tout-à-fait désespérées. L'archiduc Charles reprit le commandement des troupes ; mais elles étaient tellement découragées, qu'il ne put qu'exécuter sa retraite sur tous les points.

Une nouvelle et dernière suspension d'armes était la seule ressource qui restât à l'Autriche ; et, pour l'obtenir, l'Empereur fut forcé de consentir à faire une paix séparée. L'Angleterre, en considération de l'extrémité à laquelle son allié était réduit, le releva volontairement des engagemens qui l'empêchaient de traiter sans sa participation. Un armistice eut lieu peu après ; et les Autrichiens étant alors suffisamment abaissés, il fut promptement suivi d'un traité de paix. Joseph Buonaparte se mit en rapport avec le ministre autrichien, le comte de Cobentzel, à Lunéville, où la négociation s'entama.

Ce traité renfermait deux conditions surtout qui semblaient bien amères à l'Empereur. Buonaparte exigeait impérieusement la cession de la Toscane, État héréditaire du frère de l'Em-

pereur, et qui devait être donné à un prince de la maison de Parme, tandis que l'archiduc recevrait un apanage équivalent en Allemagne. Le Premier Consul demandait avec non moins d'opiniâtreté, que François II (quoique la constitution germanique ne lui en laissât pas le pouvoir) confirmât le traité de paix et comme empereur d'Allemagne et comme souverain de ses États héréditaires. Cette demande, de laquelle Buonaparte ne voulait point se départir, renfermait un point délicat et d'une grande difficulté. Une des principales clauses du traité était la cession, en faveur de la république française, de tous les territoires situés sur la rive gauche du Rhin. Cette clause ne privait pas seulement l'Autriche, mais aussi la Prusse et plusieurs autres princes de l'Empire germanique, des possessions qu'ils avaient à la gauche du fleuve, et qui étaient maintenant transférées à la France. Il était convenu que les princes qui essuieraient de telles pertes seraient dédommagés par des indemnités (ce furent les expressions dont on se servit) qui leur seraient allouées aux frais du corps germanique. Mais l'Empereur n'avait pas le pouvoir d'autoriser l'aliénation des fiefs de l'Empire, sans le consentement de la Diète, et l'envoyé autrichien appuyait fortement sur l'impossibilité où se

trouvait son maître d'accepter une telle condition.

Buonaparte était cependant bien décidé à ne pas conclure la paix si l'Empereur n'abandonnait pas ce qu'il n'était pas dans ses droits de céder. François II fut contraint de se soumettre, et comme la nécessité de sa position l'excusait assez, cet acte de l'Empereur fut ensuite ratifié par la Diète. Excepté dans ces dernières prétentions si mortifiantes pour l'Autriche, et auxquelles il suffisait de la voir se rendre pour être convaincu qu'elle n'avait aucun moyen d'y résister par les armes, la France ne fit point à Lunéville un traité plus avantageux que celui de Campo-Formio. La modération du Premier Consul prouva tout à la fois son désir de rétablir la paix sur le continent, et un grand respect pour la bravoure et la force de l'Autriche, affaiblie comme elle était par des revers tels que ceux subis à Marengo et à Hohenlinden.

Nous avons déjà parlé des discussions qui avaient lieu entre la France et l'Amérique du nord, et du scandale causé par les négociations du Directoire, qui avait cherché par des menaces et par des flatteries à soutirer des États-Unis une somme d'argent destinée, au moins en grande partie, à l'usage particulier des Direc-

teurs. Depuis lors les agressions commises par les Français sur la marine américaine avaient été si fréquentes, que les deux républiques semblaient prêtes à se déclarer la guerre, et que les États-Unis donnèrent à leurs corsaires des lettres de marque pour user de représailles envers les Français. Cependant de nouvelles négociations furent ouvertes, et Buonaparte ne négligea rien pour les terminer par la paix. Son frère Joseph agit comme négociateur; et le 30 septembre 1800, fut signée une convention dont la durée devait être de huit années. On resta d'accord sur plusieurs modifications apportées au droit de visite; il fut décidé que le commerce serait libre entre les deux pays, et que toutes les prises, excepté celles qui étaient de contrebande et destinées pour un port ennemi, seraient rendues réciproquement. Buonaparte rétablit ainsi la paix entre la France et les États-Unis, et empêcha cette dernière puissance, du moins selon les probabilités, de former une union plus étroite avec la Grande-Bretagne qu'une origine commune, une similitude de mœurs, de langage et de lois, l'emportant sur le souvenir de leurs récentes querelles, pouvaient les disposer à contracter.

Des résultats plus importans encore furent obtenus par la politique adroite et la sagacité

que montra Buonaparte en réglant les différends de la France avec la cour de Naples. Il parvint aussi à se ménager à la cour de Russie un parti qui prit insensiblement plus de consistance, prévalut même dans les conseils, et lui gagna l'affection d'un monarque dont l'amitié était, plus que toute autre, d'une grande importance pour l'exécution de ses projets. Ce monarque était Paul Ier, qui avait été l'ennemi le plus formidable et le plus heureux de tous ceux que la France avait eus depuis le commencement de la révolution. Un court résumé des faits antérieurs est ici nécessaire pour faire comprendre les circonstances qui donnèrent lieu à des négociations avec Naples.

Lorsque Buonaparte partit pour l'Égypte, toute l'Italie, excepté la Toscane et les possessions assignées à l'Autriche par le traité de Campo-Formio, était entre les mains des Français. Naples était alors gouverné par l'éphémère République Parthénopéenne, et la ville des Papes avait pris le nom superbe de *République Romaine*. Mais ce n'étaient-là que des noms : les généraux français seuls exerçaient l'autorité réelle dans chacun de ces pays. Tout à coup, et comme par magie, la situation des affaires changea, grâces aux talens militaires de Suwarow. Les Autrichiens et les Russes rem-

portèrent de grands avantages dans le nord; le général Macdonald se vit forcé d'évacuer Naples et de concentrer dans la Lombardie et le Piémont toute la résistance que les armes françaises pouvaient opposer. A la fois soldat, prêtre et homme d'État, le cardinal Ruffo se mit à la tête d'un corps nombreux d'insurgés, et attaqua le peu de troupes françaises qu'on avait laissées en Italie et dans les États du Pape. Ce mouvement fut soutenu activement par la flotte anglaise. Lord Nelson reprit Naples; Rome se rendit au commodore Trowbridge. Les républiques parthénopéenne et romaine furent à jamais renversées. La famille royale rentra à Naples, et cette ville délicieuse et cette belle contrée devinrent encore une fois un royaume. Rome, cette ancienne capitale du monde, fut occupée par des troupes napolitaines, généralement considérées comme les plus faibles des temps modernes.

Replacé sur le trône et réintégré dans ses plus riches possessions, le roi de Naples fut engagé par toutes sortes de liens à soutenir ses alliés pendant la campagne de 1800. Il envoya dans la Marche d'Ancône une armée commandée par le comte Roger de Damas, qui, avec l'aide des insurgés italiens [1], et un corps d'Autrichiens

[1] Ces corps de partisans étaient faciles à lever dans

devait purger la Toscane des troupes françaises qui y étaient restées. La bataille de Marengo ne détourna pas le comte de Damas; il marcha contre le général français Miollis, qui commandait en Toscane, et fut défait près de Sienne. Sa retraite devint alors nécessaire, d'autant plus que l'armistice conclu par le général Mélas privait les Napolitains du secours de l'Autriche, et rendait l'expédition projetée contre les Français par la cour de Naples tout-à-fait sans espoir. Les Napolitains n'étaient même pas nommés dans l'armistice, et restaient ainsi abandonnés à toute la vengeance des Français. Damas se retira sur le territoire du Pape, qui était encore occupé par les soldats du roi de Naples. La conséquence inévitable d'un tel ordre de choses fut aisément prévue. Les troupes napolitaines, aussitôt que les Français eurent le temps de s'occuper d'elles, furent ou détruites ou repoussées sur Naples, qui devait encore voir partir la famille de ses rois. Trop

toute l'Italie. Les exactions des Français leur avaient entièrement aliéné l'affection de ces peuples, qui depuis long-temps avaient su apprécier à leur juste valeur leurs promesses d'un gouvernement libre. *

* Cette petite insinuation contre la domination française en Italie a été souvent renouvelée; mais les regrets actuels des habitans réclament assez en faveur des Français. (*Édit.*)

heureuse cette famille si elle pouvait encore une fois regagner la Sicile comme elle avait fait précédemment.

Dans ce moment de crise, la reine des Deux-Siciles prit une résolution qui parut désespérée, et qui ne pouvait être mise à exécution que par une femme d'un caractère hardi et décidé. Elle résolut, malgré la rigueur de la saison, d'aller à la cour de l'empereur Paul, et d'implorer son intercession auprès du Premier Consul, en faveur de son époux et de son royaume.

Nous n'avons jusqu'ici mentionné qu'en passant ce prince si puissant, auquel la reine de Naples avait recours. Le fils et le successeur de la célèbre Catherine était loin de posséder la sagesse et la judicieuse politique de sa mère; il semblait plutôt avoir hérité des passions opiniâtres et du jugement imparfait de son malheureux père. Capricieux dans tous ses choix, tant qu'un projet lui plaisait, il s'en occupait avec un zèle irréfléchi et une grande obstination, pour l'abandonner ensuite sans motif. Transformant des bagatelles, qui n'avaient rapport qu'à la parure ou à quelques frivoles usages, en affaires d'une haute importance, il négligeait d'un autre côté tout ce qui pouvait être d'une véritable utilité; gouverné, enfin, par son imagination plutôt que par sa raison, il donnait

quelquefois lieu de croire qu'il était sujet à des aberrations mentales. On rencontre souvent de semblables caractères dans le monde, mais retenus dans les bornes que la société leur impose, ils passent à travers la vie sans attirer beaucoup l'attention, à moins qu'ils n'excitent le rire, ou ne causent quelque étonnement peu durable. Mais lorsqu'un prince absolu est malheureusement victime d'une semblable disposition, il ressemble à un individu qui ayant des vertiges, serait placé sur le bord d'un précipice : l'homme même dont la tête est saine serait effrayé des profondeurs de l'abîme, celui dont la tête est faible y est bientôt tombé.

L'empereur de Russie s'était d'abord distingué par une défense énergique des droits des Souverains, et une haine violente contre tout ce qui appartenait à la révolution française, depuis les opinions politiques jusqu'à la forme d'un habit ou d'un chapeau. Le frère de Louis XVI et l'héritier de ses droits, trouva un asile en Russie; et Paul, amoureux comme la plupart des princes, de la gloire militaire, se promit à lui-même celle de replacer par la force des armes la dynastie des Bourbons sur le trône de France.

Les victoires remportées par Suwarow servirent à nourrir ce désir de l'empereur ; aussi,

tant que le succès couronna ses armes, il prodigua à Suwarow les témoignages de sa considération, l'éleva au rang de prince, et lui donna le nom d'Italinski ou *Italicus.*[1]

Il paraît que le premier et unique revers qu'éprouva Suwarow, suffit pour le perdre dans l'opinion de son maître capricieux. La défaite de Korsakow par Masséna, près Zurich, avait mis Suwarow dans le plus grand danger en découvrant son aile droite au moment où, comptant sur la coopération de Korsakow, il s'avançait en Suisse; et quoique dans cette occasion Suwarow eût sauvé son armée par une savante retraite qui exigeait des talens non moindres que ceux qui lui avaient fait remporter de nombreuses victoires, cependant le seul échec qu'il reçut dans cette campagne le perdit auprès de son orgueilleux souverain. Paul était encore plus offensé de la conduite des Autrichiens. L'archiduc Charles avait quitté la Suisse pour retourner en Allemagne, et avait ainsi fourni à Masséna l'occasion et les moyens de traverser la Limat et de surprendre Korsakow. De quelque excuse qu'on se fût servi, quelles qu'eussent été les explications que l'on eût données,

[1] Comme on disait chez les Romains, Scipion l'Africain. (*Édit.*)

le souvenir de cette action s'envenimait chaque jour dans l'esprit du Czar. Il rappela les troupes qu'il avait sur les frontières de l'Allemagne, et traita son vieux général victorieux avec de telles marques de mépris et de mécontentement, que le cœur du vieillard n'y put résister.

Paul éleva d'autres récriminations contre le gouvernement de l'Autriche, et se plaignit qu'on eût négligé de comprendre quelques prisonniers russes dans la capitulation que les Autrichiens firent en faveur des prisonniers de leur nation, lors de la remise d'Ancône aux Français.

L'Autriche ne pouvait, aux jours de son adversité, se résoudre à perdre un allié si puissant et qui agissait avec tant d'activité. Elle chercha à lui persuader que le mouvement rétrograde de l'archiduc Charles avait été une conséquence inévitable de l'invasion du territoire autrichien : elle rejeta sur le commandant Frœlich le tort d'avoir oublié de faire comprendre les prisonniers russes dans la capitulation qu'il avait faite, et offrit de l'en punir. L'empereur d'Autriche alla jusqu'à proposer, en dépit de l'orgueil qui caractérise cette illustre maison, de placer Suwarow à la tête des armées autrichiennes : proposition qui, si

elle eût été acceptée, aurait donné lieu à une lutte extraordinaire entre l'expérience, la résolution et l'habileté militaire du vieux Scythe et le redoutable génie de Buonaparte. Cette lutte était peut-être la seule chance qui restât à l'Europe, en opposant au général français un rival digne de lui; car Suwarow, qui n'avait jamais été vaincu, avait acquis sur ses soldats une influence irrésistible. Mais ces deux généraux n'étaient pas destinés à décider du sort du monde, en se mesurant l'un avec l'autre.

Suwarow, russe dans tous ses sentimens, eut le cœur brisé, et mourut dans la disgrâce non méritée de son empereur qu'il avait servi avec tant de fidélité. Si la mémoire de cet infortuné souverain devait être jugée d'après les règles ordinaires, sa conduite envers un sujet aussi distingué y laisserait une tache indélébile. Quoi qu'il en soit, cet événement est une nouvelle preuve que l'empereur Paul, d'après son tempérament et son intelligence, ne doit pas être jugé selon les règles ordinaires de la critique historique.

Les propositions de l'Autriche furent vaines; le Czar ne put être ramené à ses premiers sentimens. Il était comme un enfant gâté qui, dégoûté de son joujou favori, semble tout prêt à

briser et à jeter au loin ce qui tout à l'heure était l'objet de sa plus chère affection.

En général, lorsqu'un homme d'un caractère tel que celui de Paul, change d'opinion sur ses amis, il se précipite dans l'extrême opposé, et change aussi d'opinion sur ses ennemis. Semblable à son père et à tous ceux dont l'imagination est mal réglée, le Czar avait besoin d'une idole. Il n'y avait parmi les hommes du siècle que le Premier Consul qui pût faire renaître une admiration aussi extravagante que celle que Pierre avait conçue pour Frédéric II, roi de Prusse; ce fut donc Buonaparte que Paul Ier se sentit disposé à regarder comme une merveille, et il eut le désir d'imiter ce qui lui paraissait merveilleux. L'admiration poussée ainsi jusqu'à l'extravagance, est une passion naturelle aux esprits faibles, et ne peut être comparée qu'à cette disposition qu'ont quelques individus à être amoureux pendant toute leur vie en dépit de la vieillesse et de mille autres obstacles.

Paul Ier commençait à éprouver son nouveau caprice, lorsque l'arrivée de la reine de Naples lui offrit une occasion tout à la fois utile et honorable de chercher un rapprochement avec Napoléon Buonaparte. Son orgueil aussi dut être flatté de voir à la cour de Saint-Pétersbourg la fille de la célèbre Marie-Thé-

rèse, la sœur de l'empereur d'Autriche, sollicitant du Czar de toutes les Russies une protection que son frère était dans l'impossibilité de lui accorder. S'il réussissait donc à lui faire obtenir ce qu'elle implorait, c'était insulter au malheur de l'empereur François II, contre lequel il nourrissait le plus vif ressentiment. Il s'empressa de faire des communications à la France en faveur de la reine de Naples. Lewinshoff, grand-veneur de Russie, fut envoyé pour commencer la négociation. Il fut reçu à Paris avec des témoignages d'une haute considération, et Buonaparte fit sur-le-champ, de la manière la plus gracieuse, toutes les concessions demandées au nom de l'empereur Paul. Le Premier Consul convint de suspendre ses opérations militaires contre le royaume de Naples, et de laisser la famille royale en possession de ses droits de souveraineté; se réservant toutefois celui de dicter les conditions auxquelles il accorderait l'amnistie.

Il était temps qu'une intervention efficace eût lieu pour la défense du roi de Naples, qui, quoique entouré d'une nation naturellement brave et enthousiaste, était si mal servi, que ses troupes réglées étaient dans le plus mauvais état sous le rapport de la discipline. Murat, auquel Buo-

naparte avait confié le soin de le venger des Napolitains, avait déjà passé les Alpes, et s'était mis à la tête d'une armée de dix mille hommes de troupes d'élite. On prévoyait que ces forces seraient suffisantes non seulement pour chasser des États de l'Église le général Damas et les troupes napolitaines qu'il commandait, mais encore pour les poursuivre jusqu'à Naples, et occuper encore une fois cette belle capitale d'un monarque dont l'armée était composée de plus de trente mille hommes de troupes réglées, et dont les forces irrégulières pouvaient s'accroître tant par les montagnards de la Calabre, qui sont d'excellentes troupes légères, que par les Lazzaroni de Naples, qui déjà avaient fait l'épreuve de leur courage contre Championnet, lors de la première invasion des Français. Mais le zèle d'une nation sert à bien peu de chose, lorsque l'esprit du gouvernement reste en arrière. Le gouvernement napolitain redoutait l'approche de Murat comme s'il eût été l'Ange de la Mort; et il apprit la nouvelle que Lewinshoff avait rejoint le général français à Florence, comme un condamné qui entendrait prononcer sa grâce. L'envoyé russe fut reçu avec de grands honneurs à Florence. Murat alla avec lui au théâtre, où les Italiens, qui avaient vu, si récemment encore, les bannières de Russie et de

France opposées l'une à l'autre, les aperçurent alors réunies avec solennité, en présence de ces deux dignitaires, et en signe, disait-on, que les deux nations étaient d'accord entre elles pour la paix du monde entier et le bien de l'humanité : augure prématuré ! Combien de fois, après cette époque, leurs drapeaux se rencontrèrent sur des champs de carnage tels que l'histoire n'en avait jamais offert jusqu'alors; et quelle lutte longue et désespérée devait encore avoir lieu avant que cette paix générale, prédite si hardiment, fût enfin célébrée !

La déférence que le Premier Consul témoigna pour les désirs de Paul Ier, sauva, pour le moment, la famille royale de Naples. Néanmoins, Murat leur fit vider, en grande partie, la coupe amère réservée aux vaincus. Le général Damas reçut, dans les termes les plus fiers, l'ordre d'évacuer les États romains, sans qu'il pût prétendre à retirer aucun avantage de l'armistice conclu avec les Autrichiens. En même temps que les Napolitains étaient forcés de quitter, en toute hâte, les États du Saint-Siége, la surprise fut générale lorsque, au lieu de marcher sur Rome et d'y rétablir les autorités républicaines, Murat, se conformant aux ordres qu'il avait reçus du Premier Consul, res-

pecta soigneusement le territoire de l'Église, et réinstalla les officiers du Pape dans les États nommés depuis si long-temps le patrimoine de Saint-Pierre. Cette détermination inattendue prenait sa source dans la haute politique de Buonaparte.

Nous ne lui faisons certainement aucune injustice en supposant que, personnellement, il n'était guère influencé par un sentiment de religion. Quelques idées de fatalisme assez fortement enracinées dans son esprit, quoiqu'elles ne s'y présentassent pas très clairement, semblent, autant que nous pouvons en juger, avoir formé toute sa croyance métaphysique. Nous pouvons même à peine le nommer un déiste; et il était absolument étranger aux dogmes et aux différentes modifications de la religion chrétienne et de son culte; mais il connaissait et appréciait l'adoption d'une religion nationale comme un des ressorts du gouvernement. En Égypte, il eût désiré passer pour un envoyé du ciel; quoique non circoncis, quoique buvant du vin et mangeant du porc, il prétendait être reconnu comme un disciple de la loi du Prophète; et il s'était plaint en style pathétique des hostilités des Turcs envers lui. Les Français, disait-il, avaient cessé d'être les sectateurs de Jésus; et maintenant qu'ils étaient, pour la

plupart, Musulmans, s'ils ne l'étaient pas tous, les vrais croyans voudraient-ils faire la guerre à ceux qui avaient renversé la croix, détrôné le Pape, et extirpé l'ordre de Malte, cet ennemi juré de la foi musulmane? Lors de son retour en France, tout cela fut oublié, ou seulement rappelé comme un tour joué aux infidèles. Buonaparte était, ainsi que nous l'avons dit, bien convaincu de la nécessité d'une religion nationale pour appuyer le gouvernement civil, et de même qu'en Égypte il se vantait d'avoir voulu détruire la religion catholique en l'honneur de celle de Mahomet, lorsqu'il fut en France, il désira réintégrer le Pape dans ses possessions temporelles, afin d'en obtenir, pour les affaires ecclésiastiques, un réglement qui procurât au gouvernement consulaire l'approbation du souverain pontife, et fît admettre Buonaparte lui-même parmi les princes chrétiens. Cette restitution était, en quelque façon, conforme à la politique qu'il avait montrée en 1798, lorsqu'il épargna les États du Saint-Siége. Indifférent comme Buonaparte l'était personnellement en matière de religion, sa conduite entière prouve combien il lui reconnaissait d'importance sur l'existence d'un État social bien organisé.

Après avoir reçu l'ordre d'évacuer les États

ecclésiastiques, les Napolitains furent forcés par Murat de restituer tous les tableaux, les statues et les divers objets d'art qu'ils avaient enlevés, à l'imitation de Buonaparte, aux Romains, tant l'influence d'un mauvais exemple est entraînante. Une armée française d'environ dix-huit mille hommes resta dans les Calabres, moins pour faire observer les conditions de la paix que pour épargner à la France les frais de leur subsistance, et les avoir sous la main et dans un lieu d'où l'on pourrait les embarquer pour l'Égypte au premier signal. Les ports du territoire napolitain furent, comme de raison, fermés aux Anglais. La cession d'une partie de l'île d'Elbe et l'abandon de toute prétention sur la Toscane complétèrent les sacrifices du roi de Naples, qui, en considérant combien de fois il avait bravé Napoléon, eut grandement raison de remercier l'empereur de Russie de sa médiation.

Ces diverses mesures concernant la politique extérieure, le traité de Lunéville, l'acquisition de la bienveillance de Paul I[er], le retour de Rome sous l'autorité du Pape, et la douceur de la peine infligée au roi de Naples, semblaient prendre leur source dans un système de sagesse et de modération dont l'objet était plutôt de consolider le gouvernement de Napoléon,

que d'étendre son influence ou ses conquêtes. Ses projets dans la suite offrirent souvent un mélange de prudence et de bon sens, avec les explosions d'une ambition téméraire, passionnée, insatiable, ou les éclats d'un caractère irrité par l'opposition; mais on doit faire attention qu'à l'époque dont nous parlons, son autorité n'était pas encore assez fermement établie pour qu'il osât laisser voir les faiblesses de son esprit et de son caractère.

Cependant dans sa conduite envers le Portugal il s'écarta des principes de modération que, généralement, il avait montrés jusqu'alors. Le Portugal, l'ancien et le fidèle allié de l'Angleterre, était pour cela même l'objet particulier du mécontentement du Premier Consul. En conséquence, il demanda au roi d'Espagne, qui, depuis la paix, était le vassal soumis de la France, de déclarer la guerre au prince-régent de Portugal, quoiqu'il fût l'époux de sa fille. La guerre fut aussitôt déclarée en obéissance aux volontés du Premier Consul. Les troupes espagnoles, jointes à une armée auxiliaire française, commandée par Leclerc, entrèrent en Portugal, s'emparèrent d'Olivenza et d'Alméida, et forcèrent le prince-régent, le 6 juin 1801, à signer un traité par lequel il s'engageait à fermer ses ports aux Anglais, et à remettre à l'Es-

pagne Olivenza, et plusieurs places situées sur la Guadiana. Buonaparte fut très mécontent de ce traité, et n'y voulut point accéder; il refusa en même temps de retirer d'Espagne l'armée de Leclerc. Le 29 septembre, il condescendit à accorder la paix au Portugal, sous des clauses additionnelles qui n'étaient point, il est vrai, d'une grande importance, quoique la conduite oppressive et impérieuse qu'il tint envers les puissances de la péninsule, fût comme un essai du ton dictatorial qu'il se préparait à prendre dans les affaires de l'Europe.

Cette même disposition se montra dans la manière dont Buonaparte se plut à manifester ce qu'il pensait de la conduite du roi d'Espagne. Dans ce dessein, il créa un royaume et un roi; et ce roi, chose singulière, fut de la maison de Bourbon. Un infant d'Espagne obtint, sous le nom de *Royaume d'Étrurie,* la Toscane arrachée à la maison d'Autriche. C'est ce que madame de Staël nomme le commencement de la grande mascarade de l'Europe; mais c'en était plutôt le second acte : pendant tout le premier, le théâtre avait été occupé par des quadrilles de républiques qui avaient fait place à un intermède de rois. Cet appareil de puissance flatta la vanité des Français : une salve d'applaudissemens se fit entendre au théâtre, lors-

qu'on y entendit ce vers si connu, et qu'on ne manqua pas d'appliquer à Buonaparte :

« J'ai fait des rois, madame, et n'ai pas voulu l'être. »

Tandis que tout le continent paraissait se soumettre volontiers à l'homme qui était si disposé à se prévaloir de cette sujétion, l'Angleterre seule restait dans une attitude hostile; sans alliés, sans objet direct, du moins à ce qu'on pouvait croire, mais soutenue et dirigée par ce grand et inaltérable principe qu'aucune calamité ne la réduirait jamais jusqu'au point de se soumettre à ce système de dégradation qui se préparait alors pour toutes les nations sous le joug de la France, et qui avait placé la France elle-même, malgré son zèle affecté pour la liberté, sous le gouvernement d'un maître arbitraire. Les escadres anglaises anéantirent, sur tous les points du globe, le commerce de la France, diminuèrent ses revenus, bloquèrent ses ports, et prévinrent des combinaisons qui auraient couronné la conquête de l'Europe entière, si le Maître de la Terre, ainsi qu'on peut désormais l'appeler, avait eu à la fois toutes les facilités que peuvent seules donner les communications par mer.

Ce fut en vain que Buonaparte, qui, outre sa persévérance naturelle, avait mis une partie

de sa gloire à conserver l'Égypte, chercha, par toutes sortes de moyens, à envoyer des renforts dans cette contrée éloignée. Ses convois furent chassés par les croisières anglaises, et contraints de rentrer dans les ports. Buonaparte alors fit tomber sur ses amiraux, qui n'avaient pu exécuter des choses impossibles, tout le ressentiment inutile d'un caractère si peu accoutumé à être contrarié.

La chance de secourir l'Égypte devint encore plus précaire par la perte de Malte. Cette île, après un blocus rigoureux qui dura deux ans entiers, fut obligée de se rendre aux armès anglaises le 15 septembre 1800. Les Anglais possédèrent ainsi, au milieu de la Méditerranée, une citadelle presque inexpugnable, avec un port excellent, et tout ce qui peut former une station navale de la plus grande importance. Mais bien mieux, ils avaient en leur pouvoir cette même place que Buonaparte avait choisie pour maintenir ses communications avec l'Égypte, qui était alors en un plus grand danger que jamais.

Toutefois la prise de Malte fut, par ses conséquences, favorable aux vues de Napoléon. L'empereur Paul s'imagina qu'il avait des droits sur cette île, parce qu'il s'était déclaré grand-maître de l'ordre de Saint-Jean; et quoique,

en désertant la coalition et en abandonnant la cause commune, il eût perdu tout droit de demander que la Grande-Bretagne lui livrât l'importante possession que ses armes lui avaient acquise; cependant, par une suite naturelle de la facilité avec laquelle il se laissait entraîner au caprice de ses passions, il se trouva gravement offensé de l'obstacle que l'Angleterre opposait à ses désirs, et nourrit depuis lors un ressentiment implacable contre elle et son gouvernement; ressentiment dont nous retracerons les effets.

CHAPITRE XI.

Gouvernement intérieur de la France. — Attachement général pour le Premier Consul, quoique les factions républicaine et royaliste continuent à se montrer hostiles envers lui. — Complot des Républicains pour l'assassiner; — ils échouent. — C'est en vain que les Royalistes espèrent que Napoléon consentira à être l'instrument de la restauration des Bourbons. — Désappointement de ceux qui s'adressent à lui dans ce but. — Les Royalistes organisent le complot de la machine infernale; — sa description. — Ce complot échoue encore. — On soupçonne les Républicains d'en être les auteurs, et on décrète l'exportation d'un grand nombre des chefs de ce parti. — Ce décret n'est pas mis à exécution. — Les véritables conspirateurs sont jugés et exécutés. — Buonaparte profite de cette conspiration pour consolider son despotisme. — Diverses mesures imaginées dans ce but. — Système de police. — Fouché. — Habileté, influence et pouvoir de ce ministre. — Napoléon en devient jaloux; et prend des mesures de précaution contre lui. — Appréhensions que donnent au Premier Consul les effets de la littérature. — Il dirige contre elle son pouvoir. — Persécution de madame de Staël. — Le Concordat, considéré sous divers aspects. — Plan d'un système général de jurisprudence. — Amnistie accordée aux émigrés. — Plan d'éducation publique. — Amélioration dans les autres branches de l'administration. — Espoir d'une paix générale.

Nous revenons maintenant au gouvernement intérieur de la France sous le Premier Consul.

Les événemens qui suivirent la révolution

du 18 brumaire apportèrent un changement miraculeux dans la nation française. On en était redevable aux talens supérieurs de Napoléon, joints à la politique de Talleyrand, de Fouché et des autres hommes d'État que leur habileté avait fait entrer dans l'administration des affaires, et qui désiraient, à tout événement, voir mettre un terme aux mouvemens révolutionnaires. Il faut compter aussi les suites de la victoire de Marengo, qui, en un moment, avait créé au profit du Premier Consul un parti immense comprenant tous ceux qui, n'étant ni royalistes, ni républicains décidés, étaient indifférens sur la forme du gouvernement, pourvu qu'elle leur procurât bien-être et protection.

Mais, d'un autre côté, les chefs des deux factions existaient toujours; et comme le pouvoir du Premier Consul devenait plus absolu et mieux consolidé, ils en haïssaient et redoutaient davantage sa suprématie. Son existence politique était un obstacle au système des deux partis, et l'obstacle le plus insurmontable. Il n'y avait plus d'assemblée nationale dans laquelle on pût disputer au Premier Consul l'autorité dont il s'était emparé, ni s'opposer aux mesures de son gouvernement. La force de son pouvoir militaire bravait les commotions

populaires, si les démocrates possédaient encore les moyens d'en exciter, et les efforts que pouvaient tenter les débris épars des insurgés royalistes. Quelles chances leur restait-il pour se débarrasser de l'autocrate dans lequel les Républicains voyaient un dictateur, et les Royalistes un usurpateur ? Aucune, sinon qu'étant mortel, Napoléon pouvait être écarté par un assassinat.

Les démocrates furent naturellement les premiers à méditer une entreprise de cette nature. Suivant leur opinion, le droit de se défaire d'un tyran appartenait à tout citoyen aussi-bien qu'à tout homme de guerre qui le rencontrait sur le champ de bataille. L'acte d'Harmodius et d'Aristogiton, la noble action de Brutus et de ses complices sont consacrés dans l'histoire, et semblent tellement appartenir à la nature d'un État démocratique, que la Convention, sur la motion de Jean Debry, avait décidé de lever une légion d'assassins, armés de poignards, et qui se dévoueraient à la pieuse entreprise d'exterminer, sans pitié ni distinction, tous les princes étrangers, les hommes d'État, les ministres, en un mot quiconque était réputé ennemi de la liberté. Le parti qui admettait de semblables principes ne pouvait guère avoir de scrupules fondés sur la morale ; et lorsque

des milliers d'individus avaient si récemment encore professé de telles opinions, il était possible que, parmi la multitude, elles eussent fait une impression profonde sur un esprit sombre et enthousiaste, et l'eussent provoqué à frapper.

Il n'est donc pas surprenant que quelque Jacobin obscur eût nourri depuis long-temps le projet d'assassiner Napoléon, comme ennemi des libertés de la France; mais, ce qui est singulier, c'est que la plupart de ceux qui conspirèrent contre lui étaient Italiens. Aréna, frère du député qu'on avait accusé d'avoir tiré son poignard contre Buonaparte dans le Conseil des Cinq-Cents, était à la tête de la conspiration. Il était Corse de naissance : il s'était adjoint, dans le but d'assassiner Buonaparte à l'Opéra, Ceraschi et Diana, réfugiés italiens; un peintre appelé Topino-Lebrun, et deux ou trois enthousiastes de basse condition. La police découvrit ce complot; Ceraschi et Diana furent arrêtés dans les corridors de l'Opéra : ils étaient armés, disait-on, et n'attendaient que le moment d'agir. Napoléon reçut les félicitations de la plupart des autorités constituées, pour avoir échappé à un si grand danger.

Crassous, président du Tribunat, fit, à cette occasion, un singulier discours, et qui semblait

prêter à une double interprétation. « Il y a eu, disait-il, tant de conspirations, à des époques si différentes, sous des prétextes si opposés, et qui n'ont jamais été suivies d'aucune recherche judiciaire, ni d'aucune punition, qu'un grand nombre de bons citoyens sont devenus sceptiques sur l'existence de ces conspirations. Une telle incrédulité, continua-t-il, est dangereuse ; il est temps qu'elle finisse. » Aussi M. Crassous conclut-il que, cette fois, les coupables devaient être poursuivis et punis selon toute la rigueur des lois.

Buonaparte répondit avec l'indifférence d'un militaire, qu'il n'y avait eu pour lui aucun danger réel. « Ces méprisables coquins, dit-il, d'un ton qui rappelait l'éloquence qu'il avait montrée en Égypte, n'avaient pas la force de commettre le crime qu'ils méditaient. Outre le secours que m'offrait l'auditoire entier, j'avais avec moi un piquet de ma brave garde dont ces misérables n'auraient pu soutenir un seul regard. » C'est ainsi que se termina ce singulier discours ; et il est remarquable que les circonstances de ce complot ne furent rendues publiques, et les conspirateurs punis que lors de l'attentat mémorable des Royalistes contre la vie de Napoléon.

Comme faction, les Royalistes étaient moins

opposés à Buonaparte que les démocrates. Ils approuvaient les principes et la forme de son gouvernement; il ne manquait à leur conversion que d'apprendre à souffrir sa personne : tandis que les Jacobins avaient une même répugnance pour le titre auquel il aspirait, pour son pouvoir et pour l'homme lui-même. On ne pouvait espérer de les amener à tolérer, soit le monarque, soit l'individu. Napoléon, de son côté, avait pour eux une aversion et une méfiance égale à la leur; tandis que, par des motifs semblables, ses sentimens à l'égard des Royalistes avaient quelque chose d'amical.

Les Royalistes conçurent pendant quelque temps une opinion favorable de Buonaparte, et s'imaginèrent que l'intention de ce général était d'agir en faveur de la famille des Bourbons, mais au moment et de la façon qui lui conviendrait le mieux. Les enthousiastes de ce parti ne pouvaient concevoir que le trône de France se relevât de nouveau, et qu'un autre qu'un Bourbon osât s'y asseoir. Il leur semblait impossible que la monarchie pût revivre sans le retour du monarque légitime; et ils ne pouvaient croire qu'un soldat de fortune, un Corse, pût songer à une telle usurpation, ou que la France voulût un seul moment tolérer ses prétentions. Si le mot de liberté avait pendant un

temps égaré les Français, cette illusion étant dissipée, leur attachement inné pour la famille de leurs rois serait comme une source vivifiante qui reprendrait son cours naturel.

L'opinion que Buonaparte projetait la restauration des Bourbons était tellement accréditée parmi eux, que plusieurs agens de cette famille allèrent jusqu'à vouloir sonder l'esprit du Premier Consul sur ce sujet. Louis lui-même, qui fut depuis Louis XVIII, lui adressa la lettre suivante : « Vous tardez beaucoup à me rendre mon trône. Il est à craindre que vous ne laissiez écouler des momens bien favorables : vous ne pouvez pas faire le bonheur de la France sans moi, et moi je ne puis rien pour la France sans vous ; hâtez-vous donc et désignez vous-même toutes les places qui vous plairont pour vos amis. »

Buonaparte répondit à cette lettre avec une froide civilité. Il estimait la personne, disait-il, et plaignait les malheurs de son altesse royale le comte de Provence ; il se trouverait heureux de l'obliger si l'occasion s'en présentait ; mais comme son Altesse Royale ne pouvait être rendue à la France qu'en sacrifiant cent mille individus, c'était une entreprise dans laquelle Buonaparte refusait de l'aider.

On tenta un moyen moins direct, mais plus

adroit, en envoyant la duchesse de Guiche, l'une des plus belles et des plus agréables personnes de son temps, qui, sous prétexte de quelques affaires particulières, vint à Paris, et fut admise aux Tuileries, où elle enchanta Joséphine par l'élégance de ses manières. Napoléon n'échappa point à la séduction; mais dès qu'elle toucha l'objet de sa mission, l'intéressante duchesse reçut l'ordre de quitter Paris.

Aussitôt que les Royalistes s'aperçurent par le mauvais succès de ces démarches et de quelques autres tentatives, ainsi que par la marche progressive des mesures de Buonaparte, que la restauration des Bourbons était la chose qui entrait le moins dans ses vues, leur désappointement les exaspéra contre cet audacieux dont la personne était maintenant le seul obstacle à leurs desseins. Le pouvoir monarchique était rétabli, sinon dans la forme, du moins dans l'esprit; et les plus zélés partisans des Bourbons se demandaient l'un à l'autre si ce pouvoir devait être la proie d'un usurpateur militaire. Ce parti, ainsi que celui des Jacobins, comptait sans doute dans ses rangs plusieurs individus que l'enthousiasme de leurs principes politiques portait à servir leur cause, même au prix d'un crime. Les sentimens des princes de la famille royale étaient, sur un tel

sujet, conformes à leur illustre rang [1]. Ils étaient résolus à combattre les prétentions de Buonaparte à force ouverte, ainsi qu'il convenait à leurs droits comme chefs de la chevalerie française, et ils laissaient les Jacobins former des projets d'assassinat. Et encore parmi ces caractères que mettent à découvert les misères et les crimes des guerres civiles, il dût s'en trouver un grand nombre qui pensaient que l'assassinat du Premier Consul, une fois qu'il aurait eu lieu, serait considéré comme un service rendu à la bonne cause, bien qu'il n'eût point été autorisé avant son exécution. De plus, il peut y avoir eu des partisans assez dévoués pour prendre sur eux-mêmes le crime et le châtiment sans considérer autre chose que l'avantage qu'en retirerait leur parti.

Une invention horrible et imaginée premièrement par les Jacobins [2], fut adoptée par

[1] Les sentimens de la famille royale sont noblement exprimés dans une lettre écrite par le prince de Condé au comte d'Artois, à une époque plus rapprochée, le 24 janvier 1802; et nous la transcrirons ailleurs entièrement.

[2] Il est dit, dans les *Mémoires de Fouché*, que la machine infernale fut inventée, dans l'origine, par un jacobin nommé Chevalier, secondé de Veycer, homme du même parti; qu'ils firent une épreuve de la force de cet instrument de mort derrière la Salpétrière, ce qui attira sur eux

quelques Royalistes d'une basse condition, qui avaient joué un rôle dans les guerres des Chouans, et dont Carbon et Saint-Régent étaient les chefs. C'était une machine consistant en un baril de poudre placé sur une charrette à laquelle on l'avait fortement attaché, et qui était chargée de balles tellement disposées autour du baril, que l'explosion devait les lancer en tous sens : le feu devait y être mis par une mèche. Les conspirateurs, nullement détournés de leur projet par le carnage que devait produire une telle explosion, avaient placé cette machine infernale dans une rue par laquelle le Premier Consul devait nécessairement passer pour aller à l'Opéra. Tout était préparé de

l'attention de la police et les fit arrêter. On ne voit pas comment les Royalistes furent informés du complot des Jacobins, et ce complot lui-même ne paraît pas très probable dans toutes ses parties; cependant il faut bien qu'il y ait eu quelque chose de vrai, puisque lors de l'explosion de la machine infernale, on en accusa d'abord les Jacobins, parce que l'on savait que Chevalier avait eu quelques projets semblables dans le cours de l'année précédente. *

* A l'appui de cette note de l'auteur, c'est peut-être ici le lieu d'indiquer le second Chapitre des *Mémoires sur le Consulat*, récemment publiés par un ancien conseiller d'État. Cet ouvrage fort intéressant éclaircit plus d'une question historique, mais il est surtout remarquable comme une révélation du génie vraiment universel de Buonaparte. Nous aurons l'occasion de citer ces *Mémoires*. (*Édit.*)

façon que l'explosion eût lieu juste au moment où sa voiture passerait tout contre ; et ce qui est surprenant, c'est que ce complot, qui paraissait aussi incertain qu'il était atroce, fut bien près de réussir.

...... Il sommeillait sur un canapé [1] quand on l'éveilla. L'un lui apporta son chapeau, un autre son épée. On le fit monter malgré lui, en quelque sorte, dans sa voiture, où il se rendormit. Un songe lui rappelait les dangers qu'il avait courus en cherchant à passer le Tagliamento, lorsqu'il se réveilla tout à coup au milieu de la détonation et des flammes.

La charrette où était placée la machine se trouvait dans la rue Saint-Nicaise, sur le chemin du Premier Consul, dont la voiture ne passa qu'avec quelque difficulté. Saint-Régent avait mis le feu à la mèche au moment précis ; mais le cocher, qui par hasard était ce jour-là un peu ivre, allant d'une vitesse extraordinaire, il arriva que l'équipage avait dépassé la machine de deux secondes quand l'explosion eut lieu. Cette fraction, presque imperceptible de temps, suffit néanmoins au salut de celui qu'on voulait

[1] Le texte dit : sous un dais, *Under a canopy* ; l'auteur a été trompé par la similitude du mot français *canapé* avec l'anglais *canopy*. Ce n'était pas le cas de traduire son erreur. (*Édit.*)

perdre. L'explosion fut terrible ; deux ou trois maisons éprouvèrent des dommages considérables ; vingt personnes furent tuées et cinquante-trois environ blessées. Au nombre de ces premières était Saint-Régent, qui avait allumé l'artifice. La détonation fut entendue à plusieurs lieues de Paris. Buonaparte s'écria aussitôt, en s'adressant à Lannes et à Bessières, qui l'accompagnaient dans sa voiture : « Nous sommes minés ! » Les personnes de sa suite voulaient qu'on n'allât pas plus loin ; mais Buonaparte, qui gardait mieux sa présence d'esprit, ordonna d'avancer, et arriva sain et sauf à l'Opéra. Quant au cocher, il ne se douta seulement pas de ce qui venait d'avoir lieu, et s'imagina que c'était une décharge d'artillerie dont on venait de saluer le Premier Consul.

Le chef de la République, échappé à un si grand péril, devint pour les citoyens, en général, un objet d'intérêt plus vif encore qu'auparavant. A l'Opéra, et partout ailleurs, le Consul fut accueilli avec plus d'enthousiasme que jamais. Des secours furent prodigués avec ostentation aux blessés et aux parens des individus tués. Remplie d'horreur pour l'atrocité du complot et d'indignation pour ses auteurs, la population tout entière redoubla d'affection pour celui dont ils avaient voulu faire leur victime.

Une conspiration qui échoue double toujours la force du gouvernement qui en a été l'objet; et Buonaparte ne manqua pas de se prévaloir des avantages que lui présentait la circonstance.

Encore bien que la machine infernale, ainsi qu'on l'appelait assez justement, eût été fabriquée par des mains royalistes, les premiers soupçons tombèrent sur les Républicains. Avant de détromper le public à cet égard, Buonaparte saisit l'occasion de frapper sur ce parti un coup dont il ne se releva jamais sous son règne [1]; au moyen d'un décret arbitraire ratifié avec empressement par le Sénat, la déportation au-delà des mers fut prononcée contre cent trente chefs environ de la faction déjà désorganisée des Jacobins, parmi lesquels se trouvaient plusieurs individus appartenant au fameux règne de la terreur, et qui avaient figuré dans les rangs de la Convention nationale. La haine qu'on portait à ces hommes, anciens complices de l'atroce Robespierre, fit excuser l'irrégularité de la mesure. Leur sort fut même un sujet de satisfaction pour beaucoup de monde et d'indifférence pour tout le reste. Enfin le Premier Consul fut

[1] Il disait alors : « Avec une compagnie de grenadiers je mettrais en fuite tout le faubourg Saint-Germain : les Jacobins sont des gens déterminés qu'il n'est pas aussi facile de faire reculer. » (*Édit.*)

tellement convaincu de l'insignifiance politique de ces restes du jacobinisme (aussi peu à craindre en effet que les débris d'une bombe après l'explosion), qu'on ne mit point à exécution le décret qui prononçait leur exil. Félix Lepelletier, Chaudieu, Talot et leurs compagnons eurent donc la permission de vivre obscurément en France, mais sous la surveillance de la police, et à condition qu'ils se tiendraient éloignés de Paris.

Une procédure sévère eut lieu contre les vrais conspirateurs. Les Jacobins Chevalier et Veyces, accusés d'avoir fourni le premier modèle de la machine infernale, furent traduits devant une commission militaire, condamnés à être fusillés, et exécutés.

Renvoyés devant la cour d'assises, Arena, Ceraschi, Lebrun et Demerville furent déclarés coupables par le jury. Il n'existait cependant guère d'autres preuves contre eux que les révélations de leur complice Harel. Ils furent également exécutés.

Plus tard, Carbon et Saint-Régent [1], agens royalistes dans l'affaire du 10 octobre, furent

[1] L'auteur a dit plus haut que Saint-Régent avait péri dans l'explosion de la machine infernale; il relève lui-même son erreur. (*Édit.*)

aussi jugés, condamnés et mis à mort. Plusieurs individus, compris dans la même accusation, furent acquittés. La justice fut rendue, en cette occasion, avec une impartialité peu commune depuis la révolution.

Mais l'intention de Napoléon n'était pas que les suites de ce complot se bornassent à la mort de ses misérables auteurs. C'était pour lui une occasion précieuse de hâter l'exécution de son projet favori, l'érection de la France en monarchie absolue, la libre disposition des propriétés, de la vie, des pensées et des opinions de tous les Français, dont le dernier se vantait naguère encore d'être son égal. Buonaparte a fait connaître lui-même le sort qu'il réservait à la constitution de l'an VIII, dans ces paroles dictées au général Gourgaud :

« Les idées de Napoléon étaient arrêtées; mais il fallait, pour les réaliser, le concours du temps et des événemens. L'organisation du consulat ne les contrariait en aucune façon; c'était un premier pas vers l'unanimité. Ce point obtenu, Napoléon restait tout-à-fait indifférent sur la forme et les dénominations des corps constitués; lui-même était étranger à la révolution. Il était naturel que ceux qui l'avaient traversée dans toutes ses phases décidassent des questions aussi difficiles qu'abstraites. Le

parti le plus sage était de suivre progressivement l'étoile polaire dont Napoléon se servait pour guider la révolution dans le port désiré. »

Peut-être ce passage offre-t-il un peu d'obscurité ; mais il ne devient que trop clair, si l'on observe Buonaparte dans le cours de sa conduite, dont tous les actes tendent à prouver qu'il n'adoptait le gouvernement consulaire que comme une disposition provisoire, de nature à préparer les esprits de la nation française à ses projets ultérieurs d'ambition. C'est ainsi qu'un jeune étalon est d'abord soumis à un frein léger, jusqu'à ce qu'il ait appris à souffrir le mors et la bride ; c'est encore ainsi que, pour prendre des oiseaux aquatiques, on les enveloppe d'abord dans un vaste réseau pour les amener graduellement dans cet étroit espace qui doit leur servir de prison. Buonaparte nous déclare, en termes précis, qu'il laissa les sages de la révolution organiser l'État à leur manière, bien déterminé, quant à lui, à mettre de côté les règles qu'ils traçaient sur le papier pour continuer son chemin vers le port désiré. Son étoile polaire à lui, c'était son intérêt ; le port, le pouvoir absolu. Ce qui flattait tant son ambition, il le regardait comme la forme de gouvernement la plus convenable à la France. Peut-être

se persuadait-il réellement qu'il servait la France en travaillant pour lui-même; mais à bien considérer la chose, il se trompait singulièrement des deux côtés.

Les conspirations dirigées contre sa vie offraient donc à Buonaparte des moyens d'étendre son autorité, trop favorables pour les laisser échapper. Ces attaques répétées contre le chef de l'État firent désirer, pour la répression des délits politiques, un mode plus expéditif et plus absolu que les formes lentes de la jurisprudence ordinaire. La nécessité de créer un tribunal qui jugeât plus promptement que les cours d'assises fut motivée sur l'état des grandes routes infestées de bandes de chauffeurs qui arrêtaient les diligences, interceptaient les communications du commerce, et s'étaient rendus si formidables que les voitures publiques furent obligées de se faire escorter par quatre soldats au moins, placés sur l'impériale. On appuya fortement sur ce motif pour l'établissement d'un tribunal spécial.

Buonaparte ne manquait pas de modèles pour une institution de cette nature. Héros de la révolution, il avait hérité de ce vaste arsenal où se forgeaient, au nom de la liberté, les armes destinées à frapper l'humanité dans ses plus chers intérêts. Il n'avait qu'à choisir celle qui

lui conviendrait le mieux, et la façonner pour l'emploi qu'il en voulait faire. Il n'était pas probable que le pays qui avait si long-temps enduré le tribunal révolutionnaire, se montrerait difficile sur la création d'un tribunal d'ailleurs moins odieux.

La cour que le gouvernement allait établir devait se composer de huit membres ainsi qualifiés : 1°. le président et deux juges du tribunal criminel ordinaire; 2°. trois militaires ayant au moins le grade de capitaine; 3°. deux citoyens ayant les qualités requises pour être juges. Ces derniers (ainsi que les trois militaires[1]) étaient à la nomination du Premier Consul; de sorte que cinq juges sur huit devaient être désignés par le gouvernement. Le tribunal décidait en dernier ressort et sans recours en cassation. Six membres au moins devaient être présens, et il n'y avait point de voix prépondérante. Le prévenu devait donc être acquitté dans le cas où six juges sur huit, ou quatre sur six, n'auraient pas prononcé la culpabilité; dans les autres tribunaux, au contraire, la

[1] *Ainsi que les trois militaires* n'est pas dans le texte, mais se trouve dans le projet de loi. (*Moniteur* du 11 pluviose an IX, page 545, colonne deuxième.) Cette addition nous semble indispensable, d'après ce que l'auteur ajoute. (*Édit.*)

simple majorité suffisait pour la condamnation.

Avec cette misérable concession faite à l'opinion publique, le tribunal spécial devait connaître des rassemblemens armés, des conspirations, et généralement de tous les crimes commis contre la société.

Le conseiller d'État Portalis présenta ce projet au Corps Législatif, qui, conformément à la constitution, le transmit au Tribunat, seul asile où le pacte fondamental trouvât encore des appuis, et où la liberté présidât encore aux discussions politiques. Benjamin Constant, Daunou, Chénier, et quelques autres qu'on aurait pu nommer les débris du parti libéral, résistèrent noblement, mais sans succès, à cet empiétement du pouvoir, s'étudiant toutefois à exprimer leur opposition dans un langage et par des argumens de nature à ne point irriter le gouvernement. A l'honneur du Tribunat, unique et frêle rempart de la liberté, le projet fut sur le point d'échouer, et ne passa qu'à la faible majorité de quarante-neuf voix contre quarante et une. La minorité fut considérable aussi dans le Corps Législatif. Il semblait que les amis de la liberté, tout privés qu'ils étaient d'une représentation nationale réelle et des moyens d'influencer l'opinion publique, persistaient néanmoins à maintenir contre le Pre-

mier Consul un système d'opposition analogue à celui de l'Angleterre.

Une autre loi, qui passa vers cette époque, dut refroidir le zèle de quelques uns de ces patriotes. On annonça qu'il existait des gens qui devaient être considérés comme des ennemis publics plutôt que comme des conspirateurs de fait, et contre lesquels il fallait employer des moyens préventifs plutôt que des mesures de répression. On désignait par là des Républicains, des Royalistes, et tout citoyen professant ou supposé professer des opinions contraires à l'ordre de choses établi. La loi nouvelle autorisait le gouvernement à les traiter en personnes suspectes, et, comme telles, à les exiler de Paris ou même de la France. Le Premier Consul se trouva ainsi armé d'un pouvoir sans limite sur la liberté de quiconque, selon lui, aurait été l'ennemi de sa domination.

Buonaparte sut profiter pleinement de cet immense pouvoir qu'il arrachait aux corps constitués, et il y parvint en employant l'action terrible de la police. Cette institution, même dans ses formes les plus douces, peut être considérée comme un mal nécessaire. Sans doute, aussi long-temps que les grandes villes offriront des retraites aux vices et aux crimes de toute espèce, il faudra des hommes chargés

de découvrir les malfaiteurs et de les livrer à la justice, de même que, tant qu'il y aura des vers dans le monde animal, il faudra des milans et des corbeaux pour en diminuer le nombre; cependant, comme ces gardiens de la sûreté publique, pour exceller dans leur profession, doivent se familiariser avec les manœuvres, les repaires et les habitudes des coupables, on ne peut attendre d'eux, pour les crimes et les criminels, cette horreur qu'éprouvent les autres hommes. Loin de là, ils ressentent pour eux cette espèce d'intérêt que le chasseur porte à son gibier. D'un autre côté, comme ils se servent le plus souvent d'espions, il faut que ceux-ci prennent les manières et simulent les opinions des individus qu'ils veulent deviner; et leur intérêt personnel les porte souvent à diriger, à encourager et même à provoquer des crimes, pour obtenir la récompense de leur découverte.

Sous le rapport des délits politiques l'intervention de ces agens, quelquefois inévitable, est plus effrayante encore et plus dangereuse. Il serait difficile, sans doute, d'attribuer un délit moral à un individu d'une probité reconnue; mais il n'est point d'homme tellement pur qu'il ne puisse être accusé d'opinions fausses ou exagérées en politique, et devenir ainsi victime de

la perfidie et de la délation. En France, où s'agitaient alors tant de factions, le pouvoir de la police était devenu exorbitant; et, à la vérité, l'existence du gouvernement dépendait, jusqu'à un certain point, de l'activité de cette administration. Elle prit donc un développement considérable, et reçut une organisation plus régulière sous l'adroit et rusé Fouché. Cet homme remarquable, d'abord violent Jacobin, avait trempé dans toutes les horreurs du gouvernement révolutionnaire. Ancien adhérent de Barras, il avait figuré dans les actes de vénalité et de dilapidation qui signalèrent cette époque. Fouché était donc étranger à tout principe de morale, sans être descendu néanmoins à ce degré de dépravation qui fait aimer le mal pour le mal même. Son bon sens lui disait qu'un crime inutile est une bévue politique. La modération qu'il apporta dans l'exercice de ses terribles fonctions, tout en exécutant ponctuellement les ordres de Buonaparte, rendit l'abominable système auquel il présidait, tolérable jusqu'à un certain point; de sorte que ses bonnes qualités mêmes, quand il les fit servir au bien-être des individus, étaient funestes à son pays, qu'il accoutumait ainsi à l'esclavage.

Ce que les Français appellent la haute police, c'est-à-dire celle qui s'occupe des affaires po-

litiques, avait été singulièrement négligée par les ministres de Louis XVI, et désorganisée ensuite par les troubles de la révolution. Les démagogues de la Convention pouvaient s'en passer. Ils avaient autant d'espions et d'instrumens de leur volonté qu'il se trouvait d'affiliés au club des Jacobins. La position du Directoire n'était pas la même. Il n'avait pas, à vrai dire, un parti qui fût plus particulièrement le sien, et il maintenait son autorité par un système de bascule entre les modérés et les démocrates. Il avait donc particulièrement besoin de la police, dont il confia la direction à Fouché. Ce fut alors que celui-ci, détruisant, ou plutôt accaparant les diverses polices, dont les chefs particuliers prétendaient à une certaine indépendance d'action, concentra tout le système dans son cabinet. En rapprochant les rapports de ses agens, et de tous ceux avec qui il entretenait une correspondance, le ministre de la police parvenait à une connaissance si exacte des différens partis qui existaient en France, de leurs projets, de leurs dispositions, de leurs adhérens et de leurs moyens d'exécution, qu'il se trouvait toujours en état de prévenir leurs démarches, savait d'avance les mesures qu'il fallait proposer, et à quels individus il fallait en confier le succès. Arrivait-il un accident imprévu, le ministre

était encore à même, d'après ses renseignemens généraux, d'en assigner la cause réelle et les véritables auteurs.

Un système universel d'espionnage, appliqué à toutes les ramifications de la société, était nécessaire au complément de l'institution, qui ne reçut son entier développement que sous le régime impérial. Avant cette époque, néanmoins, la police existait dans toute la France, et poursuivait l'opinion politique jusque dans le secret du tête-à-tête. Semblable aux vapeurs méphitiques, elle échappait aux yeux en asphyxiant les poumons; répandait partout ses terreurs mystérieuses, et interdisait toute discussion des mesures publiques, à moins que cette discussion ne fût une approbation sans réserve.

Le service de cette administration absorbait des fonds énormes; car Fouché comptait au nombre de ses agens des individus qui n'auraient pas consenti à jouer ce rôle pour une rétribution modique. Mais la dépense était en partie couverte par les sommes immenses que le ministre de la police recevait des maisons de prostitution, ou de jeu, et autres lieux de scandale que l'on tolérait, à la condition d'observer certaines règles qui leur étaient imposées. L'espionnage s'établissait aussi dans ces repaires de la débauche; de sorte que les vices mêmes de

la capitale concouraient au maintien du despotisme qui pesait sur elle. Fouché se vante, dans ses Mémoires, d'avoir eu le secrétaire du Premier Consul au nombre de ses pensionnaires; ajoutant que Joséphine, par suite de ses prodigalités, se décida quelquefois à vendre certains plans du Premier Consul [1]. Fouché se trouvait donc, tout ensemble, l'espion du peuple dans l'intérêt de Buonaparte, et l'espion de Buonaparte lui-même.

La police était un instrument si redoutable dans les mains de celui qui la dirigeait, que Napoléon conçut des inquiétudes et voulut y introduire des contre-poids. Il établit donc quatre divisions bien distinctes : 1°. la police militaire du château, sous la direction de Duroc, grand-maréchal du palais; 2°. celle qui fut attribuée à l'inspecteur de la gendarmerie; 3°. celle de Paris, confiée à un préfet; 4°. la police générale, dont Fouché demeurait chargé; de sorte que le Premier Consul recevait chaque jour quatre rapports de police, certain d'apprendre par l'un d'eux ce que les autres auraient eu intérêt de cacher.

[1] C'est ici le cas de rappeler ce que nous avons déjà dit, et ce que l'auteur n'a fait que soupçonner ailleurs, que les *Mémoires de Fouché* sont apocryphes. (*Édit.*)

En général, les agens de ces différentes polices étaient inconnus les uns aux autres ; et il arriva souvent qu'au moment d'arrêter un individu qu'ils jugeaient suspect, ils rencontrèrent en lui un confrère d'une autre administration. Le système, comme on le voit, était aussi compliqué qu'oppressif et injuste ; mais nous aurons de fréquentes occasions de revenir sur ce sujet : nous nous bornerons à répéter ici que, dans son intérêt réel, ce fut un malheur pour Buonaparte de trouver à sa disposition une arme si bien façonnée pour le despotisme, et maniée par une main aussi habile que celle de Fouché.

La police était chargée de surveiller l'opinion publique, soit qu'elle se manifestât dans l'entretien confidentiel des salons, soit qu'elle empruntât l'organe de la presse. La littérature était l'épouvantail de Napoléon ; en laissant voir ses craintes il découvrait le côté faible de son gouvernement. La censure pesait continuellement sur les journaux. Fouché faisait appeler devant lui les éditeurs quand ils avaient inséré quelque article réputé peu respectueux pour l'autorité de son maître : il se montrait alors également libéral de menaces et de promesses. Les menaces particulièrement n'étaient jamais vaines, et le journaliste en récidive pouvait bientôt s'en convaincre. Dans ce cas la suppression du jour-

nal rebelle ne fit souvent que précéder l'exil ou l'emprisonnement du journaliste. De pareilles rigueurs attendaient les écrivains, les libraires et les imprimeurs, que Buonaparte voyait avec une inquiétude qu'on pourrait nommer maladive.

Personne ne s'étonnera qu'un gouvernement absolu soit porté à enchaîner la presse journalière, et toute autre branche de la littérature qui a des rapports directs avec la politique; mais la police de Buonaparte alla plus loin, et exigea souvent des auteurs, qui n'écrivaient que sur des sujets généraux, une reconnaissance expresse du nouveau gouvernement. Les anciens chrétiens ne voulaient point aller au théâtre, parce qu'il fallait, avant tout, brûler quelques grains d'encens à la fausse divinité du lieu. De même, de généreux écrivains furent souvent obligés, en France, de supprimer des écrits absolument étrangers à la politique, parce que le pouvoir du jour en entravait la publication, si l'auteur ne consentait pas à reconnaître le droit de l'homme qui usurpait l'autorité suprême, et du destructeur des libertés de son pays. Si madame de Staël fut long-temps persécutée par la police de Buonaparte, c'est que Buonaparte voulait rattacher tous les ouvrages de génie à son gouvernement.

Nous avons déjà dit que la bonne intelligence

n'exista jamais entre Napoléon et la célèbre fille de Necker. Leurs caractères étaient loin de se convenir. Elle avait manifestement fait du Premier Consul l'objet d'une investigation minutieuse et sévère; et Buonaparte n'aimait pas qu'on l'examinât de si près. D'un autre côté, le salon de madame de Staël était le rendez-vous de personnages distingués dont plusieurs défendaient la cause de la liberté. On se contenta, pour ce fait, de l'exiler de Paris; mais quand elle voulut publier son excellent ouvrage sur l'Allemagne, où malheureusement elle ne faisait aucune mention de la France ni de son chef, le livre fut saisi par la police. Savary[1] honora madame de Staël d'une lettre où se trouvait cette phrase : « Il m'a paru que l'air de ce pays-ci ne vous convenait point. » Puis il l'invitait à partir dans le plus bref délai. Elle n'était encore bannie que de Paris, qu'elle regardait comme sa patrie, lorsque le bon préfet de Genève lui proposa un moyen de rentrer en faveur : c'était de faire une ode sur la naissance du roi de Rome. Madame de Staël répondit qu'elle se bornait à lui souhaiter une bonne nourrice, et encourut ainsi de nouvelles rigueurs,

[1] Par erreur l'édition d'Édimbourg nomme ici *Fouché* au lieu de Savary. (*Édit.*)

qui s'étendirent jusqu'aux amis assez téméraires pour la visiter dans son exil. Telle était l'influence du gouvernement français en Europe, que madame de Staël, pour échapper aux tracasseries dont on l'accablait, fut obligée de se réfugier en Angleterre par la voie éloignée de la Russie. Chénier, auteur de la *Marseillaise* [1], et depuis le panégyriste du général Buonaparte, devint, avec d'autres hommes de lettres qui ne s'inclinaient pas assez profondément devant le nouveau souverain, l'objet des persécutions du Premier Consul. L'entêtement puéril que mettait Napoléon dans ces querelles déraisonnables appartient plus particulièrement à l'histoire de l'Empereur ; mais il produisait dès-lors ses premiers fruits. La facilité de céder à ces petites passions contribue beaucoup à les nourrir et à les rendre plus exigeantes. Chez Buonaparte cette facilité, déjà grande en elle-même, était encore accrue par le dangereux moyen que lui offrait la police, de satisfaire l'humeur chagrine ou la vengeance du souverain.

Napoléon trouva, pour son pouvoir naissant, un appui d'une autre nature, et fondé sur des principes bien différens. Ce fut le rétablis-

[1] Nous avons déjà fait remarquer que l'auteur de la *Marseillaise* est M. Rougé de Lille. (*Édit.*)

sement de la religion en France au moyen du Concordat conclu avec le Pape. Deux grands pas avaient été faits vers ce but important, au moyen du décret qui rouvrait les églises et relevait le christianisme, et par le rétablissement du Pape dans ses domaines temporels après la bataille de Marengo. Il restait encore à obtenir, d'un côté, la sanction du gouvernement du Premier Consul, par le Pape; de l'autre, la restauration des droits de l'Église en France, autant que le permettrait le nouvel ordre de choses.

Ce fameux traité fut stipulé par Joseph Buonaparte, qui tint à cet effet, conjointement avec trois collègues [1], des conférences avec les plénipotentiaires du Pape. L'échange des ratifications eut lieu le 18 septembre 1801. Après la publication, on s'étonna de voir l'attitude soumise où s'était placé, devant Buonaparte, ce saint-siége jadis si fier, et le ton de maître avec lequel Napoléon avait dicté les termes de la convention. Chacun des articles était une atteinte à ces antiques prétentions que la cour pontificale avait toujours fait valoir comme

[1] Il n'en avait que deux : Cretet, conseiller d'État, et Bernier, curé de Saint-Laud, d'Angers. Voir les signataires du Concordat dans le *Moniteur* du 17 germinal an x, page 794, colonne deuxième ; et l'*Histoire d'Italie* de M. Botta, tome IV, page 384. (*Édit.*)

les priviléges inaliénables de l'infaillibilité de son chef.

La convention portait en substance : Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des Français. En conséquence, elle sera librement exercée en France. Son culte sera public, en se conformant aux réglemens de police que le gouvernement jugera nécessaires. Il sera fait par le saint-siége, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription de diocèses. Sa Sainteté déclarera aux évêques titulaires qu'elle attend d'eux le sacrifice de leurs siéges. S'ils se refusaient à ce sacrifice, il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés. Le Premier Consul nommera aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique. Les évêques et les autres ecclésiastiques, avant d'entrer en fonctions, prêteront serment de fidélité à la République. Ils réciteront à l'église des prières pour la République et les Consuls. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses. Ils nommeront aux cures; leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement. Le gouvernement assurera un traitement conve-

nable aux évêques et aux curés. Sa Sainteté déclare que, ni elle ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayans-cause.

Tel fut l'important traité par lequel Pie VII abandonnait à un soldat dont l'Europe ignorait le nom cinq ou six ans auparavant, ses hautes prétentions de suprématie dans les affaires spirituelles, pour lesquelles ses prédécesseurs combattaient victorieusement depuis des siècles, contre tous les potentats d'Europe. Un puritain aurait pu dire du pouvoir établi sur les sept collines : « Babylone est tombée, elle est tombée cette grande ville »[1]. Les catholiques rigides étaient de cette opinion. Le Concordat, disaient-ils, contient plutôt l'abaissement du saint-siége, que le rétablissement de l'Église de France.

D'un autre côté, il y eut peu de sujet d'édification dans les procédés observés à l'égard des évêques, alors titulaires, et dont la plupart étaient émigrés. En exécution d'un article du Concordat, imposé, disait la lettre du pape,

[1] *Isaïe*, cap. XXI, v. 9. (*Édit.*)

« par l'exigence du temps, qui exerce sa violence sur nous-même », Sa Sainteté requit chacun de ces respectables personnages, par un ordre spécial, d'accéder à la convention, et de faire le sacrifice de leurs siéges. L'ordre était péremptoire dans ses termes, et la réponse devait être donnée dans le délai de quinze jours. Le motif de cette précipitation était d'empêcher toute ligue ou toute consultation, et de placer chaque évêque individuellement dans l'alternative de la soumission qui lui donnait des droits à être pourvu dans la nouvelle hiérarchie, ou du refus qui obligeait le Pape de déclarer le siége vacant, conformément à ses engagemens avec Buonaparte.

Les évêques, en général, se dispensèrent d'obéir à une requête qui, de la part du Pape, était évidemment l'effet de la contrainte. Ils offrirent de déposer leur désistement aux pieds de Sa Sainteté, aussitôt qu'ils seraient certains d'être remplacés dans les formes régulières et canoniques, mais ils refusèrent de sanctionner volontairement la renonciation des droits de l'Église, implicitement stipulée dans le Concordat, et ils préférèrent l'exil et la pauvreté à tous les avantages qu'ils auraient pu obtenir en compromettant les priviléges de la hiérarchie. On pense bien que cette opposition ne fit

qu'augmenter la haine des zélés catholiques pour le Concordat.

D'autres, au contraire, pensaient que le nouveau système, tout imparfait qu'il pût être, entretiendrait néanmoins le sentiment du christianisme en France, où il courait risque de s'éteindre dans la génération naissante, par le manque absolu de culte public. Ils rappelaient que si les Juifs, au temps d'Esdras, répandirent des pleurs légitimes en voyant l'infériorité du second temple, la Providence n'en avait pas moins permis que ce temple fût élevé sous les auspices, et avec l'autorisation d'un infidèle. En convenant que la protection accordée par Buonaparte à la religion chrétienne avait sa source dans l'intérêt personnel, ils espéraient que Dieu, qui fait servir les passions humaines à l'exécution de ses divins décrets, se servait alors de celles du Premier Consul pour entretenir l'amour du christianisme en France, et prédisaient que la religion, source première de tous nos biens ici-bas, ramenerait par la suite, et propagerait le sentiment d'une liberté raisonnable.

Le parti révolutionnaire voyait le Concordat d'un œil tout différent. Pour les Jacobins, comme pour les Juifs et les anciens Grecs, la religion chrétienne était une pierre d'achoppement. Pour

les philosophes, c'était une niaiserie. Ils éprouvaient, pour la détruire, autant d'ardeur qu'ils en avaient montré contre les institutions monarchiques, car ils prévoyaient le rétablissement du trône après le rétablissement de l'autel. Buonaparte se justifiait auprès des philosophes, en comparant son Concordat à une espèce de vaccination religieuse, qui commençait par affaiblir le système primitif, pour le neutraliser bientôt complétement.

Malgré tout, il s'occupait de renouer l'ancienne alliance de l'Eglise et de la couronne avec autant de solennité que possible. La direction des affaires ecclésiastiques fut confiée à Portalis, nommé ministre des cultes. Il avait mérité ce poste éminent par un savant et profond discours prononcé au Corps Législatif, dans lequel il prouvait aux hommes d'État de la France, ce qui fait rarement le sujet d'un doute ailleurs, que la religion est naturelle à l'homme, et que son culte mérite la protection de l'État. Le Concordat fut promulgué dans l'église de Notre-Dame, avec la plus grande magnificence. Buonaparte assistait en personne à la cérémonie avec une pompe toute royale, et modelée autant que possible sur celle des anciens rois de France. L'archevêque d'Aix [1]

[1] M. de Boisgelin, devenu archevêque de Tours. (*Édit.*)

prêcha en cette occasion. Le même prélat avait prononcé le sermon au couronnement de Louis XVI. On usa, dit-on, d'une espèce de subterfuge pour faire assister les vieux généraux de la République à cette solennité. Ils furent invités à déjeuner par Berthier, qui de là les conduisit au lever du Premier Consul, de sorte qu'ils ne purent refuser de l'accompagner à l'église. Napoléon, au retour de la cérémonie, observa complaisamment, en leur présence, que l'ancien ordre de choses revenait à grands pas. « Oui, répondit hardiment l'un d'eux, tout revient, excepté les deux millions de Français qui ont péri pour détruire ce même ordre de choses qu'on veut rétablir. »[1]

On a prétendu que Buonaparte, trouvant le Pape et le clergé moins traitables qu'il aurait désiré, s'était repenti d'avoir relevé la religion, et avait qualifié le Concordat la plus grande erreur de son règne. Cette expression n'aurait pu lui échapper que dans un moment d'humeur. Il savait combien d'avantages un gouvernement peut retirer d'une Église nationale qui le

[1] Cette réponse fut celle du général Delmas, à qui Buonaparte demandait comment il avait trouvé la cérémonie. « C'est une belle capucinade, dit Delmas ; il n'y manque qu'un million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce que vous rétablissez. » (*Edit.*)

reconnaît dans son rituel. A Sainte-Hélène, il convient tout à la fois de l'utilité de sa convention avec le Pape, comme mesure politique, et de l'indifférence qu'elle lui inspirait sous le rapport religieux. « Je n'ai jamais regretté d'avoir signé le Concordat, disait-il; si le Pape n'eût pas existé alors, il aurait fallu le créer tout exprès pour la circonstance. » [1]

Le Premier Consul chercha donc à tirer du Concordat tout le parti possible, en faisant placer son nom dans le catéchisme de l'Église, le même, sous beaucoup de rapports que celui de Bossuet. Honorer Napoléon, disait-on aux néophytes, c'était servir et honorer Dieu lui-même: résister à sa volonté, c'était encourir la damnation éternelle.

Dans les affaires civiles Buonaparte ne montra pas moins d'habileté, en confondant les intérêts de la nation avec son agrandissement personnel. Déjà il s'était moqué du projet de fonder une constitution libre : « la seule constitution libre, utile et nécessaire, c'était, à l'entendre, un bon Code civil », ne réfléchissant pas que le meilleur système de lois qui n'a d'autre appui que la volonté d'un prince absolu et de son conseil

[1] C'était appliquer au Pape le vers de Voltaire : *Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer.* (Édit.)

d'État, ne saurait être plus solide qu'une perle suspendue à un seul cheveu. Rendons justice à Napoléon, néanmoins, en reconnaissant qu'il envisagea sans crainte l'idée gigantesque de former un Code uniforme d'institutions nationales, en supprimant cette multitude de coutumes locales, encore existantes dans les diverses provinces, aussi-bien que toutes les lois partielles et temporaires sorties de la révolution à différentes époques. Dans ce but, un ordre des Consuls convoqua MM. Portalis, Tronchet, Bigot-Préameneu et Malleville, jurisconsultes de la plus haute distinction, pour s'occuper, conjointement avec le ministre de la justice Cambacérès, de poser les bases d'un système général de jurisprudence. Nous parlerons plus tard des progrès et de la terminaison de ce grand travail. Napoléon lui-même prit une part active dans la discussion.

Un décret éminemment propre à cicatriser les plaies de la France, vint encore attester le talent de Buonaparte, et, comme on l'espérait, prouver sa modération.

Nous voulons parler de l'amnistie générale accordée aux émigrés. Par un décret du Sénat, daté du 26 avril 1801, ces infortunés eurent la permission de revenir en France dans un délai déterminé et en prêtant serment de fidélité au

gouvernement. Il y eut néanmoins cinq classes d'exceptions contre ceux que l'on jugeait trop fortement engagés avec la maison de Bourbon, pour se réconcilier jamais avec la domination de Buonaparte. Tels étaient, 1°. les chefs de corps armés royalistes; 2°. ceux qui avaient pris du service dans les armées alliées; 3°. ceux qui avaient fait partie de la maison des princes du sang; 4°. ceux qui avaient provoqué la guerre étrangère et domestique; 5°. les généraux, amiraux, représentans du peuple, coupables de trahison envers la République; y compris les prélats qui refusaient de se démettre aux termes du Concordat. Il fut déclaré en même temps que ces exceptions ne comprenaient pas plus de cinq cents personnes en tout. Buonaparte pensait justement qu'en séparant des chefs, qu'en épurant ainsi la masse des émigrés, ceux-ci, épuisés dans leur fortune, fatigués de l'exil, recevraient avec reconnaissance la permission de revenir en France, et deviendraient peut-être sujets dévoués de son gouvernement. L'événement réalisa en grande partie, sinon pleinement, cette attente. Il fut décidé que les portions non vendues de biens des émigrés leur seraient restituées; mais eux-mêmes devaient rester sous la surveillance de la police pendant dix ans après leur retour.

Buonaparte s'acquitta plus honorablement encore des fonctions de sa haute dignité, en fondant des établissemens d'instruction publique. Ce fut ainsi qu'avec l'assistance de Monge, il créa l'École Polytechnique, d'où sont sortis tant d'hommes de mérite. Il donna toute son attention à la réforme des abus, s'appliquant surtout à réprimer ceux qui s'étaient enracinés pendant la révolution dans les prisons, notamment le monopole des vivres, source d'une tyrannie intolérable. En portant remède à ces maux, Buonaparte, quoiqu'il ne fût pas né sur le trône, se montra digne du haut rang où il était parvenu. Regrettons seulement que, lorsqu'il s'agît de ses vues particulières et de son intérêt personnel, il ait manqué généralement de ce jugement sain, de ce coup d'œil juste, qui le distinguait si éminemment dans les questions générales et abstraites.

D'autres projets d'amélioration publique furent mis en avant comme occupant les pensées du Premier Consul. A l'exemple d'Auguste, dont la position, sous certains rapports, fut semblable à la sienne, Napoléon s'efforçait, par la magnificence de ses plans, de détourner l'attention de ses empiétemens sur la liberté nationale. La navigation intérieure du Languedoc devait être complétée. Un canal qui aurait joint la rivière

d'Yonne à la Saône, devait lier le midi de la République avec le nord, de manière à établir une communication par eau entre Marseille et Amsterdam. Des ponts devaient être construits; des routes percées ou perfectionnées; des musées fondés dans les principales villes de France; une foule d'autres travaux publics entrepris, et sur une échelle qui devait laisser bien loin en arrière le siècle fameux de Louis XIV. Buonaparte connaissait bien les Français; il savait qu'il les attacherait à son gouvernement, en cédant à son propre penchant pour les entreprises hardies et grandes, soit pendant la guerre, soit pendant la paix.

Mais en même temps que ces projets fastueux fixaient l'attention du peuple et flattaient l'orgueil national en France, le commerce restait languissant par l'effet d'un blocus permanent. La cherté des vivres se fit sentir, et le mécontentement contre le Consulat remplaça l'enthousiasme qui avait accueilli ses commencemens. Ici le seul remède efficace était la paix générale. Une suite d'événemens, dont quelques uns furent peu agréables au Premier Consul, sembla préparer graduellement cet heureux résultat.

CHAPITRE XII.

Suite de l'examen des relations extérieures de la France; — son ascendant universel. — Napoléon fait des avances à l'empereur Paul. — Projet d'anéantir la puissance britannique dans l'Inde. — Droit de visite en mer. — Mort de Paul; — effet qu'elle produit sur Buonaparte. — Affaires d'Égypte. — Assassinat de Kléber. — Menou lui succède. — Une armée anglaise débarque en Égypte. — Bataille et victoire d'Alexandrie. — Mort de sir Ralph Abercrombie. — Le général Hutchinson lui succède. — Le général français Belliard capitule. — Le général Menou en fait autant. — Conclusion de la guerre d'Égypte.

Après cet aperçu des affaires intérieures de la France, au commencement de la domination de Buonaparte, nous revenons à ses relations extérieures. Sous ce rapport, depuis le traité de Lunéville, la France paraissait marcher vers une suprématie universelle, tant le génie et le bonheur d'un seul homme avaient changé le cours ordinaire des choses en Europe. Non seulement, par le traité de Lunéville, la république française se voyait en possession paisible de territoires limitrophes du Rhin, mais les nations voisines, sous le prétexte spécieux de protection ou d'alliance, étaient aussi soumises à son gouvernement que si elles eussent fait partie

intégrante de ses domaines. Telles étaient la Hollande, la Suisse et l'Italie. Semblable à un mannequin, l'Espagne ne faisait un mouvement qu'autant que Buonaparte le voulait bien. L'Autriche, humiliée, avait perdu son énergie; la Prusse se souvenait encore de ses désastres dans la première guerre de la révolution; la Russie elle-même, seul État que l'on pouvait considérer comme étranger à toute inquiétude du côté de la France, la Russie était dans une position à être facilement influencée. Il suffisait de flatter et caresser les inclinations particulières de l'empereur Paul.

Nous avons déjà remarqué que Buonaparte avait habilement profité de la mésintelligence des cours d'Autriche et de Russie pour s'insinuer lui-même dans les bonnes grâces du Czar. Le différend qui s'éleva entre la Russie et l'Angleterre lui donna plus de facilités encore pour fasciner l'esprit de cet imprudent monarque.

Le refus de la Grande-Bretagne de céder la forteresse, pour ainsi dire imprenable, de Malte, et par conséquent la domination de la Méditerranée à une puissance qui n'était plus son amie, fut aggravé par un autre refus, celui de comprendre les prisonniers russes dans le traité d'échange convenu entre la France et l'Angleterre. Napoléon parvint à séduire le

Czar en employant deux moyens, qui se liaient précisément à ces deux causes d'inimitié. Paul affectait de se dire grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem; il lui fit présent de l'épée donnée par le Pape au brave Jean de la Valette, qui commandait l'ordre à l'époque du fameux siége de Malte par les Turcs. Plus tard, et toujours pour établir un contraste favorable entre sa conduite et celle de l'Angleterre, il habilla et arma huit ou neuf mille prisonniers russes, et les renvoya libres, comme un témoignage de son estime particulière pour l'Empereur.

Une intrigue plus secrète, et scandaleuse, fut encore mise en usage, a-t-on dit, dans le but de gagner le monarque du Nord. On se serait servi de l'attachement conçu par l'infortuné prince, pour une actrice française, célèbre par ses talens et par sa beauté, et qu'on aurait envoyée tout exprès de Paris pour le séduire. Par tous ces motifs ensemble, Paul ne tarda pas à se déclarer ouvertement l'ami chaud de la France, et l'ennemi juré de l'Angleterre. Au premier de ces titres, il eut la faiblesse et l'indigne complaisance de priver les membres de la maison de Bourbon de l'hospitalité qu'il leur avait accordée jusqu'alors. Ils furent obligés de quitter Mitau, qu'ils habitaient à cette époque.

Pour satisfaire son dépit contre la Grande-Bretagne, Paul prêta l'oreille, du moins, au magnifique projet conçu par Buonaparte, de détruire la puissance anglaise dans l'Inde, ce qu'il avait inutilement tenté en s'emparant de l'Égypte. L'entreprise devait se réaliser au moyen de la jonction des forces russes et françaises, qui auraient gagné les Indes par la voie de terre, en traversant le royaume de Perse; et ce fut sérieusement que l'on discuta le plan de cette campagne. Trente-cinq mille Français auraient descendu le Danube jusqu'à la mer Noire, traversé cette mer et celle d'Azof, et continué leur route par terre jusqu'au Volga. Ils devaient ensuite s'embarquer de nouveau, et descendre le fleuve jusqu'à la ville d'Astracan; puis traverser la mer Caspienne pour gagner Astrabad, où ils devaient être joints par une armée russe égale en nombre. On avait calculé qu'en traversant la Perse par Hérat, Ferah, et Candahar, l'armée gallo-russe pouvait se trouver sur l'Indus, quarante-cinq jours après son départ d'Astrabad. Il fallait le génie audacieux de Napoléon pour concevoir ce gigantesque projet; et la faiblesse d'esprit de l'empereur Paul pour consentir à devenir l'instrument d'une entreprise si étrange, dont la France devait retirer tout l'avantage.

L'empereur de Russie aurait pu nuire à la Grande-Bretagne, sans aller par terre jusqu'aux Indes. Un différend existait entre l'Angleterre et les cours du Nord; le moment était périlleux; il pouvait jeter contre elle, dans la balance, tout le poids de la Russie.

Le droit de visite, à la mer, c'est-à-dire le droit d'arrêter un vaisseau neutre ou ami, et de lui enlever les propriétés appartenant à l'ennemi, est reconnu dans les plus anciens codes maritimes. Mais l'Angleterre, au moyen de sa supériorité navale, avait pu exercer ce droit d'une manière si générale, qu'il était devenu un sujet de vif mécontentement chez les puissances neutres. L'alliance des États du Nord, en 1780, connue sous le nom de neutralité armée, avait pour objet d'anéantir ce droit de visite, et d'établir la maxime que le pavillon couvrait la marchandise; en d'autres termes, que la neutralité du vaisseau garantissait les propriétés qu'il pouvait avoir à son bord. La France insistait alors fortement pour ce principe, dans le but d'irriter les puissances neutres contre la Grande-Bretagne, dont le droit de visite, qui ne pouvait s'exercer sans inconvéniens et sans vexations pour leur commerce, devait nécessairement leur paraître odieux. Ne réfléchissant pas que le danger résultant

du pouvoir colossal de la France était infiniment plus grand que tout autre qui aurait pu naître des prétentions maritimes de la Grande-Bretagne, les cours du Nord se liguèrent de nouveau pour obtenir ce qu'elles appelaient la liberté des mers. L'empereur Paul, même avant d'avoir témoigné son ressentiment au sujet de l'île de Malte, avait été jusqu'à séquestrer les propriétés britanniques, en représailles du droit de visite exercé par l'Angleterre; mais quand il se crut l'objet d'un nouvel outrage, il devint furieux, et ordonna contre les sujets anglais, aussi-bien que contre leurs propriétés, les mesures les plus violentes qui fussent jamais émanées d'un despote aveuglé par la colère.

Plus jalouse de son agrandissement particulier, que du bien-être général de l'Europe, la Prusse profita du mécontentement universel contre l'Angleterre, pour s'emparer du Hanovre, domaine continental du Roi; et elle le fit, au mépris de la foi publique, puisqu'elle avait garanti la neutralité de ce pays.

Tout le monde sait ce qui arriva relativement aux puissances du Nord. Le gouvernement envoya sans délai une flotte nombreuse dans la Baltique; et la sanglante bataille de Copenhague détacha le Danemarck de la con-

fédération. La Suède n'y était entrée que malgré elle, et la Russie changea de politique après la mort de Paul. Ce malheureux prince avait lassé la patience de ses sujets. Il périt victime de l'un de ces complots qui, dans les monarchies absolues, surtout quand elles participent du caractère oriental, tiennent lieu de toutes les restrictions imposées par une constitution libre et modérée, où la prérogative royale est limitée par la loi. Sous l'empire de ces nouvelles circonstances, le démêlé s'apaisa sans peine; et le droit de visite fut soumis à de justes règles, et à des modifications équitables.

Buonaparte apprit la mort de Paul avec une émotion qui ne lui était pas ordinaire. Pour la première fois de sa vie, dit-on, l'étonnement et le regret lui arrachèrent le cri passionné de *Mon Dieu!* La puissance de Paul était colossale; lui-même se montrait disposé à l'exercer dans l'intérêt de la France, et sa mort déconcertait plusieurs grands projets que Buonaparte regardait peut-être déjà comme accomplis. Il était naturel aussi que Napoléon se sentît ému, à la fin soudaine et violente d'un prince qui avait manifesté tant d'admiration pour sa personne et ses talens. On assure que cet accident étrange absorba si long-temps sa pensée, que Talleyrand fut obligé de lui rappeler que c'était

une manière de destituer un prince, et de réformer une administration particulière au pays où elle avait été mise en usage. [1]

La mort de Paul, tant regrettée par Buonaparte, accéléra néanmoins la paix entre la France et l'Angleterre; et, si elle eût reposé sur des bases solides, c'eût été pour lui la plus sûre garantie du maintien de son pouvoir et de sa dynastie. Du moment où le Czar s'était montré son allié docile, il n'avait pas fallu espérer que Buonaparte ferait des propositions assez modérées pour que le ministère anglais pût traiter avec lui.

Un autre obstacle aux négociations fut aussi écarté à cette époque, d'une manière aussi peu agréable pour Buonaparte que la mort de Paul. La possession de l'Égypte par les Français était un point sur lequel le Premier Consul eût fortement insisté par des motifs qui lui étaient particuliers. L'expédition d'Égypte était entièrement liée à sa gloire personnelle, et il n'en eût probablement point sacrifié les résultats, au désir de faire la paix avec l'Angleterre. D'un autre côté, on devait peu s'attendre à ce que la Grande-Bretagne souscrivît à aucun

[1] « Mais enfin que voulez-vous? c'est un mode de destitution propre à ce pays-là! »

traité qui eût sanctionné l'existence d'une colonie française en Égypte, avec le but évident de ruiner notre commerce dans l'Inde. Le sort des armes fit disparaître cette difficulté.

On peut dire que les affaires d'Égypte avaient pris une tournure défavorable pour les Français, depuis que le général en chef avait quitté l'armée. Kléber, à qui passait le commandement, murmurait de s'en trouver investi d'une manière si brusque, et du peu de ressources qu'on lui laissait pour se défendre. Menacé par une grande armée turque, qui se concentrait pour venger la défaite d'Aboukir, il voulut quitter un pays où il désespérait de se maintenir. En conséquence, il signa, avec les plénipotentiaires turcs, et sir Sidney Smith, envoyé de la Grande-Bretagne, une convention portant que l'armée française évacuerait l'Égypte, et pourrait se retirer en France, sans être inquiétée par la flotte anglaise. Le gouvernement britannique refusa de ratifier ce traité, attendu que sir Sidney Smith avait dépassé ses pouvoirs en ce point, et que lord Elgin ayant été nommé plénipotentiaire à la Porte, les fonctions de sir Sidney se trouvaient révoquées : tel était du moins le prétexte mis en avant. Le vrai motif était que les succès récens de Suwarow donnaient l'espoir de pénétrer

jusqu'aux frontières de la République, et que l'arrivée de Kléber avec son armée, dans le midi de la France, pouvait avoir un effet décisif sur les événemens de la guerre. Lord Keith, qui commandait dans la Méditerranée, reçut donc l'ordre de refuser le passage à l'armée française d'Égypte, et le traité d'El-Arish fut rompu.

Privé de ce moyen de salut, Kléber eut recours aux armes. Le visir Jousouff-Pacha, qui venait d'entrer en Égypte, après avoir traversé le désert, éprouva une défaite sanglante et décisive, le 18 mars 1800, près les ruines de l'ancienne Héliopolis. A la suite de cette victoire, Kléber prit des dispositions de nature à se maintenir en possession du pays, et à concilier aux Français l'affection des habitans. Les impôts qu'il frappa furent aussi modérés que le permettaient les besoins de l'armée. Il améliora de beaucoup la situation de ses troupes, et conclut, sinon la paix, au moins une trève utile avec l'actif et entreprenant Murad-Bey, qui se trouvait toujours à la tête d'un corps considérable de mamelucks. Kléber leva aussi parmi les Grecs une légion de 1500 à 2000 hommes; il réussit même, quoique plus difficilement, à former un régiment de Cophtes.

Ce fut dans le cours de ces opérations qu'il tomba sous les coups d'un assassin. Un Turc

fanatique nommé Soliman Haleby [1], natif d'Alep, s'imagina qu'il était envoyé du ciel pour tuer l'ennemi du Prophète et du Grand-Seigneur. Il se cacha dans une citerne, puis, saisissant le moment où Kléber se trouvait accompagné d'un seul homme, il s'élança sur le général et le poignarda. L'assassin fut justement condamné à la peine de mort, mais la sentence fut exécutée avec une barbarie peu digne de ceux qui l'avaient rendue. Le coupable fut empalé vif, après avoir eu la main brûlée [2]. Il vécut encore quatre heures sur le pal, au milieu d'horribles tourmens qu'il parut endurer avec une indifférence dont le fanatisme seul est capable.

Le baron Menou, à qui le commandement se trouvait dévolu, n'avait pas le mérite de Kléber; il faisait partie des nobles qui avaient embrassé la cause populaire dans l'Assemblée Constituante. C'était ce même général qui, par son défaut d'énergie à l'affaire des Sections, força la Convention de lui substituer Buonaparte. Il était donc, en quelque sorte, une des causes premières de cette fortune qui s'éleva si

[1] *Le Moniteur* du 19 fructidor an VIII, orthographie ce nom ainsi : *Soleyman el Alepi*. (*Édit.*)

[2] *Moniteur* du 19 fructidor an VIII. (*Édit.*)

haut par la suite. Menou eut la maladresse de modifier, sous plusieurs rapports, le plan adopté par Kléber. Il exécuta réellement ce que Buonaparte s'était contenté de dire et d'écrire; il se fit tout de bon musulman, épousa une femme turque, et prit le nom d'Abdallah-Menou. Cette apostasie l'exposa aux railleries des Français, sans lui concilier l'estime des Égyptiens.

Les secours promis par Buonaparte à l'armée d'Égypte, dans sa proclamation d'adieu, arrivèrent tardivement, et furent peu importans. Ce n'était pas la faute du Premier Consul, qui avait donné ordre à Gantheaume d'appareiller avec une escadre portant quatre ou cinq mille hommes. Mais se voyant poursuivi par la flotte anglaise, l'amiral français s'estima heureux de pouvoir rentrer dans le port de Toulon. D'autres tentatives furent faites avec aussi peu de succès. Les ports de France étaient surveillés de trop près pour qu'une expédition considérable pût en sortir; deux frégates portant cinq à six cents hommes parvinrent seules à gagner l'Égypte.

Cependant le cabinet anglais prit la résolution vigoureuse et hardie d'arracher aux Français leur colonie favorite. Notre gouvernement avait long-temps borné ses efforts militaires à des opérations de détail, dont le succès ne pou-

vait rien produire pour le résultat général de la guerre, dont la non-réussite, comme il arriva devant Cadix, le Ferrol et ailleurs, tendait à jeter du ridicule sur les plans du ministère, et même, bien injustement sans doute, sur la valeur des troupes employées dans l'expédition. Ce fut par ces entreprises mal entendues, et par ces moyens partiels, que la guerre fut soutenue de notre côté, tandis que notre actif et formidable ennemi tentait des efforts proportionnés à la grandeur de sa puissance. Nous ne savions porter que des coups incertains, mal assurés, capables tout au plus d'effleurer l'épiderme; il visait droit au cœur, et ne frappait jamais que pour enfoncer le glaive jusqu'à la garde.

Que résulta-t-il de ces mesures imparfaites? c'est que nos soldats, tout en acquérant cette perfection de discipline qui les distingue aujourd'hui, tombèrent, sans le mériter, dans l'estime de leurs compatriotes, plus bas qu'à nulle époque de notre histoire.

L'excellence de nos marins s'était signalée en mille occasions, et il était malheureusement passé en habitude de comparer nos succès maritimes avec nos échecs sur terre. Mais il fut bientôt démontré que nos soldats pouvaient déployer la même supériorité toutes les fois que

le plan de campagne leur offrirait un champ de bataille convenable : ce champ de bataille se trouva en Égypte.

Cette entreprise fut conçue exclusivement par un homme d'État mal récompensé, le feu lord Melleville, qui n'obtint qu'avec peine le concours de M. Pitt lui-même, dans un projet d'une hardiesse depuis long-temps sans exemple en Angleterre. La résolution fut adoptée à la plus faible majorité possible, dans le cabinet. Obligé en quelque sorte d'y consentir, le feu Roi protesta solennellement néanmoins contre une mesure si périlleuse.

« C'est avec la plus grande répugnance, dit à peu près Georges III, que je souscris à une délibération qui envoie la fleur de mon armée dans une contrée lointaine, et pour une expédition dangereuse. [1] » L'événement prouva néanmoins que, dans une partie difficile, un

[1] Plus tard, le bon Roi reconnut son erreur : lord Melleville n'étant plus ministre, Sa Majesté lui fit l'honneur de l'aller voir à Wimbledon, et d'y accepter quelques rafraîchissemens. A cette occasion, le Roi remplit un verre de vin, invita les convives à en faire autant, et porta le toast suivant : « La santé du ministre courageux qui, contre l'opinion de plusieurs de ses collègues, malgré les remontrances mêmes de son Roi, a osé concevoir et faire entreprendre l'expédition d'Égypte ! »

coup hardi mais bien calculé d'avance, est souvent le plus heureux.

Le 13 mars 1801, le général sir Ralph Abercrombie débarqua en Égypte à la tête de dix-sept mille hommes, malgré les efforts désespérés de l'ennemi. L'excellence des troupes fut démontrée par leur courage et le sang-froid avec lequel, après avoir débarqué au milieu des brisans, elles se formèrent tout à coup et marchèrent à l'ennemi. Une action générale eut lieu le 21 mars. La cavalerie française voulut tourner le flanc de l'armée anglaise, et fit une charge terrible pour y parvenir : elle manqua son but et fut repoussée avec grande perte. Les Français vaincus se retirèrent sous les murs d'Alexandrie, où ils espéraient se maintenir. La Grande-Bretagne fit elle-même une perte irréparable dans cette action, où sir Ralph Abercrombie reçut une blessure mortelle. Dans la personne de ce brave vétéran, l'Angleterre regretta long-temps l'un des meilleurs généraux et l'un des hommes les plus estimables qu'elle ait vu naître.

Le commandement fut pris alors par le général Hutchinson, que le Capitan-Pacha rejoignit bientôt avec une armée turque. Le souvenir d'Aboukir et d'Héliopolis, et aussi les avis des officiers anglais, déterminèrent les Turcs à

éviter une bataille rangée. Ils se bornèrent à des escarmouches, de sorte que l'ennemi fut observé de si près et ses communications si bien coupées, que le général Belliard, enfermé au Caire dans son camp fortifié, séparé d'Alexandrie, et menacé d'un soulèvement dans la place, se vit obligé de capituler, sous la condition que ses troupes pourraient se retirer librement en France avec armes et bagages. Cela se passait le 28 juin; la convention était à peine signée que l'armée anglaise reçut des renforts qui prouvèrent que nos mesures étaient à la fois vigoureuses et savamment combinées pour le succès.

Sept mille hommes, dont deux mille Cypaies détachés de nos établissemens dans les Indes, débarquèrent à Cosseir, sur la mer Rouge, et se réunirent à l'armée anglaise d'invasion. Les Égyptiens s'étonnaient de voir des troupes, composées en grande partie de Musulmans qui allaient dans les mosquées adorer le Prophète, parfaitement disciplinées à l'européenne. Sans la présence des officiers anglais chargés du commandement, le bon peuple aurait cru volontiers que ce singulier renfort était un effet miraculeux de l'intervention de Mahomet.

Par suite de ces secours et de la position

isolée où se trouvait Menou sous les murs d'Alexandrie, ce général fut contraint de traiter de la reddition du pays. On lui accorda les mêmes conditions qu'au général Belliard. Ce fut ainsi que la Grande-Bretagne sortit victorieuse de la guerre d'Égypte.

La conquête de ce royaume excita une vive sensation en France et en Angleterre, et l'on croit que la soumission de Menou fut connue en France avant d'arriver chez nous. En apprenant cette nouvelle, Buonaparte s'écria, dit-on : « Eh bien, il ne nous reste plus qu'à faire une descente en Angleterre »! Mais il paraît avoir réfléchi depuis, que la perte de l'Égypte, au lieu d'être un motif pour lui de pousser la guerre à l'extrémité, pourrait être considérée comme l'éloignement d'un des obstacles de la paix.

CHAPITRE XIII.

Préparatifs d'une invasion dans la Grande-Bretagne.—Nelson commande les forces maritimes. — Attaque de la flottille de Boulogne. — Pitt quitte le ministère. — Négociations pour la paix. — Juste punition de l'Angleterre, relativement à la conquête des établissemens coloniaux de l'ennemi. — Elle est forcée de les rendre tous, à l'exception de Ceylan et de la Trinité. — Malte est placée sous la garantie d'une puissance neutre. — Signature des préliminaires de paix. — Le bas peuple s'abandonne à la joie; les hautes classes conservent des doutes. — Signature du traité d'Amiens. — Napoléon n'en poursuit pas moins ses projets ambitieux. — Extension de son pouvoir en Italie. — Il est nommé Consul à vie, avec faculté de désigner son successeur. — Sa situation à cette époque.

Les paroles du Premier Consul ne furent point stériles; des préparatifs eurent lieu sur les côtes de France pour une invasion en Angleterre. Boulogne et tous les ports du littoral furent bientôt encombrés de bateaux plats; de nombreuses troupes destinées à l'expédition étaient réparties dans divers camps sur le rivage. Nous ne parlerons point ici des dispositions faites pour l'attaque, ni des mesures arrêtées pour la défense. Nous aurons occasion de traiter ce double sujet au moment des dernières menaces de Napoléon. Disons seulement ici que

l'attitude hostile de la France produisit son effet accoutumé; c'est-à-dire qu'elle réveilla le courage de l'Angleterre.

D'immenses apprêts eurent lieu pour la réception de l'ennemi, dans le cas où il eût réussi à débarquer; mais en même temps nous pensâmes à notre rempart naturel. Une grande flotte fut rassemblée; et ce qui inspirait plus de confiance encore que le nombre des vaisseaux et des canons, c'était la présence de Nelson, chargé du commandement de la mer, depuis Orfordness jusqu'à Beachy-Head. Avec un tel amiral, la question fut bientôt, non pas si la flottille française envahirait nos rivages, mais si elle resterait en sûreté dans les ports de France. Boulogne fut bombardé; on coula quelques petits vaisseaux et chaloupes canonnières, l'amiral anglais ayant la générosité d'épargner la ville. Non content de cet avantage partiel, Nelson voulut tenter une attaque avec les canots de son escadre. Les Français, de leur côté, avaient fait des préparatifs extraordinaires de défense. Leur flottille était amarrée tout près du rivage, à l'entrée du port de Boulogne, les vaisseaux liés entre eux par de fortes chaînes et remplis de soldats. L'attaque de Nelson manqua en partie parce que la nuit empêcha les canots de combiner leurs manœuvres. Plusieurs vais-

seaux français furent pris, mais ne purent être emmenés [1]. Les Français ont vu là une victoire assez belle pour les consoler des pertes d'Aboukir ; mais elle prouvait tout au plus que leurs vaisseaux, qui n'osaient pas tenir la mer, pouvaient jusqu'à un certain point se défendre, sous la protection immédiate de leurs batteries. Sur ces entrefaites, le changement qui s'opéra dans l'administration anglaise permit enfin d'espérer cette paix après laquelle le monde soupirait depuis long-temps.

Personne n'ignore que M. Pitt quitta le ministère à cette époque ; il fut remplacé en qualité de premier ministre d'État par M. Addington, aujourd'hui lord Sidmouth. Cette circonstance fut justement regardée comme favorable à des négociations pacifiques ; car en France, particulièrement, il était passé en habitude d'attribuer à l'or de Pitt tout ce qui arrivait de fâcheux pour ce pays. Les massacres de Paris, le retour d'Egypte de Buonaparte, tout cela venait des intrigues du ministre anglais. C'était le bouc

[1] Nous avons eu l'occasion de relever ailleurs ces petits traits de jactance anglaise : qu'on nous permette ici une observation triviale : *Être obligé de laisser à quelqu'un ce qu'on lui a pris, c'est n'avoir rien pris du tout.* (*Édit.*)

émissaire chargé des extravagances, des crimes et des malheurs de la révolution.

En Angleterre, comme en France, le plus grand nombre doutaient de la possibilité de conclure la paix sous les auspices de M. Pitt. D'un autre côté, ceux de nos compatriotes qui portaient le plus loin l'esprit national, ne désiraient guère que ce génie supérieur s'abaissât à traiter sur des bases si éloignées de ses premières espérances et de ses anciennes prévisions. Le mérite, le caractère et les talens de son successeur paraissaient le rendre propre à entamer une négociation désirée par le plus grand nombre, ne fût-ce que comme essai. [1]

Buonaparte lui-même, à cette époque, se montrait disposé à la paix. Elle était nécessaire à la France, et non moins nécessaire pour le Premier Consul, à qui il ne restait plus que l'alternative d'une invasion dont le succès n'était rien moins que certain, et dont la non-

[1] C'est peut-être ici le lieu d'indiquer comme un document historique de la plus haute importance, l'ouvrage de M. le comte d'Auterive, intitulé de l'*État de la France à la fin de l'an* VIII ; la position respective de la France et des diverses puissances, enfin forcées de la reconnaître avec ses nouvelles lois, est habilement retracée dans ce livre qui contribua beaucoup à réconcilier la France nouvelle avec la diplomatie européenne. (*Édit.*)

réussite entraînait la ruine complète de sa puissance. Tous les partis penchaient donc généralement et sincèrement pour un traité; Buonaparte consentit sans peine à l'évacuation de l'Égypte. Il y a d'ailleurs toute raison de croire qu'il connaissait déjà la convention de Menou. Dans tous les cas, la cause française en Égypte était pour ainsi dire désespérée depuis la bataille d'Alexandrie; et le Premier Consul savait bien qu'en abandonnant cette contrée, il ne faisait que céder ce qu'il avait peu de chances de pouvoir conserver. Il fut stipulé aussi que les Français évacueraient Rome et Naples; condition peu importante, puisqu'ils étaient toujours à même de réoccuper ces villes quand leur intérêt le demanderait. La colonie hollandaise du cap de Bonne-Espérance devait être rendue à la république batave et déclarée port franc.

Quant aux établissemens conquis par les armes britanniques, l'Angleterre reçut un châtiment qu'on peut dire mérité. La possession des colonies de l'ennemi avait trop occupé le ministère anglais. Les forces nationales furent dissipées pour des acquisitions comparativement trop peu importantes, et l'insalubrité du climat nous coûta plus d'hommes que nous n'en aurions perdu dans plus d'une bataille san-

glante. Toutes les conquêtes faites par ce système étroit et mesquin devaient être restituées sans équivalent. Si les braves soldats qui étaient morts misérablement pour ces îles à sucre avaient été réunis pour une expédition bien concertée, comme auxiliaires de Charette ou de La Rochejaqulein, ils auraient pu mettre ces chefs en état de marcher sur Paris; ou, s'ils avaient été envoyés en Hollande, ils auraient pu réinstaller le Stathouder dans ses domaines. Il fallait aujourd'hui abandonner cette triste compensation d'îles à sucre acquises au prix du sang anglais. Les importantes possessions de Ceylan dans l'Orient, et de la Trinité dans les Indes occidentales, furent les seules que conserva l'Angleterre. L'intégrité de son ancien allié le Portugal fut toutefois reconnue et l'indépendance des îles Ioniennes garantie. La Grande-Bretagne rendit Porto-Ferrajo et toutes les places qu'elle avait occupées dans l'île d'Elbe ou sur les côtes d'Italie; mais l'occupation de Malte faillit être un obstacle au traité. Les Anglais regardaient comme très important que cette île fortifiée restât en leur pouvoir, et ils firent entendre que la résistance opiniâtre opposée à cette proposition par le Premier Consul, leur paraissait indiquer un désir caché de renouveler dans l'occasion ses desseins sur

l'Égypte, dont Malte pouvait être considérée comme une clef. Après beaucoup de discussions, il fut enfin convenu que l'indépendance de l'île serait garantie par la garnison d'une puissance neutre sous la protection de laquelle elle serait placée.

Les préliminaires de la paix furent signés le 10 octobre 1801. Le général Law de Lauriston, camarade d'études, et premier aide-de-camp de Buonaparte, les porta de Paris à Londres, où ils furent reçus avec la joie la plus extravagante par la populace, à qui la nouveauté suffit pour recommander une chose [1]. Mais, dans les classes supérieures, les sentimens furent divisés. Il y avait un parti peu nombreux, mais énergique, dirigé par le célèbre Windham, qui, adoptant les principes de Burke dans toute leur extension, considérait l'acte de traiter avec un gouvernement régicide comme une tache ineffaçable et comme une rénonciation, de la part de la Grande-Bretagne, à ces principes de légitimité sur lesquels le contrat social doit reposer. Des anti-gallicans plus modérés, tout en regrettant l'inutilité de nos efforts en faveur des

[1] On ne peut se dissimuler que l'auteur élude ici de mentionner avec détail le triomphe de l'envoyé de la France, dont le peuple traîna la voiture, depuis Douvres jusqu'à Londres, en criant : *Vive Buonaparte!* (*Édit.*)

Bourbons, soutenaient, avec raison, que nous n'étions pas tellement liés à leur cause qu'il fallût sacrifier notre pays à de vains efforts pour rétablir la famille exclue sur le trône de France. C'était l'opinion de Pitt et des plus judicieux de ses partisans. Enfin il y avait l'opposition, qui, tout en se réjouissant que nous eussions pu obtenir la paix, n'importe à quels termes, pouvait triompher de l'accomplissement de ses prédictions sur l'issue funeste de la guerre. Sheridan résuma peut-être l'opinion la plus générale, en observant que « c'était une paix dont tous devaient être contens, mais dont personne ne pouvait être fier. »

Amiens fut désigné pour le rendez-vous des commissaires qui devaient définitivement conclure le traité, qu'on ne vit terminer que cinq mois après les préliminaires. Ce fut à la suite de cette longue négociation que le traité fut enfin signé, le 27 mars 1802. L'île de Malte, d'après les stipulations, devait être occupée par une garnison de troupes napolitaines, et, outre la Grande-Bretagne et la France, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse devaient garantir sa neutralité. Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem devaient en être les souverains; mais aucun Français ni aucun Anglais ne pourraient à l'avenir entrer dans cet ordre. Les ports de-

vaient être ouverts au commerce de toutes les nations, et l'ordre rester neutre envers toutes, excepté les Algériens et les autres États barbaresques.

Napoléon, s'il avait voulu apprécier à fond les sentimens des Anglais, aurait bien vu que ce traité, accordé à regret par eux, et seulement par forme d'épreuve, devait avoir une durée plus ou moins longue en proportion de leur confiance en sa bonne foi. Son ambition et son peu de scrupule à la satisfaire étaient, il devait bien le savoir, la terreur de l'Europe: jusqu'à ce que les craintes qu'il excitait fussent désarmées par une suite de procédés pacifiques et sa modération, les soupçons de la Grande-Bretagne devaient rester éveillés constamment, et la paix entre les deux nations être considérée comme aussi précaire qu'une trêve armée. Cependant ces considérations ne purent le déterminer à abandonner, ou même à différer une suite de mesures tendant directement à son agrandissement personnel, et qui confirmaient les inquiétudes jalouses que son caractère avait déjà inspirées. Ces mesures étaient en partie de nature à consolider et prolonger son propre pouvoir en France, et en partie propres à étendre l'influence prépondérante de la France elle-même sur ses voisins du continent.

Par le traité de Lunéville et par celui de Tolentino, l'indépendance des républiques cisalpine et helvétique avait été expressément stipulée; mais cette indépendance, suivant le sens attaché à ce mot par Buonaparte, ne les empêchait pas d'être réduites au rôle de satellites secondaires, dont tous les mouvemens devaient être réglés par la France et le chef de la France.

Lorsque le Directoire fut renversé en France, il n'entrait nullement dans les intentions du Premier Consul que le gouvernement directorial continuât à exister en Italie : des mesures furent prises en conséquence pour fonder, dans cette contrée, une imitation du nouveau gouvernement consulaire adopté à Paris.

Pour cela, au commencement de janvier 1802, une convention de sept députés des provinces cisalpines se rendit à Lyon (car on ne leur permit pas de délibérer dans leur propre pays) pour y fonder un nouveau système politique. A cette époque, où la façon des constitutions coûtait si peu, il ne fut pas difficile d'en préparer une qui établissait un président, un vice-président, un corps législatif et trois colléges électoraux, composés, le premier, de propriétaires; le second des hommes des professions lettrées, et le troisième, de commerçans. Si les Italiens avaient été embarrassés, ils

avaient l'assistance de Talleyrand, et bientôt après l'arrivée de Buonaparte lui-même à Lyon vint donner un appui de plus à leurs opérations. Sa présence était nécessaire pour la représentation d'une comédie bien singulière.

Un comité de trente membres de la convention italienne, à qui avait été confiée la mission principale de suggérer la nouvelle forme de gouvernement, fit un rapport dans lequel il fut déclaré que, faute d'un homme assez influent parmi eux pour remplir les fonctions de président, à qui était dévolu tout le pouvoir exécutif de l'État, le nouveau système ne pouvait être considéré comme solide que si Buonaparte daignait condescendre à remplir ce poste, non, comme on eut bien soin de l'expliquer, en sa qualité de chef du gouvernement français, mais comme simple individu. Napoléon se rendit gracieusement à leur demande. Il leur dit qu'il partageait cette opinion modeste qui leur faisait convenir que leur république ne possédait pas un homme doué d'assez de talent et d'impartialité pour se charger de leurs affaires; il les administrerait donc lui-même tant que les circonstances l'exigeraient.

Ayant ainsi établi son pouvoir en Italie aussi solidement qu'en France, Buonaparte s'occupa des mesures propres à étendre ses possessions

dans le premier de ces pays et ailleurs. Par un traité avec l'Espagne, alors rendu public, on apprit que le duché de Parme devait passer à la France, avec l'île d'Elbe, à la mort du duc actuel, événement qui ne devait pas long-temps tarder. La partie espagnole de la Louisiane, dans l'Amérique du Nord, était cédée à la France par le même traité. Le Portugal, quoique l'intégrité de ses possessions eût été garantie par les préliminaires de la paix avec l'Angleterre, avait, par un traité tenu soigneusement caché au cabinet britannique, cédé sa province de la Guyane. Ces stipulations montraient qu'il n'y avait aucune partie du monde où la France et son chef actuel ne portassent leurs vues d'agrandissement, et que là où leurs desseins risquaient d'être contrariés on ne pouvait surveiller de trop près leurs prétentions.

Tandis que l'Europe était étonnée et étourdie de l'esprit de conquête et d'envahissement manifesté par ce conquérant insatiable, la France s'apercevait qu'il n'était pas moins jaloux de consolider et prolonger son autorité que de l'étendre sur des contrées lointaines. Il était tout ce qu'un roi aurait pu être, et plus encore; mais il lui fallait encore le titre et la fixité que réclame le pouvoir royal. Obtenir

ce qui lui manquait n'était pas chose difficile lorsque le Premier Consul était le premier moteur de tous les actes, soit au Sénat, soit au Tribunat; et il ne chercha pas long-temps des agens empressés à contenter ses désirs.

Chabot de l'Allier donna le signal de l'adulation. Se levant dans le Tribunat, il prononça un long éloge de Buonaparte, exaltant la reconnaissance due au héros par qui la France avait été sauvée et réconciliée avec la victoire. Il proposa donc que le Tribunat transmettrait au Sénat conservateur une résolution pour qu'il avisât au moyen de donner à Napoléon Buonaparte une marque splendide de gratitude nationale.

Il n'y avait pas à se méprendre sur cette insinuation. La motion fut adoptée unanimement et transmise à la Convention [1], au Sénat, au Corps Législatif et aux Consuls.

Le Sénat crut qu'il ne pouvait mieux faire que d'élire Napoléon premier consul pendant

[1] Déjà, à la page 137 de ce volume, l'auteur nomme la Convention comme si cette assemblée était encore existante : tandis que la constitution de l'an v y avait substitué les deux Conseils, celui des Anciens et celui des Cinq-Cents. Il faut donc regarder ici ce mot comme exprimant la double assemblée des Anciens et des Cinq-Cents. (*Édit.*)

un second espace de six ans, à dater de l'expiration du terme de sa nomination primitive.

La proposition du Sénat étant rédigée en forme de décret, fut communiquée à Buonaparte, mais ne satisfit pas ses désirs, puisqu'elle assignait à son pouvoir un terme quelconque, quelque éloigné qu'il fût. Il est vrai que l'espace de dix-sept ans, fixé par le décret du Sénat, semblait lui garantir une assez belle durée; et, par le fait, avant que les dix-sept ans fussent révolus, il était prisonnier à Sainte-Hélène; mais un terme lui était imposé, et c'était assez pour mortifier son ambition.

Il remercia donc le Sénat de cette nouvelle marque de confiance, mais éluda de l'accepter, en s'en référant au plaisir du peuple. Les suffrages des Français, dit-il, l'avaient investi de l'autorité; il ne pouvait, sans injustice, en accepter la prolongation autrement que par leur consentement. On aurait pu penser qu'il n'y avait plus qu'à présenter le décret du Sénat au peuple; mais le second et le troisième Consul, collègues de Buonaparte à une humble distance, prirent sur eux, sans que la constitution les autorisât en rien à cette manœuvre, de changer la question du Sénat et d'en proposer une autre au peuple, plus agréable à l'ambition de Buonaparte, pour demander si le Premier

Consul conserverait sa place pendant dix ans de plus ou à vie. Par ce tour de jonglerie, la proposition du Sénat fut mise à l'écart; et cette assemblée jugea bientôt qu'il était plus sage d'adopter les intentions plus généreuses suggérées par les Consuls, à qui elle adressa des remercîmens pour lui avoir appris (à ce que nous supposons) à connaître le sens d'une insinuation indirecte.

La question fut envoyée aux départemens. Les registres furent ouverts avec une grande solennité, comme si le peuple avait réellement à exercer quelque droit constitutionnel. Comme les signatures étaient reçues aux bureaux des divers fonctionnaires publics, il ne faut pas s'étonner, en considérant la nature de la question, si les ministres, chez qui les registres furent finalement déposés, purent relever une majorité de trois millions de votes pour l'affirmative. Il fut plus surprenant de trouver une minorité de quelques centaines de Républicains persévérans, avec Carnot à leur tête, qui résolurent la question négativement. Cet homme d'État observa, en signant son vote, qu'il signait sa sentence de déportation; d'où nous pouvons conjecturer quelle était son opinion sur ce qu'il y avait de sincère dans l'acte de consulter le peuple. Il se trompa cependant. Buonaparte se trouva assez

fort pour user de clémence, et se donner un air d'impartialité en laissant impunis ceux qui avaient refusé de voter l'accroissement de sa puissance.

Il n'osa pas cependant proposer au peuple une autre innovation qui aurait étendu au-delà de la mort le pouvoir qui lui avait été libéralement continué pendant sa vie entière. Un simple décret du Sénat attribua à Buonaparte le droit de nommer son successeur par un acte testamentaire; de sorte que Napoléon pouvait appeler ses enfans ou sa parenté à la succession de l'Empire français, comme à un héritage privé; ou, comme Alexandre, il pouvait le laisser au plus favorisé de ses lieutenans. C'était là qu'avaient été amenés, au bout de deux ou trois ans, par la domination d'un chef militaire, la fière démocratie et le persévérant royalisme des deux factions qui semblaient naguère se disputer la possession de la France. Napoléon avait fait comme le milan de la fable, qui saisit dans ses griffes les combattans pour les séparer.

L'époque où nous terminons ce volume fut très importante dans la vie de Napoléon; ce fut la crise d'où dépendaient son destin et celui de la France. La Grande-Bretagne, sa plus heureuse et sa plus constante ennemie, s'était vue forcée, par les circonstances, à recourir à l'ex-

pédient d'une paix douteuse plutôt que de continuer une guerre qui semblait désormais sans objet. Aux cruels échecs qu'avait soufferts la prospérité nationale par suite de la ruine du commerce et du blocus des ports de France, le Premier Consul pouvait maintenant, sous ses auspices, voir succéder l'aisance que répandent l'industrie et les manufactures. Sa marine, dont il ne restait guère d'autres souvenirs que la flotte de Brest, pouvait être recrutée et refaire peu à peu connaissance avec l'Océan, d'où elle avait été long-temps bannie. Les colonies françaises auraient pu ajouter de nouvelles sources à la richesse nationale; enfin, la France aurait pu obtenir ce que Buonaparte, dans une occasion remarquable, déclara qu'il désirait principalement pour elle, des vaisseaux, des colonies et un commerce.

Personnellement, le Premier Consul possédait tout le pouvoir qu'il désirait, et beaucoup plus qu'il n'aurait dû en garder s'il avait bien consulté son intérêt et celui de la patrie. Ses victoires sur les ennemis de la France avaient suffi pour le rendre maître de sa liberté au nom de la gloire. Il restait à démontrer non si Napoléon était un patriote, car il avait perdu tous ses droits à ce titre honorable, en usurpant un pouvoir illimité, mais s'il userait de ce pouvoir mal

acquis comme Trajan ou comme Domitien. Son caractère, plein d'étranges contrastes, offrait plusieurs traits de ces deux caractères historiques, quelque opposés qu'ils soient l'un à l'autre; ou plutôt, il pouvait être comparé à Socrate, dans cette allégorie qui nous le montre alternativement inspiré par un bon et un mauvais démon; le premier signala son passage par des actions d'éclat et de grandeur; l'autre, maîtrisant en lui la faiblesse humaine par son vice dominant, l'amour de soi, souilla l'histoire d'un héros par des actes et des sentimens dignes d'un tyran vulgaire.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

APPENDICE.

DESCENTE DES FRANÇAIS DANS LE SUD DU PAYS DE GALLES, SOUS LE COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL TATE.

Nous avons trouvé quelques détails curieux sur l'expédition de Tate, dans les mémoires de Théobald Wolfe Tone, l'un des malheureux gentilshommes irlandais qui se laissèrent entraîner à prendre part à la rébellion de 1796; et qui, fait prisonnier à son retour en Irlande, y fut condamné et exécuté. L'auteur, qui nous inspire une vive compassion, paraît avoir été un brave et bouillant Irlandais; la tête remplie de bribes de pièces de théâtre, et le cœur enflammé d'indignation à cause des prétendues injures que son pays avait reçues de la part de la Grande-Bretagne. Sa haine s'était même élevée à un tel point qu'il semble en avoir été surpris lui-même, comme on le voit d'après la dernière phrase des extraits suivans, qui prouvent qu'il n'attendait rien moins de Tate et de ses braves, bande formée de tout ce qu'on avait pu trouver de plus dépravé dans l'armée française, que l'entière destruction de Bristol.

Nous avons si bonne opinion du patriote Wolfe Tone, que nous aimons à croire qu'il aurait pleuré de bon cœur s'il avait été témoin des désastres aux-

quels il semblait désirer si ardemment de prendre part. La violence de ses expressions montre seulement à quel point les guerres civiles et la fureur de l'esprit de parti peuvent dénaturer et corrompre le cœur humain; mais nous aurions aimé à voir la figure de Pat [1] lorsqu'il apprit que la Bande Noire avait mis bas les armes devant une poignée de milices galloises, derrière lesquelles s'était montrée une bande de femmes de la halle, en jupons rouges (le fait est certain), qu'ils prirent pour la tête d'une colonne qui venait les appuyer; même ces tentatives de pillage, dans lesquelles ils passaient pour être si adroits, furent déjouées par le courage des enfans d'Owen Glendower. Le seul sang versé fut celui d'un maraudeur français, surpris par un fermier gallois, au moment où il dévastait son poulailler. Le hardi Breton, d'un grand coup de fléau sur la tête, abattit le pillard, et il l'enterra dans le tas au fumier, sans savoir qui il venait de tuer; ce ne fut que par le bruit public qu'il apprit qu'il avait tué un des Français qui venaient d'envahir le pays, et alors il fut aussi charmé que surpris de sa propre valeur. Telle fut l'issue de l'invasion; M. Tone va nous dire ce qu'on en attendait.

« Brest, 1 et 2 novembre 1796.

« Le colonel Shee me dit que le général Quantin a été dépêché de Flessingue avec deux mille des plus

[1] *Pat* ou *Paddy*, nom générique donné aux Irlandais, comme *John Bull* aux Anglais. (*Édit.*)

insignes drôles de l'armée française, pour faire une descente en Angleterre, et y causer le plus de dommage possible; et que nous en avons trois mille de la même espèce que nous devons aussi vomir sur la côte britannique.

« 24 et 25 novembre.

« Le colonel Tate, officier américain, a offert ses services, et le Général lui a donné le rang de chef de brigade, avec mille cinquante hommes de la Légion Noire, pour qu'il allât marauder en Angleterre. Excepté quelques petites erreurs de localité, erreurs qui, après tout, peuvent ne me paraître telles que par suite de mon ignorance, les instructions sont parfaitement tracées; elles sont rédigées, ou du moins corrigées par le général lui-même; et si Tate a des talens militaires, et que ce soit un gaillard entreprenant, il peut faire le diable en Angleterre avant d'être pris. Il se dirige sur Liverpool; et j'ai quelque raison de croire que ce plan résulte d'une conversation que j'ai eue il y a quelques jours avec le colonel Shee, dans laquelle je lui dis que, si nous étions une fois établis en Irlande, nous pourrions aller pirater de ce côté; et, dans le fait, je voudrais que ce fût nous qui en eussions l'honneur et le profit. J'aimerais, par exemple, à rendre moi-même une visite à Liverpool avec quelques uns de mes gentilshommes du quai d'Ormond [1], quoique je doive avouer que les

[1] Quai de Dublin, ainsi nommé en l'honneur du duc d'Ormond, lord lieutenant ou vice-roi d'Irlande, sous les derniers rois de la maison de Stuart. (*Édit.*)

citoyens de la Légion Noire soient bien peu en arrière de mes compatriotes pour l'extérieur et surtout pour les mœurs, que trois à quatre campagnes en Bretagne et dans la Vendée, ont singulièrement perfectionnées. Un millier de ces enragés, avec leurs jaquettes noires, édifieront prodigieusement John Bull, s'ils arrivent sains et saufs dans le comté de Lancastre.

« 26 novembre.

« Aujourd'hui, d'après les ordres du général, j'ai écrit une belle copie des instructions du colonel Tate, en y portant quelques changemens qui ont été faits sur le brouillon d'hier, particulièrement en ce qui regarde sa première destination, qui maintenant doit être décidément Bristol. S'il arrive sain et sauf, il sera très possible d'emporter cette ville d'un coup de main, auquel cas elle doit être réduite en cendres. Je ne puis m'empêcher de faire ici la remarque que j'ai transcrit avec le plus grand sang-froid, l'ordre de réduire en cendres la troisième ville de la Grande-Bretagne, dans laquelle il se trouve peut-être des valeurs pour la somme de cinq millions sterling. »

NOTES HISTORIQUES

SUR LE 18 BRUMAIRE.

Les faits suivans, qui n'ont jamais été rendus publics, mais dont nous pouvons garantir l'authenticité, jettent un jour nouveau sur cette période agitée pendant laquelle Napoléon s'empara du pouvoir suprême, et nous révèlent les risques qu'il courut d'être prévenu dans ses desseins, ou même de les voir échouer tout-à-fait.

A la fin de juillet 1799, lorsque tous ces germes de mécontentement qui amenèrent ensuite la révolution du 18 brumaire, commençaient déjà à fermenter, le général Augereau, et l'un des plus célèbres guerriers de l'armée républicaine, accompagnés d'une députation de six personnes, au nombre desquelles était Salicetti et d'autres membres de la Convention, vinrent en mission, le matin de bonne heure, chez le général Bernadotte, ministre de la guerre.

L'objet de leur visite était d'appeler l'attention du ministre sur un bruit généralement répandu, que l'on allait changer bientôt la constitution et l'ordre de choses existant. Ils accusaient Barras, Sieyès et Fouché d'être les auteurs de ces intrigues. On croyait généralement, disaient-ils, qu'un des Directeurs (Barras) était pour le rétablissement des Bourbons; un autre (probablement Sieyès) pour qu'on élût le duc de Brunswick. La députation fit connaître à Berna-

dotte que leur projet était de lancer un mandat d'arrêt contre les deux Directeurs. Après leur avoir demandé quelles preuves ils pouvaient produire à l'appui de leurs allégations, et sur la réponse qu'ils n'en avaient point de positive, le ministre leur signifia qu'il ne participerait point à l'acte illégal qu'on projetait. « J'exige votre parole d'honneur, ajouta-t-il, que vous renoncerez à ce dessein; c'est la seule manière de vous assurer mon silence sur ce sujet. »

Un membre de la députation, que le ministre avait lieu de regarder comme un homme d'une loyauté exemplaire, et avec lequel il avait eu des rapports dans le service militaire, lui répondit : « Notre intention était de vous mettre en possession d'une grande autorité, bien persuadés que vous n'en abuseriez point. Puisque vous ne voyez pas l'affaire comme nous, tout est dit; nous renonçons à notre projet. Que tout ceci soit enseveli dans un profond oubli. » Deux mois après, tout au plus, l'arrivée de Buonaparte changea la face des affaires.

Tout le monde sait qu'il débarqua à Fréjus, après avoir abandonné son armée et violé la loi de la quarantaine. Lorsque Bernadotte apprit cette nouvelle, il fit entendre au Directoire qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour le faire traduire devant un conseil de guerre. Le général Debel fut chargé d'en parler à un membre du Directoire, qui était de ses amis; le colonel d'artillerie Saint-Martin parla à ce Directeur dans le même sens. Sa réponse fut: « Nous ne sommes pas assez forts. » Lorsqu'on lui dit que

Bernadotte était d'avis que Buonaparte devait être poursuivi d'après les lois de la discipline militaire, et qu'il fallait saisir l'occasion qui se présentait, le Directeur répondit : « Attendons. »

Buonaparte arriva à Paris; tous les généraux allèrent lui rendre visite. On proposa de lui donner un dîner public, et une liste de souscription circula même à cet effet. Lorsqu'elle fut présentée à Bernadotte par deux membres du Conseil des Cinq-Cents, il leur dit : « Je vous conseillerais de différer ce dîner jusqu'à ce qu'il ait expliqué d'une manière satisfaisante les raisons qui lui ont fait abandonner son armée. » [1]

Plus de douze jours s'étaient écoulés sans que Bernadotte eût vu Buonaparte : à la demande de Joseph, son beau-frère, et de madame Leclerc, sœur de Buonaparte, Bernadotte alla enfin lui rendre visite. La conversation roula sur l'Égypte. Buonaparte ayant commencé à parler des affaires publiques, Bernadotte le laissa s'étendre sur la nécessité d'un changement dans le gouvernement. A la fin, s'apercevant que Buonaparte, qui sentait qu'il se trouvait dans une

[1] Lorsque Bernadotte entra dans le ministère, on agita la question si l'on ne devait pas rappeler Buonaparte de l'Égypte. « C'est l'armée, que vous voulez dire, répondit le ministre; car, quant au général, vous savez qu'il vise à la dictature; et envoyer des vaisseaux pour le ramener en France, ce serait la lui donner. »

Une flotte française croisait à cette époque dans la Méditerranée; le ministre insista pour qu'elle fût envoyée à Toulon.

fausse position, exagérait les circonstances difficiles de la France : « Mais, général, dit Bernadotte, les Russes sont battus en Suisse, et se sont retirés en Bohême; une ligne de défense est établie entre les Alpes et les Apennins liguriens; nous sommes en possession de Genève; la Hollande est sauvée, l'armée russe qui s'y trouvait est détruite, et l'armée anglaise s'est retirée en Angleterre : quinze cents insurgens viennent d'être dispersés dans le département de la Haute-Garonne, et contraints de se réfugier en Espagne; dans ce moment nous sommes occupés à lever deux cents bataillons auxiliaires de mille hommes chacun, et quarante mille hommes de cavalerie; et dans trois mois au plus, nous ne saurons que faire de cette multitude d'hommes, à moins que nous ne les jetions par torrens sur l'Allemagne et sur l'Italie. Certes, si vous aviez pu ramener l'armée d'Égypte avec vous, les vieux soldats qui la composent auraient été très utiles pour former nos nouveaux corps. Quoique nous devions regarder cette armée comme perdue, à moins qu'elle ne revienne en vertu d'un traité, je ne désespère pas du salut de la République, et je suis convaincu qu'elle saura contenir ses ennemis tant intérieurs qu'extérieurs. » En prononçant les mots, *ennemis intérieurs*, Bernadotte, sans y faire attention, regarda en face Buonaparte, dont la confusion était évidente. Madame Buonaparte détourna la conversation, et Bernadotte se retira bientôt après.

A quelques jours de là, M. R***, ci-devant secrétaire en chef du ministre de la guerre, pria le

général Bernadotte de le présenter à Buonaparte. Le général le mena avec lui : après les complimens d'usage, ils se mirent à parler de la situation de la France. Buonaparte parla beaucoup de la grande effervescence qui régnait parmi les républicains, et notamment dans le club du Manége. Bernadotte dit en réponse : « Lorsque l'impulsion est une fois donnée, il n'est pas facile de l'arrêter; vous l'avez souvent éprouvé vous-même. Après avoir imprimé à l'armée d'Italie un mouvement d'enthousiasme patriotique, vous n'avez pu en arrêter l'élan, lorsque vous jugiez convenable de le faire. La même chose arrive à présent. Un grand nombre de personnes, et particulièrement vos frères, ont formé le club dont vous parlez. Je n'en ai jamais fait partie; j'étais trop occupé, et j'avais trop de devoirs à remplir comme ministre, pour pouvoir m'y rendre. Vous avez avancé que j'ai favorisé ces réunions; cela n'est pas exact. J'ai soutenu, il est vrai, beaucoup de personnes qui faisaient partie de ce club, parce qu'elles avaient des vues sages, et qu'elles espéraient faire prévaloir un esprit de modération et de prudence, dont s'écartent en général les ambitieux. Salicetti, l'ami intime et le confident secret de vos frères, était un des directeurs de ces assemblées. Des observateurs attentifs ont cru, et croient encore, que l'état d'effervescence dont vous vous plaignez, a pris naissance dans les instructions reçues par Salicetti. »

Ici Buonaparte perdit patience, et déclara qu'il aimerait mieux vivre au milieu des bois, que de rester

au milieu d'une société qui ne lui donnait point de sécurité.

« Quelle sécurité vous manque-t-il ? » demanda le général Bernadotte. Madame Buonaparte, craignant que la conversation ne s'échauffât trop, en changea le sujet en s'adressant à M. R*** qu'elle connaissait. Le général Bernadotte ne persista pas dans ses questions, et après quelques instans d'un entretien général, il se retira.

Peu de jours après, Joseph devait donner un grand dîner à Morfontaine : Buonaparte, rencontrant le général Bernadotte à la sortie du Théâtre Français, lui demanda s'il serait de la partie du lendemain ; sur sa réponse affirmative : « Voulez-vous, lui dit-il, me donner une tasse de café demain matin ? Je dois passer près de votre maison, et je serai bien aise de rester quelques instans avec vous. » Le lendemain matin, Buonaparte arriva avec sa femme ; Louis les suivit un instant après. Buonaparte fit de grands frais d'amabilité [1]. Dans la soirée, Regnault de Saint-Jean d'Angely, Joseph et Lucien, causèrent ensemble ; Buonaparte s'entretint avec Bernadotte, qui vit, à son air embarrassé et à ses distractions fréquentes, qu'il avait l'esprit fortement préoccupé. Il ne douta plus que Buonaparte ne fût déterminé à se soustraire, par le renversement de la constitution, au danger

[1] Ce ne fut nullement par amitié que Buonaparte alla chez Bernadotte dans cette occasion, mais bien pour rendre les intentions de ce général suspectes au Directoire et aux amis de la République.

dont il était menacé pour avoir quitté l'Égypte, abandonné son armée, et violé la loi de la quarantaine : il résolut de s'y opposer par tous les moyens en son pouvoir. A son retour à Paris, il se trouva par hasard dans une maison qui appartenait à un compatriote et un ami de Moreau. Ce général, qui y était, lui demanda s'il avait été de la partie de Morfontaine, et s'il avait parlé à Buonaparte; Bernadotte ayant répondu que oui, Moreau dit : « C'est l'homme qui a fait le plus de mal à la république. — Et qui se prépare, ajouta Bernadotte, à lui en faire plus encore. — Nous l'en empêcherons », reprit Moreau. Les deux généraux se prirent la main, et promirent de se réunir pour résister au déserteur de l'armée d'Égypte. Ce fut ainsi qu'ils l'appelèrent en présence d'un grand nombre de personnes, au nombre desquelles était l'ex-ministre Petiet.

Le Directoire, il est vrai, ne jouissait pas de l'estime publique. Sieyès était celui des cinq membres qui avait le plus de réputation; mais il passait pour être timide et vindicatif: on le croyait disposé à appeler le duc de Brunswick au trône de France. Barras était soupçonné par quelques personnes d'être en traité avec le comte de Lille. Gohier, Moulins et Roger-Ducos, étaient très respectables, mais jugés incapables de gouverner une grande nation. Gohier cependant passait pour un des premiers avocats de cette époque, pour un homme d'une intégrité incorruptible, et qui aimait ardemment son pays.

Lorsque Sieyès entra dans le Directoire, il avait

désiré que le général Bernadotte fût nommé ministre de la guerre ; quelques relations intimes qu'ils avaient eues ensemble, et un certain degré de déférence que Bernadotte montrait pour Sieyès, à cause de sa grande célébrité, avaient flatté son amour-propre. Les deux frères de Buonaparte, Joseph et Lucien, pensant qu'ils trouveraient dans Bernadotte un instrument prêt à exécuter les plans de leur frère, qu'ils croyaient être à la veille de débarquer en France, convinrent avec Sieyès de faire entrer Bernadotte dans le ministère. Gohier, Moulins et Roger-Ducos se joignirent aux Buonapartes et à Sieyès ; Barras seul penchait pour Dubois-Crancé ; mais il se rangea de bonne grâce à l'opinion de ses collègues.

La proposition fut faite à Bernadotte dans un dîner chez Joseph, rue du Rocher ; Joubert, qui était de la partie, et qui depuis peu était devenu l'ami intime du candidat au ministère, fut choisi par les Buonapartes pour lui en parler. L'offre fut rejetée, et les remontrances de Joubert furent sans effet sur la résolution de Bernadotte, qui à cette époque semblait être inébranlable. Les Buonapartes, qui étaient les premiers moteurs de tous les changemens qui s'opéraient, et qui avaient le privilége de distribuer tous les postes éminens, furent surpris lorsque le général Joubert leur rendit compte du résultat de sa démarche. Plusieurs membres du Conseil furent chargés de faire de nouveaux efforts pour engager Bernadotte à accepter ; mais ce fut inutilement. Toutes les sollicitations furent suivies du refus le plus obstiné ;

mais ce que n'avaient pu faire les amis et les partisans de Bernadotte, trompés par l'amitié apparente que les Buonapartes lui témoignaient, sa femme et sa belle-sœur en vinrent à bout. Après bien des journées passées en supplications, Bernadotte céda, et reçut le portefeuille des mains du général Millet-Mureau, auquel il était alors confié. Les Buonapartes ne tardèrent pas à montrer le désir d'exercer une influence directe dans le ministère de la guerre; plusieurs de leurs créatures furent élevées par le nouveau ministre à de plus hautes fonctions; mais le nombre de nouvelles demandes qui lui étaient continuellement adressées, le convainquit qu'ils le regardaient comme n'étant en place que pour servir leurs projets et préparer les voies à leur élévation.

Le ministre, qui allait régulièrement à cinq heures du matin à l'hôtel de la guerre, où il avait à réparer de grands désastres, à recruter l'armée, à mettre un terme aux dilapidations, à organiser deux cents bataillons de mille hommes chacun, et à faire une levée extraordinaire de quarante mille hommes de cavalerie, ne rentrait chez lui, rue Cisalpine, qu'entre cinq et six heures du soir. Il y trouvait presque toujours Joseph et sa femme. Joseph faisait tourner quelquefois la conversation sur l'incapacité du Directoire, sur la difficulté que les choses restassent comme elles étaient, et sur la nécessité de refondre l'administration.

Bernadotte, au contraire, pensait que si les cinq Directeurs étaient réduits à trois, dont l'un serait

remplacé tous les trois ans, la constitution pouvait très bien se maintenir. Il trouvait dans cette forme de gouvernement la création d'un ordre de patriciens exclusivement chargé du gouvernement de l'État. La république romaine était son modèle, et il voyait dans la Constitution de l'an IV une grande analogie avec les priviléges consulaires et les droits des sénateurs. D'après l'article 135 de cette constitution, personne ne pouvait aspirer à devenir Directeur sans avoir été d'abord membre de l'un des deux Conseils, ministre d'État, etc. Comme il remplissait déjà ces conditions, il était naturel qu'il penchât pour le maintien d'une forme de gouvernement qui le mettait sur le pied de l'égalité avec des têtes couronnées, et qui lui donnait l'espoir de voir des rois tributaires de la République, ou du moins protégés par elle. Il régnait quelquefois une sorte d'épanchement dans ces discussions; et ce fut dans un de ces momens que Joseph insinua à Bernadotte, dans une espèce de demi-confidence, la possibilité du prompt retour de son frère. Le ministre eut assez de présence d'esprit pour cacher son indignation; mais sa surprise était si visible, que Joseph en fut alarmé. Il s'efforça d'affaiblir l'impression que sa confidence avait produite. Il lui dit « que ce qu'il avait avancé n'était qu'une simple conjecture de sa part, qui pourrait bien devenir une probabilité; peut-être même, ajouta-t-il, une réalité; car il a conquis l'Égypte. Son expédition est terminée. Il n'a plus rien à faire de ce côté. — Conquis, répondit Bernadotte; dites plutôt *envahi*. Cette con-

quête, si vous voulez lui donner ce nom, est loin d'être assurée. Elle a fait revivre la coalition qui était éteinte; elle nous a donné toute l'Europe pour ennemie, et a compromis l'existence même de la République. D'ailleurs, votre frère n'a pas le droit de quitter l'armée. Il connaît les lois militaires, et je ne pense pas qu'il voulût ou qu'il osât se rendre passible des peines qu'elles prononcent. Une semblable désertion serait une affaire trop sérieuse, et il en connaît trop bien les conséquences. » Joseph sortit quelques instans après, et cette conversation lui ayant prouvé que Bernadotte ne partageait pas ses opinions, il ne s'occupa plus que d'amener une rupture entre Sieyès et lui.

Bernadotte se retira du ministère, et Buonaparte arriva environ trois semaines après. Ne pouvant douter que les Directeurs eux-mêmes ne fussent ou les dupes de l'ambition de Buonaparte, ou ses complices, et qu'ils ne méditassent avec lui le renversement de l'ordre de choses établi, le général Bernadotte continua à offrir ses conseils et ses services à ceux des membres du gouvernement ou du Corps Législatif qui auraient pu s'opposer à ces desseins. Mais les factieux et les intrigans couraient à leur but d'un pas plus rapide; et chaque jour Buonaparte attirait dans son parti quelque nouveau personnage.

Le 16 brumaire, à cinq heures, Bernadotte se rendit chez le général Buonaparte, où il était invité à dîner. Le général Jourdan était de la partie. La conversation ne roula que sur la guerre, et Berna-

dotte entreprit de réfuter les maximes que Buonaparte posait, relativement au système de guerre par invasion. Bernadotte conclut à peu près en ces mots : « Il est plus difficile de conserver que d'envahir » ; faisant allusion à la conquête de l'Égypte. La compagnie se leva et passa dans le salon. Immédiatement après, arrivèrent plusieurs membres distingués du Conseil et des hommes de lettres ; Volney et Talleyrand étaient du nombre. La conversation fut générale, et tourna sur les affaires de l'ouest de la France. Buonaparte dit en élevant un peu la voix, et en s'adressant à quelqu'un qui était auprès de lui : « Ah ! vous voyez un Chouan dans le général Bernadotte. » Le général, en répondant, ne put s'empêcher de sourire : « Ne vous contredisez point vous-même, lui dit-il ; l'autre jour encore vous vous plaigniez de ce que je favorisais l'enthousiasme incommode des amis de la République, et maintenant vous me dites que je protége les Chouans : cela n'est pas conséquent. » Le monde continuait à arriver en foule, et les appartemens n'étant pas très spacieux, Bernadotte se retira.

Beaucoup de personnes ont pensé que les réponses faites par Bernadotte à Buonaparte dans cette occasion, retardèrent de vingt-quatre heures le mouvement qui avait été concerté. D'autres, au contraire, ont supposé que le 17 étant un vendredi, Buonaparte, naturellement superstitieux, avait remis l'exécution du projet au 18.

Le 17 brumaire, entre onze heures et minuit,

Joseph Buonaparte, en revenant à sa maison de la rue du Rocher par la rue Cisalpine, passa chez Bernadotte. Celui-ci était couché, et fit prier Joseph de revenir le lendemain. Le 18, avant sept heures du matin, Joseph était chez lui. Il dit à Bernadotte que son frère désirait lui parler; que les mesures à prendre avaient été discutées la veille au soir, et qu'ils désiraient l'en instruire. Ils sortirent immédiatement ensemble pour se rendre chez Buonaparte, rue de la Victoire. La cour, le vestibule et les appartemens étaient remplis de généraux et d'officiers supérieurs. Plusieurs des officiers semblaient être dans un état d'effervescence produit par le vin. Bernadotte fut introduit dans une petite chambre; Joseph n'entra pas avec lui. Buonaparte était assis à déjeûner avec un de ses aides-de-camp, qui, autant qu'il est possible de se le rappeler, était Lemarrois. Le général Lefebvre, depuis duc de Dantzick, qui alors commandait la dix-septième division militaire, dont Paris était le chef-lieu, était debout. Bernadotte, le voyant dans cette attitude, ne douta pas qu'il ne fût retenu prisonnier. Il prit aussitôt une chaise, s'assit, et fit signe à Lefebvre d'en faire autant. Lefebvre hésita, mais un coup d'œil de Buonaparte le rassura. Il s'assit respectueusement en regardant Buonaparte. Celui-ci s'adressant à Bernadotte, lui dit d'un air embarrassé: « Comment donc? vous n'êtes pas en uniforme! » Sur la réponse de Bernadotte : « Je ne suis pas de service », Buonaparte reprit : « Vous le serez dans un instant. — Je ne le crois pas », dit Bernadotte. Buo-



naparte se leva, le prit par la main, et l'emmena dans une chambre voisine. « Ce Directoire gouverne mal, dit-il; il détruirait la République si nous n'y prenions garde. Le Conseil des Anciens m'a nommé commandant de Paris, de la garde nationale et de toutes les troupes de la division. Allez mettre votre uniforme, et venez me joindre aux Tuileries, où je vais de ce pas. »

Bernadotte ayant refusé de le faire : « Je vois, dit Buonaparte, que vous croyez pouvoir compter sur Moreau, Beurnonville et quelques autres généraux. Vous les verrez tous venir à moi; Moreau lui-même. » Et, parlant très vite, il lui nomma trente membres environ du Conseil des Anciens, que Bernadotte avait cru être les plus grands amis de la Constitution de l'an IV. « Vous ne connaissez pas les hommes, ajouta-t-il; ils promettent beaucoup, et tiennent peu. »

Bernadotte ayant déclaré qu'il ne voulait pas prendre part à une rébellion de cette nature, ni renverser une constitution qui avait coûté la vie d'un million d'hommes. « Eh bien! dit Buonaparte, vous allez demeurer ici jusqu'à ce que je reçoive le décret des Anciens; car jusqu'alors je ne suis rien. » Bernadotte dit en élevant la voix : « Je suis un homme que vous pouvez mettre à mort, mais que vous ne retiendrez pas malgré lui. — Eh bien donc, dit Buonaparte d'un ton plus doux, donnez-moi votre parole que vous n'entreprendrez rien contre moi. — Oui, comme citoyen; mais si je reçois du Directoire l'ordre d'agir, ou si le Corps Législatif me donne le com-

mandement de sa garde, je m'opposerai à vos efforts, et vous n'aurez point le dessus.—Qu'entendez-vous par ces mots, *comme citoyen?*—Je n'irai point dans les casernes ni dans les lieux publics pour travailler l'esprit des soldats et du peuple.

— « Je suis bien tranquille, répondit Buonaparte, j'ai pris mes mesures; vous ne serez pas employé; ils craignent plus votre ambition que la mienne. Mon seul désir est de sauver la République; je ne demande rien pour moi; je me retirerai à Malmaison après avoir réuni autour de moi un cercle d'amis. Si vous voulez être du nombre, vous serez le bien-venu? » Bernadotte dit en réponse en s'en allant : « Ami dévoué, vous pouvez l'être; mais je suis convaincu que vous serez toujours le plus mauvais des maîtres. »

Bernadotte quitta l'appartement; Buonaparte le suivit dans l'antichambre, et dit à Joseph d'une voix agitée : « Suivez-le. » Bernadotte traversa une foule de généraux, d'officiers de distinction et de soldats qui remplissaient la cour et une partie de la rue, faisant quelque impression sur eux par ses regards qui exprimaient qu'il désapprouvait leur conduite. Joseph suivit Bernadotte et l'aborda dans la cour. Il lui demanda de venir chez lui, rue du Rocher, où il avait assemblé plusieurs membres du Corps Législatif. En arrivant chez Joseph, Bernadotte trouva une douzaine de personnes, au nombre desquelles étaient plusieurs députés dévoués à Buonaparte, et notamment Salicetti. On servit le déjeûner. Pendant le peu

d'instans qu'ils restèrent à table, ils parlèrent des mesures qui seraient prises; et Joseph répéta que son frère ne voulait que la consolidation de la liberté, afin de pouvoir ensuite vivre en philosophe à Malmaison.

Bernadotte alla au jardin des Tuileries, et passa devant la soixante-dix-neuvième demi-brigade. Les officiers l'ayant reconnu, quoiqu'il ne fût pas en uniforme, s'approchèrent de lui, et lui demandèrent des renseignemens sur ce qui allait se passer. Bernadotte répondit en termes généraux, exprimant le désir que la tranquillité publique ne fût pas compromise par le mouvement qui allait avoir lieu. Les soldats, ayant à leur tour reconnu le général qui les avait commandés au siége et à la prise de Maestricht, exprimaient hautement leur surprise qu'il ne fût pas avec les généraux qui, disaient-ils, décidaient alors dans le palais du sort de la France.

Bernadotte ayant observé ce qu'il pouvait attendre, en cas de besoin, de ce corps, et de quelques détachemens devant lesquels il s'était présenté sur le boulevard et sur le pont de la Révolution, alla chez le général Jourdan, présumant que le Directoire l'enverrait chercher pour veiller à la sûreté du gouvernement. Il trouva chez Jourdan beaucoup de membres du Conseil des Cinq-Cents, entre autres Augereau, depuis duc de Castiglione. Il était à peine arrivé qu'un grand nombre de membres vinrent donner communication du décret du Conseil des Anciens, qui, en vertu de l'article 102 de la constitution, transférait le Corps Législatif à Saint-Cloud.

A son retour chez lui, Bernadotte apprit de sa femme que l'adjudant-général Rapatel, attaché à l'état-major du général Moreau, était venu en son absence, et qu'il avait été envoyé par Buonaparte et par Moreau, pour l'engager à venir les joindre aux Tuileries. Buonaparte lui avait dit : « Vous avez servi sous le général Bernadotte. Je sais qu'il a confiance en vous. Dites-lui que tous ses amis sont assemblés aux Tuileries, et qu'ils désirent vivement le voir au milieu d'eux ; ajoutez qu'ils aiment leur pays autant que lui, et qu'ils voudraient qu'il se montrât au nombre de ceux auxquels la France doit aujourd'hui son salut. »

Sieyès et Roger-Ducos avaient déjà joint Buonaparte aux Tuileries. Les trois Directeurs Gohier, le président, Moulins et Barras restèrent au Luxembourg. Le secrétaire général Lagarde était encore fidèle à la majorité du Directoire. Comme le général Bernadotte l'avait prévu, la majorité jeta les yeux sur lui pour le ministère de la guerre, et pour le commandement général des troupes et des gardes nationales de la dix-septième division. La démission de Barras, et la défection du secrétaire général, empêchèrent cette nomination. Buonaparte, n'ayant plus rien à craindre, fit une nouvelle division des différens commandemens, et assigna à Moreau, avec cent hommes de cavalerie, celui du Luxembourg, où Gohier et Moulins étaient détenus.

Moreau, mécontent de l'indifférence avec laquelle il avait été traité par Buonaparte, et connaissant ses

intentions et ses projets, songeait déjà à abandonner sa cause, qui lui semblait injuste et qu'il ne pouvait servir sans trahir la nation. Il pria une seconde fois Rapatel d'aller de nouveau, dans la soirée, trouver Bernadotte, pour l'inviter, de sa part, à se rendre au Luxembourg, afin qu'ils pussent se concerter sur les mesures à prendre pour empêcher Buonaparte de s'emparer de la dictature. La réponse de Bernadotte à ces ouvertures fut qu'il avait donné sa parole d'honneur de ne rien entreprendre comme citoyen; mais qu'il était libre d'agir s'il en était requis par un fonctionnaire public; que si Moreau voulait sortir du Luxembourg à la tête du détachement qu'il commandait, se présenter à sa porte, et le sommer, au nom du bien public, de faire cause commune avec lui pour défendre la liberté et la constitution à laquelle ils avaient prêté serment, lui, Bernadotte monterait à cheval avec ses aides-de-camp, se mettrait sous le commandement de Moreau, parlerait aux troupes, et ferait immédiatement arrêter et juger Buonaparte comme déserteur de l'armée d'Égypte, et comme ayant violé la constitution en acceptant un commandement qui ne lui était décerné que par une fraction du Corps Législatif. Moreau, enchaîné par les lois de la discipline militaire, d'après lesquelles il était sous les ordres du général Buonaparte, ne fit pas ce que proposait Bernadotte, et celui-ci, de son côté, ne se crut pas libre d'aller au Luxembourg.

Depuis sept heures jusqu'à dix, Bernadotte eut des conférences avec Salicetti, Augereau, Jourdan, Ga-

reau, et une douzaine des membres les plus influens du Conseil des Cinq-Cents. Il fut décidé que, le lendemain matin, Bernadotte serait nommé commandant de la garde du Corps Législatif et de toutes les troupes de la capitale, et ils se séparèrent. Salicetti courut aux Tuileries apprendre à Buonaparte ce qui s'était passé; et celui-ci, qui craignait un adversaire aussi courageux que Bernadotte, chargea Salicetti de se trouver le lendemain matin à cinq heures, à l'assemblée préparatoire qui devait avoir lieu avant le départ pour Saint-Cloud, et de dire à chacun des députés que lui, Buonaparte, avait fait les plus grands efforts pour empêcher qu'on ne rendît un décret condamnant à la déportation les députés qui avaient formé le dessein de donner à Bernadotte le commandement de la force armée.

Le 19, à sept heures du matin, les généraux Jourdan et Augereau, suivis de huit à dix députés du Conseil des Cinq-Cents (au nombre desquels étaient Gareau et Talot), se rendirent chez le général Bernadotte, rue Cisalpine. Ils lui apprirent que Salicetti les avait informés, de la part de Buonaparte, que Sieyès avait proposé d'arrêter un certain nombre des députés des deux Conseils, pour empêcher qu'ils ne parussent à Saint-Cloud. Ils demandèrent à Bernadotte ce qu'il pensait des événemens du jour. Il ne vit dans la communication de Salicetti que le désir de rendre ces députés favorables à Buonaparte. Quelques uns de ces législateurs semblaient reconnaissans du service que Buonaparte leur avait rendu la veille.

Bernadotte n'apprécia pas comme eux cet acte de générosité; mais il partagea leur opinion sur les mesures conciliatrices qu'ils semblaient vouloir adopter; et, entrant dans leurs vues, il s'expliqua en ces termes : « Que l'un de vous monte à la tribune, qu'il décrive en peu de mots la situation intérieure de la France, et ses succès au-dehors; qu'il dise que le départ d'une armée pour l'Égypte, en nous exposant aux hasards d'une guerre, nous a privés de plus de trente mille hommes de vieilles troupes, et d'un grand nombre de généraux expérimentés; que, néanmoins, la République est triomphante; que la coalition est rompue, depuis que Souwarow est retourné en Russie; que les Anglais, avec un prince du sang à leur tête, ont quitté la république batave, et se sont retirés en Angleterre; que la ligne de défense est maintenue entre les Alpes et les Apennins liguriens, que deux cent mille conscrits se hâtent de se former en bataillons pour renforcer les armées, et qu'il se fait une levée de quarante mille hommes de cavalerie; que l'insurrection de l'Ouest est réduite à quelques bandes isolées, et qu'une armée royaliste a été détruite ou dispersée dans la Haute-Garonne; que, pour obtenir une paix tout aussi honorable que celle de Campo-Formio, il suffit que la France conserve cette attitude formidable; que, pour la conserver, l'union et la confiance sont indispensables; que, quoique le Conseil des Anciens ait violé la constitution en nommant Buonaparte général en chef de la dix-septième division, et en lui donnant le commandement de la

garde nationale et la garde du Directoire, le Conseil des Cinq-Cents n'est pas appelé dans ce moment à délibérer sur cette violation de la constitution, mais plutôt sur les moyens de pourvoir à la sûreté du peuple français, des deux Conseils, et du gouvernement de l'État; qu'à cet effet, le Conseil des Cinq-Cents nomme le général Bernadotte collègue du général Buonaparte; que ces deux généraux se concerteront ensemble sur l'emploi de la force armée, et la distribution des commandemens, au cas qu'il faille employer cette force; mais que la tranquillité qui règne dans Paris et dans les environs donne l'assurance qu'il ne sera pas nécessaire de faire agir les troupes. Envoyez-moi ce décret; vingt minutes après l'avoir reçu, je serai au milieu de vous avec mes aides-de-camp, je prendrai le commandement du corps que je trouverai sur ma route, et nous verrons ce qu'il faudra faire. S'il est nécessaire de déclarer Buonaparte hors la loi, vous aurez toujours auprès de vous un général, et une grande partie au moins des soldats. »

Les députés partirent immédiatement pour Saint-Cloud; le malheureux usage de prononcer du haut de la tribune des discours préparés, fit perdre un temps précieux. La discussion s'échauffa; l'appel nominal pour la prestation solennelle du serment à la constitution fit écouler encore inutilement plus d'une heure et demie. Aucune autre résolution ne fut prise; Buonaparte parut, et les événemens qui arrivèrent alors à Saint-Cloud sont bien connus.

Après avoir été repoussé du Conseil des Cinq-Cents, Buonaparte, tremblant d'agitation, adressa la parole aux soldats : « Êtes-vous pour moi ? — Nous sommes pour la République, » dirent-ils. (Ce fut dans ce moment que Lucien, président du Conseil, harangua les troupes.) Que serait-il devenu si Bernadotte eût été là ! Buonaparte le sentit lui-même ; car il dit, à cette époque : « Je ne crains pas que Bernadotte consente à ce que je sois assassiné ; mais il haranguera les troupes, et c'est ce que je crains. »

Buonaparte fut informé, le même soir, du langage que Bernadotte avait tenu aux députés qui s'étaient rassemblés chez lui, rue Cisalpine. Les expressions dont il s'était effectivement servi, quoiqu'elles fussent de nature à déplaire à Buonaparte, surtout en ce qui concernait sa fuite de l'Égypte, et ses desseins ultérieurs contre la liberté de la France, furent exagérées par la malveillance, et représentées à Buonaparte comme la preuve évidente d'une haine personnelle.

Buonaparte ne put jamais se venger ouvertement de Bernadotte ; mais il ne laissa échapper aucune occasion de lui nuire, en le plaçant, comme général, dans des postes difficiles, et en l'abandonnant sans instructions et sans ordres au milieu des circonstances les plus périlleuses et les plus délicates. Le fait suivant, qui arriva bientôt après, donnera une idée exacte de cette conduite de la part de Buonaparte.

Les mesures pour rétablir la tranquillité dans l'ouest de la France, au mois de janvier 1800, n'avaient ja-

mais reçu une entière exécution; car en même temps qu'elles étaient prises, un arrêté suspendait l'exercice de la constitution dans plusieurs départemens. Les Chouans y étaient organisés en milices et en *guérillas*, qui pillaient les diligences, et assassinaient ceux qui devenaient propriétaires de biens nationaux. Ils recevaient une paie régulière, et communiquaient avec les ennemis de la République, au moyen des flottes anglaises qui menaçaient les côtes. Dans ce moment critique, Bernadotte fut investi du commandement civil et militaire de ces départemens. Par sa conduite ferme et prudente, il réprima les mouvemens séditieux, et rétablit le bon ordre et l'obéissance aux lois. Beaucoup de corps francs, dans lesquels il se trouvait un grand nombre d'individus qui, faute d'emploi, étaient à la solde des chefs chouans, furent organisés en troupes régulières; et cette mesure fournit au gouvernement les moyens de tirer de ces départemens des soldats pour l'armée d'Italie. Mais au moment où ces troupes allaient se mettre en marche pour Dijon, une insurrection sérieuse éclata à Vannes, le 28 fructidor an VIII (4 septembre 1800). La cinquante-deuxième demi-brigade refusa de marcher avant d'avoir reçu sa solde arriérée. Le commandant et les officiers, qui cherchaient à maintenir l'ordre dans les rangs, furent maltraités. A cette nouvelle, Bernadotte courut à Vannes pour étouffer l'insurrection; mais le corps avait quitté la place. Il donna ordre au général Liébert, commandant la vingt-deuxième division militaire, d'assembler la cinquante-

deuxième demi-brigade, qui était en route pour Tours; de passer devant les rangs suivi de son état-major et du conseil de guerre; de faire lire le code pénal militaire; d'ordonner aux colonels de désigner un ou deux hommes par compagnie, parmi ceux qui s'étaient fait remarquer le plus dans la révolte du 28; de livrer ces hommes au conseil de guerre, et de les faire juger sur la place, etc., etc.

Les ordres de Bernadotte furent exécutés le 4 vendémiaire (25 septembre); la cinquante-deuxième demi-brigade fut rangée en bataille à Tours, et les chefs de la révolte furent arrêtés en présence d'un grand nombre de spectateurs, sans qu'il en résultât le plus léger désordre.

Bernadotte fit un rapport de cet événement au Premier Consul, et à Carnot, ministre de la guerre; mais comme le résultat des mesures qu'il avait prises n'était pas encore connu, le Consul écrivit à la marge du rapport: « Le général Bernadotte n'a pas bien fait de prendre des mesures aussi sévères contre la cinquante-deuxième demi-brigade, n'ayant pas les moyens suffisans pour rétablir l'ordre au sein d'une ville dont la garnison n'est pas assez forte pour réprimer les mutins. »

Le résultat fut différent; les soldats rentrèrent dans le devoir, et ils dénoncèrent eux-mêmes les auteurs de l'insurrection. La demi-brigade continua sa route vers l'Italie; et deux jours après le Consul se répandit en éloges sur la prudence, la prévoyance et la fermeté du général, dont il s'était hâté de désap-

prouver la conduite. La lettre qu'il écrivit à Bernadotte à ce sujet, était conçue en ces termes :

« Paris, 10 vendémiaire an IX.

« J'ai lu avec intérêt, citoyen Général, le compte de ce que vous avez fait pour rétablir l'ordre dans la cinquante-deuxième, ainsi que le rapport du général Liébert, du 5 vendémiaire. Dites à cet officier que le gouvernement est satisfait de sa conduite. Sa promotion de colonel de brigade au rang de général de brigade est confirmée. Je désire que ce brave officier vienne à Paris. Il a donné un exemple de fermeté et d'énergie qui honore un militaire.

« Je vous salue,

« Buonaparte. »

Sans doute tous les hommes sont sujets à l'erreur, mais l'empressement du Consul à blâmer la conduite d'un commandant civil et militaire, chargé de faire respecter la discipline et les lois, semble évidemment avoir pris sa source plutôt dans un sentiment de haine particulière que dans celui du devoir que le gouvernement avait à remplir ; car rien ne l'obligeait à porter un jugement si précipité, et il aurait pu attendre le résultat définitif des mesures qu'il condamnait, d'autant plus que la scène s'était passée dans une province en proie aux factions et à la guerre civile. Les amis de Bernadotte qui étaient encore dans les bureaux du ministère de la guerre, et qui fréquentaient même les salons du Consul, s'empressaient

de l'instruire des intentions malveillantes de Buonaparte à son égard. Toutes les dépêches qu'il recevait lui annonçaient que la police formait des intrigues et des complots secrets; que des agens étaient disséminés au milieu de l'armée de l'Ouest et de l'armée du Rhin, pour chercher à compromettre les états-majors de ces armées, afin d'avoir un prétexte pour disgracier les généraux qui les commandaient. On avait soin de faire circuler différens bruits parmi les membres de ces états-majors : un jour le Consul se mourait; le lendemain la population de Paris s'était soulevée, et la Constitution de l'an IV était rétablie avec les modifications nécessaires. Les agens employés à répandre ces bruits épiaient les regards des généraux, et rapportaient la moindre expression de leurs traits. Ces indignes manœuvres excitèrent l'indignation du général Bernadotte et de l'armée qu'il commandait; et ce n'est pas aller trop loin que de dire que ce fut dans l'armée de l'Ouest et dans l'armée du Rhin, que furent conçus les premiers plans pour la conservation et l'affermissement de la liberté constitutionnelle. Des hommes qui étaient obligés par profession et par devoir de céder à la force de la discipline militaire, et qui n'avaient ni ne voulaient avoir rien à démêler avec toutes les intrigues de la politique civile, furent tout à coup animés d'un nouvel esprit, et formèrent en secret une association basée sur leurs opinions; à tel point que, dans le cours de l'année 1801, le Consul s'aperçut, aux manières froides et réservées de plusieurs généraux avec lui, qu'on n'avait plus la

même confiance dans ses intentions au sujet de la liberté publique et de la sûreté individuelle.

Cette réserve, dont il pénétra la cause, le détermina à se faire de nouvelles créatures, et à s'entourer d'hommes de la part desquels il était sûr, disait-il, de n'éprouver aucune contradiction. Ce furent ces principes funestes, et son système bien connu de tout dégrader, qui furent cause de l'entrée des armées étrangères en France, et de la chute de sa dynastie.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME QUATRIÈME.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.







